

SÉANCE PLÉNIÈRE**PLENUMVERGADERING**

du

van

JEUDI 12 AVRIL 2007

DONDERDAG 12 APRIL 2007

Soir

Avond

La séance est ouverte à 20 h 10 par M. Herman De Croo, président.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Johan Vande Lanotte et Jo Vandeurzen

Raisons de santé : Greet van Gool et Greta d'Hondt

À l'étranger : Maggie De Block et Pieter De Crem

Gouvernement fédéral

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger

Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique : en mission à l'étranger (Lybie)

Bruno Tobback, ministre de l'Environnement et des Pensions : en mission à l'étranger (Maroc)

Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État à la Simplification administrative : en mission à l'étranger (Washington)

Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées : en mission à l'étranger (Congo)

01 Ordre des travaux

01.01 Paul Tant (CD&V) : Le président devait consulter le ministre à propos de l'opportunité d'encore examiner aujourd'hui le projet relatif à la protection civile. Dans l'état actuel des choses, ce projet ne sera pas examiné avant 23 heures. Qu'en pense le président ?

Le **président** : Nous allons commencer par le projet qui est de la compétence de M. Demotte. Je pense que nous aborderons le projet sur la protection civile plus tôt que ne le craint M. Tant. Le ministre Dewael est disponible.

01.02 Paul Tant (CD&V) : Si l'examen du projet sur la protection civile ne peut être entamé qu'à 22 h 30, je propose de le reporter à la semaine prochaine comme premier point à l'ordre du jour. L'assemblée doit pouvoir se prononcer à ce sujet.

Le **président** : Si je devais constater que l'examen des points précédents progresse trop lentement, je pourrai proposer une modification de l'ordre du jour. Mais M. Dewael peut être parmi nous dans les dix minutes.

01.03 Paul Tant (CD&V) : Il aurait mieux valu que M. Demotte soit déjà là.

Le **président** : M. Tant sait bien que l'examen de la résolution a pris plus de temps que prévu. Il se pourrait

aussi que d'autres points soient traités plus rapidement qu'escompté.

01.04 Paul Tant (CD&V) : J'avais dit que nous n'aurions pas suffisamment progressé à ce moment-ci. Nous n'avons pas fait obstruction. La majorité est seule responsable du retard.

Le **président** : J'espère néanmoins que nous pourrons encore travailler suffisamment et bien ce soir.

Projets et propositions

02 **Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (3012/1-5)**

- **Proposition de loi insérant un article 1383bis dans le Code civil précisant qu'il n'y a pas de préjudice du seul fait de sa naissance (90/1-3)**
- **Proposition de loi relative aux accidents diagnostiques et thérapeutiques (230/1-2)**
- **Proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages anormaux liés aux soins de santé (256/1-2)**
- **Proposition de loi visant à ce que soient édictées des normes de sécurité et d'hygiène à l'égard des établissements de soins et établissant un mécanisme d'indemnisation des patients victimes d'infections nosocomiales (1565/1-2)**

02.01 Paul Tant (CD&V) : Nous n'examinerons ce projet qu'en présence du ministre.

Le **président** : Il arrive. Par ailleurs, la présence d'un ministre n'est pas requise pendant la lecture du rapport.

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

02.02 Luc Goutry (CD&V), rapporteur : Nous avons reçu les textes relatifs à ce projet de loi et à ces propositions de loi le 23 mars 2007, tandis que leur examen et le vote sont intervenus en commission le 27 mars. Je regrette qu'un projet de loi d'une telle importance ait été introduit si tardivement. Ces méthodes de travail rendent impossible tout travail législatif de qualité. C'est pourquoi je vais à présent présenter le rapport de façon circonstanciée.

(M. Goutry donne lecture de la première partie du rapport écrit tout en proposant quelques améliorations d'ordre linguistique)

Le rapport comporte de nombreuses erreurs linguistiques. La question est de savoir comment les corriger. Suffit-il que j'apporte ces corrections oralement ici-même ?

02.03 Yvan Mayeur (PS) : Le texte français du rapport est correct.

La rapidité des débats consacrés à ce projet est en contradiction avec son importance. En tant que rapporteur, je ne puis que présenter mes excuses pour ce travail à la hussarde. Nous n'avons pas demandé de deuxième lecture. Toujours en tant que rapporteur, j'éprouve une certaine fierté – ce commentaire ne doit nullement être interprété comme une critique à l'égard des services – et je ne comprends dès lors pas que tant de collègues se bornent à renvoyer à leur rapport écrit.

02.04 Paul Tant (CD&V) : M. Goutry a d'autant plus raison que la décision finale quant aux textes définitifs appartient à la Chambre et non aux services.

Le **président** : À propos du texte du projet : le rapport ressortit à la responsabilité du rapporteur et est approuvé par la commission.

02.05 Paul Tant (CD&V) : Mes propos ne concernent pas le rapport, mais le projet. Les services peuvent formuler une proposition, mais il appartient à la Chambre de se prononcer. Il se fait que les services n'ont pas proposé de corrections de texte. Si le président écoutait le rapporteur, il le saurait.

02.06 Luc Goutry (CD&V) : M. Mayeur a évidemment raison : les corrections de texte concernent jusqu'à nouvel ordre le texte néerlandais.

Le **président** : J'ai chaque fois suivi le texte français.

Peut-être cherchez-vous à tirer les débats en longueur. Allez-y : vous en avez parfaitement le droit. Cela fait 21 minutes que vous parlez de votre rapport. Ceci constitue un simple constat.

(Discussions dans l'hémicycle)

Laissez M. Goutry présenter son rapport.

02.07 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Pour une fois que quelqu'un présente son rapport, cela mérite d'être salué.

02.08 Paul Tant (CD&V) : Ce n'est pas nous qui avons interrompu M. Goutry, mais vous-même.

02.09 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : L'attitude de M. Goutry est évidemment liée à l'absence, tout à l'heure, de plusieurs rapporteurs. M. Goutry compense, et je n'y vois quant à moi aucun inconvénient.

Le **président** : J'ai compris ! M. Goutry compense le temps de parole économisé par tous ceux qui se sont référés à leur rapport. M. Goutry fait office de compensateur.

02.10 Luc Goutry (CD&V) : Merci, le terme est bien choisi. Je sais que le président est très soucieux des prérogatives de cette Assemblée, ainsi que de la qualité de son travail.

J'estime néanmoins ne pas avoir à rougir de présenter ici un rapport sur une proposition de loi qui aura de lourdes conséquences pour les citoyens. Il s'agit en effet de la couverture de dommages médicaux dont sont victimes des patients qui se trouvent souvent dans une situation très difficile. Nous débattons de ce projet de loi depuis huit ans.

Le projet a été traité à la hâte, en une seule journée et conjointement avec quatre propositions de loi sur lesquelles j'ai également dû faire rapport. C'est la raison pour laquelle le travail que j'ai fourni ne me satisfait pas et que je souhaite présenter maintenant un rapport correct. Si le temps presse, il aurait fallu traiter ce point plus tôt.

Je considère que les erreurs doivent être systématiquement corrigées de sorte que le rapport soit de meilleure tenue.

Le **président** : Nous savons tous lire.

02.11 Luc Goutry (CD&V) : Les imprécisions de mon rapport m'inspirent une honte croissante.

Le **président** : M. Goutry lit son rapport.

02.12 Luc Goutry (CD&V) : Non, je le résume.

Le **président** : Vous le résumez ? Je le lis en même temps que vous !

02.13 Yvan Mayeur (PS) : Monsieur Goutry pourrait-il nous faire grâce de ses commentaires sur les erreurs que contient son propre rapport ! Passons au débat !

02.14 Luc Goutry (CD&V) : Je me suis déjà excusé à trois reprises pour mon rapport mais j'en ai également expliqué les raisons. Lorsque l'on reçoit le vendredi un paquet de textes gros comme une bible concernant une législation compliquée, qu'il convient d'en mener la discussion le mardi jusqu'à 10 heures du soir et ensuite d'en faire le rapport pour que le texte puisse être discuté en séance plénière le jeudi, j'espère que personne ne m'en voudra si le rapport comporte quelques approximations.

J'ai eu le courage téméraire de faire ce rapport. J'aurai peut être mieux fait de m'abstenir, comme le dit M. Mayeur. Nous avons même un co-rapporteur en la personne de Mme Raemaekers mais elle n'est pas parmi nous pour l'instant.

02.15 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Elle viendra vous assister.

02.16 Luc Goutry (CD&V) : Je dois faire tout le travail à moi tout seul.

Le **président** : Je pense qu'elle vous relayera avec plaisir dès qu'elle sera ici.

02.17 Luc Goutry (CD&V) : Je dois donc en fait faire du remplissage jusqu'à son arrivée.

02.18 Paul Tant (CD&V) : Le règlement n'impose aucune restriction au rapporteur.

Le **président** : Le rapporteur présente son rapport comme il l'entend. Ce rapport porte la signature de M. Goutry. J'imagine qu'il l'a lu avant de le signer.

02.19 Luc Goutry (CD&V) : Je ne l'ai pas lu dans sa version imprimée.

02.20 Paul Tant (CD&V) : En quelle qualité M. Mayeur a-t-il été autorisé à intervenir il y a un instant?

Le **président** : Il est président de la commission et cosignataire du rapport.

02.21 Luc Goutry (CD&V) : Il est inconcevable que le rapporteur en soit presque réduit à supplier de pouvoir présenter son rapport ! On ne se donne plus la peine de lire les rapports dans ce Parlement. Ce que l'on veut, c'est voter le plus rapidement possible et rentrer chez soi. En quinze ans, je n'avais jamais vu la Chambre tomber si bas. On ne témoigne plus du moindre respect pour les rapporteurs ni pour les rapports. *(Applaudissements sur les bancs de l'opposition)*

02.22 Paul Tant (CD&V) : La version française du rapport est illisible.

Le **président** : M. Tant reproche à M. Mayeur d'être intervenu sans y avoir été invité. Il en fait de même à présent.

02.23 Tony Van Parys (CD&V) : Dans le texte français, il est écrit : « sur les montants des indemnistaions ».

« On reviendra encore au cours de la discussion sur les montants des indemnistaions ».

Le **président** : Il s'agit de simples coquilles.

Il faut lire « on reviendra encore » et « indemnisations ».

M. Goutry a signé le rapport et en porte donc la responsabilité.

02.24 Yvan Mayeur (PS) : Vous vous moquez des services de la Chambre. C'est inacceptable ! C'est minable !

02.25 Luc Goutry (CD&V) : Ce n'est pas parce que je signale les erreurs dans le rapport que je critique les services de la Chambre.

Le **président** : Ce n'est pas une bonne manière de travailler. Si cela continue ainsi, la Chambre finira par ressembler à un jardin d'enfants.

02.26 Paul Tant (CD&V) : Tout ce que nous faisons maintenant constitue un gain de temps puisque nous

sommes en fait encore en période de vacances.

Je souhaiterais savoir si le greffier estime que les services de la Chambre s'estiment offensés.

Le **président** : Vous ridiculisez la Chambre, ce que je ne puis tolérer.

02.27 Luc Goutry (CD&V) : Mais vous m'attribuez constamment la responsabilité des erreurs du rapport en rappelant que je l'ai cosigné. Devrais-je peut-être assurer ma responsabilité en tant que rapporteur ?

J'en reviens au rapport et je vais donner lecture des propos tenus par M. Drèze en commission.

(M. Tant souhaite s'exprimer)

Le **président** : M. Tant doit s'abstenir d'interrompre le rapporteur. Voilà à quoi nous mène la désignation de rapporteurs appartenant à l'opposition !

02.28 Luc Goutry (CD&V) : C'est une sévère mise en garde. Le président nous dit donc que plus aucun membre de l'opposition ne devrait être désigné comme rapporteur.

02.29 Le président : Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit.

02.30 Luc Goutry (CD&V) : Le président lance une mise en garde contre la désignation de rapporteurs de l'opposition.

Le **président** : Vous déformez mes propos. En commission, vous avez désigné vous-même des rapporteurs de l'opposition.

02.31 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Le président restera-t-il fidèle à ce principe si le prochain gouvernement est une tripartite ?

Le **président** : Je ne suis pas Madame Soleil.

02.32 Luc Goutry (CD&V) : Je poursuis ma présentation du rapport. *(Le rapporteur continue à donner lecture du rapport)*

02.33 Magda Raemaekers, rapporteur : Je suis également rapporteuse. Je me propose de me charger de l'autre moitié du rapport.

02.34 Luc Goutry (CD&V) : D'accord. J'en termine avec cette partie et Mme Raemaekers poursuivra avec l'examen des articles à la page 30, comme convenu.

Le **président** : Qu'a-t-il été convenu à cet égard ?

02.35 Magda Raemaekers, rapporteur : Rien. C'est pourquoi je propose de partager le travail et que je reprenne le rapport à la page 25.

02.36 Paul Tant (CD&V) : Nous ne nous satisferons en tout cas pas d'un renvoi au rapport écrit.

02.37 Luc Goutry (CD&V) : S'il n'e s'agit pas de présenter correctement le rapport, je préfère poursuivre. La Chambre y a droit. Je fournirai mon commentaire personnel dans un instant.

02.38 Magda Raemaekers (sp.a-spirit) : Je vais présenter le rapport à partir de la page 25. *(Mme Raemaekers, rapportrice, donne lecture de la seconde partie du rapport, en passant l'examen des articles)*

Les articles ont été adoptés par dix voix et deux abstentions. Les commissaires se sont mis d'accord sur quelques aménagements techniques. Le projet de loi amendé a été adopté par neuf voix et trois abstentions. *(Applaudissements)*

Le **président** : J'ai une liste d'orateurs pour la discussion générale.

02.39 Paul Tant (CD&V) : Quant à savoir qui s'exprimera au nom de notre groupe politique, cela dépendra de ce que le président est en mesure de nous annoncer.

Le **président** : Nous avons déjà perdu du temps. Après ces événements, je ne suis pas enclin à apporter beaucoup de modifications à l'ordre du jour.

02.40 Paul Tant (CD&V) : Il n'est pas nécessaire que le président modifie l'ordre du jour, il lui suffit d'appliquer le Règlement de la Chambre.

Le **président** : M. Tant devrait lire l'article 17, §3 de ce Règlement. Pour modifier l'ordre du jour, il peut déposer une proposition écrite signée par cinquante membres.

02.41 Paul Tant (CD&V) : Le président peut-il nous lire l'article en question ?

Le **président** : L'ordre des travaux, qui a été ratifié à l'unanimité au début de la réunion, ne peut être modifié que par l'application de la procédure décrite à l'article 17, §3. L'ordre des travaux ne peut être ultérieurement modifié que par un vote émis sur l'initiative, soit du président de la Chambre soit du gouvernement ou par un vote émis sur une motion formulée par écrit et appuyée par le tiers des membres de la Chambre. Il en sera ainsi.

02.42 Luc Goutry (CD&V) : Je vais tenter de convaincre M. Van der Maelen du fait que je connais la matière.

Au cours de cette législature, le président a déjà à plusieurs reprises adhéré à mon avis selon lequel il n'est pas permis que des projets aussi volumineux soient communiqués aux membres au tout dernier moment. Ce n'est pas une façon de travailler. De nombreux membres de la majorité pensent également ainsi mais finissent par rentrer dans le rang.

Nous n'avons donc reçu les textes concernant cet important projet que le vendredi et la discussion en commission - au finish - a débuté le mardi suivant déjà. J'ai déjà insisté à plusieurs reprises auprès du président pour qu'il veille à ce que la Chambre puisse faire correctement son travail. Hélas, une fois de plus nous n'avons pas pu examiner convenablement le texte et encore moins demander certains avis.

Le **président** : M. Goutry a présenté son premier amendement le 27 mars, il y a trois semaines.

02.43 Luc Goutry (CD&V) : Je parle du délai qui s'est écoulé entre la mise à disposition des textes et la discussion en commission.

Il est pénible de devoir constater que les membres de la majorité me donnent raison lorsque je les rencontre dans les couloirs mais donnent ensuite l'impression en séance plénière que nous prenons la parole pour tuer le temps. J'ai mieux à faire.

02.44 Benoît Drèze (cdH) : On nous a mis une pression inacceptable le mardi en question en imposant que le dossier soit bouclé avant 19h00 le jour-même. Lorsque nous avons défendu nos amendements, on nous a accusés de faire de la « flibusterie ». Le texte que nous nous préparons à voter présente des imperfections que nous regretterons plus tard.

02.45 Luc Goutry (CD&V) : L'opposition ne pouvant pas participer à la concertation, il est normal que nous posions des questions. Du reste, la majorité aussi a posé de nombreuses questions techniques en commission. Ce projet suscite beaucoup de faux espoirs chez les patients mais il ne règle rien. Seule la publication des 41 arrêtés royaux nécessaires règlera la situation. Il n'y aura pas encore de fonds l'an prochain et, dans l'intervalle, il n'y aura pas de couverture contre les dommages médicaux. Je suis partisan

de la création de ce fonds mais il s'agit en l'espèce d'un coup électoral au détriment du parlement et surtout du patient, ce dont je me distancie.

02.46 Paul Tant (CD&V) : On nous reproche à présent de vouloir faire appliquer le règlement mais, au cours des dernières années, la majorité a exercé sur nous une pression telle que tout débat raisonnable est devenu impossible. Sous le gouvernement Dehaene, l'urgence a été demandée pour 14 % cent des projets de loi contre 38 % actuellement. La majorité devrait en avoir honte. Cette assemblée plénière constitue pour nous la dernière possibilité de dénoncer ce mode de fonctionnement et nous ne nous laisserons pas bâillonner.

Le président a fait approuver le projet d'ordre du jour et nous avons exigé que le projet sur la protection civile soit examiné à moment opportun. Le président nous avait donné cette assurance mais nous n'en sommes actuellement pas même à la moitié de l'ordre du jour. J'estime que nous sommes toujours dans la situation prévue à l'article 17, §2 et non pas à l'article 17, §3 du Règlement.

02.47 Luc Gouty (CD&V) : Si un patient est aujourd'hui victime d'un dommage médical, il doit attaquer le médecin, de surcroît sur le terrain médical, ce qui constitue évidemment une réelle difficulté pour un profane. Par ailleurs, il doit lancer une procédure lourde. Il s'ensuit que les patients lésés sont rarement indemnisés.

Comme tout être animé de bon sens, je soutiens le principe de l'indemnisation sans faute et la création, à cet effet, d'un fonds. Toutefois, si dans les jours à venir, le ministre ose faire dans les journaux de la publicité en faveur de cette initiative, je ne manquerai pas de protester avec vigueur. Le projet à l'examen dresse uniquement l'armature de l'édifice, dont l'achèvement prendra beaucoup de temps. Les complications juridiques ne sont nullement résolues et mes questions à caractère technique sont restées sans réponse. De ce fait, on suscite de faux espoirs au sein d'un groupe particulièrement vulnérable.

Pour le prouver, je vais poser une série de questions et je compte bien obtenir des réponses du ministre ou de la majorité. L'absence de réponses sera la preuve que la procédure d'indemnisation sans faute est encore dans les limbes. Et tant que ce sera le cas, il nous sera impossible de défendre ce système auprès des patients.

Qu'advient-il si le même patient déclare plusieurs fois un dommage ?

De quelle franchise est-il question ? Quel est le montant maximum de l'indemnité ? Dans ce dossier, tout est laissé à la discrétion du Roi. Résultat : il n'y a actuellement plus aucun point de repère.

Comment le ministre justifie-t-il le recours à l'article 1382 du Code civil? Sous le régime actuel, le patient qui subit un dommage médical peut invoquer cet article qui dispose que le responsable du dommage est tenu de l'indemniser. Le dédommagement peut être exigé sur le plan civil ou sur le plan pénal. Selon le projet, celui qui opte pour l'indemnisation par le fonds renonce automatiquement et définitivement aux recours dans le cadre de l'article. Il ne peut donc plus exiger de dédommagement au civil alors même qu'il ignore le montant de l'indemnisation qui lui sera allouée par le biais du fonds.

Je partage l'analyse de *Test-Achats* qui se demande si cette disposition n'est pas contraire au principe d'égalité. La France a également institué un fonds de ce type mais le patient peut également y intenter une procédure civile. Les deux systèmes coexistent donc. Plusieurs conseils juridiques m'ont dit que la Belgique devrait elle aussi appliquer ce système mais le ministre persiste dans l'erreur.

Il s'agit donc de mettre en place un système entièrement nouveau parce que le système existant ne fonctionne pas correctement. Ce raisonnement me paraît curieux. Pour établir la responsabilité civile, il faut certes prouver la faute et le dommage ainsi que le lien de cause à effet entre les deux, ce qui n'est pas chose aisée. Mais pourquoi les deux régimes ne pourraient-ils coexister ? La victime pourrait ainsi réclamer davantage au tribunal civil s'il appert que l'indemnisation par le fonds est insuffisante.

02.48 Yvan Mayeur (PS) : L'article 1382 ne produit pas ses effets en termes d'indemnisation, d'où le consensus en faveur d'un fonds d'indemnisation. Laisser ouvertes les deux options n'était pas possible, il fallait opérer un choix de procédure.

Par ailleurs, il n'y a rien d'extraordinaire à modifier une disposition du Code civil.

Si c'est dans l'intérêt des gens, c'est une bonne mesure ! (*Interruption de M. Tant*)

Monsieur Tant, nous connaissons la matière mieux que vous. Nous l'avons examinée en commission.

02.49 Paul Tant (CD&V) : Qui peut me prouver que les victimes seront suffisamment indemnisées ? Il est clair que la procédure devant les tribunaux civils peut être améliorée. Toutefois, le fonds doit encore faire ses preuves. Un système théorique est toujours meilleur qu'un système existant. La majorité estime manifestement que le système qu'elle a inventé sera par définition meilleur que celui en place. Toutefois, je tiens à adresser une mise en garde, en particulier aux socialistes : les personnes les plus vulnérables sur le plan financier opteront pour l'indemnisation à court terme, ce qui débouchera sur un système juridique à deux vitesses.

02.50 Benoît Drèze (cdH) : Nous cherchons tous à améliorer la situation des patients. Ce qui gêne mon parti, c'est le caractère hybride de la gestion privée et publique du système. Nous ne connaissons pas encore les arrêtés royaux, mais nous pressentons que l'accord fera la part belle aux assureurs.

02.51 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : L'argument de M. Tant ne tient pas. Aujourd'hui, 95 % des personnes qui auraient voulu intenter une procédure y renoncent. Sans dire que le système que nous proposons est idéal, il apporte une amélioration par rapport à une situation qui est un scandale pour la démocratie.

02.52 Luc Goutry (CD&V) : Faisons tout de même preuve d'honnêteté intellectuelle. Si le projet était une nouvelle construction entièrement équipée, nous y serions favorables. Mais ici nous sommes devant le gros oeuvre. Une personne qui achète une maison clé sur porte ne se contenterait tout de même pas d'une construction à l'état de gros oeuvre.

Je n'ai pas reçu de réponse à la question de savoir selon quelle procédure le patient doit introduire sa demande. Qui contrôlera le fonds ? Le ministre dit seulement qu'il s'agira d'un service public à gestion séparée, placé sous la tutelle du ministre. Qui assurera l'arbitrage ? Le texte stipule simplement que deux arbitres seront désignés et si nécessaire un troisième. De qui s'agira-t-il ? Nous l'ignorons. Quant au rôle des mutualités, nous n'avons reçu qu'une réponse sommaire. La question de savoir quelles informations seront communiquées aux patients est également restée sans réponse.

La notion de "dommages anormaux" n'est pas définie dans le texte. Le ministre a indiqué à ce sujet qu'un risque anormal est un risque qui n'est pas généralement attendu. Est-ce suffisant comme définition ? Comment un profane sur le plan médical est-il censé faire la distinction entre des effets secondaires normaux et un risque qui n'est pas généralement attendu ? Comment peut-on prétendre introduire un régime de responsabilité sans faute si le patient doit dans ce cas apporter la preuve du caractère anormal de l'affection ? En l'absence de définition, comment savoir ce qu'il doit prouver exactement ?

Quant à l'apport respectif des trois partenaires du fonds – l'INAMI, les pouvoirs publics et les organismes assureurs – il n'apparaît pas encore clairement. Nous ne disposons donc d'aucune garantie en ce qui concerne le financement du fonds.

Autre incertitude : comment éviterons-nous que le fonds soit submergé de demandes et accumule très rapidement un arriéré de plusieurs années, comme au Conseil d'État ? Le délai de 180 jours n'est en effet pas contraignant.

Le texte ne comporte pas davantage de définition de la distinction entre dommages économiques et non économiques. L'incapacité de travail, par exemple, constitue-t-elle un dommage économique ? Dans ce cas, le fonds intervient-il à titre résiduaire, par rapport à l'assurance-maladie, ou s'y substitue-t-il ?

Quels seront les effectifs du fonds ? Quel sera le profil de ses collaborateurs ? De quels médecins et juristes s'agira-t-il ? Envisage-t-on de confier cette mission aux fonctionnaires de la Santé publique, en sus de leur

volume de travail actuel ?

Le **président** : Votre temps de parole est largement dépassé. Je vous invite à conclure.

02.53 Luc Goutry (CD&V) : Je souhaiterais obtenir tout à l'heure une réponse à toutes mes questions.

La simulation du nombre potentiel de dossiers a-t-elle été faite sur la base du savoir-faire des mutualités ? Va-t-on recourir à des expertises ? Dans l'affirmative, lesquelles et selon quelle procédure ? Qu'en est-il de la charge de la preuve ? Qu'en est-il de la clé entre les primes provenant des assurances et les cotisations de solidarité ? Qu'entend-on par une faute lourde et intentionnelle ? À quelle législation se réfère-t-on à cet égard ? Qu'advient-il des maisons de repos et de soins ? Celles-ci sont exclues. Elles n'échappent pourtant pas non plus aux infections nosocomiales. Dans un hôpital, le patient peut obtenir une indemnisation mais pas en maison de repos. La majorité accepte tout simplement cet état de choses.

On a posé la question de savoir si les montants versés seront imposés. Quid en cas de cumul de ces indemnités avec des prestations sociales ? Sera-t-il possible de réclamer des intérêts de retard en cas de non-respect des délais ? Appliquera-t-on un système de bonus-malus ? Je n'ai pas obtenu de réponse ou en tout cas, pas de réponse satisfaisante, à toutes ces questions.

Les collègues estiment-ils judicieux d'examiner un projet de cette manière ? Et est-il judicieux de créer de cette manière une construction pour les patients qui sont vulnérables et ont subi un dommage médical ? Quand le système sera-t-il véritablement opérationnel ?

02.54 Daniel Bacquelaine (MR) : J'ai rarement entendu autant de mauvaise foi de la part de M. Goutry qu'aujourd'hui, et j'en suis déçu.

02.55 Luc Goutry (CD&V) : Lorsque nous prenons la peine de fournir un travail de qualité, de lire les textes, de solliciter des avis et que nous exigeons que nos travaux débouchent pour le citoyen sur des projets juridiquement cohérents, on nous reproche de faire preuve de mauvaise volonté et de méfiance et de pratiquer l'obstruction. Allez donc expliquer cela aux citoyens. Rassurez-vous, je m'en chargerai à votre place.

02.56 Daniel Bacquelaine (MR) : Depuis le vote de la loi relative aux droits du patient, nous attendions une loi sur la responsabilité médicale sans faute. Il avait d'ailleurs été convenu à l'époque que la loi sur le droit des patients devait être en quelque sorte doublée ou accompagnée en parallèle d'une loi sur la responsabilité sans faute. Plus on prévoit le dialogue entre le médecin et le patient, plus il faut aller jusqu'au bout de la chaîne, c'est-à-dire permettre au patient d'être indemnisé s'il est victime d'un dommage, qu'il y ait faute ou non.

Parmi les nombreuses propositions sur le sujet, j'en ai moi-même déposé une avec ma collègue Yolande Avontroodt en vue d'aboutir à une indemnisation d'un maximum de patients concernés.

Je ne sais pas si le système va fonctionner, mais je sais que le système actuel ne fonctionne pas (*Interruptions de M. Tant*).

02.57 Benoît Drèze (cdH) : Ce que le Dr Bacquelaine vient de dire, comme ce qu'a dit le ministre, est dangereux. Ils affirment en effet que changer le système actuel ne pourra que l'améliorer. Or en changeant de système juridique pour déboucher sur un système de responsabilité sans faute, ce dernier doit pouvoir indemniser dans tous les cas. Sinon, la victime ne dispose d'aucun recours.

02.58 Daniel Bacquelaine (MR) : Des recours éventuels sont prévus ! Mais il y a aussi ce que l'on peut appeler des dommages « prévisibles », comme une moins bonne respiration si l'on est contraint d'enlever un poumon, ou une jambe amputée d'urgence en cas de gangrène. Il ne serait pas logique d'indemniser la personne pour un « dommage », mais plutôt en tant que personne invalide, ce qui ne serait pas du ressort du

Fonds.

02.59 Benoît Drèze (cdH) : En commission, le ministre et M. Mayeur m'ont interdit d'utiliser des exemples !

02.60 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : C'est incorrect ! Le ministre a simplement dit qu'il ne voulait pas se limiter, dans l'exposé, à fournir des exemples qui seraient pris comme de simples illustrations.

02.61 Daniel Bacquelaine (MR) : Le projet n'est sans doute pas parfait, ce qui ne doit pas nous empêcher d'avancer. Il faut poser la question du maintien ou de l'abrogation du système de la responsabilité civile. J'avais déposé une proposition qui maintenait les deux voies, mais sur le plan pratique, on s'est très vite rendu compte que c'était impossible. La condition primordiale de l'indemnisation sera simplement la présence d'un dommage anormal lié à une prestation de santé ou à l'absence d'une prestation de santé. Comme le fonds d'indemnisation bénéficiera de la collaboration de personnes qui connaissent la médecine, on pourra sans doute évaluer justement la plupart des dommages.

Cette option va dans la bonne direction. Actuellement, la procédure est très longue et ardue. La preuve d'une faute est toujours difficile. L'introduction d'une nouvelle procédure complexe n'aurait eu aucun intérêt.

Le système proposé se veut simplificateur pour la victime, et plus rapide dans son application. Il implique une indemnisation unique et limitée. Mais un recours auprès du tribunal du travail reste toujours possible en cas de désaccord sur l'existence d'un dommage ou le montant de l'indemnité.

La deuxième question concerne les infections nosocomiales. On a décidé d'intégrer cette notion dans la loi, car il s'agit d'un problème aigu à l'heure actuelle, et qui cause nombre de dommages pour les patients.

Bien sûr, cette mesure implique un effort supplémentaire en matière de financement. C'est la troisième question. Ce financement est-il justement estimé ? Nous avons, en tout cas, introduit un amendement au projet de loi pour ce problème, qui prévoit de faire confirmer par la loi les arrêtés royaux éventuellement pris pour créer de nouvelles formes de financement.

La quatrième question a trait à l'intégration des prestations esthétiques. A l'occasion d'une intervention esthétique, peut en effet survenir un dommage, qui mérite indemnisation.

Fallait-il intégrer aussi les maisons de repos et de soins ? La question se pose, d'autant que les patients passent d'une maison de repos à l'hôpital et *vice versa*. On ne sait pas toujours d'où vient la source d'une infection ! Bien entendu, le système devra encore être amélioré, moyennant un financement complémentaire.

Je sais qu'au CD&V, vous aimez à prélever des impôts aussi facilement que vous mangez des croissants au petit-déjeuner, mais nous ne sommes pas tous partisans de ces pratiques. Un financement complémentaire sous-entend des recettes. J'ignore si vous allez faire des dons dans ce but, mais il me paraît démagogique de dire « il suffit de » financer davantage !

02.62 Luc Gouty (CD&V) : À court d'arguments quant au fond, M. Bacquelaine me taxe de démagogie. Il fait pire que cela : il demande si nous voulons financer tout cela par l'impôt. Il ignore lui-même comment le financement sera organisé. Car enfin, la sécurité sociale aussi est financée par l'impôt, c'est-à-dire par la collectivité. M. Bacquelaine affirme que je plaide pour une hausse des contributions parce que je réclame de faire la lumière sur ce système ! Pareil raisonnement ne témoigne pas d'une grande honnêteté intellectuelle.

02.63 Daniel Bacquelaine (MR) : Nous en sommes au lancement d'un nouveau système d'indemnisation, basé sur un financement par l'INAMI, l'État et les primes des prestataires. Nous essayons aussi d'empêcher ces primes d'augmenter indéfiniment. La question se posera de l'inclusion dans le système de toutes les institutions de soins en général, mais lançons d'abord le système, avant de le compléter.

La sixième question était celle de la responsabilisation des prestataires de soins. Il fallait maintenir un

système de responsabilisation, pour éviter des accidents dus à un manque de précaution. Dans ce domaine, la loi définit clairement la faute lourde et la faute intentionnelle.

Enfin, je me réjouis qu'il ait été tenu compte de l'arrêt français *Perruche*, au sujet duquel j'avais moi-même déposé une proposition à l'époque.

En 2001, j'avais déposé une proposition visant à préciser que le seul fait de naître ne pouvait constituer un préjudice et qu'on ne pouvait indemniser une personne née handicapée à la suite d'une erreur de diagnostic prénatal.

La Cour de cassation française s'était, en effet, aventurée dans cette voie, en comparant la situation de l'enfant après la naissance avec celle s'il n'était pas né. Or, le principe de solidarité doit assurer à la personne handicapée une place dans notre société, et son problème ne peut pas être compensé par un raisonnement juridique biaisé. Je me réjouis donc que nous ayons pris position sur cette question éthique lourde de conséquences.

Pour conclure, nous soutiendrons ce projet de loi, car nous sommes convaincus que les victimes de prestations de soins seront rapidement et correctement indemnisées. D'autre part, ce texte contribuera au bon exercice de l'art de guérir et évitera les dérives de la médecine défensive. Cette disposition empêchera aussi de s'aventurer dans la judiciarisation excessive et dans la croissance intenable des primes d'assurance liées à l'exercice de l'art de guérir.

Concernant ces primes, les moins heureux dans le système que nous mettons en place sont les compagnies d'assurances. Du côté des patients et des associations de patients, comme chez les prestataires de soins, le texte est accueilli avec satisfaction.

02.64 Benoît Drèze (cdH) : Tant qu'on ne dispose pas des arrêtés d'exécution, et qu'on ne sait pas exactement comment cela va fonctionner, il est logique que les compagnies d'assurances continuent à maintenir la pression pour tenter d'avoir la clef de répartition la plus favorable !

02.65 Daniel Bacquelaine (MR) : Si l'on avait laissé persister le système actuel, on allait entrer dans un système de primes de plus en plus importantes et impayables par les prestataires de soins qui auraient dû répercuter ce coût sur le fonctionnement des hôpitaux. Cela devenait techniquement ingouvernable. Il fallait donc améliorer le système. Nous avons opté pour la procédure qui me semble la plus efficace à l'heure actuelle. Elle devra sans doute être améliorée pour que les patients, les prestataires de soins et les institutions de soins en retirent un bénéfice, par rapport aux dommages ou aux conditions de travail.

02.66 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Le Vlaams Belang déplore que cet important projet de loi doive être traité à la hussarde en fin de législature. Certes, nous ne sommes pas toujours sur la même longueur d'onde que le CD&V mais nous nous accordons avec lui pour dire que de nombreuses zones d'ombre subsistent. Par exemple, quelle sera exactement la teneur des arrêtés royaux ?

Quoi qu'il en soit, une augmentation du nombre d'actions en dommages-intérêts engendrera une médecine défensive et ce n'est pas une bonne chose. Nous devons nous garder de créer des situations comme celles que connaissent les États-Unis. C'est la raison pour laquelle le Vlaams Belang est prêt à collaborer à la recherche de solutions constructives. Qu'un projet ait enfin vu le jour nous réjouit. Le 22 août 2002, la loi sur les droits du patient a été adoptée. Déjà alors, nous aurions souhaité prévoir un régime de responsabilité sans faute. Aujourd'hui nous sommes en mesure de le faire. Il était grand temps !

Le financement du fonds a constitué un premier point de discussion majeur. On craint une majoration substantielle des primes d'assurance de la responsabilité professionnelle. Le ministre s'est voulu rassurant à ce sujet en commission. Je l'invite à réitérer ses propos dans cette enceinte.

Dès lors que l'INAMI est appelé à intervenir, on craint aussi les effets de la mesure pour le budget des honoraires, un point que le ministre se doit également de préciser. Mais le fonds ne sera pas alimenté par un

prélèvement sur les honoraires des médecins mais par le budget global de l'INAMI.

Il se dit que 70 % des plaintes pourraient donner lieu à indemnisation mais existe-t-il des garanties à ce sujet? Ce taux est élevé par comparaison avec la situation à l'étranger.

Que coûtera le nouveau système? Le gouvernement évoque le montant de 80 millions d'euros alors que le centre d'expertise parle de 140 millions et le secteur des assurances de 240 millions. Quel est le montant exact ?

Un autre axe de discussion concernait la question de savoir si les infections nosocomiales seraient ou non incluses dans ce projet. Elles l'ont été jusqu'à concurrence d'un certain montant, mais cette option entraîne une hausse non négligeable des coûts. A-t-on suffisamment tenu compte de ces infections nosocomiales dans les calculs ?

Je me félicite de l'insertion dans ce texte d'une liste restrictive d'erreurs médicales graves telles que les erreurs médicales commises sous l'influence de drogues ou de l'alcool.

Le Conseil d'État critique avec véhémence certains aspects du projet, tels que le risque de discrimination entre les victimes ayant été confrontées à une erreur médicale et les autres. Par ailleurs, il est risqué de ne plus faire appliquer l'article 1382 du Code civil. De plus, de quelle manière l'arrêté royal traitera-t-il de la franchise ?

Le problème des erreurs médicales commises dans les MRS fait également l'objet de dispositions, même si cette matière comporte des aspects communautaires. La composition du groupe de travail *ad hoc* est-elle déjà connue ? Quel en est le mode de fonctionnement et où en est ce dossier ?

Le Conseil d'État a fourni un avis de pas moins de cinquante pages dont il convient de tenir compte dans la rédaction des textes de loi. Qu'advient-il par exemple si les droits des patients sont insuffisamment respectés ? Selon le Conseil d'État, les délais imposés aux règlements relatifs au fonds sont très courts et partant, rendent le système inopérant. Le Conseil a également formulé des observations sur le montant de la franchise ainsi que sur le financement quant au fond. Que se passe-t-il en outre lorsqu'un dossier est intégralement traité par l'assureur sans impliquer le patient dans la procédure ? Notre pays a par ailleurs opté pour une procédure non contradictoire, contrairement à la France, qui a choisi une double voie.

Le système de franchise empêche toute indemnisation intégrale.

Nous nous réjouissons du fait que l'article 5 du projet reprend quasi mot pour mot une proposition de loi du Vlaams Belang. Il stipule que la naissance et l'existence d'êtres humains ne peut donner lieu à une indemnisation.

Ce projet a été élaboré bien trop tardivement et n'a pas été suffisamment mûri, même s'il représente une amélioration pour les patients et les médecins. La situation actuelle ne pouvait perdurer. Nous regrettons que de nombreux points devront encore être réglés par arrêté royal mais le fait même que ce projet existe représente une évolution positive. Il est de nature à résoudre certains problèmes. Notre évaluation positive du projet se reflètera dans le vote final, mais le ministre doit clairement annoncer la couleur en ce qui concerne les futurs arrêtés royaux. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

02.67 Yvan Mayeur (PS) : Le groupe PS se réjouit de voter enfin ce projet de loi qui va permettre l'indemnisation des patients victimes de dommages liés à des soins de santé.

Un travail important avait déjà été effectué sur le sujet. Des textes parlementaires avaient été déposés, notamment une proposition du PS visant à résoudre la problématique des infections nosocomiales. Peut-être une prochaine législature sera-t-elle l'occasion de revenir sur les aspects sanitaires de cette question.

Le sujet des aléas thérapeutiques est important car il touche les personnes tant d'un point de vue humain que d'un point de vue financier. Nous savons aussi que l'intervention d'un médecin peut échouer sans que celui-ci ne commette de faute. A l'heure actuelle, l'indemnisation du patient ne peut avoir lieu que s'il apporte

la preuve d'un lien de causalité entre la faute et le dommage subi.

Par ailleurs, le médecin est exposé face à une erreur commise lors d'un acte médical. Une absence de protection est de nature à conduire à une médecine défensive. La loi sur les droits des patients n'est pertinente que si elle est accompagnée d'un texte protégeant le praticien contre le risque médical.

Ce qui importe pour nous, c'est de permettre une juste indemnisation du patient dans un délai raisonnable ; de permettre aux médecins de poursuivre leur travail sereinement ; de garantir la qualité des soins et la relation thérapeutique et de ne pas entraver l'accessibilité aux soins pour tous. Un État démocratique se doit de garantir aux personnes vulnérables les garanties nécessaires. Le Code civil a montré ici ses limites.

Je comprends que certains milieux ressentent des inquiétudes face au changement mais le changement en pourra qu'être favorable au patient. En effet, le système actuel n'est pas efficace. De plus, le nouveau système s'inspire de fonds existants, meilleure garantie que les choses vont aller dans le bon sens.

Si le législateur devait déterminer lui-même ce qui relève ou non du Fonds, il risquerait de commettre des erreurs et de mettre des patients en situation d'exclusion. Les gens qui constitueront les équipes de ce fonds établiront leur propre jurisprudence.

Nous nous réjouissons que le gouvernement ait déposé ce texte et nous espérons que l'opposition soutiendra ce projet qui est dans l'intérêt du patient et qui est indispensable compte tenu des autres législations que nous avons votées.

02.68 Yolande Avontroodt (VLD) : Bien des choses ont en effet été dites sur ce projet qui constitue du reste le prolongement logique de la loi sur les droits des patients adoptée sous la législature précédente. Patients, médecins et pouvoirs publics étaient demandeurs de cette loi et mon groupe se félicite dès lors de ce projet, même si la loi n'est pas parfaite. C'est la raison pour laquelle il faudra la soumettre à une évaluation dans quelques années.

M. Goutry a posé de nombreuses questions mais il ignore lui aussi dans quel sens il conviendrait d'y répondre. C'est un tout autre débat que nous avons mené avec le CD&V en commission. Le CD&V a posé, à juste titre, un certain nombre de questions que nous avons écoutées. Une lecture objective du rapport montre que le débat s'est déroulé dans un esprit constructif. Le CD&V s'est d'ailleurs abstenu. L'ambiance est bien différente aujourd'hui.

02.69 Luc Goutry (CD&V) : Il est vraiment devenu impossible d'encore débattre correctement. Il est vrai que nous avons adopté une attitude constructive en commission puisque nous sommes partisans de la création d'un fonds d'indemnisation. Ce projet ne mérite toutefois pas ce nom.

Il est déloyal de nous reprocher aujourd'hui d'être opposés à ce projet car cette loi n'a pas été élaborée dans de bonnes conditions.

02.70 Yolande Avontroodt (VLD) : Je respecte l'opinion de M. Goutry mais je voulais tout simplement indiquer que tout récemment encore, ce débat se déroulait dans une autre atmosphère.

La notion de « dommage anormal » a effectivement alimenté de nombreuses discussions. Les professionnels du secteur médical savent à quel point la frontière est ténue entre les risques normaux, les effets secondaires inévitables et les dommages anormaux. À mon sens, le ministre n'a pas mal défini cette notion et le projet précise clairement les risques couverts et ceux qui ne le sont pas.

Ce projet de loi règle l'indemnisation des dommages occasionnés par des médecins et des prestataires de soins ainsi que le défaut de soins et les infections nosocomiales.

J'ai clairement signalé que l'étude du centre d'expertise ne traite pas des infections nosocomiales. Je préconise d'également de charger le centre d'expertise d'étudier la présence de telles infections dans les MRS. Avant de pouvoir les inclure dans la loi, nous devons connaître l'état de la situation. Le projet est d'ailleurs en partie fondé sur trois études du centre d'expertise.

La suppression de l'application de l'article 1382 du Code civil procède d'un choix clair, lié à la praticabilité et à la transparence du système, et visant à garantir une plus grande sécurité juridique. Cela ne signifie toutefois pas qu'il se créera une sorte d'impunité.

Il est possible d'assurer un suivi correct de l'assurance contre les infections nosocomiales en faisant appel au Centre d'expertise. Nous n'en sommes qu'aux débuts du recensement de ces infections. La prévention sera de plus en plus nécessaire mais nul ne peut prévoir le coût futur des infections nosocomiales.

Un système d'enregistrement efficace nous fournira désormais une vision de tous les accidents thérapeutiques et de toutes les infections nosocomiales. C'est une bonne chose car, grâce à cette collecte des données, nous pourrions mesurer la qualité des prestations de soins en termes de résultats – à savoir, la guérison – et non en termes financiers.

Le financement du fonds constitue bien sûr l'un des points névralgiques. Le secteur des assurances s'interroge. Une condition fondamentale concerne le montant des primes réclamées aux médecins, dont on craint qu'elles augmentent exagérément. C'est pourquoi l'article 33 devrait disposer que les primes des prestataires de soins ne pourront pas être revues à la hausse, comme le premier ministre l'a d'ailleurs aussi déclaré en séance plénière. Cette disposition exige bien sûr que la partie de la charge totale des sinistres due par le secteur des assurances soit clairement définie et délimitée.

Le ministre devrait encore clarifier ce point.

Oui, notre groupe adoptera ce projet de loi mais à nos yeux, une évaluation après trois ans est nécessaire, en ce qui concerne le niveau des indemnités aussi bien que l'incidence budgétaire du système. Je préconise de rendre aussi transparentes que possible les données collectées par le biais du fonds et de les mettre à la disposition de tous les acteurs du secteur, c'est-à-dire les patients, les prestataires de soins et les pouvoirs publics.

02.71 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Il est pour le moins étrange que la majorité demande une évaluation. Si le ministre pouvait aujourd'hui nous en dire un peu plus sur l'orientation des arrêtés royaux, la majorité n'aurait plus à se retrancher derrière cette idée d'évaluation qui a l'air d'une solution de facilité.

02.72 Yolande Avontroodt (VLD) : Étant donné qu'il n'y a pas encore de projets d'arrêtés royaux, le ministre ne peut nous les fournir.

Prôner une évaluation permanente du système n'a rien de paradoxal. Au fond, c'est la procédure normale. Les informations concernées pourraient être placées sur le site web du fonds, ainsi chacun pourra les consulter. Nous devons mettre en place ce fonds petit à petit et procéder à son évaluation graduellement.

02.73 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Nous n'avons pas demandé au ministre les textes des arrêtés d'exécution mais simplement quelle serait globalement leur teneur, de quoi nous rassurer quelque peu en tant que parlementaires.

02.74 Luc Goutry (CD&V) : Tout cela démontre que le projet est une boîte vide. Il s'agit d'un texte qui atteint le niveau d'une résolution. (*Protestations sur les bancs du PS*)

Quarante et un arrêtés d'exécution doivent encore être pris. Le fait que le texte prévoit une évaluation est pratiquement le seul aspect positif.

02.75 Benoît Drèze (cdH) : Nous ne partageons pas toutes les options du projet, mais nous sommes d'accord avec le principe de la responsabilité sans faute, qui est un principe de génération apparue assez récemment en Belgique. En effet, les propositions de loi antérieures à celles que j'ai déposées en 2005

étaient différentes.

02.76 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Près d'un an avant l'introduction de la proposition dont vous parlez, j'avais organisé en collaboration avec le Sénat et la Chambre une commission dans laquelle j'avais plaidé en faveur de ce point de vue.

02.77 Benoît Drèze (cdH) : Je parlais du travail parlementaire.

02.78 Yvan Mayeur (PS) : Le débat qui a eu lieu en commission en collaboration avec des experts portait sur le sujet du « no fault ».

02.79 Benoît Drèze (cdH) : Le projet est un compromis entre des aspects publics et des aspects privés, ce qui constitue pour nous la difficulté. J'ai dès lors décidé, avec M. Goutry, de redéposer nos amendements les plus importants.

Le fait d'avoir à dos les mutualités dans un tel projet risque de handicaper lourdement l'exécution de cette loi. De plus, les assureurs auront la part belle et pourraient bien réaliser demain des bénéfices encore plus importants avec cette loi !

Sur le plan des mouvements financiers, vous décrivez les sept étapes de cheminement du dossier, puis les cinq types de sources de financement. Les principes sont clairs, mais certains éléments, tels que les modalités concrètes, devraient se trouver dans la loi, qui laisse bien trop à l'habilitation royale.

L'amendement n° 2, est partiellement mais insuffisamment repris dans votre projet. Il n'y a aucune raison d'exclure les prestations effectuées dans des institutions telles que les centres de transfusion de sang, les MRS et les ambulances. J'espère qu'il en sera tenu compte au Sénat, à moins que notre amendement ne soit voté aujourd'hui.

L'amendement n° 4, à l'article 2, vise à définir, comme demandé par le Conseil d'État, le fait générateur du dommage, pour sortir du flou la notion d'« accident médical ».

L'amendement n° 19, à l'article 5, vise à retirer les termes trop vagues de « risque » et de « prévisible », et à utiliser le terme « anormal », communément utilisé, et plus proche du Code de santé publique français.

Les amendements 6 à 14 reprennent des situations concrètes avec des indemnités précises dont les détails sont prévus par la loi, conformément à l'avis du Conseil d'État et en s'inspirant des travaux du professeur Fagnard.

Il y a ensuite notre amendement n° 20 à l'article 33, qui concerne les réserves des compagnies d'assurance et sur lequel M. Mayeur s'est abstenu en commission. J'aurais préféré encore plus de conviction.

02.80 Yvan Mayeur (PS) : Monsieur Drèze, votre chef de groupe suit-il votre amendement ? Est-il bien conscient de ce qu'il signifie ?

02.81 Melchior Wathelet (cdH) : Si M. Mayeur s'abstient sur un amendement déposé par l'opposition, celui-ci doit être particulièrement pertinent. Le fait que la majorité soutienne du bout des lèvres un amendement de l'opposition m'amène à écouter attentivement M. Drèze.

02.82 Benoît Drèze (cdH) : Plusieurs intervenants ont relevé l'évolution vers une forme de judiciarisation des accidents médicaux, avec pour conséquence une augmentation des primes d'assurances. D'une part, les primes augmentent en fonction des risques encourus et, d'autre part, parce que les compagnies veulent développer des fonds de réserve élevés.

Nous façonnons ainsi un régime universel avec un financement public important. On peut donc s'interroger sur les réserves du passé : pourrait-on éventuellement en affecter une partie au Fonds aujourd'hui créé ? La part laissée aux compagnies pourra-t-elle être fiscalisée ? J'entends le ministre dire que tel article permettra d'intervenir. Cependant, je préférerais que l'amendement soit adopté, pour que dispositions d'une base légale

plus claire, explicite et qui pourra être activée sans réserve.

En commission, j'avais retiré l'amendement n° 21 à la suite de la réponse du ministre, qui renvoie à l'article 10, dernier aliéna de son projet, prévoyant de pouvoir individualiser le montant de la prime.

J'ai relu le projet du gouvernement, et je préfère un texte explicite. Avec M. Goutry, nous avons réintroduit l'amendement n° 21. En effet, le nouveau dispositif comporte un risque de déresponsabilisation des prestataires. Complémentairement à la mission du fonds en matière de prévention, nous proposons de confier au Roi la compétence de régler les modalités de fixation de montants de primes d'assurance en matière de bonus-malus.

02.83 Benoît Drèze (cdH) : Enfin, si les autres amendements sont acceptés, je retirerai le dernier amendement, qui vise à postposer d'un an l'entrée en vigueur. Bientôt, le gouvernement sera en affaires courantes et nous ne sommes pas convaincus qu'il sera en mesure de produire dans l'urgence des arrêtés royaux de qualité.

Je reviens sur la notion de « risques prévisibles », qui fait partie de la littérature médicale et recouvre des situations concrètes.

Premièrement, la perforation sur colonoscopie qui peut parfois entraîner des conséquences majeures. Les risques sont de l'ordre de 0,2 % des cas. En cas de polypectomie associée, ils peuvent atteindre jusqu'à 1,4 %. Ce type de risque est défini par la littérature médicale comme « prévisible ».

Deuxièmement, la prostatectomie radicale.

02.84 Jacques Germeaux (VLD) : Nous avons déjà mené ce débat en commission. Nous pourrions encore écouter pendant des heures l'énumération de toutes les erreurs médicales possibles et imaginables dont nous gratifie M. Drèze mais on a défini ce qu'il convient d'appeler « les bonnes pratiques médicales » à l'aune desquelles est évaluée toute pratique médicale. Quiconque enfreint les limites ainsi fixées est punissable mais ce n'est pas l'objet du présent projet de loi. M. Drèze n'en poursuit pas moins sa litanie et son attitude ne me paraît pas correcte.

02.85 Benoît Drèze (cdH) : Les parlementaires ont le droit d'entendre différents avis avant de voter un texte.

02.86 Luc Goutry (CD&V) : M. Germeaux va relativement vite en besogne. Si tout ce qui ne relève pas de la bonne pratique médicale doit être considéré comme une faute grave volontaire, il y aurait avalanche d'affaires pénales. La bonne pratique médicale n'est même pas définie clairement. Il ne s'agit généralement que d'une convention à caractère scientifique dénuée de toute valeur juridique. Le tribunal jugera toujours chaque cas distinctement.

02.87 Yvan Mayeur (PS) : M. Drèze a posé les mêmes questions en commission. Mais il n'appartient pas au législateur de répondre des conséquences d'un acte médical. Il serait dangereux de dire qui doit être indemnisé ou non. Il incombe aux experts de traiter ces problèmes.

C'est comme si, pour prendre l'exemple du Code de la route, nous voulions fixer les règles pour tous les cas de figure... Ce n'est pas notre rôle ! Nous établissons les règles, puis les experts font leur travail.

02.88 Jacques Germeaux (VLD) : M. Drèze semble attendre que la moindre faute soit prise en considération. Aucun médecin n'est en mesure de présenter un parcours sans faute et lorsque la marge d'erreur communément admise est dépassée, sa prime d'assurance est majorée. Un constat de carence alors que les prestations fournies sont par ailleurs de qualité donnera lieu au versement d'indemnités. S'il souhaite énumérer et voir indemniser toutes les exceptions, l'orateur demande l'impossible. La situation est dûment réglée sur le terrain et elle doit le rester. Il faut combattre les mauvaises pratiques par d'autres moyens.

02.89 Benoît Drèze (cdH) : Nous avons en tête des exemples différents. Cela m'inquiète.

L'article 4 est clair : les patients et leurs ayants droit sont indemnisés. L'article 5 § 1^{er} dit que les dommages qui résultent des points 1, 2 et 3 ne sont pas indemnisés. Mon problème porte sur le troisième point : « Ne sont pas indemnisés les risques ou effets secondaires normaux et prévisibles ». On emploie les mots « risques prévisibles », qui renvoient à une littérature médicale qui posera des problèmes demain. Je vous propose de remplacer ces termes par le mot « anormal ».

02.90 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Lorsque l'on parle de risques prévisibles, on le fait toujours en fonction de l'état des connaissances et de l'évolution des sciences et des techniques médicales. Il serait dangereux de devoir à chaque fois modifier la loi parce que l'évolution de la littérature scientifique le permet. L'emprunt de l'arrêté royal est à cet égard plus intéressant.

02.91 Benoît Drèze (cdH) : Nous poursuivons le même objectif que vous. Nous employons des termes qui nous paraissent plus adéquats. Je me demande s'il n'y a pas des problèmes au niveau des délais proposés par le projet de loi. Lorsque l'on comptabilise les étapes, on aboutit à un chiffre potentiel de 290 jours de suspension. Par ailleurs, la concordance dans les textes des numéros d'articles auxquels il est fait référence pose problème.

02.92 Yvan Mayeur (PS) : Je suis le calcul de M. Drèze. Il faudra faire le bilan et le comparer aux délais des procédures judiciaires actuelles.

02.93 Benoît Drèze (cdH) : Enfin, il subsiste une incertitude quant à la date à laquelle débute le délai de 210 jours associé à une demande de réparation.

02.94 Luc Goutry (CD&V) : Ce que dit M. Drèze est important : une lecture conjointe des deux articles débouche sur une interprétation selon laquelle le délai est plus long. De l'avis de M. Mayeur, c'est toujours mieux que la situation actuelle. Voilà une réaction qui dépasse l'entendement. Ce projet de loi doit être formulé le plus précisément possible. Il s'agit en effet d'indemnisations. Le volontarisme est ici à son comble.

En réalité, une abstention au moment du vote constituerait un signal trop faible. Une voix contre serait préférable. Mais cette attitude donnerait à penser que nous sommes opposés au système, ce qui n'est pas le cas. Je maintiens ma position : ce projet est de la pure démagogie.

02.95 Benoît Drèze (cdH) : Je pense avoir convaincu mes collègues que nous ne souhaitons pas retarder les travaux de manière artificielle mais que nous voulions apporter une valeur ajoutée.

02.96 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Le sp.a se réjouit de ce projet, qui a connu une genèse difficile. Cela fait dix ans que nous discutons de la manière de mettre un terme à l'injustice dont sont victimes les patients en cas d'erreur médicale. Le mérite de la mise en place de ce régime revient à l'actuel gouvernement, même si d'aucuns n'aimeront pas entendre cela.

Cette loi n'est peut-être pas parfaite mais elle peut fonctionner et il s'agit d'un moyen pragmatique de mettre un terme à une grave injustice. À l'heure actuelle, 95% des victimes d'une erreur médicale ne sont pas indemnisés. La question est surtout de savoir qui est responsable de l'erreur : le médecin, l'anesthésiste, l'infirmier ? Ceci est très difficile à prouver. La situation actuelle est également difficile pour les dispensateurs de soins. Il est vrai qu'ils commettent parfois des erreurs mais les assureurs les conjurent de ne pas les admettre pour éviter d'importantes demandes de dommages et intérêts. Les victimes sont abandonnées à leur sort, tant financièrement que moralement. Même de simples excuses sont souvent de trop.

Ce projet n'est pas un chiffon, comme d'aucuns l'ont prétendu ici avec dédain. Il est résultat d'un long débat avec les dispensateurs de soins, les assureurs, les associations de patients et il est basé sur une étude du centre d'expertise. Il est à espérer à présent que nous disposerons bientôt d'une procédure simple et rapide qui donne satisfaction à la victime.

Outre l'indemnisation forfaitaire du fonds, une procédure devant le tribunal reste possible en cas de faute lourde ou intentionnelle.

02.97 Luc Goutry (CD&V) : Un projet de loi à portée juridique, qui traite en outre d'indemnisations, doit être

formulé très précisément, faute de quoi il ne permettra jamais d'avoir gain de cause.

Il y a en effet eu des auditions en 2000. Nous avons débattu à l'époque des grands principes. Le texte qui nous est soumis a-t-il été examiné lors de concertations avec les organisations concernées? A-t-il fait l'objet d'avis? Même le comité de l'INAMi compétent en matière d'assurances n'a pas vu le texte.

J'adresserai donc à Mme De Meyer les personnes qui, pour avoir recouru en toute confiance au fonds, s'en reviendront déçues.

02.98 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Quant à moi, j'enverrai à M. Goutry les 95 % de personnes qui n'obtiennent absolument rien sous le régime actuel.

J'imagine qu'il est frustrant pour l'opposition de devoir admettre qu'un dossier épineux a finalement été réglé. La loi n'est pas parfaite, c'est vrai. La question de la franchise appelle des questions et c'est à juste titre que *Test-Achats* a formulé une série d'observations. Il s'agit d'un nouveau système qui doit être testé et évalué.

L'important, c'est que ce système existe désormais. Il pourra être évalué et corrigé si besoin en est. L'enregistrement des erreurs médicales est enfin rendu possible en Belgique et une politique de prévention digne de ce nom peut enfin être mise en place. On est passé de la totale absence de législation à la création d'un fonds qui constituera le couronnement des droits des patients.

02.99 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Le constat de départ revient à se demander dans quelle situation nous nous trouvons en matière d'aléas thérapeutiques et d'erreurs médicales. Par rapport aux erreurs médicales, le taux d'échec est important en raison de la complexité des procédures. Quant aux aléas, ils ne sont absolument pas couvrables par le système existant. Les questions à se poser à l'heure actuelle pour obtenir réparation sont : y a-t-il un dommage? Un responsable? Un lien entre la faute commise par le responsable et le dommage? Dans un tel contexte, une réparation est très difficile à obtenir. Le système proposé sort des relations de cause à effet tout en recourant à un fonds pour couvrir le patient.

Sur la question des délais : les suspensions viennent allonger le délai de 7 mois.

Sur la question du financement : environ 100 millions d'euros sont prévus. Les assurances nous disent qu'à peu près 34 millions peuvent être versés sur base des primes actuelles. J'ai demandé au centre d'expertise de réévaluer ce chiffre mais nous avons là une marge. Les réserves sont bien entendu la propriété des assurances. Les procédures en cours et à venir doivent être couvertes par les sociétés d'assurance. Donc, elles ont besoin de moyens pour les demandes en cours. Quid si ces fonds ne sont pas utilisés totalement? Là, c'est le droit comptable qui peut répondre, il reste à poser une question au ministre de l'Économie à ce sujet.

En ce qui concerne la franchise, la loi fixe des balises.

Au sujet de l'article 13, la question est de savoir comment impliquer les mutualités. Le gouvernement a évidemment l'intention de les associer, en tant que « syndicats » des patients.

En ce qui concerne les MR et les MRS : la compétence est fédérale pour les MRS et fédérée pour les MR. Mais il ne s'agit pas d'institutions différentes. Parfois, dans la même chambre, un lit est MR et l'autre MRS. Nous ne pouvions nous exposer au risque de créer des inégalités, qui auraient été intolérables. J'espère que nous avons trouvé les solutions efficaces.

02.100 Mark Verhaegen (CD&V) : Nous avons posé 24 questions détaillées. Le ministre n'a répondu qu'à trois d'entre elles. Nous voulions une bonne réglementation et un examen sérieux du texte à la Chambre. La vacuité antérieure ne commande pas que nous satisfassions de ce projet de loi. Aujourd'hui, en effet, les questions sont plus nombreuses que les réponses.

La Belgique risque d'être isolée. La France et les pays scandinaves ont opté pour une double réglementation qui offre aux patients la possibilité d'ester en justice. En choisissant de s'engager dans une voie unique, la Belgique restreint leur sécurité juridique.

Le budget du fonds est insuffisant, ce qui risque fort d'entraîner des violations du principe d'égalité. Le présent projet est resté huit ans dans les tiroirs sans qu'il soit procédé à la moindre audition et on voudrait l'adopter en huit heures ! Les patients seront les dindons de cette farce.

Ce projet n'est qu'une belle façade. La législation sur les assurances doit être précise, or elle ne l'est pas. Nous ne pouvons adopter ce texte.

02.101 Benoît Drèze (cdH) : Je voudrais préciser à M. Bacquelaine que la seule proposition antérieure à 2003 dont l'intitulé contenait les mots « sans faute » a été déposée au Sénat par son collègue Alain Destexhe. La proposition de M. Bacquelaine laissait coexister les deux régimes. Dans les anciennes propositions, les victimes étaient orientées vers l'un ou l'autre régime selon que le dommage était ou non la conséquence d'une faute médicale, ce qui semble aujourd'hui dépassé. Le projet du gouvernement et ma proposition de loi ne conservent que le régime sans faute.

Enfin, monsieur le ministre, vous avez précisé pourquoi les maisons de repos n'ont pas été intégrées dans le système. Mais si un accord de coopération avait pu être négocié avec les entités fédérées, je suppose que vous auriez voulu qu'elles financent la part propre à leurs institutions. J'en conclus que nous aurons des difficultés longtemps...

02.102 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : C'est une évidence. Tout a un coût.

02.103 Yolande Avontroodt (VLD) : La réponse qui sera fournie à ma demande de ne pas permettre la majoration des primes d'assurances pour les prestataires de soins aura une incidence sur la charge totale que devront supporter les compagnies d'assurances. Il est impératif de prévoir une limitation. Cette question sera également posée au Sénat.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Le projet de loi règle des matières visées aux articles 77 et 78 de la Constitution.

En application de l'article 72, 2, alinéa 2, du Règlement, les dispositions relevant de l'article 77 de la Constitution sont disjointes du projet de loi.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 3012/4 (matière visée à l'article 77 de la Constitution). Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3012/4)

L'intitulé a été modifié par la commission en « projet de loi concernant le règlement des différends dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé ».

Le projet de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 3012/5 (matière visée à l'article 77 de la Constitution). Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3012/5)

L'intitulé en néerlandais a été modifié par la commission en « wetsontwerp betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg ».

Le projet de loi compte 35 articles.

Amendements déposés:

Art. 2

- 2 Benoît Drèze cs (3012/2)
- 4 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 5

- 19 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6bis

- 6 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6ter

- 7 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6quat.

- 8 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6quinq.

- 9 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6sexies

- 10 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6septies

- 11 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6octies

- 12 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6nonies

- 13 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 6decies

- 14 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 31

- 20 Benoît Drèze cs (3012/2)
- 21 Benoît Drèze cs (3012/2)

Art. 35

- 25 Luc Goutry cs (3012/2)

Les amendements et articles auxquels ils ont trait sont adoptés. Les articles restants sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

03 Proposition de résolution relative à la consommation de médicaments dans les maisons de repos et dans les maisons de repos et de soins (2236/1-2)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2236/1)

La discussion est ouverte.

03.01 Luc Goutry, rapporteur : Plusieurs réunions de commission et auditions ont été consacrées à cette résolution dont la finalité est de lutter contre la consommation excessive et erronée de médicaments dans les maisons de repos et de soins. La surconsommation est en effet néfaste pour l'assurance-maladie. Du reste, l'auteur principal de cette résolution, Mme De Meyer, a indiqué que les patients souffrant de démence consomment généralement moins de médicaments que les autres. Le fait que les patients croient que la prise de médicaments les soulagera engendre manifestement une consommation accrue de médicaments. La proposition a été adoptée à l'unanimité.

(M. Goutry donne ensuite lecture du rapport écrit)

03.02 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Ma patience a des limites et ces limites sont maintenant dépassées. Jusqu'à maintenant, je respectais beaucoup M. Goutry mais ce n'est plus le cas car il semble avoir perdu

tout esprit de synthèse. D'autres rapporteurs ont su le conserver. Son attitude ne témoigne pas d'un grand respect pour ses collègues. D'autant que nous n'avons pas besoin de lui pour lire ce rapport.

Je déplore cette attitude de la part d'un parti qui ambitionne d'entrer au gouvernement après les élections. Et donc, le rictus qui apparaît sur le visage des membres du CD&V chaque fois que M. Goutry prend la parole m'irrite au plus haut point. Je suis sûre que je ne suis pas le seul membre fatigué dans cet hémicycle. Je suis convaincue que Mme Burgeon saura quant à elle synthétiser la seconde partie du rapport.
(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

Le **président** : Chaque rapporteur présente son rapport de la manière qui lui convient le mieux.

03.03 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Mme Roppe a raison. Arrêtons les travaux maintenant et traitons les points qui sont encore inscrits à l'ordre du jour la semaine prochaine.

03.04 Luc Goutry (CD&V) : Il faudrait se référer au rapport écrit parce qu'il fait nuit. S'agit-il là de travail parlementaire de qualité ?

03.05 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : J'ai déjà eu l'honneur de présenter un rapport à plusieurs reprises et je n'ai référé qu'exceptionnellement au rapport écrit. Mais il ne faut pas être très malin pour présenter un rapport de quatre pages en une demi-heure.

03.06 Paul Tant (CD&V) : J'ai déjà proposé cet après-midi de reporter certains points de l'ordre du jour à la semaine prochaine. La majorité nous a imposé cet ordre du jour surchargé et elle est donc à l'origine de cette situation. On ne peut dès lors reprocher à l'opposition de jouer son rôle.

Nous dénonçons déjà depuis des mois que le Parlement est corseté. Avec la complicité du président, nous avons été privés de la possibilité de nous prononcer sur l'opportunité de reporter certains points de l'ordre du jour à la semaine prochaine.

03.07 Luc Goutry (CD&V), rapporteur : *(M. Goutry poursuit la lecture du rapport écrit)*

03.08 Colette Burgeon, rapporteur : Je ferai pour ma part rapport sur l'échange de vues qui a suivi. Mme De Meyer a commenté l'étude du professeur Robert Vander Stichele, de l'Université de Gand, qui confirme l'importance du formulaire et la nécessité de renforcer le rôle du médecin-coordonnateur et conseiller (MCC). Elle s'est demandée s'il était possible d'automatiser le système de prescription et quel en serait le coût. Il y a quelques années, une étude de la mutualité chrétienne avait montré qu'un quart de la médication était inefficace. M. Vander Stichele confirme-t-il ce constat ? Les génériques occupent-ils une place dans le formulaire ?

M. Luc Goutry a estimé que le projet proposé évoquait une situation idéale. La réalisation d'une partie des objectifs serait déjà très positive. L'utilisation d'un bon formulaire est la clef du succès. Ce formulaire devra être remis en application par le MCC, qui n'est pas suffisamment associé aux décisions. Dans le futur, le pharmacien devrait aussi davantage être associé à la concertation. Pour les personnes démentes, il a demandé d'investir également dans les infirmiers de référence, comme c'est le cas pour les soins palliatifs.

M. Vander Stichele a souligné l'existence d'un millier de MRS en Belgique, mais seules quelques entreprises de logiciels développent les applications dans le secteur. Il serait bon que les pouvoirs publics appuient le développement d'une standardisation et d'une labellisation, comme pour les cabinets de généralistes. M. Vander Stichele a aussi estimé que des infirmiers devraient se spécialiser en pharmacologie. Par province, un pharmacien clinique, un référent infirmier et un MCC devraient travailler ensemble pour organiser la communication et la concertation des groupes professionnels dans les différentes maisons de repos.

Quant à M. Geert Van Genechten, pharmacien fournisseur de maisons de repos, il a souligné que les médicaments génériques ont une place dans le formulaire et qu'ils devraient y avoir une place plus

importante encore.

Le reconditionnement rend les médicaments plus reconnaissables pour le personnel soignant. Des doutes subsistent quant au but thérapeutique des demi-médicaments et quarts de médicaments. Le problème qu'ils posent en termes d'intensité de main-d'œuvre pourrait peut-être être résolu en réduisant les doses de moitié au niveau industriel.

La malconsommation représente une charge importante pour la société. Il est nécessaire de réunir le médecin coordinateur et conseiller et le pharmacien coordinateur et conseiller.

La proposition de résolution a été adoptée à l'unanimité.

03.09 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Lorsqu'il y a un an, nous avons tiré la sonnette d'alarme à propos de la consommation de médicaments dans les maisons de repos, nous nous sommes heurtés à une réaction condescendante du secteur et de certains collègues. Ce que nous dénoncions à l'époque, à savoir une surconsommation et une prescription à mauvais escient de médicaments, a dans l'intervalle été confirmé par le Centre d'expertise. Ces pratiques sont très coûteuses, non seulement pour l'INAMI, mais aussi pour le patient.

Il existe certes un formulaire national, mais selon le Centre d'expertise, celui-ci ne serait que peu disponible dans les maisons de repos. Un quart d'entre elles n'en feraient pas un usage actif. Quant à la prescription électronique, elle laisse également à désirer.

Selon notre analyse et celle du Centre d'expertise, l'estimation initiale de cinq médicaments par jour par occupant de maison de repos se situerait même en deçà de la réalité. La consommation quotidienne serait de huit médicaments, dont bon nombre d'antidépresseurs. Il est également question de surconsommation pour certains médicaments, et de sous-consommation pour d'autres. Tout cela coûte cher au patient : entre cinquante et cent cinquante euros par mois, à payer de sa poche !

Dans cette résolution, nous défendons quatre grands principes. L'utilisation efficace, et donc électronique, du formulaire doit être rendue obligatoire. Elle doit permettre d'identifier rapidement le médicament le plus approprié, qui peut éventuellement être un produit générique. En outre, il convient de mieux réglementer l'achat et la distribution de médicaments pour qu'on puisse investir l'argent dans d'autres domaines. Ensuite, un rôle étendu doit être confié au médecin coordinateur et conseiller (MCC), qui doit bénéficier à cet effet d'une formation et d'un encadrement de qualité. Et, *last but not least*, nous plaçons pour une étude permanente de la consommation médicamenteuse dans le secteur résidentiel et pour un système d'enregistrement efficace des erreurs pharmaceutiques. (*Applaudissements*)

03.10 Luc Gouty (CD&V) : Nous soutenons cette résolution depuis les bancs de l'opposition. Il s'agit en effet d'une matière intéressante. Nous devons évoluer vers une consommation plus modérée et plus appropriée des médicaments.

Le CD&V estime que le formulaire doit être utilisé efficacement. Il s'agit d'un excellent instrument trop peu utilisé jusqu'à présent. Il est ainsi également tenu compte du fait que les médecins ne s'y retrouvent plus dans le dédale des 26.000 médicaments disponibles, pour seulement 1700 substances actives. Les produits doivent donc être sélectionnés en fonction d'un rapport qualité-prix favorable et le remboursement doit y être lié.

Le talon d'Achille des maisons de repos en matière de politique médicamenteuse réside dans le fait qu'ils ne disposent pas de leur propre staff médical. Il y a le personnel infirmier et dans le meilleur des cas un MCC. Le personnel infirmier ne prescrit pas et ne peut donc rien faire d'un formulaire.

Avec huit pilules par jour et par personne âgée, le problème de la surconsommation est important. Je suis convaincu du fait que la surconsommation de somnifères, par exemple, masque d'autres problèmes comme une pénurie de personnel. Le fait de ne pas disposer de suffisamment de personnel de nuit conduit à mon avis à l'administration de somnifères.

Le gériatre docteur Baeyens souscrit d'ailleurs à ma position. Les moyens que nous pouvons économiser

grâce à une consommation rationnelle des médicaments peuvent être investis dans l'emploi, afin de garantir pendant la nuit également des soins de qualité.

La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

04 Proposition de loi modifiant la législation en vue de promouvoir la mobilité des patients (2966/1-4)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

04.01 Hilde Dierickx, rapporteuse : La commission de la Santé publique a examiné la proposition de loi relative à la mobilité des patients les 20 et 27 mars. Mme Avontroodt a souligné que cette proposition de loi concrétise la résolution 24/94 relative à la mobilité des patients au sein de l'Union européenne. Cette proposition a pour but de permettre le traitement de patients étrangers sans porter atteinte à l'accessibilité et à la qualité des soins de santé en Belgique. Les patients de l'Union européenne doivent être accueillis dans le cadre d'un accord entre le pays d'origine et la Belgique et leur accueil ne peut entraîner l'apparition de listes d'attente. L'hôpital qui accueille des patients étrangers ne peut recourir à aucune subvention et la qualité des soins doit être maintenue. Les hôpitaux belges peuvent ainsi devenir des centres de référence pour le développement de l'économie de la connaissance. L'attractivité des institutions belges de soins pour les spécialistes étrangers s'en trouvera accrue.

Les dépenses relatives aux patients étrangers s'élèvent actuellement à 2,66 % du budget de l'INAMI. Les prix facturés ne couvrent pas les coûts et sont calculés sur le patient moyen, ce que le patient étranger n'est généralement pas. Étant donné que 60 % des investissements dans nos hôpitaux sont financés par les Communautés, ce pourcentage n'est pas facturé au patient étranger.

La proposition de loi prévoit la création au sein de l'INAMI d'un observatoire fournissant des informations sur les listes d'attente, l'accessibilité, la qualité et l'enregistrement de patients étrangers.

Lors de la discussion générale, Mme De Meyer a souligné qu'elle est favorable à la création de l'Observatoire. M. Vandeurzen a dénoncé le manque de transparence du financement et M. Germeaux a souligné que la proposition de loi a surtout pour objectif de calculer le juste prix des prestations.

La proposition de loi a été adoptée à l'unanimité.

04.02 Yolande Avontroodt (VLD) : La mobilité des patients est déjà une réalité aujourd'hui. La Belgique est le pays de l'UE où l'on traite le plus grand nombre de patients étrangers dans le cadre de l'article 22 du règlement 1408/71, c'est-à-dire avec l'autorisation de l'assureur du patient et par le biais du formulaire E112. Les soins de santé constituent dès lors une source qui alimente notre économie de la connaissance, et c'est là l'aspect essentiel. Le gouvernement a fourni au secteur pharmaceutique, entre autres, d'importants incitants en matière de recherche et de développement pour empêcher la fuite des cerveaux.

Il y a une restriction technique importante, à savoir le budget. Les hôpitaux où des patients étrangers sont soignés, sont les premiers à bénéficier de cette situation. Étant donné qu'il s'agit d'un système d'enveloppe fermée, les autres établissements de soins en pâtissent.

Les frais réels ne peuvent pas être facturés, et cela constitue un problème. Avec notre proposition de loi, nous demandons au gouvernement de prendre les arrêtés d'exécution nécessaires pour régler la question.

Une des principales missions consistait à supprimer les seuils légaux tout en respectant la législation européenne. Ainsi, l'article 104ter de la loi sur les hôpitaux, qui interdit les différences de prix en fonction de la nationalité du patient (belge ou étranger), est supprimé.

Afin d'éviter un phénomène de commercialisation et l'émergence d'une médecine à deux vitesses, nous avons inscrit la création d'un observatoire dans la loi. Celui-ci aura notamment pour mission de collecter des données et de faire du monitoring.

Les missions que nous confions au pouvoir exécutif ne sont pas simples et il conviendra de vérifier si elles sont conformes à la réglementation européenne. Ce débat est du reste également mené dans les autres Etats membres de l'Union européenne, car la mobilité des patients ne fera qu'augmenter.

L'observatoire et l'économie de la connaissance apporteront une bouffée d'oxygène au secteur des soins et serviront les intérêts de nos patients. Ainsi, nous pourrions profiler notre pays comme centre d'excellence. La proposition qui nous est soumise – qui s'inscrit dans le prolongement de la résolution de M. Germeaux et Mme Déom – prouve par ailleurs qu'il est effectivement possible de donner un suivi à une résolution.

04.03 Luc Goutry (CD&V) : Cette proposition de loi tendant à résoudre des problèmes importants a bénéficié d'un soutien unanime en commission et a été précédée d'une résolution de M. Germeaux.

Les hôpitaux sont financés par une enveloppe fermée. Le nombre de patients faisant appel aux services proposés variant en fonction de facteurs externes, le budget doit également être divisé par un nombre variable d'unités. Ainsi, les flux internationaux de patients contribuent à alourdir le budget. Cette proposition de loi neutralise le budget et le rend indépendant des flux de patients étrangers. Elle prévoit par ailleurs la création d'un observatoire visant à surveiller les flux de patients.

La FEB fait état d'une prétendue surcapacité hospitalière, que nous devrions commercialiser par le biais du tourisme médical. Nous estimons toutefois ce dernier terme déplacé. A notre grande satisfaction, le ministre Demotte a par ailleurs pris l'initiative, avec ses collègues européens, de bloquer la directive Bolkestein en ce qui concerne les soins de santé.

Grâce à la correction proposée par la proposition de loi, les listes d'attente peuvent être évitées. Nous devons préserver notre bonne réputation dans ce domaine, même si une régulation sera nécessaire, notamment par le biais de l'observatoire. Cet observatoire devra principalement procéder à des enregistrements car il s'agira en premier lieu d'identifier les problèmes.

En ce qui concerne les centres de référence, nous avons davantage de réserves à formuler. Nous devons disposer de centres d'excellence mais ceux-ci doivent être définis. L'objectif ne saurait consister à donner l'impression que la Belgique est le seul pays à offrir des soins de cette qualité. Une politique de santé de qualité doit être menée dans l'ensemble de l'Union européenne.

Nous soutenons cette proposition. Nous avons déjà approuvé, à l'époque, la résolution de M. Germeaux. Il faut se réjouir de la transformation d'une résolution en proposition de loi. Hélas, une fois approuvées, les résolutions demeurent trop souvent lettre morte.

04.04 Hilde Vautmans (VLD) : Il y a quelque temps, le Règlement a été modifié de sorte que les notes de politique générale doivent donner exécution aux résolutions. Les notes les plus récentes ont rencontré cette exigence.

04.05 Luc Goutry (CD&V) : Je ne partage pas votre point de vue à cet égard. J'enverrai à Mme Vautmans la liste des résolutions qui, après huit ans de gouvernement violet, attendent toujours d'être mises en œuvre. Il me faudra bien deux timbres pour affranchir la lettre. Par la non-exécution de nos résolutions, le Parlement perd de sa crédibilité. Cette fois-ci, une résolution s'est traduite dans les faits. Ceci constitue un exemple de bon travail législatif. (*Applaudissements*)

04.06 Jacques Germeaux (VLD) : Au moment où cette matière est sur le point d'être traitée par les autorités européennes, nous avons tendance à en sous-estimer l'importance. Le ministre a toujours défendu cette résolution avec beaucoup de conviction. Lorsque nous avons abordé la libre circulation des patients, nous avons été confrontés à la libre circulation des services. Nous devrions essayer de voir si nous ne pourrions pas en tirer aussi certains avantages. A l'époque, cette résolution faisait l'unanimité et j'espère que c'est encore le cas aujourd'hui. Elle ne tend pas à instaurer le tourisme médical mais se veut un moyen de

financer autrement nos soins de santé. Cela devrait être la seule ambition de cette proposition de loi qui est une première amorce de l'Europe sociale que nous appelons de nos vœux. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2966/4)

La proposition de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

05 **Projet de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'introduire l'interdiction de conclure un contrat de crédit pour une vente à tempérament ayant pour objet l'acquisition d'un animal de compagnie (2771/1-10)**

- **Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (2443/1-3)**

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du bien-être des animaux (2451/1-3)**

- **Proposition de loi fixant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et les conditions de commercialisation des animaux (3006/1)**

Projet de loi transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

05.01 **Magda Raemaekers**, rapporteuse : Le présent projet a été examiné les 23 et 30 janvier 2007. Une audition a eu lieu le 12 mars et le vote, fin mars.

A l'article 3, Mme Muylle, M. Goutry et M. Verhaegen ont présenté l'amendement n°6 qui reprend la teneur de la proposition de loi fixant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et les conditions de traitement des animaux.

Mme De Meyer a présenté l'amendement n°8 qui tend à éviter les achats impulsifs et à instaurer une interdiction de garder des chiens ou des chats dans l'espace commercial des magasins. Les commerces pourront toujours jouer le rôle d'intermédiaires ou exploiter un élevage. Des mesures de soutien pendant une période transitoire seront instaurées par arrêté royal. Un règlement analogue existe déjà en Autriche, en Suisse et en Norvège.

MM. Bultinck et Chevalier ont pris la parole pendant la discussion.

Le texte du projet de loi adopté par le Sénat est conforme aux recommandations du Conseil du bien-être des animaux.

Les dispositions reprises dans les amendements n°s 8, 9 et 10 constituent un compromis acceptable. Le secteur pourra se maintenir étant donné que l'on pourra continuer à vendre sur la base d'un catalogue. Le commerçant aura désormais la possibilité de conseiller des clients potentiels sans devoir tenir compte de son stock d'animaux. Le ministre souscrit aux amendements.

M. Borginon a présenté l'amendement n° 3 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2008. Par son amendement n° 5, Mme De Meyer souhaite fixer la date d'entrée en vigueur de l'article 3 amendé au 1^{er} janvier 2009. Mme De Meyer est aussi l'auteur de l'amendement n° 9 visant à modifier les définitions des notions d' "élevages de chiens" et d' "élevages de chats" énoncées à l'article 3 de la loi du 14 août 1986, modification supposant que tout élevage doit être un élevage agréé.

La proposition de loi a été adoptée par 9 voix contre 4. (*Applaudissements*)

05.02 Colette Burgeon, rapporteur : Dans son exposé introductif, le représentant du ministre des Affaires sociales et de la Santé publique indique qu'il s'agit d'interdire la vente à tempérament des animaux de compagnie. Le projet rejoint l'avis du groupe de travail du conseil du bien-être des animaux. Il permettra d'éviter les achats impulsifs d'animaux et de lutter contre l'abandon ultérieur de ceux-ci dans les refuges.

Le texte n'est pas parfait. Au Sénat, on s'est demandé s'il ne valait pas mieux remettre en cause le commerce d'animaux en tant que tel. Le projet constitue cependant un premier pas dans la bonne direction, qui ne préjuge pas d'une réflexion plus large par la suite.

A l'article 2, M. Germaux rappelle qu'il s'agit d'un compromis, vu les tensions au Sénat en cas d'élargissement du champ d'application de cet article.

M. Verhaegen a déposé un amendement n°1 visant à interdire toute convention de crédit en la matière.

M. Chevalier rappelle sa proposition de loi relative au bien-être des animaux, qui va dans le même sens.

Mme De Meyer estime aussi que l'interdiction de la vente à crédit doit être étendue à tous les animaux. Elle soutient l'amendement de M. Verhaegen.

Cet amendement n°1 est adopté à l'unanimité.

A l'article 3, Mme De Meyer dépose un amendement n° 2, visant à interdire complètement la vente de chiens et chats dans des établissements commerciaux. La vente des plus jeunes animaux, restant parfois longtemps en cage sans distraction ou stimulation, pose problème pour leur développement ultérieur.

Cet amendement n° 2 est adopté à l'unanimité. A la suite de l'adoption de ces amendements, la commission adapte l'intitulé du projet de loi en conséquence.

J'interviendrai, maintenant, au nom de mon groupe.

Quelques mots sur la principale pierre d'achoppement lors de la discussion du projet : l'interdiction de la vente de chats et chiens dans les établissements commerciaux. Dans un premier temps, l'amendement de Mme De Meyer visant à interdire totalement cette vente avait été adopté à l'unanimité. Mais après audition des représentants du secteur et des organisations de défense animale, nous avons pris conscience des difficultés possibles en termes d'infrastructures et de pertes d'emplois.

Aussi, la solution de compromis permettant aux établissements commerciaux de servir d'intermédiaire dans ce commerce nous a semblé équilibrée. Les commerçants concernés pourront aussi devenir éleveurs, à condition de respecter les règles en la matière. Enfin, une période transitoire protège le secteur de difficultés immédiates et contrecarre un marché noir éventuel.

En conséquence, nous soutenons ce projet, et appuyons cette préoccupation sociale de la douleur animale, de plus en plus partagée par nos concitoyens.

05.03 Nathalie Muylle (CD&V) : L'objectif initial du projet était d'adapter la loi de 1986 afin d'empêcher la vente à tempérament d'animaux de compagnie. Tout le monde était d'accord sur ce point et M. Verhaegen a

même encore affiné le projet.

Mme De Meyer a alors subitement présenté un amendement visant à imposer des restrictions en ce qui concerne la vente de chiens et de chats. Tout le monde a été pris de vitesse. Même au sein de la majorité, nombreux ont été ceux qui ont été surpris. M. Borginon a finalement fait une proposition de compromis : la mise en oeuvre de la loi serait reportée au 1er janvier 2008 et des auditions seraient organisées. Ces auditions ne nous ont guère apporté d'enseignements. Aucune étude scientifique n'a en effet été menée dans ce domaine.

À l'issue des auditions, la majorité a voulu faire passer à la hussarde un texte de compromis rédigé à la hâte. Il n'y aurait même pas de discussion des articles et le ministre ne devait pas être présent lors de la discussion.

Nous avons alors déposé notre proposition de loi sous la forme d'un amendement, ce qui nous a valu le reproche de vouloir mener des manoeuvres dilatoires. Mais lorsque la discussion en commission devait débiter la semaine suivante, la majorité a subitement demandé un nouveau délai. Un nouveau compromis a alors été présenté, élaboré en dehors de la commission. Ce nouveau texte ne résout pas davantage les problèmes.

Il y a pourtant une solution, suggérée par le ministre lui-même. Il s'agit d'un avant-projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 février 1997 qui avait même déjà été approuvé en Conseil des ministres mais que la ministre Van den Bossche n'avait jamais soumis à la sanction royale.

Nous avons alors déposé ce texte en tant que proposition de loi. Nous n'avons pas nous-mêmes dû chercher beaucoup d'arguments : il a suffi de les puiser dans le procès-verbal du Conseil des ministres.

Le ministre y a avancé le fait que la situation avait changé sur le terrain et que de nombreux progrès devaient encore être accomplis en matière de bien-être des animaux.

La modification de l'arrêté royal devait avoir une large assise et être élaborée en concertation avec toutes les parties concernées. Le ministre a dès lors proposé d'élaborer le texte avec le Conseil du bien-être animal, qui compte des experts dans ses rangs.

La réglementation ne concernerait pas uniquement les chiens et les chats mais également des animaux moins "médiatisés" comme les poissons ou les petits mammifères.

La modification de l'arrêté royal visait un triple objectif: améliorer le bien-être animal, renforcer le sens des responsabilités, tant des professionnels du secteur que des acheteurs et veiller à ce que la législation soit plus facilement applicable et mieux contrôlable.

Nous ne voulions dès lors pas que cette initiative louable reste lettre morte et c'est pourquoi nous avons redéposé le texte, d'abord comme proposition de loi et ensuite comme amendement.

L'une des nouveautés de la proposition est la conclusion d'un contrat avec un vétérinaire agréé.

Si des problèmes se posent, le nombre d'inspections pourra être augmenté jusqu'à ce qu'ils soient résolus. Toutes les informations devront être consignées dans un registre pendant deux ans.

La socialisation revêt effectivement une grande importance et c'est la raison pour laquelle le projet prévoit une présence minimale dans les élevages.

En outre, il était nécessaire de créer un registre uniforme où consigner les allées et venues des animaux. Ces documents-là aussi devront être conservés pendant deux ans.

L'Unizo est demandeur d'un label de qualité. Le ministre a réagi positivement à cette demande en conférant un champ d'application plus large au certificat de garantie existant.

Aux termes de ce projet, les refuges étaient tenus de tenir à jour les dossiers individuels de leurs animaux de façon à ce que la personne qui adopte un animal soit informée sérieusement.

Ce projet a placé devant leurs responsabilités à la fois les acheteurs et les vendeurs. Il en va de même pour les éleveurs et les refuges. Aussi déplorons-nous que cet arrêté n'ait jamais vu le jour.

Nous étions prêts à collaborer avec la majorité pour aller encore plus loin. Nous avons l'intention d'étendre les conditions de garantie et de mettre au point un label de qualité comme le souhaite l'Unizo. Nous entendons en outre régler la question de la socialisation pour les boutiques et les commerces. Quant au circuit des ventes au noir sur l'internet et aux importations illégales, ils requièrent également une plus grande attention.

La majorité a hélas opté en faveur d'un compromis conclu dans les coulisses du Parlement. À mon sentiment, le ministre à lui aussi été déçu à cet égard. Il a alors qualifié de premier pas important le projet à l'examen, qui concerne en réalité uniquement l'interdiction de la vente de chats et de chiens par des commerces d'animaux, sauf si le vendeur devient éleveur. Il n'est toutefois pas évident d'opérer cette conversion, contrairement à ce que certains collègues du VLD laissent entendre.

J'ose affirmer que 90 % des commerces d'animaux travaillent correctement, pour 10 % à peine qui se livrent à des pratiques critiquables. Ces pourcentages étant les mêmes dans l'ensemble des secteurs, il n'est pas correct de n'en viser qu'un seul.

Le CD&V s'est vu adresser à plusieurs reprises le reproche de ne pas défendre la cause du bien-être animal. Ce reproche est injustifié, comme l'a par ailleurs confirmé le ministre.

Le texte à l'examen constitue un compromis conclu au départ d'un premier compromis. Nous ne sommes pas prêts à nous y associer. Le compromis n'offre pas de solution satisfaisante et touche un secteur particulier de manière injustifiée.

Nous ne voulons rien interdire mais responsabiliser les éleveurs, les vendeurs et les acheteurs en imposant des normes sévères et un contrôle très strict. Si cette attitude nous vaut d'être taxés de tortionnaires d'animaux, je ne m'en plains pas. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

05.04 Josée Lejeune (MR) : Ce projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'achat impulsif et vise non seulement à l'interdiction de vente à crédit des chiens et des chats mais également à l'interdiction de les exposer à la vente dans les animaleries. Il s'inspire de ce qui se fait déjà en Allemagne ou en Autriche. Notre objectif n'est nullement de procéder à la fermeture des animaleries mais de promouvoir une autre forme de commerce.

Afin de sauvegarder un maximum l'emploi, les responsables d'animaleries pourront servir d'intermédiaires entre consommateurs et éleveurs et sous certaines conditions exercer la profession d'éleveur. Je me réjouis du délai d'un an et demi prévu pour faciliter l'adaptation à ces nouvelles mesures. Le groupe MR et moi-même voterons en faveur de ce projet car nous sommes persuadés qu'il améliorera la situation des animaux sans provoquer la faillite des animaleries.

05.05 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Nous avons consacré en commission plusieurs heures à l'examen de ce projet de loi. Si l'on songe aux projets importants qui ont à peine fait l'objet d'une discussion, j'éprouve un sentiment de honte pour les parlementaires. Cela ne signifie pas que le Vlaams Belang n'est pas partisan de règles très strictes en matière de bien-être animal mais nous dénonçons l'hypocrisie avec laquelle la majorité violette a examiné ce projet. Alors que Mme De Meyer fait les yeux doux à Gaia, la ministre Freya Van den Bossche fait obstacle à l'arrêté d'exécution du ministre Demotte depuis plusieurs années déjà ! Cet arrêté régleme avec suffisamment de rigueur la vente de chiens et de chats dans les commerces d'animaux. Le ministre a exprimé son souhait de publier l'arrêté d'exécution avant la dissolution de la Chambre. Où en sont les négociations avec la ministre Van den Bossche à ce sujet ? Cet arrêté pourrait résoudre la plupart des problèmes et nous permettre ainsi de faire l'économie de nouvelles initiatives législatives.

Le VLD a lui aussi fait preuve d'une grande hypocrisie politique. Ce parti prétend défendre la cause des indépendants mais en réalité, il les abandonne à leur sort. Une fois de plus, des dizaines d'entre eux vont devoir fermer boutique, une réalité qu'on dissimule par le biais d'arrêtés d'exécution et d'un régime

transitoire. Les amendements de la majorité ne résolvent pas les problèmes que posent la vente par internet et les importations d'Europe de l'Est. On instaure en revanche des mesurettes et des interdictions, alors que le VLD prétend ambitionner la simplification administrative. J'espère qu'un certain nombre de collègues réfléchiront une dernière fois avant de voter.

Le rôle de l'animalerie est rabaissé à celui d'intermédiaire, ce qui est positif. Le nombre d'abandons irait croissant, mais aucune étude scientifique ne démontre qu'il s'agit en l'occurrence d'animaux achetés dans un établissement commercial. Nous ne participerons pas à cette comédie hypocrite. Nous sommes partisans de règles strictes en ce qui concerne le bien-être des animaux, mais nous voterons contre le projet.
(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)

05.06 Miguel Chevalier (VLD) : Si nous devons encore discuter de chiens et de chats à une heure où les poules dorment depuis longtemps, c'est en raison de l'émoi suscité par ce dossier, à propos duquel des manifestations ont même été organisées dans les environs. Le Parlement ne peut dès lors pas esquiver ce débat.

Le texte initial a été affiné par M. Marc Verhaegen. L'objectif consistait à éviter les achats impulsifs. Une interdiction totale a en définitive été approuvée, y compris par M. Verhaegen.

S'agit-il réellement de chiens et de chats ? Non, il s'agit des personnes qui acquièrent des chiens et des chats. Nous avons pensé trop longtemps que nous pouvions agir à notre gré en toute liberté. Les propriétaires ont de plus de plus de sentiments pour leur animal domestique. Telle est la version actuelle de l'amour du prochain. Pourtant, le CD&V ne s'intéresse qu'au secteur. Nous avons désiré mettre en place une législation adaptée.

M. Bultinck, notamment, reproche à l'Open VLD d'être opposé aux indépendants. Ses critiques se sont dissipées lorsque je lui ai transmis une liste des projets que nous avons réalisés en faveur de ces travailleurs au cours des huit dernières années. Dans ce projet également, nous avons élaboré une réglementation efficace en collaboration avec les indépendants. Le secteur sera assaini et était lui-même demandeur des articles 1er et 2. Les formules de crédit et les achats impulsifs sont rendus impossible. En même temps, nous avons veillé à ce que le secteur puisse continuer à exister, sous d'autres conditions, en respectant l'intégrité des chats et des chiens.

Une large période transitoire sera prévue par le biais d'un arrêté royal, afin que le secteur puisse se préparer. Un arrêté royal comprenant des mesures de soutien sera également promulgué.

En un seul week-end, j'ai reçu pas moins de 1.300 courriels qui émanaient tant de partisans que d'adversaires de cette loi. Cette matière suscite manifestement un débat de société et il appartient dès lors aux responsables politiques de se prononcer à cet égard. Le Parlement a notamment pour rôle de déplacer les repères de notre société. Nous avons déjà pris des initiatives en ce sens, comme récemment encore à propos de la procréation médicalement assistée. Aujourd'hui également, nous déplaçons un repère en proposant une définition moderne des relations entre l'homme et l'animal. Je recommande dès lors à la Chambre de voter en faveur du projet à l'examen.

05.07 Mark Verhaegen (CD&V) : Les auditions organisées à propos du projet à l'examen se sont déroulées le 12 mars 2007. Nous avons donc eu un mois pour nous rendre dans des commerces d'animaux. Personnellement, j'ai effectué ce type de visite qui n'a pas manqué de m'éclairer. Je m'exprime donc en connaissance de cause. Je puis ainsi relayer le témoignage des commerces d'animaux.

Nous défendons également la notion de respect des animaux. Les commerces d'animaux exploités par des vendeurs et des éleveurs officiels auxquels j'ai rendu visite attachent une grande importance au bien-être animal.

Je demande de ne pas prendre de décisions inconsidérées, les auditions n'ayant pas permis d'acquérir une meilleure intelligence du dossier. Le rapport comporte d'ailleurs une erreur à cet égard. Des faits et chiffres contestables ont été présentés lors des auditions. Cette situation n'est pas sans rappeler les circonstances de l'élaboration de la loi interdisant la vente d'animaux de compagnie sur les marchés, au milieu des années 90. Les développements énoncés dans la proposition de loi évoquaient à l'époque la pratique de 200.000

euthanasies sur des chiens dans les refuges en 1994. Des rapports officiels établis par le ministère de l'Agriculture ont ensuite révélé que ce chiffre s'élevait en réalité à 7.900 cas. La loi d'interdiction a été élaborée sur la base du total de 200.000.

Il faut disposer de chiffres officiels avant d'adopter une loi d'interdiction. En réunion de commission, j'ai demandé par écrit que soient communiqués des chiffres fournis par un inspecteur vétérinaire du SPF Santé publique, Service Bien-être animal. Ce service effectue des contrôles, dresse le cas échéant des procès-verbaux et délivre les numéros d'agrément. Il est injustifiable de ne pas écouter l'avis d'un service public qui contrôle le secteur depuis dix ans. Le document d'une page que j'ai reçu en commission ne comportait aucun élément neuf et se bornait à évoquer la baisse importante du nombre de plaintes depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal de 1997.

Le président du Conseil du bien-être animal a recommandé la prudence, parce qu'il n'existe quasi pas d'études scientifiques sur le sujet. L'amendement consensuel ne se justifie pas, car l'Association belge d'Identification et d'enregistrement canins fournit déjà des chiffres objectifs. Pourquoi ne pas avoir procédé à une étude préalable ? Pourquoi n'avons-nous pas reçu de chiffres précis ?

Plutôt que d'interdire la vente, il conviendrait de chercher à savoir pourquoi les refuges sont surpeuplés. Le secteur préconise lui-même l'instauration d'un label de qualité, mais aucune suite n'a été réservée à cette demande.

Pour le CD&V, le bien-être animal doit aller de pair avec la viabilité économique du secteur. L'interdiction de la vente de chiens et de chats encouragera le circuit illégal et l'importation de chiens depuis l'étranger. Les investissements effectués par de nombreux commerçants pour garder les animaux dans les meilleures conditions deviendront inutiles. La période de transition ne résoudra pas ce problème.

Nous plaçons pour une législation efficace et pratique en matière de bien-être animal. L'amendement consensuel prévoit que les commerces d'animaux peuvent encore vendre des animaux sous certaines conditions, telles que celles qui sont également imposées à un élevage, mais en réalité, cela équivaut à une interdiction. Il est pratiquement impossible d'obtenir les permis d'environnement et d'urbanisme requis à cet effet.

Les partisans de l'amendement consensuel dénoncent le fait que les animaux soient gardés dans des bassins vitrés mais en réalité, il ne s'agit que d'une porte vitrée, comme le prévoit l'arrêté royal de 1997, qui vise à maintenir les visiteurs curieux à distance. En outre, un animal pourra être mieux socialisé dans un magasin, qui accueille des visiteurs, que dans un espace isolé dans un élevage.

La possibilité de vendre des animaux sur catalogue est absurde. Les échecs seront encore plus nombreux eu égard à l'absence de contact entre l'acheteur et l'animal.

Le ministre a répondu en janvier 2006 à une question de Mme De Meyer que le Conseil des ministres avait adopté un projet d'arrêté royal relatif aux conditions de commercialisation des animaux dont la finalité était de veiller à ce que quiconque vend et garde des animaux soit soumis à des contrôles fiables et qui était le fruit d'une concertation avec le secteur et le Conseil pour le bien-être des animaux, un groupe de travail lui ayant consacré une année de travail. Le comble, c'est que nous sommes contraints, en tant qu'opposition, à représenter sous la forme d'un amendement un projet d'arrêté royal parce que nous sommes soucieux du bien-être animal et de la bonne santé de ce secteur. Il nous a semblé que le ministre était lui aussi d'avis que ce projet d'arrêté royal constituerait une meilleure solution.

Si ce projet devait être adopté, à quoi devrions-nous encore nous attendre ? Après les magasins d'animaux, ce sera au tour des chenils puis des élevages. Je crains que cet amendement présenté par la majorité violette ne soit qu'une étape intermédiaire sur la voie d'une interdiction totale. Nous pensons qu'il faut concilier la protection des animaux et les intérêts économiques, et nous continuerons dès lors à défendre la commercialisation des chiens et des chats dans les magasins d'animaux qui proposent des services de qualité.

Ce dossier, qui n'est évidemment pas dénué d'importance, a donné lieu à l'organisation d'auditions. Je déplore toutefois que des auditions n'aient pas été, de même, organisées pour le projet de loi concernant

l'indemnisation après dommage médical car la politique concerne en tout premier lieu les êtres humains.

05.08 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Initialement, nous étions favorables à une interdiction totale de la vente de chiens et de chats dans les magasins spécialisés afin de lutter contre les achats impulsifs et la propagation de chiens agressifs. Il est indéniable en effet que la vision d'adorables chiots dans des cages de verre est de nature à induire des achats impulsifs. Conséquence : 38.000 chiens peuplent actuellement les refuges. Les gens oublient trop souvent que lorsqu'ils font l'acquisition d'un chien, ils s'engagent pour dix ou quinze ans.

Les chiots qui restent longtemps dans des cages en verre dans les commerces présentent souvent un comportement inadéquat et agressif à l'âge adulte. Lors des auditions, il est apparu clairement que les premières semaines de la vie d'un chien sont essentielles pour son développement futur. Lors de la période de socialisation, pourtant très importante, les chiots sont exposés dans une espèce d'aquarium, sans aucun stimulus, pendant quatre mois. Les différents thérapeutes comportementaux ont souligné pendant les auditions que cette situation aboutit inévitablement à des troubles du comportement. Les organisations de défense des animaux et les refuges confirment les problèmes qui se posent avec les animaux provenant de commerces d'animaux.

Je conteste le manque d'études scientifiques. Le président du Conseil du bien-être animal a lui-même fait référence à une étude britannique. Il ressort de cette étude que les chiens achetés dans un magasin sont ceux au comportement le plus problématique. Il ressort par ailleurs d'études de Test Achats et du vétérinaire De Meester que les chiots provenant de magasins courent beaucoup plus de risques de tomber malades et de crever. A ces données s'ajoutent les nombreuses plaintes enregistrées par Gaia, Veeweyde et d'autres organisations.

Le fait de ne plus exposer les chiots dans des cages en verre emporte une large adhésion sociale. La pétition de 133.380 signatures remise ce matin aux services de la Chambre le prouve une fois de plus.

L'interdiction de tenir et d'exposer des chiots dans les magasins n'est évidemment pas une chose très agréable pour les commerçants mais je pense qu'ils parviendront à s'adapter. Il existe suffisamment de possibilités: il est possible de vendre sur catalogue, par webcam ou au moyen de petits films diffusés sur l'internet. Ils peuvent donner des avis ou agir comme intermédiaires. Dans d'autres pays où une telle interdiction est en vigueur, les commerçants ont survécu au changement. Il y a d'ailleurs aussi des avantages pour eux: ils ne doivent plus s'occuper de l'entretien des chiots et sont débarrassés du problème des "invendus".

Les commerçants qui préfèrent s'occuper d'animaux vivants, peuvent commencer un élevage, à condition de respecter les normes. Un arrêté royal en cours d'élaboration à ce sujet renforcera les contrôles, les normes en matière de personnel et les garanties en matière de santé. Il ne suffira donc pas de remplacer le panneau "magasin" par "élevage". Les animaux doivent être sains, de corps et d'esprit.

En vertu de notre amendement, toute personne qui fait de l'élevage pour la vente a besoin d'une agrération, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Il n'est plus question de vendre des animaux d'élevages qui ne répondent pas aux normes belges. Ceci nous permettra de lutter contre les importations illégales.

Après de nombreuses discussions et auditions, nous sommes parvenus à un bon résultat: plus d'achats impulsifs, plus de chiens craintifs ou agressifs, alors que les commerçants peuvent continuer à jouer un rôle d'intermédiaire et de conseiller et qu'ils bénéficient en outre de mesures de soutien pour la période transitoire. Les éleveurs seront mieux contrôlés et nous pouvons à présent agir contre les importations illégales et la vente sur l'internet.

Le CD&V a eu des paroles très dures. Le Vlaams Belang nous reproche d'être hypocrites. C'est probablement la raison pour laquelle il a dans un premier temps soutenu sans réserve l'amendement. Notre groupe se réjouit en tout état de cause du résultat. Le bien-être animal est très important pour nous car il s'inscrit dans le contexte plus large du respect pour la nature et tout ce qui est vivant.

05.09 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Mme De Meyer ne sait pas exactement de quoi elle parle. Elle met tous les marchands d'animaux dans le même sac et feint de croire que tous les éleveurs sont irréprochables.

Elle applique une politique de deux poids deux mesures. Mon groupe a bien fait de ne pas la suivre dans cette folie. Elle dit n'importe quoi.

05.10 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Je suis très heureux de l'avancée considérable dans la protection du droit des animaux que représente ce texte, qui constitue aussi une reconnaissance de la place de l'homme à côté de l'animal. Par ailleurs, ce texte réalise un équilibre entre le commerce et le respect des droits intrinsèques de l'animal.

Le débat n'a pas tellement trait à la quantité d'animaux vendus ou abandonnés mais plutôt à la qualité de vie de l'animal.

La première question posée par M. Bultinck est politique, embarrassante, il ne faut pas le nier. Où en est l'arrêté royal ? Il n'a pas encore été approuvé par ma collègue du Budget mais j'espère que le vote du texte aujourd'hui donnera tous les arguments pour qu'elle nous donne satisfaction.

Quant à la question de M. Verhaegen, nous avons effectivement une disposition basée en partie sur le constat des abandons d'animaux.

Les chiffres sont aujourd'hui plus précis qu'il y a treize ans car nous ne disposions alors d'aucun système d'identification. Aujourd'hui, l'ABIEC permet l'identification des chiens. Le système des puces électroniques sur les chats vendus me paraît être intéressant. Cette identification permet de quantifier les animaux vendus. Le secteur confirme ces chiffres. Il s'agit d'une quarantaine de milliers d'unités de chiens et chats par an.

Nous disposons toutefois uniquement d'informations qui proviennent des refuges pour animaux, qui accueillent chaque année plusieurs dizaines de milliers de chiens et de chats.

Ces chiffres étaient suffisants pour qu'on prenne davantage de précautions.

C'est la raison pour laquelle je me réjouis du compromis qui a été trouvé.

05.11 Mark Verhaegen (CD&V) : Nous ne sommes pas des tortionnaires d'animaux mais leurs défenseurs. Nous sommes convaincus que les animaux sont bien soignés dans les animaleries officielles.

Dans les commerces pour animaux que j'ai visités, aucun chien de combat n'était en vente. Ce type de chiens est surtout vendu dans les élevages privés et ne se trouve pas dans le circuit officiel.

Les refuges pour animaux accueillent principalement des chiens qui ne sont pas munis d'une puce, donc qui ne proviennent pas d'un élevage. Une enquête est en cours pour objectiver ces chiffres. Il est préférable que nous en attendions les résultats.

Les chiens de race coûtent cher et seuls les chiens de race sont vendus dans les commerces pour animaux. Le risque d'achat impulsif est donc surévalué.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2771/10)

L'intitulé a été modifié par la commission en « projet de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ».

Le projet de loi compte 5 articles.

Amendement déposé:

Art. 4

- 6 *Nathalie Muylle cs (2771/6)*

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

06 Proposition de loi améliorant le statut social du sportif rémunéré (2586/1-6)**Discussion générale**

La discussion générale est ouverte.

06.01 Annemie Turtelboom, rapporteur : Le rapport écrit est très intéressant. La proposition a été adoptée à l'unanimité en commission. La discussion a eu lieu le 28 février et le 22 mars.

06.02 David Geerts (sp.a-spirit) : Un sportif professionnel doit accomplir sa carrière à très court terme. Pour renforcer leur viabilité, les clubs de sport appliquent souvent un régime d'exception sur le plan du droit du travail et du droit de la sécurité sociale, ce qui comporte souvent de lourdes implications pour les sportifs concernés. Certains se retrouvent confrontés à des problèmes financiers. Cette proposition de loi, adoptée à l'unanimité en commission, apporte une série de corrections dans le cadre de l'assurance chômage et vise à améliorer le droit à l'exécution d'un travail.

Les sportifs professionnels bien rémunérés n'ont pas besoin d'une protection sociale supplémentaire mais les sportifs de seconde catégorie – je songe à de nombreux jeunes joueurs de football – risquent de passer à travers les mailles du filet social. Un séjour au chômage ou une incapacité de travail risquent de leur occasionner à eux et à leurs familles des problèmes financiers, alors qu'ils n'ont pas encore pu se constituer une réserve financière. La législation existante doit être adaptée pour eux.

Étant donné que les retenues ONSS visant les sportifs ne sont basées que sur un faible montant forfaitaire de 1.234 euros – le minimum garanti – ils ne peuvent bénéficier que de l'allocation minimum dans le cadre de l'assurance maladie ou chômage. Par cette proposition de loi, je souhaitais remédier à ce problème en accordant également les allocations maximales aux sportifs rémunérés.

Une deuxième adaptation a trait à la « clause de non-concurrence ». Les joueurs qui sont licenciés pour motif grave ou démissionnent eux-mêmes durant la saison sportive en cours ne peuvent plus participer à une compétition sportive dans la même discipline, ce qui pose problème pour les joueurs relégués dans le noyau B ou C. Leur rémunération n'inclut pas les primes de victoire et autres avantages. Un assouplissement de la législation s'impose à cet égard.

Cette proposition de loi ne peut constituer un aboutissement. Dans ce secteur, chaque mesure doit toutefois être prise pas à pas, de manière à assurer une plus grande transparence et à renforcer ce secteur.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2586/6)

La proposition de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

07 **Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 2006 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises (2965/1-3)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

07.01 **Pierre Lano**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

07.02 **Melchior Wathelet** (cdH) : Chaque fois que ce texte a été modifié - quatre fois en quinze mois - nous en avons souligné les incohérences ainsi que la manière de son adoption, à savoir dans l'urgence. Aujourd'hui, nous devons, à nouveau l'examiner et l'adopter. Ce n'est pas là le meilleur signal que le Parlement puisse donner en la matière.

07.03 **Paul Tant** (CD&V) : Il serait souhaitable que le ministre soit présent à la Chambre pour assister à la quatrième modification de son projet en un ans. Cela constitue un exemple frappant d'une préparation inadéquate, d'une précipitation et d'une législation boiteuse.

Le **président**: M. Tant sait évidemment que cela a été approuvé à l'unanimité en commission.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2965/3)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

08 **Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (2987/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

08.01 **Pierre Lano**, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2987/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

09 **Projet de loi relatif à la sécurité civile (2928/1-7)**

- **Proposition de résolution sur la réforme des services d'incendie (981/1-3)**
- **Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile afin de réduire le délai d'intervention des services de secours (2370/1-2)**
- **Proposition de résolution relative à l'amélioration des services de sécurité civile et au statut des pompiers (2458/1-2)**
- **Proposition de résolution visant à encourager la féminisation des effectifs du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU) (2571/1-2)**

Discussion générale

La discussion est ouverte.

09.01 Pierre Lano (VLD) : Les gens dans les tribunes attendent ce rapport depuis plus de 12 heures. Cela mérite des applaudissements.

09.02 Jean-Claude Maene, rapporteur : Ce projet de loi concrétise un volet de l'accord de gouvernement qui prévoyait une réforme de la sécurité civile. Tous les acteurs ont été associés à l'élaboration de la nouvelle réglementation. Une commission d'accompagnement a été formée et a déposé son rapport final en janvier 2006.

Président : M. Jean-Marc Delizée.

Les trois principes de base de cette réforme sont : le droit à l'aide la plus rapide et la plus adéquate ; le droit pour chaque citoyen à une même protection de base pour une contribution équivalente ; la promotion de l'augmentation d'échelle. Ces principes seront concrétisés par le biais d'une structure de services d'incendie à trois niveaux : un niveau exécutif assurant les missions de base, constitué d'un réseau de postes d'incendie ; un niveau organisationnel, à savoir la zone de secours, composé de plusieurs communes et doté de la personnalité juridique ; et un niveau réglementaire, l'autorité fédérale.

Le présent projet remplace la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Les services opérationnels de la sécurité civile se chargent de l'aide et de la protection des personnes et de leurs biens. La compétence générale du ministre de l'Intérieur est confirmée, tandis que la compétence spécifique du ministre de la Santé publique dans le domaine de l'aide médicale urgente est accentuée. La sécurité civile est organisée en deux niveaux administratifs : le gouvernement fédéral, compétent pour les normes, et les zones de secours, chargées de l'organisation des services. De plus, elle est divisée en trois niveaux opérationnels : le gouvernement, qui dispose de la protection civile, du Centre fédéral de connaissances et d'un service d'inspection ; la zone de secours, qui crée des postes et effectue l'analyse des risques ; et les postes de secours, purement opérationnels. Le service qui peut se rendre le plus rapidement sur les lieux interviendra sans tenir compte des limites géographiques, communales, zonales ou provinciales.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la délimitation territoriale des zones. À cet effet, il sera tenu compte des avis d'un comité consultatif national et de comités consultatifs provinciaux.

Le projet prévoit la création d'un conseil, composé d'un représentant par commune, et d'un collège. Le conseil dispose de toutes les compétences sauf celles spécifiquement attribuées au collège (administration des bâtiments et des propriétés, gestion des revenus, surveillance de la comptabilité, etc.).

La zone est financée par une dotation communale qui peut éventuellement comprendre une intervention des provinces, par une dotation fédérale, par une rétribution pour certaines missions et par des sources diverses.

Les communes déterminent d'un commun accord le montant de leur dotation. Un arrêté royal déterminera comment les dotations doivent être réglées en l'absence d'accord. Les frais de sécurité civile sont répartis de manière équivalente entre l'autorité fédérale et les communes.

En ce qui concerne le personnel, la commission a opté pour un statut uniforme, arrêté par le Roi, tant pour les pompiers professionnels que pour les pompiers volontaires, ces derniers étant maintenus dans les services incendie. L'article 102 prévoit que le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel. Le statut des pompiers doit néanmoins être réglé.

Le ministre souhaite rappeler que le présent projet est un projet de loi-cadre dont les arrêtés d'exécution ne pourront plus être pris au cours de la présente législature.

Ce projet permettra de créer le cadre nécessaire pour développer une sécurité civile moderne, grâce à laquelle les pompiers volontaires et professionnels, auxquels par ailleurs le gouvernement et le Parlement rendent hommage, pourront accomplir encore mieux leur mission (*Applaudissements sur tous les bancs*).

09.03 Dirk Claes (CD&V) : L'ancrage local a toujours joué un rôle crucial dans l'organisation des services d'incendie. La présence massive de volontaires dans ce secteur s'explique par le lien étroit qui unit ces services aux collectivités locales. La réforme des services d'incendie est déjà à l'ordre du jour du gouvernement depuis une dizaine d'années. Mais aujourd'hui, il est question pour la première fois d'une vraie réforme, draconienne de surcroît puisque la notion d'ancrage local est même abandonnée. C'en est donc fini des corps de pompiers composés intégralement de volontaires.

Environ la moitié des 165 corps flamands est enregistrée comme corps C. Est défini comme corps C celui qui assure le service d'incendie pour sa propre commune et qui, en temps normal se compose entièrement de volontaires. En Wallonie, 19 corps sur 85 sont des corps C.

Président : M. Herman De Croo.

Les corps Z sont des corps de petite taille, chargés aussi d'intervenir dans des communes voisines. Il en existe 67 en Flandre et 54 en Wallonie. Cela signifie que 90 % recourent exclusivement ou presque à des volontaires et que une trentaine seulement sont véritablement professionnels.

L'engagement comme pompier volontaire a longtemps été motivé en tout premier lieu par la solidarité avec la communauté locale et par le respect témoigné par les concitoyens. Le recrutement des volontaires constitue une question épineuse depuis longtemps déjà. Cette difficulté s'explique surtout par certaines évolutions sociales, comme le fait que de nombreux citoyens ne résident plus à proximité de leur lieu de travail. En outre, il devient de plus en plus difficile de quitter, même brièvement, son poste de travail pour participer à une intervention. La réforme ne résoudra malheureusement pas cette question.

Dans le cadre de la réforme, de très nombreuses critiques ont été formulées à l'égard des volontaires, plus particulièrement à propos du sérieux des formations, du manque de préparation aux dangers spécifiques à certaines interventions et de leur disponibilité lors d'interventions urgentes.

L'article 100 du projet jette les bases d'accords précis avec les employeurs des volontaires. Des compensations financières ou fiscales pourront être envisagées pour l'employeur, de même que l'instauration, sur le modèle du congé politique, d'un congé spécial pouvant être pris par le pompier volontaire et donnant lieu à une indemnisation de l'employeur.

Il faut veiller à la qualité et à l'accessibilité des formations. Le précédent ministre envisageait de regrouper toutes les formations dans un seul et même centre. Cette mesure aurait inmanquablement signifié la fin pour les volontaires. Il est question dans le projet actuel d'un centre de formation fédéral pour les services d'urgence. L'incertitude est grande à ce propos. Un tel centre existe-t-il déjà? L'offre se limite-t-elle aux formations spécialisées ?

Une bonne formation de base revêt évidemment une importance capitale. Elle doit être la même pour tous. Une spécialisation pourra être acquise lors de la formation continuée, de préférence en fonction des besoins du corps auquel l'on appartient. J'ai le sentiment que sur, ce point, la formation laisse à désirer.

Lors des discussions sur la formation, la crainte a été exprimée qu'elle se heurte au rejet des bourgmestres. Ce risque avait également évoqué à propos de la réforme des polices, à tort comme on l'a constaté par la suite. Mieux, les responsables locaux ont fait de la réforme des polices un instrument efficace, malgré le mauvais travail fourni parfois par le précédent ministre de l'Intérieur.

Le fonctionnement et la mise en oeuvre de ce type de réformes sont toujours confiés au niveau de pouvoir local. Je me félicite dès lors qu'il ait été tenu compte de plusieurs observations formulées par les bourgmestres et la VVSG. Le premier avant-projet du ministre a fort heureusement été modifié et ces aménagements correspondent en partie aux observations entendues lors de la journée d'étude du CD&V sur les services d'incendie. Étant donné son excellente représentation au sein des administrations locales, le CD&V est souvent le premier à recueillir les échos qui émanent de ces dernières. La réforme suscite de vives inquiétudes.

Les prestations des services d'incendie ne suscitent actuellement que peu de plaintes. L'analyse de la couverture réalisée en préparation à ce projet révèle également que le nombre de zones faiblement couvertes est faible en Flandre. Cela signifie que les administrations locales s'appliquent à préserver la sécurité de leurs habitants. Or elles réalisent cet objectif sur fonds propres puisqu'elles supportent 90 % des coûts. Il est injuste de reprocher aux bourgmestres de ne s'intéresser qu'à leurs prérogatives. L'époque où les bourgmestres considéraient les pompiers comme un petit service annexe est depuis longtemps révolue.

Après la réforme, le bourgmestre restera responsable de la sécurité dans sa commune mais dépendra, pour cela, de la bonne volonté du commandant de zone. Dans les zones plus importantes, les petites communes devront se rattacher à une grande ville. Le bourgmestre d'une petite commune verra son influence réduite. Les petites communes devront payer une dotation alors qu'elles bénéficieront de services réduits.

Autre aspect regrettable : le bourgmestre d'une petite commune ne pourra désormais plus s'adresser au corps de pompiers de sa propre commune et sera tenu de prendre d'abord contact avec le commandant de zone.

Le contact entre le bourgmestre et le responsable d'un poste d'incendie doit être maintenu de sorte que chaque petit dossier ne passe pas systématiquement par le commandant de zone. Cela ne veut évidemment pas dire que le commandant de zone ne doit pas être informé ; il a au contraire le droit de disposer d'une information complète.

Le fait que le budget communal devienne progressivement un budget de dotation est également critiqué. Les communes versent en effet déjà beaucoup à la police de la zone de police et également aux services d'incendie et au CPAS, sans avoir voix au chapitre en la matière.

L'inquiétude règne également en ce qui concerne le rôle des bourgmestres. Dans le projet initial, il était question d'un collège qui serait composé de membres du conseil de la zone, mais après le dépôt de quelques amendements par la majorité, le collège est à présent composé sur une base 'proportionnelle'. On ne sait toutefois pas en quoi consiste la 'proportionnalité'.

Cela signifie-t-il que les mêmes personnes siègent à la fois dans le conseil de la zone et dans le collège de la zone. L'ensemble des bourgmestres pourront-ils être représentés au sein du collège ? La loi n'est pas claire à ce sujet.

Tous les partis défendent le principe que l'aide doit être octroyée de manière aussi rapide et adéquate que possible. L'instrument indispensable à cet effet, un dispositif d'appels unique, fait toutefois défaut. Précisément les phases de réception des appels et de dispatching doivent se dérouler de manière optimale, car c'est à ce niveau que le plus de temps est perdu.

En Flandre orientale, un central d'appel vient d'être installé. Un tel central devrait être installé partout dans les meilleurs délais comme le prévoyait d'ailleurs l'accord de gouvernement. Le ministre adhérerait à notre vision mais les mots ne représentent pas grand chose. Cette tâche incombera au prochain gouvernement.

La Flandre compte deux fois plus de postes d'incendie que la Wallonie, qui compte dès lors davantage de zones non couvertes. À ces endroits, aucun service d'incendie ne peut actuellement être présent sur place dans les délais prévus.

Qu'il y ait certains problèmes ne signifie pas pour autant que le service serait moins bon en Wallonie qu'en Flandre. Cette discussion n'a pas de sens. Il est clair en effet que les risques sont différents en Flandre et en Wallonie. Ceci est lié au caractère rural du sud du pays et au caractère fortement urbanisé de la Flandre.

La Flandre dispose de beaucoup plus de corps communaux que la Wallonie. Cela explique pourquoi les services d'incendie coûtent beaucoup plus cher en Flandre qu'en Wallonie.

La Wallonie est également davantage favorable à une professionnalisation que la Flandre. Les deux Régions ont développé au fil du temps une vision différente de l'organisation des services d'incendie. Voilà déjà au moins une première raison pour régionaliser les services d'incendie.

La régionalisation est également logique pour qui réalise que les services d'incendie sont des services communaux, dirigés au niveau local. Le bourgmestre doit assurer la sécurité dans sa commune.

La nécessité d'une régionalisation découle également du transfert aux Régions en 2001 de la compétence en matière d'administrations locales. Les Régions sont compétentes pour une part importante des institutions provinciales et communales. La loi énumère une série d'institutions relevant de la compétence des autorités fédérales et les services d'incendie en font partie. Ce n'est pas logique. Les services d'incendie ont un fort ancrage local et il est donc logique qu'ils soient organisés par les Régions.

La régionalisation des services d'incendie présenterait également des avantages, notamment en ce qui concerne les décisions relatives au statut du personnel, qui a déjà souvent été à l'origine de conflits. La concertation actuellement indispensable entre les entités fédérées et l'État fédéral sur chaque détail constitue une procédure de longue haleine qui prend beaucoup de temps et ne profite à personne.

Autre avantage, le statut du personnel des services d'incendie pourrait être mieux harmonisé avec celui d'autres catégories de personnel communal, ce qui favoriserait la mobilité du personnel. La coexistence de statuts différents dans un même environnement de travail génère des tensions et nul n'est demandeur d'un statut distinct de plus.

La lutte contre la pollution et la propagation de substances dangereuses constitue l'une des missions essentielles des services d'incendie. De larges pans de la politique environnementale et de la gestion de l'eau ressortissent aux Régions et il vaudrait mieux transférer la compétence des services d'incendie à ces dernières pour définir une politique plus cohérente.

C'est pour toutes ces raisons que le CD&V a déposé une proposition de loi spéciale organisant un transfert de compétence.

Les zones de secours doivent être définies en partant de la base. Les pouvoirs locaux doivent être associés autant que possible à la répartition des zones, sans qu'il faille tenir compte de critères minimums ni des frontières provinciales pour l'étendue des zones, toute interférence des gouverneurs étant par ailleurs à proscrire. Il faut tenir compte, dans toute la mesure du possible de la configuration des zones de police qui doivent, avec les zones couvertes par les services d'incendie, devenir des zones de sécurité.

Le CD&V et le cdH ont présenté une vingtaine d'amendements qui, à une exception près, concordent avec ceux de la majorité. Cet amendement-là a trait au jeton de présence alloué aux bourgmestres pour assister aux réunions du conseil de zone. Nous félicitons d'avoir été suivis par la majorité.

09.04 Talbia Belhouari (PS) : Voici dix ans, les femmes engagées au sein de l'armée belge étaient l'exception. Les choses ont changé. Certes, 9 % de militaires femmes, ce n'est pas encore suffisant, mais c'est un progrès, un exemple qui nous inspire afin de demander au gouvernement d'engager une politique de féminisation des effectifs des Services d'incendie et de l'aide médicale urgente. Le ministre de l'Intérieur s'est engagé à agir en la matière, notamment en sensibilisant les communes à cette problématique. L'enjeu est

important, il s'agit d'encourager la diversité des talents au sein de ces services.

09.05 Nancy Caslo (Vlaams Belang) : Après la catastrophe de Ghislenghien, le gouvernement a annoncé une réforme de l'ancienne législation sur la protection civile. C'était il y a trois ans. Le ministre Dewael explique ce délai par le fait qu'il a été opté pour une large concertation afin de veiller à ce que la réforme dispose d'une large assise sociale. Il voulait éviter que la loi ne doive ensuite être modifiée à d'innombrables reprises, comme cela a été le cas pour la loi sur la réforme de la police. L'objectif était noble mais le projet ne répond en aucune manière aux attentes des pompiers. La manifestation des pompiers à Bruxelles il y a quelques semaines l'a clairement montré.

Les compétences demeurent éparpillées. La Flandre est compétente en matière de prévention. L'aide médicale urgente continue à ressortir à la Santé publique, alors que 80% de l'aide médicale est assurée par les services d'incendie, qui relèvent du département de l'Intérieur. Les services d'incendie bruxellois disposent d'un statut spécial. La Flandre et la Wallonie n'ont en outre pas la même conception de la réforme des services d'incendie. Il aurait donc été préférable de transférer cette matière aux Régions, comme le préconise M. Claes.

Nous ne savons pas exactement comment les zones seront constituées. D'un point de vue opérationnel, les frontières disparaissent. Elles ne gardent une signification qu'au niveau organisationnel. Il se trouve bien quelque part dans le projet une phrase relative au respect de la législation linguistique, mais on sait ce que cela vaut. On accorde trop peu d'attention à ce point, alors que la communication - et plus particulièrement en situation d'urgence - est d'une importance capitale.

Les autorités fédérales prendraient à leur compte les coûts supplémentaires liés à la réforme et l'on se baserait à cet effet sur les coûts totaux actuels. Or, 60% des communes wallonnes n'ont pas remis de comptes. On ignore donc quel montant devra être payé en sus par les autorités fédérales.

Il a été proposé au sein de la commission Paulus de prendre en compte un pourcentage des primes d'assurance, mais la discussion avec le secteur sur ce point doit manifestement encore débiter. Comme pour beaucoup d'autres problèmes, le règlement de celui-ci est renvoyé aux calendes grecques.

La Flandre a bien investi dans la sécurité civile, comme elle l'avait fait dans la police, car le degré de couverture y est élevé, ce qui n'est pas le cas en Wallonie. Le ministre avait déclaré en décembre 2005 que la Wallonie était confrontée à une pénurie de casernes alors que, d'une manière générale, la situation était satisfaisante en Flandre et à Bruxelles. La réforme devait être réalisée en phases et les lacunes graves devaient faire l'objet d'un traitement prioritaire. Cela signifie que la Flandre sera pénalisée pour avoir consenti par le passé les efforts nécessaires à la mise en place d'un réseau de qualité. Les coûts supplémentaires à assumer pour permettre à la Wallonie de résorber son retard seront supportés par le fédéral et constitueront un nouveau transfert occulte en faveur du sud.

Les communes supportent actuellement environ 90 % des coûts des services d'incendie. Ce chiffre devra tendre vers les 50 %. L'association flamande des Villes et Communes et les communes retiennent leur souffle.

Le corps professionnel comme le corps volontaire sont en attente d'un statut uniforme et clair. Mais il n'en est guère question et les pompiers sont abandonnés à leur sort.

Il est inadmissible que la rémunération soit deux fois plus élevée à Anvers pour un même travail et que les primes et les indemnités pour travail du samedi et du week-end ne soient pas les mêmes pour tous les pompiers opérationnels. Il est tout aussi inadmissible d'allouer au pompier débutant un traitement de 1.100 euros environ alors que la profession comporte de grands risques. Les pompiers manipulent des produits dangereux et le danger d'explosion n'est pas illusoire. Le métier doit être correctement rémunéré, c'est le seul moyen d'attirer de nouvelles recrues. Les effectifs des services d'incendie sont vieillissants. Le sp.a et le VLD ne s'entendent pas concernant l'âge de la retraite, comme le montre l'échange de courrier entre les ministres Dewael et Tobback.

La majorité n'a pas cru bon d'améliorer cet aspect-là. L'indifférence dont elle fait preuve à cet égard est, en

réalité, scandaleuse.

Le gouvernement nous dit depuis le début qu'il compte se concerter avec les employeurs au sujet, notamment, du statut des volontaires et de leur disponibilité. Nous estimons quant à nous qu'il conviendrait surtout de prêter attention au congé-éducation. Chaque pompier – qu'il soit professionnel ou volontaire – doit en effet suivre un grand nombre de formations. Mais à cette fin, les volontaires doivent prendre des jours de vacances. Ces personnes, qui se portent volontairement au secours des autres à tout moment de la journée, n'ont-elles pas droit à des vacances ou à des loisirs ? Lors des auditions, nous avons appris que la plupart des pompiers décédés dans l'exercice de leurs fonctions avaient trouvé la mort pendant une intervention. Il est donc impératif de prévoir davantage de moyens afin de permettre aux pompiers volontaires de suivre des formations axées sur la pratique.

Le Vlaams Belang souscrit en revanche aux principes de base qui sont consacrés dans cette loi-cadre, tels que l'assistance rapide et adéquate. Mais la teneur de ce texte n'est pas nouvelle, elle avait déjà été proposée dans un rapport intermédiaire présenté il y a deux ans devant une commission mixte Chambre-Sénat. Depuis, on a fait du surplace. S'agissant du financement, rien n'est prévu clairement. La constitution des zones reste imprécise. Et nous sommes sceptiques en ce qui concerne l'émiettement des compétences. Notre parti déplore que des questions d'une actualité brûlante telles que le statut soient renvoyées aux calendes grecques.

09.06 Charles Michel (MR) : Le MR est particulièrement satisfait d'apporter ses voix à ce projet, longuement et attentivement préparé. Les aménagements ont reçu l'appui des formations politiques, et l'on peut pratiquement parler de consensus.

Près de dix-sept mille pompiers luttent aujourd'hui contre les incendies et effectuent de nombreuses autres tâches particulièrement difficiles. A Bruxelles, les services d'incendie interviennent dix mille fois par an, soit vingt-huit fois par jour dont au moins six pour incendie.

L'organisation doit donc être optimale pour pouvoir assumer une telle charge de travail. Or les lois de financement ont plus de quarante ans, la formation est lacunaire, la répartition géographique pose problème et le « tout à l'autonomie communale » cause des disparités préjudiciables de statut et de répartition de matériel.

En 2005, le ministre de l'Intérieur avait permis un bond de 15 % du budget, de 50 % pour l'ensemble de la législature. La commission Paulus a déjà permis certaines modifications ponctuelles.

Sur base de la réflexion de la commission Paulus, le projet à l'examen passe des communes aux zones de secours afin de rationaliser les moyens. Le processus décisionnel politique est ainsi ménagé tout en garantissant une meilleure homogénéité de décision. Le MR tient à ce que la sécurité, première mission régalienne, reste une compétence fédérale. En commission, la transformation des zones de secours en intercommunales avec tutelle exercée par les Régions a été évacuée.

Selon la commission Paulus, chaque citoyen a droit à une même protection de base pour une contribution identique et chaque citoyen a droit à l'aide adéquate la plus rapide.

Les frontières des provinces, des zones de secours et des communes ne constitueront plus un obstacle à l'intervention des postes de secours.

Nous estimons que les statuts des pompiers professionnels devront être harmonisés et qu'un statut propre devra être mis en place pour les pompiers volontaires.

Concernant le budget, il est prévu un effort important du fédéral ainsi qu'une solidarité entre collectivités locales modulée par le degré de risque. L'article 65 prévoit également que l'on envisage la question de

financements alternatifs. Notre proposition de résolution a été intégralement concrétisée par ce projet.

Alors que le projet initial prévoyait une délégation au Roi concernant le financement et la définition géographiques des zones, nous avons obtenu qu'en ces matières, le Parlement garde la main. Il sera désormais inscrit dans la loi qu'une contribution provinciale peut venir en déduction de celle imposée aux communes de la zone. Un amendement prévoit que la désignation du collège de zone se fera à la proportionnelle et non à la majorité, un autre amendement supprime les jetons de présence pour les conseillers de zone.

Il reste beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne la définition géographique des zones. Pour moi, la seule logique à suivre doit être le souci de rationalisation, puisque seule compte l'efficacité pour les citoyens.

La répartition des moyens devra garantir une égale protection des citoyens, avec comme objectif un temps d'intervention inférieur à douze minutes.

Nous plaçons pour que la définition géographique, d'analyse des risques et de financement ainsi que l'homogénéisation des statuts interviennent très rapidement. Les pompiers souhaitent obtenir rapidement du matériel moderne et une formation dont leur vie dépend quotidiennement.

Le MR est déterminé à donner vie à cette réforme avec les professionnels et volontaires du feu, au service de l'ensemble de la population.

09.07 Katrien Schryvers (CD&V) : Le présent projet était censé réformer les services d'incendie mais il n'est rien de plus qu'une loi-cadre. Le CD&V est demandeur depuis plusieurs années de la modernisation de la sécurité civile. Nous nous réjouissons que cette modernisation soit amorcée mais, étant donné qu'une cinquantaine d'arrêtés royaux devront encore être promulgués, nous ne savons absolument pas dans quel sens ira cette réforme. Les aspects délicats sont reportés à plus tard. Le calendrier est malencontreux car ce sera le prochain ministre de l'Intérieur qui sera chargé de préparer cette réforme.

Aujourd'hui, des problèmes se posent en raison du vieillissement du corps des pompiers, des différents statuts, des conflits de compétences, de l'absence d'un système uniforme d'appel des services d'incendie et du besoin de bonnes formations mais le présent projet ne traite pas ces problèmes. Or, en matière de prévention des incendies, une approche coordonnée est absolument indispensable.

Le financement est le talon d'Achille de cette réforme. Les villes et communes ne veulent pas revivre les affres de la réforme des polices. Actuellement, les communes financent 90 % du coût des services d'incendie. Le ministre avait promis qu'à l'avenir elles ne le financeraient plus qu'à hauteur de 50 %. Je pense qu'en pratique le coût total que doivent supporter les communes n'augmentera pas mais qu'il ne diminuera pas non plus. Cela dit, les communes qui aujourd'hui investissent moins que les autres verront augmenter leurs frais. À l'avenir, les petites communes cofinanceront les corps des villes sans pour autant bénéficier de meilleurs services.

Aux termes de l'accord de gouvernement, les services d'incendie pourraient être financés par une autre source, l'assurance-incendie, mais aucune concertation avec le secteur des assurances n'a encore eu lieu à ce sujet. À nos yeux, cette solution pourrait induire une augmentation des impôts indirects.

Toutes les annonces faites par le ministre à propos d'un financement par les pouvoirs publics à hauteur de 50 % ne sont que de belles promesses. Cette semaine, il a d'ailleurs écrit aux gouverneurs pour leur dire que les investissements dans la sécurité civile seraient plafonnés pour des raisons budgétaires. Mais pourquoi ne nous en a-t-il pas fait part en commission ? Et comment compte-t-il s'y prendre pour tenir malgré tout ses promesses ?

Les communes devront-elles à présent supporter les frais supplémentaires ? Nous ne faisons plus du tout confiance au ministre.

L'article 71 stipule que les arrêtés relatifs au financement doivent être entérinés par une loi dans un délai de six mois pour rester d'application. Cette disposition nous pose véritablement problème. Dans le cadre de la réforme des polices, les arrêtés royaux relatifs au financement ont donné lieu à toute une série de procédures devant le Conseil d'Etat. L'article 71 doit empêcher de telles procédures. Il ne peut y avoir aucun apport du Parlement en ce qui concerne les arrêtés royaux et cela nous ne pouvons l'accepter. Nous demandons la suppression de cet article.

Si les communes transfèrent certains biens à la zone, ils reçoivent une ristourne sur leur dotation. Ceci est de nature à poser problème à la zone. Le ministre examinerait la situation. L'a-t-il fait dans l'intervalle ?

Le **président** : La parole est à M. Arens.

09.08 Joseph Arens (cdH) : C'est trop tard, maintenant. Le président m'avait affirmé que les interventions concernant les services de secours auraient lieu aux alentours de 20 heures.

Le **président** : Je n'avais pas précisé le jour !

09.09 Joseph Arens (cdH) : Il est 5 h 10 du matin. J'aurais souhaité que l'on puisse discuter d'un tel sujet, si important, à des heures normales. Je ne comprends d'ailleurs pas comment on a pu inscrire ce projet de loi en dix-neuvième point de l'ordre du jour.

Le **président** : Nous avons regroupé les projets par ministre concerné plutôt que de faire venir un ministre, puis l'autre. Vous avez ainsi l'avantage d'être ici frais et dispos à l'aurore du vendredi 13.

09.10 Paul Tant (CD&V) : Une fois de plus nous avons la preuve que les travaux du Parlement sont organisés en fonction des besoins des ministres.

Le **président** : Ce n'est pas vrai, les ministres eux-mêmes ne le savaient pas. Notre ordre du jour a été arrêté il y a quinze jours au moment où monsieur Délézée présidait la séance d'une façon très convenable. Exceptionnellement je n'étais pas présent à ce moment-là.

09.11 Joseph Arens (cdH) : Notre groupe était heureux de voir arriver un texte relatif à la réforme de la sécurité civile. Nous avons cependant déchanté très rapidement par son manque de précision. Peu de solutions concrètes étaient proposées par le texte. À la demande de statut unique, de prime de risque, d'âge à la pension spécifique, de formation pratique des milieux professionnels pompiers, une seule solution était proposée : un arrêté d'exécution à charge du futur gouvernement. Il en était de même entre autres pour le financement, les conditions minimales de l'aide et des moyens adéquats, les missions propres à la sécurité civile, la composition et le fonctionnement du comité consultatif provincial en charge de déterminer les territoires des futures zones de secours.

D'après notre comptabilité, le texte prévoit 47 arrêtés d'exécution. Nous avons été surpris d'entendre que le ministre en signalait 48 lors de la présentation du projet.

La partie la plus conséquente de la réforme interviendra lors de la publication des différents arrêtés d'exécution. Les milieux professionnels et les mandataires communaux devront rester attentifs au contenu de ces arrêtés.

La discussion de ce texte en commission a été très intéressante et fructueuse notamment grâce au climat positif créé par le ministre et certains collègues dont plus particulièrement M. Maene. Les différents amendements déposés par notre groupe ont obtenu une suite heureuse.

Il était surtout question des propositions d'amendement de l'Union des villes et communes. Le cdH a aussi insisté sur la représentation des petites communes dites « protégées » au conseil de zone. Je fais confiance au ministre qui s'est prononcé sur l'amendement de la majorité ; j'espère que la participation de ces communes sera réelle dans les décisions des collèges des zones.

En ce qui concerne la neutralité financière de la réforme pour les autorités locales, certaines garanties ont été données, dont la possibilité de voter une loi de confirmation des arrêtés d'exécution. Nous restons sceptiques dans ce domaine car ce type de loi ne permet pas au Parlement de modifier le contenu du texte à confirmer.

Notre groupe est aussi étonné de la suppression du bureau de coordination, qui faisait le lien entre les bourgmestres et les gouverneurs, les commandants de zone et les représentants de la protection civile, en organisant l'optimisation des moyens disponibles. Pourquoi l'avoir supprimé ?

Nous avons déposé un amendement pour que le statut pécuniaire et administratif des pompiers tienne compte des risques liés aux missions principales du personnel opérationnel. Cet amendement a reçu le soutien de la majorité, mais nous resterons attentifs aux évolutions prochaines du statut des pompiers. Ce statut devra être unique, avec un âge d'accès à la pension spécifique, une exonération fiscale pour les pompiers volontaires et une prime de risques. Enfin, ce statut devra être mis en place avant fin 2007, car les pompiers attendent depuis trop longtemps.

À ce sujet, la commission Paulus avait indiqué, en janvier 2006, qu'il fallait s'occuper distinctement et d'urgence de la position juridique du personnel. La profession de pompier doit être inscrite parmi les professions à risques.

Pour conclure, ce projet de loi de pouvoirs spéciaux, car il s'agit bien de cela, n'est pas assez précis pour permettre une appréciation valable de la future réforme et de ses conséquences. Nous ferons donc preuve non seulement de vigilance mais encore d'exigence pour qu'enfin nos sapeurs pompiers soient reconnus correctement par notre société.

09.12 Jan Peeters (sp.a-spirit) : Les socialistes flamands soutiennent de tout cœur cette réforme, car elle constitue une chance historique et un pas sur la bonne voie, dans la mesure où l'on poursuit sur la lancée de la loi de 1999. À l'époque, j'avais préconisé un accroissement d'échelle et la création des zones de secours qui seront désormais à la base de la nouvelle structure des services d'incendie.

En 1999, nous n'étions pas parvenus à doter les zones d'incendie de la personnalité juridique. À cause d'une série de problèmes non résolus, nous avons dû nous contenter d'encourager la coopération volontaire.

Le principal écueil était de nature budgétaire. À l'époque, la situation financière de l'État fédéral n'était pas très florissante. Aujourd'hui, nous sommes en mesure non seulement de réformer la sécurité civile, mais aussi de la refinancer. Ce n'est pas sans importance pour la réussite de la réforme.

Il était aussi difficile, en ce temps-là, de surmonter le conservatisme du secteur et de convaincre les autorités locales, mais parfois même aussi les professionnels, de renoncer à une part d'autonomie locale. Les mentalités ont heureusement évolué ces dernières années.

Bien sûr, cette réforme ne fera pas disparaître toutes les difficultés et elle n'évitera pas les catastrophes comme celle survenue à Ghislenghien. Toutefois, elle supprimera une série de points épineux qui apparaissent toujours sur le terrain aujourd'hui.

Songons à cet égard non seulement au financement mais également à la couverture par les services, qui sont inégalement répartis. Il est anormal que les montants réclamés soient très différents d'une commune à

l'autre.

La persistance de nombreuses zones grises dans notre pays est tout aussi anormale, tout comme d'ailleurs l'incapacité des différentes autorités à les supprimer. Il n'existe toujours pas, en effet, de mécanisme supérieur au niveau local pour pallier ce défaut. C'est la raison pour laquelle il est encore possible presque chaque jour, à l'heure actuelle, qu'un service d'incendie arrive trop tard sur les lieux d'un sinistre.

Cette réforme permettra de remédier aux problèmes que nous n'avons pas pu résoudre avec les structures locales, autonomes. Nous nous en réjouissons.

La réforme des services d'incendie ne sera fructueuse qu'à condition d'être portée par les autorités locales et les pompiers eux-mêmes. C'est pourquoi il est crucial de doter les zones des moyens nécessaires.

Dans le cadre des arrêtés d'exécution, il convient absolument de veiller à l'efficacité de la structure administrative des zones. Celles-ci doivent disposer de la même souplesse administrative et des mêmes moyens d'action que les actuelles zones de police. Les arrêtés d'exécution doivent définir clairement le mode de composition du collège et du conseil, les modalités de mise en œuvre du principe de proportionnalité et, surtout, les moyens à mettre en œuvre pour éviter les blocages.

Le ministre devra également dégager suffisamment de moyens pour assurer la réussite de la réforme. En commission, une série d'amendements ont été adoptés afin de donner aux autorités locales plus de garanties quant au refinancement promis par les autorités fédérales. Notre groupe continuera à veiller à ce que cela se vérifie dans la pratique.

Enfin, la réforme devra également conserver sa dimension humaine dans le cadre des arrêtés d'exécution. Être pompier, c'est en effet plus qu'un métier, c'est une passion. C'est pourquoi les pompiers doivent se sentir chez eux dans les zones et pouvoir dès lors continuer à s'acquitter de leur mission avec plaisir.

Cette réforme ne constitue pas un aboutissement mais un point de départ. Le successeur du ministre devra compléter le cadre proposé par le projet par la voie d'arrêtés d'exécution. Nous espérons dès lors que cette étape sera franchie afin que la sécurité civile puisse jouir de meilleures perspectives. Nous soutiendrons pleinement cette réforme.

09.13 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Il était temps d'adopter ce texte, dont nous partageons les principes de base. Le déclouisonnement est un gage d'amélioration de l'efficacité et nous approuvons l'objectif des douze minutes comme base de référence pour l'ensemble des citoyens, où qu'ils habitent. Mais le plus important est à venir. Il y a les arrêtés d'application, il y a aussi le financement. On ne connaît pas les montants qui vont pouvoir être engagés. Le ministre publie qu'il s'agit de la responsabilité des prochains gouvernements et ministres. Pour ma part, je trouve que vous auriez dû annoncer ici les moyens nécessaires.

Il manque mille pompiers en Wallonie, le matériel est vétuste dans nombre de casernes, les normes datent d'il y a plus de trente ans.

J'espère que dans votre réponse, Monsieur le Ministre, vous allez nous indiquer les montants nécessaires car il est important, il est nécessaire de prévoir le refinancement par le fédéral au-delà de l'adoption de ce texte-cadre (*Applaudissements*).

09.14 Paul Tant (CD&V) : Je pense me faire l'interprète de nombreux membres en affirmant que la Chambre n'a pas à s'enorgueillir de la manière dont les débats ont été menés hier et aujourd'hui. Ma critique ne porte pas tant sur le contenu ni la longueur des interventions que sur la piètre organisation des débats. L'ambiance préélectorale, le dépôt tardif des textes au Parlement et le recours abusif à la notion d'urgence n'y sont pas étrangers. Cette situation a amené la commission à examiner le projet jusqu'à mercredi, l'examen en séance plénière ne pouvant dès lors débiter que le jeudi.

Le président de la Chambre n'échappe pas à toute critique à cet égard. En effet, s'il a écrit de nombreux courriers et adressé de temps à autres des remontrances au gouvernement au cours de son mandat, jamais il n'a fait respecter cette assemblée. Jeudi après-midi, il a sournoisement ignoré ma tentative de faire se dérouler les débats plus sérieusement. Je souhaitais que le débat sur la réforme de la sécurité civile figure en tête de l'ordre du jour ou soit reporté à une séance ultérieure. À mon grand étonnement, la Chambre a estimé devoir débattre d'abord de la question des chiens et de chats avant d'aborder le statut des personnes chargées d'assurer notre sécurité sur le terrain.

La grande quantité de projets que nous devons examiner aujourd'hui a pour seul objectif de montrer que le gouvernement actuel respecte ses engagements. (*Protestations sur les bancs de la majorité*) Le président autorise que le Parlement soit utilisé pour permettre au gouvernement de faire son numéro !

Le texte de la réforme est le résultat de la conjonction de plusieurs forces contradictoires. Le deuxième gouvernement Verhofstadt doit en effet tenter de réaliser sur le fil ce que le précédent ministre de l'Intérieur avait déjà annoncé. Il tente ainsi de prouver son efficacité mais de préférence pas trop tôt car les moyens nécessaires devraient être libérés à cet effet et ils ne sont pas disponibles ! D'importantes sommes indispensables à la réforme ont déjà été investies dans d'autres projets par le gouvernement.

Étant donné les difficultés budgétaires du gouvernement, soit la mise en oeuvre de la réforme sera reportée aux calendes grecques, soit les coûts de la réforme seront répercutés sur les administrations locales. Quelle est sinon la signification du mystérieux article 72 qui stipule que les communes doivent financer la réforme si les zones ne disposent pas de moyens suffisants ?

Lors des discussions en commission, j'ai posé de nombreuses questions concrètes au ministre. Je n'ai reçu de réponse satisfaisante qu'à quelques-unes de ces questions. J'ai notamment interrogé en vain le ministre sur l'objectif de l'article 70 qui prévoit un financement particulier de l'arrondissement administratif de Bruxelles.

Que faut-il entendre par là ?

Si le régime n'est pas rapidement instauré, les investissements des communes s'arrêteront à court terme. Quelle commune voudra encore investir dans les services d'incendie, si elle sait qu'elle devra céder des équipements, des bâtiments et des terrains à la zone ?

J'ai reçu aujourd'hui un e-mail d'un certain nombre de commandants et d'officiers des services d'incendie dont il ressort que les moyens inscrits au budget 2006 sont plafonnés. Il n'est donc certainement pas question de moyens supplémentaires. Le budget est un véritable attrape-nigaud.

C'est la fin de l'autonomie communale car le conseil communal ne dispose plus d'aucune compétence pour prendre des décisions. Des coalitions politiques seront formées dans les grandes zones. Les communes collaborent efficacement dans les zones actuelles mais tout cela est peine perdue. Elles seront noyées dans des zones d'une taille monstrueuse.

Le texte précise que les biens des services d'incendie, dont la commune est propriétaire, doivent être cédés aux zones, y compris les terrains et les immeubles. Notre Constitution stipule que toute expropriation doit faire l'objet d'une indemnisation équitable et préalable, alors qu'ici l'indemnisation est versée par tranches. Cela posera problème à de nombreux corps car ils ont souvent eux-mêmes organisé des actions pour financer leur équipement et ils doivent à présent le céder gratuitement à la zone. C'est évidemment extrêmement démotivant pour les volontaires en question.

220 des 250 corps de pompiers dans notre pays font presque exclusivement appel à des volontaires. Ceux-ci perdront leur motivation lorsqu'ils se rendront compte que toutes les décisions seront prises au niveau des zones sans qu'ils aient leur mot à dire. Les volontaires rejettent vigoureusement cette réforme. Je crains que le corps de volontaires ne disparaisse progressivement mais on ne s'en rendra compte qu'ultérieurement lorsqu'il sera trop tard.

09.15 **Filip Anthuenis** (VLD) : Si les pompiers rejettent vigoureusement cette réforme, pourquoi le CD&V

s'est-il dès lors abstenu en commission et pourquoi M. Claes et Mme Schryvers ont-ils tenu des propos plus nuancés ?

09.16 Paul Tant (CD&V) : Je ne vais pas répéter leurs propos. Nous sommes demandeurs d'une réforme mais la question se pose de savoir si cette proposition peut effectivement être mise en œuvre.

09.17 Jean-Claude Maene (PS) : Plusieurs propos m'ont donné l'impression que les orateurs et moi-même ne nous trouvions pas dans la même réunion de commission.

Ce texte était avant tout attendu par les hommes de terrain qui revendiquent une meilleure organisation des services, des moyens renforcés, une formation mieux adaptée aux risques qui progressent constamment. Une sécurité civile de qualité est aussi un droit fondamental du citoyen.

Lorsque les limites communales sont trop étroites pour garantir une sécurité optimale, il faut s'engager dans des collaborations supra-communales. Des craintes sont apparues au sujet de l'autonomie communale. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, cela fait longtemps que les services fonctionnent sous la forme d'une zone et aucun bourgmestre bruxellois ne parle d'une perte d'autonomie.

Toute réforme semble rappeler la réforme des polices et la difficulté de son financement. Mais ce texte, tel qu'amendé, offre des garanties. D'abord, la dotation de chaque commune sera fixée en tenant compte de critères importants, tels la population, la superficie, le revenu cadastral, le revenu imposable et les risques présents. Il n'y aura donc pas, au sein d'une même zone, de coût unique par habitant.

Une autre garantie en matière de financement est la participation de l'État fédéral pour moitié. Actuellement, cette répartition est de 90 à 95 % pour les communes et de 5 à 10% pour l'État. Demain, les moyens investis dans la sécurité civile seront donc augmentés d'au moins 80%.

Le texte indique également que les zones de secours seront financées par des sources diverses (compagnies d'assurances, par exemple, ce qui leur permettra d'éviter elles-mêmes certaines dépenses).

09.18 Paul Tant (CD&V) : Je partage l'analyse de M. Maene. Plus les services de sécurité civile seront performants, plus il sera possible de réaliser des économies sur les primes d'assurance. Mais si l'on demande au secteur des assurances de consentir des efforts, il présentera la facture à ceux qui payent la prime. Les payeurs seront dès lors toujours les mêmes. Il s'agit d'une hausse déguisée des impôts. Lorsque le prix de l'énergie a augmenté, le gouvernement a également déclaré qu'il irait chercher l'argent là où il se trouvait, c'est-à-dire dans le secteur secteur pétrolier. Or on sait ce qu'il en est advenu !

09.19 Jean-Claude Maene (PS) : Chaque fois qu'on nous parle de participation des compagnies d'assurances, on nous dit que cela va retomber sur le dos du client.

09.20 Paul Tant (CD&V) : C'est clair.

09.21 Jean-Claude Maene (PS) : Nous pourrions élaborer une loi prévoyant de ne pas retomber nécessairement sur le dos du client.

Si l'État investit encore davantage dans les services d'incendie, c'est la compagnie d'assurances qui va en profiter le plus. Le ministre a répondu que, parmi les sources diverses, il fallait inclure les compagnies d'assurances.

Il y a une troisième garantie, il faut lire l'article 72 dans son intégralité. On ne parle d'aller dans la poche des communes qu'après épuisement de diverses sources.

Il y a encore une quatrième garantie : les arrêtés devront être confirmés par une loi au plus tard dans les six mois de leur entrée en vigueur.

Un ministre intelligent soumettra son arrêté au Parlement avant de le faire entrer en vigueur.

09.22 Paul Tant (CD&V) : Au Parlement? A la majorité ! Telle est la règle d'application avec ce gouvernement-ci.

09.23 Jean-Claude Maene (PS) : Chaque zone de secours sera dirigée par un conseil zonal où chaque commune sera représentée. Toutes les communes pourront donc participer à l'organisation des services de secours qui interviendront. Voilà une importante avancée.

La commission de l'Intérieur a adopté à l'unanimité l'amendement de l'opposition concernant la suppression de l'octroi du jeton de présence, mais nous avons un amendement semblable, M. Claes.

Chaque bourgmestre pourra intervenir, c'est un progrès indéniable.

Le conseil zonal désignera en son sein les membres du collège de la zone. Les zones pourront avoir des tailles différentes.

Ma proposition visant à fixer comme règle que le service compétent est celui pouvant arriver le plus vite sur les lieux du sinistre a été intégrée dans le texte. Et pour Bruxelles, nous avons évité tout risque de modifier un fonctionnement optimal.

Demain, les zones pourront consentir des efforts en mettant des moyens en commun.

L'incendie survenu dernièrement dans le sud namurois et ayant causé la mort d'un enfant nous montre qu'il aurait été important de permettre à un personnel plus ancien d'accompagner le personnel qui est entré en action. La réforme répond aussi à ce point.

La formation continuera à s'adresser tant aux volontaires qu'aux professionnels. Il y aura un encadrement professionnel dans chaque service.

Les pompiers étaient encore récemment dans la rue pour manifester. Des négociations sont en cours. Nous espérons qu'elles aboutiront à une évolution du statut du personnel opérationnel, parallèlement à la mise en place de la réforme. Le dialogue est une des forces du dispositif mis en place. Nous nous réjouissons à cet égard de la création d'un certain nombre d'organes consultatifs.

Cela dit, les moyens financiers devront être dégagés. La mise en œuvre de cette réforme devra donc être une priorité du futur gouvernement. Et je me rapproche là quelque peu de M. Tant, même si dans l'ensemble, la réforme va vraiment dans le bon sens.

Le président : Mme Galant a renoncé à développer son intervention.

09.24 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Cette réforme était planifiée dans l'accord de gouvernement. Nous avons à présent pu la couler dans un texte de loi. Je tiens à souligner encore une fois que je n'ai jamais eu l'intention de l'imposer, sans concertation avec les fédérations de pompiers et les autorités locales.

Nous avons tenté avec les différents acteurs de trouver un consensus aussi large que possible. Tous ceux qui dénoncent la tardiveté de cette réforme doivent comprendre qu'une telle réalisation requiert du temps. Si j'avais déposé un projet de loi à la Chambre après un an déjà, on m'aurait sans aucun doute demandé si j'avais préalablement consulté les acteurs du terrain. La commission a eu le mérite, sous la direction du gouverneur anversois, d'avoir atteint un consensus sur une série de principes essentiels, qui sont traduits dans cette loi-cadre et qui doivent naturellement encore être développés dans les arrêtés d'exécution. C'est là un aspect à ne pas sous-estimer.

À mon sens, l'importance du vote de tout à l'heure réside dans le fait que le Parlement va assurer l'ancrage de la réforme, qui ne pourra ainsi plus être remise en cause lors des prochaines négociations

gouvernementales. Cela signifie que nous prenons l'engagement politique de dégager les moyens financiers nécessaires sous la prochaine législature.

Nous avons procédé de la même manière avec la réforme des polices de 1998. Même aujourd'hui, des modifications sont encore apportées à la loi sur la police intégrée. En 1998, on a affirmé qu'il s'agissait d'un processus qui s'étendrait au moins sur dix ans avant que des résultats ne soient entièrement perceptibles sur le terrain. Il en va de même de cette réforme des services d'incendie mais il faut évidemment commencer par franchir le pas, ce que nous faisons aujourd'hui. Ce n'est qu'à cette condition que la réforme sera irréversible.

Nous modifions ici une loi qui date déjà de 1963. Dans les années '70, '80 et '90, on s'est demandé à plusieurs reprises si les structures étaient encore adaptées. La réponse est non. Il faut donc créer une nouvelle structure, adaptée aux nouvelles circonstances et aux nouveaux défis.

Pour permettre l'agrandissement d'échelle, les zones sont soutenues démocratiquement par le biais des collèges et des conseils. Les bourgmestres conservent leur autonomie et leur autorité. Même les plus critiques des bourgmestres admettent que la police locale fonctionne mieux aujourd'hui que par le passé. Il en ira de même pour la sécurité civile.

Nous avons également été attentifs aux suggestions de l'opposition en ce qui concerne le fonctionnement des conseils et des collèges. Nous avons adopté plusieurs amendements, dont une grande partie était inspirée par la *Vereniging voor Steden en Gemeenten*. Mme Schryvers a elle-même dû admettre qu'il restait peu de thèmes sur lesquels nous n'avons pas abouti à un accord. M. Tant est également venu en commission et a tenu des propos particulièrement virulents mais je suis arrivé à un consensus aussi large que possible avec les groupes CD&V et cdH. Je pense dès lors que la réforme doit avoir une portée démocratique aussi large que possible.

Par ailleurs, en commission également, il m'a déjà été demandé comment nous pouvions garantir le financement à l'avenir. Il existe actuellement une disproportion entre l'apport des communes – 90 % - et celui des autorités fédérales – 10 %. Un effort soutenu sera nécessaire pour ramener ce rapport à 50-50. Que devons-nous faire à cet effet ? Nous devons adopter la loi et veiller à ce que ce dossier soit sur la table au moment de la composition du prochain gouvernement, de sorte que les efforts budgétaires nécessaires puissent également être fournis dans les années à venir. Ce n'est pas impossible.

L'application du principe de l'ancre a été critiquée. Mais tous les ministres doivent s'y tenir étant donné qu'un équilibre, voire un excédent budgétaire doit être réalisé cette année. On ne peut nier qu'au sein du département de l'Intérieur, j'ai toujours, dans les limites de mes possibilités, mis l'accent sur la sécurité civile.

En ce qui concerne les formations et l'acquisition de matériel, certains postes ont même été multipliés par deux. Si nous parvenons à maintenir cet effort, un rapport 50/50 est réalisable.

Le CD&V plaide pour la régionalisation de la sécurité civile. Il lui suffira de reformuler cette proposition après les élections. Je préfère quant à moi une réforme fondamentale de la loi de 1963.

Si nous voulons doter les services d'incendie d'un statut spécifique, nous devons négocier cette matière au niveau fédéral. Mais l'État fédéral ne dispose actuellement d'aucune base légale pour mener des négociations avec les syndicats de pompiers.

Si ce texte n'est pas adopté, les villes et les communes devront se débrouiller elles-mêmes, car les questions des syndicats ne pourront plus être éludées. L'instauration d'un statut plus uniforme requiert dès lors la mise en place d'une base légale. Sinon, les villes et les communes resteront les interlocutrices dans le débat, sur la base de la loi de 1963.

J'en viens à présent à quelques questions de détails.

La responsabilité du bourgmestre reste bien entendu inchangée.

Avec Astrid et les CIC, nous disposerons d'un système sans équivalent à l'étranger, un système de communication intégré pour l'ensemble des services de secours, qu'il s'agisse de la police ou d'autres.

L'aide médicale urgente a été scindée. Après concertation avec le ministre de la Santé publique, j'ai estimé qu'il était préférable de lui attribuer cette compétence.

Étant donné qu'il s'agit d'une loi-cadre, il va de soi que de nombreux arrêtés d'exécution seront nécessaires. Toutefois, il est malhonnête de prétendre que je ne considère le Parlement que comme une machine à entériner. L'amendement de M. Michel tend précisément à présenter l'arrêté de financement au Parlement pour ratification.

Le texte initial ne prévoyait rien. Grâce à l'amendement présenté par M. Michel, tout arrêté de financement devra être dorénavant ratifié par le Parlement dans un délai de six mois. Mme Schrijvers a quant à elle présenté un amendement supprimant cette disposition. Il appartient au Parlement de statuer sur ce point.

Pour ce qui regarde le transfert de biens vers la zone, je vous renvoie au rapport. J'ai déjà répondu à ce sujet en commission.

Nous avons sous les yeux une très bonne base légale qui permettra de rendre la réforme de la sécurité civile opérationnelle au cours de la prochaine législature. Je tiens à remercier tous les acteurs ainsi que les commissaires. Les textes ont en effet été améliorés en commission dans un esprit authentiquement démocratique. J'espère qu'au moment du vote de ce jour, nous serons à même d'adresser un signal fort en affirmant que cette réforme sera concrétisée au cours de la prochaine législature. (*Applaudissements*)

09.25 Dirk Claes (CD&V): Qu'en est-il de la politique à deux voies annoncée par le ministre au début de la réforme et lors de la mise en place du groupe de travail Paulus ? Un certain nombre de problèmes urgents ne sont pas réglés: statut, prévention incendie, manque de postes d'incendie, mise en oeuvre d'ASTRID et des centres de dispatching.

09.26 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Chaque année lors de la discussion du budget, j'ai expliqué la politique à double voie. Une réforme fondamentale demande du temps mais il ressort à chaque fois des chiffres budgétaires que nous faisons des progrès et que les crédits augmentent. Le ministre Reynders a en outre amélioré le statut fiscal des volontaires. Après la catastrophe de Ghislenghien, des mesures ont en outre été prises pour indemniser la famille des victimes.

Tout n'est bien évidemment pas encore réglé. En matière de prévention, il y a le problème de la répartition des compétences. Nous devons régler ces problèmes lors de la prochaine législature. Les autorités fédérales devront trouver une solution, tout en y associant les Régions. Au cours des quatre dernières années, nous avons bel et bien donné forme à la politique à double voie, avec cette réforme fondamentale et un certain nombre de mesures importantes que nous avons prises.

09.27 Katrien Schryvers (CD&V): Nous avons mené un bon débat en commission et majorité et opposition se sont écoutés. Certaines choses ont été réorientées dans le bon sens. Un certain nombre de points demeurent cependant obscurs. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes abstenus.

Le ministre estime que cette loi-cadre est nécessaire pour pouvoir régler des points comme le financement, la répartition des zones, la prévention et le statut. C'est bien évidemment exact mais nous aimerions obtenir davantage de précisions avant de pouvoir approuver le projet.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

(Rgt 85, 4) (2928/6)

Le projet de loi compte 224 articles.

Amendement déposé:

Art. 71

- 64 *Katrien Schryvers* cs (2928/7)

Les autres articles sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

10 Proposition de loi relative au statut fiscal des sportifs rémunérés (2787/1-17)

- Proposition de résolution relative au statut fiscal des footballeurs et des basketteurs professionnels de nationalité étrangère (1613/1-2)
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer un régime fiscal spécifique pour les revenus des sportifs et des artistes professionnels (2244/1-2)
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de créer un statut spécifique applicable aux revenus perçus d'une activité sportive ou artistique, par des sportifs ou des artistes imposables à l'impôt des personnes physiques (2290/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces quatre propositions de loi. (*Assentiment*)

10.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Je propose de reporter par consensus les points restants à la semaine prochaine. La Chambre est maître de son ordre du jour.

Le **président** : Les propositions que nous ajournons aujourd'hui ne seront probablement plus approuvées par le Sénat. Si les auteurs de ces propositions souhaitent le report, je ne m'y opposerai pas. Je place donc la Chambre devant ses responsabilités. Il sera bientôt sept heures. Celles et ceux qui ne veulent pas rester, peuvent rentrer à la maison. Les auteurs des propositions ont le dernier mot.

Discussion générale

Le **président**: La discussion générale est ouverte.

10.02 Carl Devlies, rapporteur : Il est quelque peu curieux qu'une proposition aussi importante, qui a trait au statut fiscal des sportifs rémunérés, ne puisse être évoquée que le matin, après quinze heures de débats sur d'autres points.

Les propositions de loi et la proposition de résolution ont été examinées par la commission des Finances les 14 février, 13 mars et 28 mars, mais ces deux dernières années, des auditions étendues ont été organisées avec des experts et les représentants des principales fédérations sportives. Grâce à cela, et avec l'aide du ministre et de son cabinet, la proposition de loi élaborée repose sur un large consensus.

Cette proposition de loi vise à offrir aux sportifs rémunérés un cadre fiscal approprié et à promouvoir en même temps la formation des jeunes sportifs. Elle s'appuie sur les avis de la Cour des comptes et du Conseil d'État. La concertation avec les Communautés s'est traduite par un consensus sur le principe que ces dernières fixeront les conditions de cette formation.

La discussion générale n'a pas fait apparaître de divergence de vues significative mais les propositions formulées par M. Geerts, M. Claes et moi-même n'ont pas bénéficié d'un soutien suffisant. Les amendements ont été favorablement accueillis, de sorte que la proposition amendée a pu être adoptée par 8 voix et 2 abstentions, du sp.a. et du Vlaams Belang.

La séance plénière a renvoyé la proposition en commission. Deux nouveaux amendements n'ont pas bénéficié du soutien de l'opposition le 28 mars, parce qu'ils impliquent une modification fondamentale de la

vision exprimée dans la résolution. En effet, ces amendements visent également à considérer les rémunérations des jeunes sportifs comme des montants consacrés à la formation. Ceci conclut ma partie du rapport.

10.03 Alain Courtois, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

Le **président** : M. Devlies peut dès lors immédiatement commenter le point de vue de son groupe.

10.04 Carl Devlies (CD&V) : La proposition de loi constitue notamment la conséquence des interpellations que j'ai développées à propos de cette matière le 8 décembre 2004 et le 29 juin 2005. Ces interpellations portaient plus particulièrement sur les effets néfastes de la circulaire du 15 mai 2002 tendant à accorder aux footballeurs, aux basketteurs et aux volleyeurs étrangers jouant dans nos divisions nationales le même avantage fiscal – un taux d'imposition avantageux de 18% – que celui dont bénéficient les artistes et sportifs qui ne se produisent que sporadiquement dans notre pays. Cette circulaire fut à l'origine d'une discrimination importante de nos joueurs nationaux résidant en Belgique et a eu pour résultat que les clubs ont cherché à attirer toujours davantage de joueurs étrangers et que les joueurs belges ont été incités à s'installer juste au-delà de nos frontières.

Comme en témoigne notre résolution du 18 février 2005, nous avons œuvré dès le début en faveur d'un statut fiscal unique pour les joueurs belges et étrangers. Dans cette résolution, nous plaidons également en faveur de l'exonération du versement du précompte professionnel des jeunes joueurs issus des formations pour jeunes organisées par le club.

Dans le cadre de mon exposé, j'établirai une distinction entre la proposition de loi adoptée par la commission de la Chambre le 13 mars dernier et la version à l'examen. La proposition originelle mettait en œuvre l'essentiel de notre résolution puisqu'elle tendait à la suppression de la circulaire et à l'instauration d'une exonération de 50% du versement du précompte professionnel des joueurs âgés de moins de 26 ans.

La proposition de loi initiale prévoyait également une dispense de 50% du versement du précompte professionnel pour les rémunérations des sportifs de plus de 26 ans, si la moitié de ces moyens était affectée à la formation de jeunes sportifs âgés entre 12 et 23 ans. Elle introduisait également une imposition séparée de 33 % pour les arbitres, les entraîneurs, les formateurs et les accompagnateurs ayant encore une autre activité professionnelle et une imposition séparée de 16,5% sur une rémunération de 12.300 euros maximum pour les sportifs âgés entre 16 et 26 ans.

Bref, la proposition de loi incitait véritablement les clubs à investir dans les jeunes joueurs belges et dans la formation des jeunes. Elle pouvait dès lors bénéficier du soutien de tous les commissaires, à l'exception de ceux du Vlaams Belang et de David Geerts, qui - sans nul doute à la demande du président du sp.a, M. Vande Lanotte - entendait par le biais des amendements n°s 8 et 11 restreindre le champ d'application aux footballeurs rémunérés. Les amendements ayant été rejetés, la proposition de loi a ensuite été approuvée.

Le 20 mars, une nouvelle concertation a été organisée de manière inattendue afin d'examiner de nouveaux amendements. Ces amendements visaient à porter de 50 à 60% la dispense de versement et stipulaient également que le paiement des salaires des sportifs âgés de moins de 23 ans entraient également en ligne de compte pour cette fameuse dispense. Le président de la commission, M. De Donnea, a distribué les amendements et les a brièvement commentés. Personne de notre groupe n'était présent. M. Van der Maelen, chef du groupe sp.a, n'a pas voulu se prononcer sur la question étant donné qu'il ne connaissait pas suffisamment le dossier.

Le 28 mars, le sp.a a alors affiché la couleur en présentant de nouveaux amendements avec les autres partis de la majorité, qui visaient à porter à 70% la dispense de versement du précompte professionnel et pour effectivement également prendre en compte les salaires des jeunes sportifs.

Il en résulte que la proposition de loi finale est très audacieuse. La pression fiscale sur le salaire des joueurs oscillerait – du point de vue des clubs – entre 11 et 15 %, ce qui constitue un régime à tel point favorable qu'on ne le trouve dans aucun secteur économique. Mais là où les auteurs de cette proposition passent les bornes, c'est lorsqu'ils prévoient que ce régime très favorable ira de surcroît de pair avec une clause d'affectation qui met à néant l'intention initiale, à savoir la formation dispensée aux jeunes par les clubs. Le

fait que les clubs soient autorisés à payer aussi les salaires des jeunes joueurs au moyen de la dispense fiscale dont ils bénéficient sur les salaires des joueurs plus âgés les incitera surtout à recruter de jeunes joueurs au lieu d'investir dans leurs propres formations destinées aux jeunes. Notre amendement n° 16 tend à prévoir clairement que les capitaux concernés doivent être utilisés pour promouvoir lesdites formations.

En outre, il conviendra de clarifier certaines choses qui pour le moment paraissent imprécises. Que recouvre par exemple la notion, figurant à l'article 2, a, de « revenus professionnels provenant d'une autre activité professionnelle » ? Comment le régime fiscal prévu par ce même article se combinera-t-il avec le régime existant où les joueurs, les entraîneurs et les collaborateurs peuvent percevoir une indemnité non imposable de 12,5 euros par match ainsi qu'une indemnité plus élevée imposable comme salaire ? Ce régime a été notamment défini dans les circulaires du 14 juin 1991 et du 7 avril 1998. Comment ce régime se combinera-t-il avec les régimes en vigueur actuellement pour les arbitres et pour les joueurs et les entraîneurs qui ne pratiquent pas leur sport uniquement à titre de loisir ? Pour ces derniers, les indemnités devront figurer intégralement sur la fiche de salaire 281.10 mais elles bénéficieront du régime de dispense prévu pour les indemnités octroyées aux volontaires. Ces régimes seront-ils maintenus ?

La notion d'« accompagnateur » figurant à l'article 2, a s'applique-t-elle aux contrôleurs, aux caissiers et aux stewards visés dans la circulaire du 12 août 1996 ? Est-il exact que la lecture conjointe des articles 2, a, et 2, b, permet à un sportif, qui atteint l'âge de 26 ans au cours de la période imposable, de bénéficier des deux taux spéciaux ? Les taux du précompte professionnel seront-ils adaptés aux nouveaux taux distincts de 16,5 et 33 % ?

J'avais espéré que M. Reynders répondrait à ces questions. Je me demande si M. Dewael pourra le faire à sa place.

Le président : M. Reynders assiste à une réunion du Fonds monétaire international à Washington depuis ce matin.

10.05 Carl Devlies (CD&V) : J'avais escompté sa présence lors de la discussion d'une proposition d'une telle importance.

10.06 François-Xavier de Donnea (MR) : Ce vote va couronner près de deux ans de discussions en commission des Finances. Après diverses auditions et réunions de travail, on a pu aboutir fin 2006 à un texte commun qui poursuit quatre objectifs principaux.

Il s'agit d'abord d'imposer distinctement au taux de 33 % les revenus professionnels des sportifs professionnels âgés d'au moins 26 ans, des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus atteignant des montants bruts plus élevés que le montant total des revenus perçus de leurs activités dont il est question ici. Il s'agit aussi par ce biais d'éviter certaines dérives fiscales.

Il s'agit ensuite d'encourager la pratique du sport par des jeunes de 16 à 25 ans qui se verront imposer distinctement à 16,5 % les rémunérations pour la tranche de revenus qui n'excède pas un montant maximum de 12.300 euros par an. La rémunération nette des jeunes sportifs doit en effet selon nous tenir compte de la nécessité de les aider à constituer des réserves pour le jour où ils pourraient devoir réintégrer une carrière non sportive.

En troisième lieu, nous entendons supprimer toute discrimination entre sportifs résidents et non résidents recueillant des revenus pendant une période supérieure à trente jours par an. C'est que la discrimination existante encourageait nos sportifs à s'expatrier et provoquait une invasion de sportifs non résidents dans certains clubs, en particulier dans ceux de première division. La suppression de cette discrimination devrait encourager la venue en première division d'un plus grand nombre de jeunes sportifs formés en Belgique.

Enfin, il fallait encourager l'investissement des clubs dans la formation des jeunes sportifs. Les clubs reçoivent donc une dispense de versement du précompte professionnel de 70 % sur les rémunérations des

sportifs de moins de 26 ans ; ainsi que sur les rémunérations des sportifs d'au moins 26 ans à condition d'affecter la moitié de cette dispense à la formation de jeunes sportifs amateurs et au paiement de leur salaire. Par jeune, il faut entendre ici ceux dont l'âge est compris entre 12 et 23 ans.

Bref, il s'agit d'une proposition importante pour la promotion du sport en Belgique, mais aussi pour l'équité et la transparence en matière de régime fiscal applicable non seulement aux sportifs, mais aussi aux arbitres, aux accompagnateurs et aux formateurs.

10.07 David Geerts (sp.a-spirit) : Les principes qui sous-tendent la proposition de loi à l'examen s'appliquent à bon nombre de disciplines sportives, et donc pas exclusivement au football. Les objectifs principaux poursuivis par la réforme sont : l'alignement des joueurs étrangers et belges, l'encouragement à la sélection de jeunes joueurs, un meilleur accompagnement des jeunes sportifs et la professionnalisation de la formation des jeunes. Toutes ces mesures doivent être mises en œuvre sans coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics, ni impact négatif sur la viabilité des clubs. C'est donc bien volontiers que nous voterons en faveur de ce texte.

10.08 Melchior Wathelet (cdH) : Il y avait lieu d'assurer l'égalité entre sportifs belges et étrangers.

Le soutien des jeunes sportifs, avec les 16,5 %, est lui aussi une disposition excellente.

Mais il y a également l'investissement dans la formation. On augmente la diminution du précompte à 70 % ; cet argent devra être investi dans la formation. À côté de certains sportifs gagnant des sommes mirifiques, d'autres vivent difficilement leur carrière professionnelle sportive. Il faut les soutenir par un traitement fiscal plus favorable et en se souciant de la formation.

On n'oublie pas non plus ceux qui permettent au sport d'exister, les arbitres, les personnes qui donnent de leur temps aux clubs. Un statut fiscal a été prévu pour eux avec les 33 %.

10.09 Luk Van Biesen (VLD) : En collaboration avec les divers groupes politiques, nous avons accompli un beau travail parlementaire. Je tiens également à rendre hommage au ministre et à son administration pour leur collaboration positive. Je déplore toutefois qu'une proposition de loi d'une telle importance qui vise à dégager davantage de moyens pour l'encadrement des jeunes et qui tend à assimiler les sportifs non-résidents aux sportifs résidents doive être bâclée aujourd'hui.

C'est avec enthousiasme que le VLD votera en faveur de la proposition de loi.

10.10 Alain Courtois (MR) : Il importe de trouver un certain équilibre entre les professionnels et les amateurs. Il faut également éviter des discriminations incompréhensibles entre joueurs professionnels étrangers et belges. La proposition dont il est question ici touche les arbitres, les accompagnateurs, les entraîneurs de jeunes, certains joueurs amateurs rémunérés et plus généralement toutes les personnes qui perçoivent des rémunérations sans que l'on sache précisément comment elles sont taxées. La situation de centaines de milliers de personnes qui ignoraient elles-mêmes ce qu'elles devaient payer au fisc sera ainsi clarifiée.

(En néerlandais) Il s'agit en l'occurrence du mouvement social le plus important du pays : plus d'un million de personnes ont des liens directs ou indirects avec les sports.

(En français) Les volontaires du sport avaient été oubliés lors du vote de la loi relative au statut des volontaires.

(En néerlandais) Il s'agit de plus de 600.000 personnes en Belgique qui semaine après semaine sont concernées par des activités sportives.

(En français) Le sport est un des phénomènes les plus importants du pays en termes d'intégration sociale et culturelle.

C'est également un moyen d'attirer les jeunes vers une meilleure diététique et vers un meilleur comportement en général. Le sport permet enfin un certain nombre de dépenses tous les week-ends qui font tourner l'économie et la fiscalité. Cette proposition confirme que le sport est essentiel à la santé.

10.11 Dirk Claes (CD&V) : Je veux commenter mon amendement parce qu'un petit dérapage, sans doute involontaire, s'est produit et peut encore être rectifié aujourd'hui.

En ce qui concerne les sportifs professionnels, la retenue sur le précompte professionnel sera de 70 % en vertu de cette proposition de loi. La charge fiscale restante ne s'élève donc qu'à 30 %. Les arbitres, entraîneurs, formateurs et accompagnateurs – tous ces intervenants qui, également selon M. Courtois, sont incontournables en matière sportive – paient 33 % d'impôts sur le revenu de leur activité sportive. Ce revenu n'est heureusement pas cumulé à leur autre revenu. Aujourd'hui, 300 joueurs professionnels supporteront dès lors une charge fiscale de 30 % seulement, alors que tous les aidants doivent payer 33 %. Une telle situation n'est pas admissible.

Nous proposons qu'une exonération fiscale de 2.500 euros par an ou de 250 euros par mois soit instaurée pour ces entraîneurs, accompagnateurs, arbitres et formateurs – quelque 100.000 personnes – étant donné qu'aucun match de football ne se joue en principe en juillet et en août. Le taux de 33 % n'est appliqué qu'au-delà de ces montants. MM. Courtois, Geerts et Van der Maelen peuvent-ils adhérer à cette proposition ?

10.12 Alain Courtois (MR) : Je ne voterai pas sur cet amendement.

10.13 David Geerts (sp.a-spirit) : Adoptons tout d'abord ce texte. Ce point pourra être examiné pendant la prochaine législature.

10.14 François-Xavier de Donnea (MR) : Je partage l'avis de M. Geerts : au lieu d'introduire un amendement supplémentaire, il vaut mieux laisser la loi entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2008 ; après un an de pratique, on pourra réexaminer l'opportunité éventuelle d'adopter l'un ou l'autre amendement allant dans le sens de ce que propose notre collègue M. Claes.

10.15 Dirk Claes (CD&V) : J'y consens, mais nous aurions mieux fait, en l'espèce, d'agir également de la sorte pour les amendements du sp.a et d'attendre l'évaluation. Il ne nous aurait pas non plus été nécessaire, dans ce cas, de présenter notre amendement.

Notre amendement tend à éviter que les footballeurs professionnels bénéficient d'un traitement de faveur par rapport aux personnes qui perçoivent un revenu complémentaire en assurant par exemple l'entraînement d'une équipe de jeunes.

Le **président** : M. Claes peut toujours décider de retirer ou de maintenir l'amendement.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles de la proposition de loi n° 2787. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2787/15)

La proposition de loi compte 7 articles.

Amendements déposés:

Art. 1bis

- 17 *Carl Devlies cs (2787/17)*

Art. 5

- 16 *Carl Devlies cs (2787/16)*

Ces amendements ainsi que l'article 5 sont réservés. Les autres articles sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et l'article réservés ainsi que sur

l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Le **président** : Plusieurs petites propositions de loi ne posant aucun problème figurent encore à l'ordre du jour.

10.16 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Il ne s'agit nullement, comme le laisse entendre le président, de petites propositions mais bien de propositions dont les auteurs exigent un examen aujourd'hui encore, à 8 heures du matin, parce qu'ils ne veulent pas le voir reportés à la semaine prochaine. J'espère dès lors que la majorité ne jugera plus devoir se plaindre de l'ordre des travaux.

Le **président** : Je puis comprendre M. Annemans, mais je respecte le souhait des auteurs.

11 Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 instituant un service volontaire d'utilité collective (2967/1-7)

Proposition déposée par : Philippe Monfils, David Geerts, Talbia Belhouari, Stef Goris

Cette proposition a été renvoyée en commission le 29 mars 2007.

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

11.01 Ingrid Meeus, rapporteur : La présente proposition de loi permet aux jeunes chômeurs ou aux jeunes bénéficiant d'un revenu d'intégration d'effectuer des travaux d'intérêt général à la Défense sur une base volontaire tout en conservant leur allocation de chômage ou leur revenu d'intégration. Elle permet non seulement aux jeunes de faire la connaissance de la Défense mais comporte aussi un projet social d'intégration.

Pour davantage de détails, je renvoie à mon rapport écrit.

11.02 Philippe Monfils (MR) : L'idée du service d'utilité collective n'est pas neuve : M. Armand De Decker l'avait déjà présentée il y a près de dix ans et elle fut reprise dans une loi très générale en 2003, qui n'entrera jamais en vigueur.

L'idée est revenue suite au meurtre de Joe Van Holsbeeck. Il ne s'agit pas tant de remplacer le service militaire, qui était obligatoire, mais de répondre aux réalités sociales.

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans oscille autour des 20% en Belgique. Inactivité, oisiveté deviennent le quotidien de ces jeunes, amenant certains à des actions illicites. Le service d'utilité collective va leur permettre d'acquérir une expérience formatrice visant à développer l'esprit citoyen, les relations et les échanges humains ainsi que les aptitudes sportives. Autrement dit : apprendre à vivre et à travailler en groupe avec des personnes différentes, à avoir une discipline de vie.

La qualité de demandeur d'emploi est maintenue et la participation au service d'utilité collective n'entraîne en aucun cas la suspension des allocations d'attente, de chômage ou des allocations familiales dues aux parents.

Des amendements ont été adoptés visant à préciser les domaines d'activité vers lesquels les volontaires pouvaient être envoyés. Il ne fallait pas toutefois corseter ce service d'utilité collective et je suis heureux de constater que cela n'a pas été le cas. Dans quelques mois, on pourra examiner le fonctionnement de ce service. Il faut espérer que celui-ci, inauguré au ministère de la Défense, deviendra opérationnel également

au sein d'autres départements. On pense évidemment en premier lieu au SPF Intérieur.

Le MR votera en faveur de cette proposition de loi.

11.03 David Geerts (sp.a-spirit) : La présente proposition de loi tend à offrir aux jeunes la possibilité de s'engager dans une mission utile pour la société et de suivre une formation leur permettant d'acquérir les qualités requises, qui leur permettront plus tard de s'intégrer plus facilement dans le processus du travail. Le législateur entend proposer aux jeunes désœuvrés, qui provoquent çà et là des nuisances, une alternative dotée de sens.

En commission, des questions ont été posées à propos de l'applicabilité de ce règlement. Des améliorations devront sans conteste être encore apportées à l'avenir mais il bon qu'une initiative voie dès à présent le jour. Il importe en effet que les jeunes puissent rester disponibles sur le marché de l'emploi, que leurs droits sociaux soient préservés, qu'ils se voient délivrer une attestation témoignant des capacités acquises et – *last but not least* – qu'ils se rendent utiles à la collectivité.

11.04 Talbia Belhouari (PS) : Il faut préciser la condition de résidence du public cible, pour que le SUC s'adresse autant aux jeunes belges qu'aux jeunes étrangers, issus ou non de l'Union européenne.

Les conditions d'admission et de fin du SUC, qui seront fixées par arrêté royal, devraient reprendre une série d'interdictions pénales prévues pour l'accès à nos forces armées, mais assouplies afin de permettre à de jeunes ayant commis des actes de petite délinquance de profiter de cette opportunité d'intégration professionnelle et sociale.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2967/7)

La proposition de loi compte 10 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 10 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

12 Proposition de loi modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées (2989/1-2)

Discussion générale

Le **président** : La discussion générale est ouverte.

12.01 David Geerts (sp.a-spirit) : Si la présente proposition de loi paraît, de prime abord, très technique, elle n'en renferme pas moins aussi une plus-value politique substantielle. Les réunions de la commission de suivi qui se sont tenues à Paris en février de cette année, ont fait apparaître que des enfants-soldats participent encore à de multiples conflits armés dans de vastes parties du monde. Selon les Nations Unies, ils seraient pas moins de 250.000. Et il ne serait pas rare qu'ils soient drogués avant d'être envoyés, tels de la chair à canon, sur les premières lignes du front.

La présente proposition de loi tend à faire en sorte que dans notre pays, les aspirants militaires perdent leur qualité de militaire lors de certaines situations de crise, sans aucun effet négatif sur leur carrière ultérieure. Elle sera applicable aux aspirants sous-officiers qui se trouvent en cinquième et sixième année

d'enseignement secondaire ainsi qu'aux aspirants officiers, sous-officiers et volontaires qui sont en règle au regard de la scolarité mais n'ont pas encore dix-huit ans révolus. Le conseil des ministres définira les situations de crise dans lesquelles les intéressés perdront leur statut de militaire.

Il reste à espérer que cette proposition de loi sera adoptée tout à l'heure à l'unanimité, comme elle l'a été en commission. Un signal clair serait ainsi adressé aux pays où des enfants-soldats sont encore utilisés dans des conflits armés.

12.02 **Philippe Monfils** (MR): Il s'agit d'une excellente proposition.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2989/1)

La proposition de loi compte 8 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 8 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

13 **Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (2983/1-5)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

13.01 **Magda De Meyer**, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2983/5)

Le projet de loi compte 44 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 44 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

14 **Projet de loi fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance (2802/1-4)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

M. Guido De Padt, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2802/4)

Le projet de loi compte 17 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 17 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 **Projet de loi portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003 (3053/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3053/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

16 **Ordre du jour**

Le **président** : Je vous propose de reporter à la semaine prochaine la discussion du projet n° 2647 visant à insérer un titre *1er bis* et un article *7 bis* dans la Constitution en vue d'y inscrire le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les Communautés et Régions et la discussion de la proposition n° 2661 de révision de la Constitution en vue d'y insérer un article relatif au développement durable.

Ce débat aura lieu en début de séance, après l'heure des questions.

Je vous propose aussi de reporter à jeudi prochain la nomination du vice-président de la Commission de la protection de la vie privée.

L'éloge funèbre de M. André Damseaux, ancien ministre, sera prononcé également au cours de la séance plénière de la semaine prochaine (*Assentiment*).

17 **Prise en considération de propositions**

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la

prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observatio ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de loi de Mmes Anne-Marie Baeke, Magda De Meyer et Karine Lalieux modifiant, en ce qui concerne l'obligation de déclaration, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (n° 3068/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture;
- la proposition de résolution de Mme Hilde Vautmans, M. Roel Deseyn et Mmes Maya Detiège, Muriel Gerkens, Josée Lejeune et Sophie Pécriaux relative aux enseignements à tirer des évaluations de projets de développement (n° 3071/1). Elle est renvoyée à la commission des Relations extérieures;
- la proposition de loi de M. Willy Cortois portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire en ce qui concerne le financement de l'Agence (n° 3072/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique;
- la proposition de loi de M. Philippe De Coene portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en vue d'offrir aux écoles primaires un accès à l'internet répondant à leurs besoins spécifiques (n° 3076/1). Elle est renvoyée à la comission de l'Infrastructure, de la Mobilité et des Entreprises publiques.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Votes nominatifs

18 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Carl Devlies sur "le rapport de la Cour des comptes concernant l'exécution des peines patrimoniales" (n° 1065)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Justice du 27 mars 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1065/1):

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Carl Devlies et Tony Van Parys;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Véronique Ghene et M. Philippe Monfils.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

(Stemming/vote 1)		
Ja	80	Oui
Nee	35	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	116	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

18.01 **Joseph Arens** (cdH) : Pour les votes suivants comme pour celui-ci, j'ai pairé avec Mme Van Lombeek-Jacobs.

19 Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509quater du Code pénal (nouvel intitulé) (2540/8)

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	104	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	15	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

20 Proposition de loi modifiant l'article 57 du Code civil en ce qui concerne la mention du sexe d'un enfant souffrant d'ambiguïté sexuelle (nouvel intitulé) (1242/6)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

21 Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'améliorer la protection successorale des enfants nés hors mariage (2655/4)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 3)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

22 Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le mariage entre alliés (2293/3)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

23 Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en ce qui concerne la rectification d'erreurs matérielles dans les actes de l'état civil (2368/4)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

24 Proposition de loi modifiant l'article 249, § 1er, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les droits liés à un changement de prénom (nouvel

intitulé) (2446/4)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 5)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

25 Amendements et articles réservés du projet de loi réformant le divorce (2341/22-26)

Amendé par le Sénat

Vote sur l'amendement n° 180 de Melchior Wathelet tendant à insérer un article 3bis (n).(2341/26)

(Stemming/vote 6)		
Ja	21	Oui
Nee	82	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 188 de Melchior Wathelet à l'article 7.(2341/26)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 7 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 202 de Melchior Wathelet à l'article 42.(2341/26)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 6)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 42 est adopté.

26 Ensemble du projet de loi réformant le divorce (2341/25)

Amendé par le Sénat

(Stemming/vote 7)		
Ja	81	Oui
Nee	32	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

27 Projet de loi relatif à la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines (2999/1)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	104	Oui
Nee	14	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	118	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

27.01 **Brigitte Wiaux** (cdH) : Je souhaitais voter oui.

28 **Proposition de résolution relative à certains problèmes liés à la mise en oeuvre et au respect de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (2991/1)**

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	106	Oui
Nee	14	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

29 **Proposition de loi créant un Observatoire permanent et fédéral des pratiques des centres publics d'action sociale (1658/4)**

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	82	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	118	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

30 **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles et au Fonds amiante, en ce qui concerne les cohabitants légaux (nouvel intitulé) (2984/4)**

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera renvoyé au Sénat.

31 **Projet de loi concernant le règlement des différends dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (nouvel intitulé) (3012/4)**

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	102	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

32 Amendements et articles réservés du projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (3012/1-5)

Vote sur l'amendement n° 2 de Benoît Drèze cs à l'article 2.(3012/2)

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	31	Oui
Nee	83	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 4 de Benoît Drèze cs à l'article 2.(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(*Vote 13*)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 2 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 19 de Benoît Drèze cs à l'article 5.(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(*Vote 13*)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 5 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 6 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6bis (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(*Vote 13*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 7 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6ter (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(*Vote 13*)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 8 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6quater (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 9 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6quinquies (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 10 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6sexies (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 11 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6septies (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 12 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6octies (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 13 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6nonies (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 14 de Benoît Drèze cs tendant à insérer un article 6decies (n).(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 20 de Benoît Drèze cs à l'article 31.(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 21 de Benoît Drèze cs à l'article 31.(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 31 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 25 de Benoît Drèze cs à l'article 35.(3012/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 13)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 35 est adopté.

33 Ensemble du projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (3012/5)

(Stemming/vote 14)		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

34 Proposition de résolution relative à la consommation de médicaments dans les maisons de repos et dans les maisons de repos et de soins (2236/1)

(Stemming/vote 15)		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

35 Proposition de loi modifiant la législation en vue de promouvoir la mobilité des patients (2966/4)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 15)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

36 Amendement et article réservés du projet de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (2771/1-10)

Vote sur l'amendement n° 6 de Nathalie Muylle cs à l'article 4.(2771/6)

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	24	Oui
Nee	83	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	112	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 4 est adopté.

37 Ensemble du projet de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (nouvel intitulé) (2771/10)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	82	Oui
Nee	28	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	112	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera renvoyé au Sénat.

38 Proposition de loi améliorant le statut social du sportif rémunéré (2586/6)

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	118	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

39 Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 2006 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises (2965/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 18)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

40 Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (2987/1)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 18)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

41 Amendement et article réservés du projet de loi relatif à la sécurité civile (2928/1-6)

Vote sur l'amendement n° 64 de Katrien Schryvers cs tendant à supprimer l'article 71. Nous votons donc sur le maintien de l'article.(2928/7)

<i>(Stemming/vote 19)</i>		
Ja	83	Oui
Nee	28	Non
Onthoudingen	9	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, l'article 71 est adopté.

42 Ensemble du projet de loi relatif à la sécurité civile (2928/6)

<i>(Stemming/vote 20)</i>		
Ja	86	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	32	Abstentions
Totaal	118	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

43 Amendements et article réservés de la proposition de loi relative au statut fiscal des sportifs rémunérés (2787/1-16)

Vote sur l'amendement n° 17 de Carl Devlies cs tendant à insérer un article 1bis (n).(2787/16)

<i>(Stemming/vote 21)</i>		
Ja	32	Oui
Nee	81	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	118	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 16 de Carl Devlies cs à l'article 5.(2787/16)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(*Vote 21*)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 5 est adopté.

44 Ensemble de la proposition de loi relative au statut fiscal des sportifs rémunérés (2787/15)

<i>(Stemming/vote 22)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

45 Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 instituant un service volontaire d'utilité collective (2967/7)

<i>(Stemming/vote 23)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	29	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

46 Proposition de loi modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées (2989/1)

<i>(Stemming/vote 24)</i>		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Il sera transmis au Sénat.

47 Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (2983/5)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 24)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

48 Projet de loi modifiant la loi du 1er octobre 1833 sur les extraditions et la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions (2506/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 24)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

48.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Nous nous sommes abstenus pour ce vote.

49 Projet de loi fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance (2802/4)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 24)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

50 Projet de loi portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003 (3053/1)

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 24)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

51 Adoption de l'agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents. Les points suivants ont été ajoutés à cet ordre du jour : la révision de la Constitution et le scrutin pour la nomination du vice-président de la Commission pour la protection de la vie privée. Nous rendrons également hommage à M. Damseaux.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée le vendredi 13 avril 2007 à 8 h 34. Prochaine séance le jeudi 19 avril 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 20.10 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Johan Vande Lanotte en Jo Vandeurzen

Gezondheidsredenen: Greet van Gool en Greta D'hondt

Buitenslands: Maggie De Block en Pieter De Crem

Federale regering

Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands

Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid: met zending buitenslands (Libië)

Bruno Tobback, minister van Leefmilieu en Pensioenen: met zending buitenslands (Marokko)

Vincent Van Quickenborne, staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging: met zending buitenslands (Washington)

Gisèle Mandaila Malamba, staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap: buitenslands (Congo)

01 Regeling van de werkzaamheden

01.01 Paul Tant (CD&V): De voorzitter zou de minister raadplegen inzake de wenselijkheid om het ontwerp civiele veiligheid vandaag nog te behandelen. Zoals de zaken er nu voor staan, kan dat ontwerp ten vroegste vanaf 23 uur worden besproken. Wat is de visie van de voorzitter?

De **voorzitter**: We zullen eerst de ontwerpen behandelen waarvoor minister Demotte bevoegd is. Ik denk dat we het ontwerp civiele veiligheid vroeger kunnen bespreken dan de heer Tant vreest. Minister Dewael is beschikbaar.

01.02 Paul Tant (CD&V): Als de bespreking van het ontwerp civiele veiligheid pas om 22.30 uur kan beginnen, dan stel ik voor de bespreking uit te stellen en volgende week als eerste punt te behandelen. De assemblee moet zich hierover kunnen uitspreken.

De **voorzitter**: Als ik merk dat de voorafgaande agendapunten te traag vorderen, kan ik een wijziging van de agenda voorstellen. Minister Dewael kan hier echter binnen de tien minuten aanwezig zijn.

01.03 Paul Tant (CD&V): Minister Demotte was beter al hier geweest.

De **voorzitter**: De heer Tant weet best dat de bespreking van de resolutie veel langer heeft geduurd dan verwacht. Misschien zullen andere besprekingen minder lang duren dan verwacht.

01.04 Paul Tant (CD&V): Ik had al voorspeld dat we nu nog niet ver genoeg zouden staan. Wij hebben geen

obstructie gepleegd. De vertraging is enkel en alleen aan de meerderheid te wijten.

De **voorzitter**: Ik hoop toch dat we vanavond rustig en goed kunnen werken.

Ontwerpen en voorstellen

02 Wetsontwerp betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorgen (3012/1-5)

- Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1383bis in het Burgerlijk Wetboek, waarin wordt gepreciseerd dat iemands geboorte op zich niet als schade kan worden aangemerkt (90/1-3)
- Wetsvoorstel betreffende de diagnostische en therapeutische ongevallen (230/1-2)
- Wetsvoorstel met betrekking tot de vergoeding van abnormale schade die verband houdt met de geneeskundige verzorging (256/1-2)
- Wetsvoorstel tot uitvaardiging van veiligheids- en gezondheidsnormen voor de verzorgingsinstellingen en tot instelling van een vergoedingsregeling voor patiënten die het slachtoffer zijn van ziekenhuisinfecties (1565/1-2)

02.01 Paul Tant (CD&V): We zullen dit ontwerp niet behandelen zonder de aanwezigheid van de minister.

De **voorzitter**: Die is op komst. Bovendien kan het verslag wel zonder minister worden gebracht.

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

02.02 Luc Goutry, rapporteur: De teksten in verband met dit wetsontwerp en deze wetsvoorstellen hebben wij ontvangen op 23 maart 2007 en wij hebben de bespreking en de stemming in de commissie gehouden op 27 maart. Ik betreur het dat een zo belangrijk wetsontwerp zo laattijdig werd ingediend. Deze manier van werken maakt het onmogelijk om goed wetgevend werk te leveren. Daarom zal ik nu uitgebreid aandacht besteden aan het verslag.

(De heer Goutry leest het eerste deel van het schriftelijk verslag voor en stelt daarbij enkele taalkundige verbeteringen voor)

Er staan tal van taalkundige fouten in het verslag. De vraag is wat we daarmee moeten doen. Volstaat het dat ik deze hier nu mondeling rechtzet?

02.03 Yvan Mayeur (PS): De Franse tekst van het vrslag is correct.

De snelheid waarmee dit ontwerp besproken is, staat in schril contrast met het belang ervan. Ik kan mij als rapporteur alleen verontschuldigen voor het haastwerk. We hebben geen tweede lezing gevraagd. Dit is ook absoluut niet bedoeld als een verwijt aan de diensten, maar als rapporteur heb ik toch nog een zekere fierheid. Ik begrijp dan ook niet dat zoveel collega's naar hun schriftelijk verslag verwijzen.

02.04 Paul Tant (CD&V): De heer Goutry heeft des te meer gelijk, daar het de Kamer is die over de uiteindelijke tekst beslist, en niet de diensten.

De **voorzitter**: Over de tekst van het ontwerp. Het verslag valt onder de verantwoordelijkheid van de rapporteur en wordt goedgekeurd door de commissie.

02.05 Paul Tant (CD&V): Ik heb het niet over het verslag, maar over het ontwerp. De diensten kunnen een voorstel doen, maar het komt de Kamer toe daarover uitspraak te doen. Welnu, de diensten hebben geen tekstcorrecties voorgesteld. Als de voorzitter naar de rapporteur zou luisteren, dan zou hij dat weten.

02.06 Luc Goutry (CD&V): De heer Mayeur heeft natuurlijk gelijk: het is tot nu toe in de Nederlandstalige teksten.

De **voorzitter**: Ik heb telkens de Franse tekst gevolgd.

Misschien wil u het in de lengte trekken. Doe dat maar, u hebt dat recht. U bent nu 21 minuten bezig met uw verslag. Dat is enkel een vaststelling.

(Discussie in het halfroond)

Laat de heer Goutry verslag uitbrengen.

02.07 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Als er eens iemand een verslag brengt, mag dat wel gehonoreerd worden.

02.08 Paul Tant (CD&V): Wij hebben de heer Goutry niet onderbroken, voorzitter, dat heeft u gedaan.

02.09 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Dit gebeurt natuurlijk omdat daarstraks verschillende rapporteurs niet aanwezig waren. Hij compenseert en ik heb daar geen enkel probleem mee.

De **voorzitter**: Ik heb het begrepen. Al degenen die naar hun verslag hebben verwezen, worden door de heer Goutry gecompenseerd. Mijnheer Goutry is een compensator.

02.10 Luc Goutry (CD&V): Bedankt, dat is een mooie naam. Ik weet dat de voorzitter erg staat op de prerogatieven van deze Kamer. Hij staat op degelijk werk.

Ik denk toch niet dat ik mij moet schamen omdat ik hier een rapport voorstel over een wetsvoorstel dat voor de mensen grote gevolgen heeft. We spreken hier over de dekking van medische schade, opgelopen door patiënten die meestal in een zeer moeilijke situatie verkeren. Over dat wetsontwerp is acht jaar gedebatteerd.

Nu is dat er op één dag doorgehaspeld, samen met vier wetsvoorstellen, waarvan ik het rapport heb moeten maken. Daarom heb ik onzorgvuldig werk geleverd en wil ik nu een behoorlijk verslag uitbrengen. Is het daarvoor te laat, dan hadden we er maar wat vroeger moeten aan beginnen.

Ik ga ervan uit dat de fouten telkens worden verbeterd en dat we op die manier een beter verslag zullen krijgen.

De **voorzitter**: Lezen kunnen we allemaal.

02.11 Luc Goutry (CD&V): Ik schaam me steeds meer voor mijn verslag dat vol onnauwkeurigheden staat.

De **voorzitter**: De heer Goutry leest zijn verslag.

02.12 Luc Goutry (CD&V): Nee, ik vat het samen.

De **voorzitter**: Samenvatten? Ik lees het verslag met u!

02.13 Yvan Mayeur (PS): Zou de heer Goutry ons zijn opmerkingen over de fouten in zijn eigen verslag kunnen besparen? Laten we tot de bespreking overgaan!

02.14 Luc Goutry (CD&V): Ik heb mij al drie keer verontschuldigd voor mijn rapport, maar ik heb ook aangegeven waaraan het ligt. Als men op vrijdag teksten krijgt, een hele bijbel dik, over een ingewikkelde wetgeving, en men moet die op dinsdag bespreken tot 10 uur 's avonds en dan een rapport maken dat op donderdag al in de plenaire vergadering behandeld wordt, dan kan niemand mij kwalijk nemen dat er enkele slordigheden in staan.

Ik heb de vermetele moed gehad om het verslag te maken. Ik had het misschien beter niet gedaan, zoals de heer Mayeur zegt. Er is zelfs een mederapporteur, mevrouw Raemaekers. Zij is hier niet.

02.15 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Zij komt u helpen.

02.16 Luc Goutry (CD&V): Ik moet hier het werk alleen doen.

De **voorzitter**: Ik denk dat zij u met genoeg zal aflossen, zodra zij hier is.

02.17 Luc Goutry (CD&V): Ik moet dus tijd vullen tot zij hier is! Daar komt het op neer.

02.18 Paul Tant (CD&V): Het Reglement legt geen enkele beperking op aan de verslaggever.

De **voorzitter**: De rapporteur brengt zijn verslag op zijn eigen manier. Dit verslag werd door de heer Goutry ondertekend. Ik veronderstel dat hij het heeft gelezen voor hij het ondertekende.

02.19 Luc Goutry (CD&V): Ik heb het niet gelezen in deze gedrukte vorm.

02.20 Paul Tant (CD&V): In welke hoedanigheid heeft de heer Mayeur daarnet eigenlijk het woord gekregen?

De **voorzitter**: Hij is voorzitter van de commissie en medeondertekenaar van het verslag.

02.21 Luc Goutry (CD&V): Het is onvoorstelbaar: de rapporteur moet bijna smeken of hij zijn verslag mag brengen! In dit Parlement wordt geen moeite meer gedaan om verslagen te lezen. Zo snel mogelijk alles over alles stemmen en dan naar huis gaan, dat wil men hier. De voorbije vijftien jaar heb ik de Kamer nooit zo diep zien zinken. Er is geen enkel respect meer voor de rapporteurs of de verslagen. (*Applaus van de oppositie*)

02.22 Paul Tant (CD&V): De Franse tekst van het verslag is onleesbaar.

De **voorzitter**: De heer Tant verwijt de heer Mayeur te hebben gesproken zonder dat hij het woord had gekregen. Nu doet hij hetzelfde.

02.23 Tony Van Parys (CD&V): In het Frans staat er: "sur les montants des *indemnistaions*".

In het Frans staat er: "On reviendra encore au cours de la discussion sur les montants des indemnistaions"

De **voorzitter**: Dat zijn drukfouten.

Er moet staan "on reviendra encore" en "indemnisations"

De heer Goutry heeft het verslag ondertekend. Hij is er dus verantwoordelijk voor.

02.24 Yvan Mayeur (PS): U drijft de spot met de diensten van de Kamer. Dat is onaanvaardbaar! Dat is beneden peil!

02.25 Luc Goutry (CD&V): Als ik wijs op de fouten in het verslag, betekent dat niet dat ik kritiek heb op de diensten van de Kamer.

De **voorzitter**: Dit is geen manier van werken. Als dat zo doorgaat, betekent dit de verkleutering van de Kamer.

02.26 Paul Tant (CD&V): Alles wat we nu doen, is sowieso tijdwinst, want het is eigenlijk nog vakantie.

Ik zou graag van de griffier weten of hij vindt dat de diensten worden beledigd.

De **voorzitter**: U maakt de Kamer belachelijk en dat kan ik niet dulden.

02.27 Luc Goutry (CD&V): Maar u stelt mij voortdurend verantwoordelijk voor de fouten in het verslag door erop te wijzen dat ik het mede ondertekend heb. Moet ik me als rapporteur misschien verzekeren tegen aansprakelijkheid?

Ik kom terug op het verslag en ga meteen over tot lezing van wat de heer Drèze gezegd heeft in commissie.

(De heer Tant wil iets zeggen.)

De **voorzitter**: De heer Tant moet de rapporteur niet onderbreken. Het is natuurlijk een uitnodiging om verslaggevers uit de oppositie aan te duiden!

02.28 Luc Goutry (CD&V): Dat is een zware waarschuwing. De voorzitter zegt dus dat er geen rapporteurs uit de oppositie meer mogen worden aangeduid!

02.29 De voorzitter : Dat heb ik helemaal niet gezegd.

02.30 Luc Goutry (CD&V): De voorzitter waarschuwt ervoor verslaggevers van de oppositie aan te duiden.

De **voorzitter**: U verdraait mijn woorden. Ik heb zelf in commissie ook verslaggevers van de oppositie aangeduid.

02.31 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Zal de voorzitter dat principe trouw blijven bij een tripartite?

De **voorzitter**: Ik ben niet helderziend.

02.32 Luc Goutry (CD&V): Ik ga verder met het verslag. *(De rapporteur gaat door met het voorlezen van het verslag)*

02.33 Magda Raemaekers, rapporteur: Ook ik ben rapporteur. Ik stel voor de andere helft van het verslag voor mijn rekening te nemen.

02.34 Luc Goutry (CD&V): Akkoord. Ik maak dit gedeelte af en dan kan mevrouw Raemaekers met de artikelsgewijze bespreking op blz. 30 doorgaan, zoals was afgesproken.

De **voorzitter**: Welke afspraken werden daarover gemaakt?

02.35 Magda Raemaekers, rapporteur: Er werden geen afspraken gemaakt. Daarom stel ik voor dat we elk de helft doen en dat ik op blz. 25 overneem.

02.36 Paul Tant (CD&V): Wij zullen alvast geen genoeg nemen met een verwijzing naar het schriftelijke verslag.

02.37 Luc Goutry (CD&V): Indien er geen volwaardig verslag wordt uitgebracht, wil ik het liever zelf doen. De Kamer heeft daar recht op. Ik zal straks ook nog mijn persoonlijk commentaar brengen.

02.38 Magda Raemaekers (sp.a-spirit): Ik breng het verslag vanaf blz. 25. *(Mevrouw Raemaekers, rapporteur leest het tweede gedeelte van het verslag voor, met weglating van de artikelsgewijze bespreking)*

De artikelen worden aangenomen met tien stemmen voor en twee onthoudingen. De commissie raakt het eens over enkele technische verbeteringen. Het geamendeerde wetsontwerp wordt aangenomen met negen stemmen voor en drie onthoudingen. *(Applaus)*

De **voorzitter**: Ik heb een sprekerslijst voor de algemene bespreking.

02.39 Paul Tant (CD&V): Wie hier van onze fractie het woord neemt, hangt af van wat de voorzitter ons kan aankondigen.

De **voorzitter**: We hebben al wat tijd verloren. Na wat zich al heeft afgespeeld, ben ik niet geneigd veel te wijzigen aan de dagorde.

02.40 Paul Tant (CD&V): De voorzitter hoeft de agenda niet te wijzigen, hij moet enkel het Kamerreglement toepassen.

De **voorzitter**: De heer Tant moet artikel 17, §3 van dat reglement lezen. Hij kan een geschreven voorstel met vijftig handtekeningen indienen om de dagorde te wijzigen.

02.41 Paul Tant (CD&V): Kan de voorzitter de bedoelde passage voorlezen?

De **voorzitter**: De dagorde die aan het begin van de vergadering unaniem werd goedgekeurd, kan enkel worden gewijzigd via de procedure beschreven in artikel 17, §3. De agenda mag nadien slechts worden gewijzigd door een stemming uitgebracht op initiatief, hetzij van de regering, hetzij van de voorzitter of door een stemming uitgebracht over een motie schriftelijk voorgedragen en gesteund door een derde van de leden van de Kamer. Zo zal het zijn.

02.42 Luc Goutry (CD&V): Ik zal de heer Van der Maelen ervan proberen te overtuigen dat ik echt wel iets van deze kwestie afweet.

De voorzitter heeft tijdens deze regeerperiode al meermaals mijn stelling beaamd dat het niet kan dat volumineuze ontwerpen op het allerlaatste moment aan de leden worden bezorgd. Dit is geen manier van werken, dat vinden ook heel wat leden van de meerderheid. Tot het erop aankomt.

Ook van dit belangrijke ontwerp kregen we de teksten pas op vrijdag en begon de bespreking in commissie – tot de finish - al de dinsdag erna. Ik heb er bij de voorzitter al meermaals op aangedrongen erover te waken dat de Kamer haar werk goed kan doen. Helaas konden we een en ander andermaal niet grondig bestuderen, laat staan advies vragen.

De **voorzitter**: De heer Goutry diende zijn eerste amendement in op 27 maart. Dat is drie weken geleden.

02.43 Luc Goutry (CD&V): Ik heb het over de tijd tussen de terbeschikkingstelling van de teksten en de bespreking in commissie.

Het is pijnlijk dat de meerderheidsleden me in de wandelgangen gelijk geven, maar in de plenaire vergadering enkel de indruk wekken dat wij het spreekgestoelte beklimmen om de tijd te doden. Ik heb wel wat beters te doen.

02.44 Benoît Drèze (cdH): We werden die dinsdag op een onaanvaardbare wijze onder druk gezet om het dossier diezelfde dag nog vóór 19 uur af te ronden. Toen we onze amendementen verdedigden, verweet men ons dat we obstructie pleegden. De tekst die we straks zullen aannemen, bevat een aantal onvolkomenheden die we achteraf zullen betreuren.

02.45 Luc Goutry (CD&V): De oppositie kan niet deelnemen aan het meerderheidsoverleg, dus natuurlijk stellen wij veel vragen. Ook de meerderheid stelde in de commissie trouwens veel technische vragen. Dit ontwerp creëert enkel valse verwachtingen bij de patiënten, maar regelt niets. Er zal pas een regeling zijn als de 41 noodzakelijke KB's gepubliceerd zijn. Volgend jaar zal er nog geen fonds zijn en zolang is men niet gedekt tegen medische schade. Ik ben een voorstander van dit fonds, maar dit is een electorale stunt op de kap van het parlement en vooral op de kap van de patiënten en daar distantieer ik mij van.

02.46 Paul Tant (CD&V): Het wordt ons nu kwalijk genomen dat wij het Reglement toepassen, maar de meerderheid heeft ons de voorbije jaren zo onder druk gezet, dat een behoorlijk debat onmogelijk is geworden. Tijdens de regering-Dehaene werd er voor 14 procent van de wetsontwerpen de urgentie gevraagd, nu is dat al voor 38 procent van de wetsontwerpen. De meerderheid moest zich schamen. Deze plenumvergadering is onze laatste mogelijkheid om deze werkwijze aan te klagen en we zullen ons het spreken niet laten beletten.

De voorzitter heeft de ontwerpagenda laten goedkeuren en we hebben toen geëist dat het ontwerp over de civiele veiligheid op een goed moment besproken zou worden en de voorzitter heeft ons dat verzekerd, terwijl we nu nog niet eens de helft van de agenda hebben afgewerkt. We verkeren mijns inziens nog steeds in de toestand van artikel 17, §2 van het Reglement en niet in 17, §3.

02.47 Luc Goutry (CD&V): Als een patiënt vandaag het slachtoffer is van medische schade, dan moet hij de dokter aanvallen en dan nog wel op medisch gebied, wat natuurlijk niet eenvoudig is voor een leek. Daarenboven moet hij een hele procedure opstarten. Het gevolg daarvan is dat er nauwelijks schadevergoedingen worden toegekend.

Ik steun - net zoals ieder weldenkend mens - het principe van de foutloze schadeloosstelling en de oprichting van een fonds daarvoor. Als de minister de komende dagen in de kranten hier echter reclame voor durft te maken, dan zal ik daar met klem tegen protesteren. Dit ontwerp zorgt namelijk enkel voor de ruwbouw, maar de afwerking zal nog heel veel tijd in beslag nemen. De juridische complicaties zijn absoluut niet opgelost en ik krijg geen enkel antwoord op de technische vragen. Hierdoor worden er valse verwachtingen gecreëerd bij een zeer kwetsbare groep.

Om dit te bewijzen zal ik een reeks vragen stellen, waarop ik een antwoord van de minister of van de meerderheid verwacht. Als er geen antwoorden komen, dan is dat een bewijs dat de procedure voor foutloze schadeloosstelling helemaal nog niet bestaat. En eerder kunnen we het systeem onmogelijk gaan verdedigen bij de patiënten.

Wat zal er gebeuren als dezelfde patiënt meermaals een schadegeval aangeeft?

Over welke franchise gaat het? Wat is het maximumbedrag van de schadevergoeding? Alles wordt hier aan de Koning overgelaten, waardoor er momenteel geen enkel houvast is.

Hoe motiveert de minister het gebruik van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek? Als een patiënt in het huidige stelsel medische schade lijdt, dan kan hij zich op dat artikel beroepen, waarin staat dat wie schade berokkent, die moet vergoeden. Ofwel kan dat burgerrechtelijk, ofwel strafrechtelijk worden geëist. Het ontwerp zegt nu dat wie voor een schadeloosstelling via het fonds kiest, automatisch en definitief afziet van de beroepen uit artikel 1382. Hij kan dus geen burgerrechtelijke schade meer vorderen, terwijl hij niet eens weet wat het maximumbedrag is van de schadeloosstelling uit het fonds.

Ik ga akkoord met *Test-Aankoop*, dat zich afvraagt of dit niet in tegenspraak is met het gelijkheidsbeginsel. In Frankrijk bestaat er ook een fonds, maar kan men ook burgerrechtelijke schade vorderen. Beide systemen bestaan er dus naast elkaar. Meerdere juridische adviseurs hebben mij gezegd dat dit systeem ook in België zou moeten worden toegepast, maar de minister volhardt in de boosheid.

Dus men maakt een volledig nieuw systeem omdat het bestaande systeem niet werkt? Ik vind dat een rare redenering. Het is waar dat men voor de burgerrechtelijke aansprakelijkheid de fout, de schade en het causaal verband moet bewijzen en dat dit niet gemakkelijk is. Maar waarom zou men beide procedures niet naast elkaar kunnen laten bestaan? Zo kan het slachtoffer, als blijkt dat de schadeloosstelling door het fonds niet toereikend is, nog naar de burgerlijke rechtbank stappen om meer te vorderen.

02.48 Yvan Mayeur (PS): Artikel 1382 heeft niet het beoogde effect op het stuk van de vergoeding, vandaar dat er een consensus bestond over de oprichting van een vergoedingsfonds. Het was onmogelijk om beide opties open te houden. We dienden voor een bepaalde procedure te kiezen.

Het is trouwens niet ongewoon dat een bepaling uit het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd.

Indien het in het belang van de burgers is, is het een goede maatregel! (*Onderbreking door de heer Tant*)

Mijnheer Tant, wij kennen die materie beter dan u. We hebben ze in de commissie besproken.

02.49 Paul Tant (CD&V): Wie kan me bewijzen dat de slachtoffers voldoende vergoed zullen worden? Het is zeker waar dat de procedure voor de burgerlijke rechtbanken voor verbetering vatbaar is. Maar het fonds moet zijn deugdelijkheid nog bewijzen. Een theoretisch systeem is altijd beter dan een bestaand systeem. De meerderheid gaat er blijkbaar van uit dat het systeem dat ze uitgevonden hebben, per definitie beter zal zijn dan wat er al bestaat. Maar ik waarschuw met name de socialisten dat vooral de mensen die het financieel het minst breed hebben, voor de vergoeding op korte termijn zullen kiezen. Op die manier creëert men een rechtssysteem met twee snelheden.

02.50 Benoît Drèze (cdH): We trachten allemaal de situatie van de patiënt te verbeteren. Mijn partij heeft het echter moeilijk met het hybride karakter van het private en het openbare beheer van het systeem. We kennen de koninklijke besluiten nog niet maar we voelen nu al dat vooral de verzekeringsinstellingen voordeel zullen halen uit het akkoord.

02.51 Minister Rudy Demotte (*Frans*): Het argument van de heer Tant houdt geen steek. Vandaag ziet 95 procent van de personen die een vordering hadden willen instellen, daarvan af. Zonder te beweren dat het door ons voorgestelde systeem ideaal is, wil ik er toch op wijzen dat het een verbetering inhoudt van een toestand die een democratie onwaardig is.

02.52 Luc Gouty (CD&V): Laten we toch intellectueel eerlijk blijven. Als het ontwerp een goed ingerichte nieuwbouw met alles erop-en-eraan zou zijn, dan zijn ook wij bereid daarvoor te kiezen. Maar nu is het een ruwbouw. Iemand die een sleutel-op-de-deurwoning koopt, die zal toch ook geen vrede nemen met een ruwbouw?

Op mijn vraag hoe de verzoekprocedure er zal uitzien, heb ik geen antwoord gekregen. Door wie wordt het fonds gecontroleerd? De minister zegt alleen dat het een staatsdienst met afzonderlijk beheer zal zijn, onder toezicht van de minister. Wie zal arbitreran? De tekst vermeldt alleen dat er twee scheidsrechters zullen aangesteld worden en indien nodig nog een derde. Wie dat zullen zijn, daar kregen we geen antwoord op. Wat de rol van de ziekenfondsen zal zijn, daar kregen we slechts een zeer summier antwoord op. Ook de vraag op welke informatie de patiënt recht heeft, bleef onbeantwoord.

Het begrip 'abnormale schade' wordt in de tekst niet gedefinieerd. De minister zei hierover dat een abnormaal risico iets is 'wat niet algemeen wordt verwacht'. Is dit voldoende? Hoe moet de leek op medisch gebied het onderscheid maken tussen een 'normale bijwerking' en 'iets wat niet algemeen wordt verwacht'? Hoe kan men nog volhouden dat men een foutloze aansprakelijkheid invoert, als de patiënt in die gevallen de 'abnormale' aard van de aandoening moet bewijzen? Zonder definitie kan hij toch niet weten wat hij moet bewijzen?

Het is ook nog onduidelijk wat het aandeel in de financiering zal zijn van de drie partners bij het fonds: het Riziv, de overheid en de verzekeringsinstellingen. We hebben dus geen garanties over de financiering van het fonds.

Ook is het niet duidelijk hoe men denkt te kunnen vermijden dat het fonds overspoeld wordt met aanvragen en er binnen de kortste keren een jarenlange achterstand ontstaat, zoals bij de Raad van State. De termijn van 180 dagen is immers niet afdwingbaar.

Het onderscheid tussen economische en niet-economische schade wordt ook al niet gedefinieerd in de tekst. Is werkonbekwaamheid bijvoorbeeld economische schade? Is het fonds in dat geval residuair ten opzichte van de ziekteverzekering, of treedt het in de plaats ervan?

Wat zal de personeelssamenstelling zijn van het fonds? Wie zal daarin werken? Welke medici, welke juristen? Wil men de taak toevertrouwen aan ambtenaren van Volksgezondheid die dat werk er maar moeten bijnemen?

De **voorzitter**: U gaat meer dan ruim over uw tijd. Kunt u afronden?

02.53 Luc Goutry (CD&V): Ik wil wel straks een antwoord op al mijn vragen.

Wordt er voor de simulatie van het mogelijk aantal dossiers gebruikgemaakt van de knowhow van de ziekenfondsen? Zal er met expertises worden gewerkt? Zo ja, met welke expertises en volgens welke procedure? Hoe staat het met de bewijslast? Hoe zit het met de sleutel tussen de premies die komen uit de verzekeringen en de bijdragen uit de solidariteit. Wat is een zware en opzettelijke fout? Naar welke wetgeving wordt in dit verband verwezen? Wat zal er met de rust- en verzorgingshuizen gebeuren? Die worden uitgesloten. Nochtans doen nosocomiale infecties zich daar ook voor. In een ziekenhuis kan men een schadeloosstelling krijgen, in een rusthuis niet. De meerderheid gaat daar zomaar mee akkoord.

De vraag werd gesteld of de uitgekeerde bedragen zullen worden belast. Wat gebeurt er wanneer de uitkeringen worden gecombineerd met sociale uitkeringen? Zal het mogelijk zijn verhaalinteressen te vragen als de termijnen niet worden gerespecteerd? Zal er een bonus-malussysteem worden toegepast? Op al die vragen heb ik geen of geen afdoend antwoord gekregen.

Vinden de collega's het zinvol om op deze manier een ontwerp te bespreken? En is het zinvol om op deze manier een constructie te maken voor patiënten die kwetsbaar zijn en die medische schade hebben opgelopen? Wanneer zal het systeem echt operationeel zijn?

02.54 Daniel Bacquelaîne (MR): Zelden heeft de heer Goutry blijk gegeven van zoveel slechte wil als vandaag. Dat stelt me teleur.

02.55 Luc Goutry (CD&V): Als we de moeite nemen in het Parlement om ons werk goed te doen, de teksten te lezen, adviezen te vragen en te eisen dat we juridisch sluitende dingen maken voor de mensen, dan verwijt men ons slechte wil, ongeloof in de zaak en tegenwerking. Dat moet u de mensen maar eens gaan vertellen. Ik zal het wel doen in uw plaats, wees gerust.

02.56 Daniel Bacquelaîne (MR): Sinds de goedkeuring van de wet over de patiëntenrechten, wachtten wij op een wet betreffende de foutloze medische aansprakelijkheid. Er was trouwens indertijd afgesproken dat de wet op de patiëntenrechten als het ware gepaard of vergezeld moest gaan van een wet betreffende de foutloze aansprakelijkheid. Hoe meer de dialoog tussen arts en patiënt centraal komt te staan, hoe meer men ook oog moet hebben voor de laatste schakel; dat betekent dat men een schadeloosstelling van de patiënt mogelijk moet maken wanneer die schade lijdt, ongeacht of er al dan niet sprake is van een fout.

Er werden tal van voorstellen ter zake ingediend, waaronder één van mijzelf en collega Yolande Avontroodt teneinde tot een schadeloosstelling van zoveel mogelijk patiënten te komen.

Ik weet niet of de regeling zal werken, maar ik weet wel dat het huidige systeem niet werkt. (*Onderbrekingen door de heer Tant*)

02.57 Benoît Drèze (cdH): De minister en dr. Bacquelaîne doen daar gevaarlijke uitspaken. Zij zeggen namelijk dat een wijziging van het huidige systeem alleen maar een verbetering kan zijn. Maar als men de rechtsregels wijzigt en overstapt naar een foutloze aansprakelijkheidsregeling, moet er altijd een schadevergoeding kunnen worden uitgekeerd. Zo niet heeft het slachtoffer geen verhaal.

02.58 Daniel Bacquelaîne (MR): Er is een beroepsmogelijkheid! Maar er bestaat ook zoiets als "voorzienbare" schade, zoals een bemoeilijkte ademhaling wanneer een long moet worden weggenomen, of een been dat in allerijl moet worden geamputeerd wegens aantasting door gangreen. Het zou onlogisch zijn

indien de betrokkene de "schade" vergoed krijgt, wel dat hij een schadeloosstelling krijgt als invalide, maar dat ressorteert niet onder het Fonds.

02.59 Benoît Drèze (cdH): In de commissie stonden de minister en de heer Mayeur mij niet toe voorbeelden te geven!

02.60 Minister Rudy Demotte (*Frans*): Dat klopt niet! De minister heeft alleen gezegd dat hij zich in de uiteenzetting niet wilde beperken tot voorbeelden die enkel illustratief gebruikt zouden worden.

02.61 Daniel Bacquelaine (MR): Het ontwerp is ongetwijfeld niet perfect, maar dat mag ons niet tot passiviteit aanzetten. We moeten ons afvragen of we het stelsel van de burgerlijke aansprakelijkheid al dan niet moeten behouden. Ik had een voorstel ingediend om de twee opties te behouden, maar het is al vlug gebleken dat dit in de praktijk onmogelijk was. De belangrijkste voorwaarde voor de vergoeding zal simpelweg het voorvallen van abnormale schade ten gevolge van een medische handeling of het ontbreken ervan zijn. Aangezien het vergoedingsfonds met medische deskundigen zal werken, zal men ongetwijfeld bij machte zijn om de meeste schadegevallen correct te evalueren.

Die optie gaat in de goede richting. De huidige procedure is erg lang en zwaar. Een fout is altijd moeilijk aan te tonen. De invoering van een complexe procedure zou geen enkel nut gehad hebben.

Bedoeling is dat de voorgestelde regeling eenvoudiger is voor het slachtoffer en dat de toepassing ervan sneller geschiedt. Zij impliceert een enkele en beperkte vorm van schadevergoeding. Wanneer er onenigheid is over het bestaan van schade of over het bedrag van de vergoeding, kan men zich nog altijd tot de arbeidsrechtbank wenden.

De tweede kwestie betreft de ziekenhuisinfecties. Er werd beslist dat begrip in de wet op te nemen, want het gaat thans om een nijpend probleem dat tal van schade veroorzaakt voor patiënten.

Die maatregel houdt uiteraard een extra inspanning op het stuk van de financiering in. Dat is de derde kwestie. Wordt die financiering correct geraamd? Wij hebben in ieder geval een amendement op het wetsontwerp ingediend om dat te regelen. Volgens dat amendement dienen de koninklijke besluiten die eventueel worden genomen om nieuwe financieringsvormen in het leven te roepen, bij wet te worden bekrachtigd.

De vierde kwestie heeft betrekking op de integratie van de esthetische ingrepen. Ook bij een esthetische ingreep kan de patiënt immers schade oplopen, die schadeloosstelling verdient.

Diende men ook de rust- en verzorgingstehuizen in de wet op te nemen? De vraag rijst, temeer daar de patiënten van een rusthuis naar het ziekenhuis worden overgebracht en omgekeerd. Men weet niet altijd waar de patiënt de infectie precies heeft opgelopen! De regeling zal uiteraard nog moeten worden verbeterd, dank zij een aanvullende financiering.

Ik weet dat men bij de CD&V even makkelijk belastingen heft als men croissants eet bij het ontbijt, maar wij zijn daar geen voorstander van. Een aanvullende financiering veronderstelt inkomsten. Ik weet niet of u bereid bent daartoe de nodige giften te doen, maar het lijkt mij demagogisch om te beweren dat "het volstaat" meer te financieren.

02.62 Luc Goutry (CD&V): Bij gebrek aan inhoudelijke argumenten beschuldigt de heer Bacquelaine mij van demagogie. Wat hij doet is erger: hij vraagt of wij dat allemaal willen laten financieren door de belastingen. Hij weet zelf niet hoe de financiering zal lopen. De sociale zekerheid wordt toch ook door de belastingen gefinancierd. Het is immers allemaal geld van de gemeenschap. De heer Bacquelaine zegt dat ik voor een belastingsverhoging pleit omdat ik klaarheid vraag over dit systeem! Een vreemde redenering die niet van grote intellectuele eerlijkheid getuigt.

02.63 Daniel Bacquelaine (MR): Er wordt met een nieuwe vergoedingsregeling gestart die vooral

gefinancierd wordt door het RIZIV, de Staat en de premies van de zorgverleners. We willen ook voorkomen dat die premies onbeperkt blijven stijgen. Een andere vraag is of alle zorginstellingen zonder onderscheid in het systeem moeten worden opgenomen, maar laten we de regeling eerst lanceren om ze later eventueel te vervolledigen.

De zesde vraag had betrekking op de responsabilisering van de zorgverleners. Een responsabiliseringsmechanisme is noodzakelijk om te voorkomen dat zich bij gebrek aan voorzorgen ongevallen zouden voordoen. In dit opzicht worden de zware en de opzettelijke fout duidelijk in de wet omschreven.

Ten slotte ben ik tevreden dat rekening werd gehouden met het Franse arrest *Perruche* naar aanleiding waarvan ikzelf indertijd een wetsvoorstel indiende.

In 2001 heb ik een voorstel ingediend met de bedoeling te preciseren dat het loutere feit dat men geboren wordt geen schadegeval kan zijn an sich, en dat iemand die gehandicapt geboren wordt tengevolge van een foute prenatale diagnose, daarom geen schadevergoeding kan krijgen.

Het Franse Hof van Cassatie was dat pad ingeslagen, en vergeleek de situatie van het kind na de geboorte met de situatie als het nooit geboren zou zijn. Maar gehandicapten hebben een plaats in onze samenleving - daar dient het solidariteitsprincipe ook voor - en hun probleem kan niet gecompenseerd worden door een kronkelige juridische redenering. Ik ben dan ook blij dat we een standpunt ingenomen hebben over deze ethische kwestie waar ernstige gevolgen aan verbonden zijn.

Tot besluit zullen wij dit wetsontwerp steunen, want wij zijn ervan overtuigd dat wie schade lijdt als gevolg van gezondheidszorgen snel en correct vergoed zal worden. Voorts zal deze tekst bijdragen tot een goede uitoefening van de geneeskunst en de uitwassen van de defensieve geneeskunde helpen voorkomen. Met die maatregel zal ook een stokje gestoken worden voor de overdreven juridisering en de onhoudbare stijging van de verzekeringspremies voor artsen.

Wat precies die premies betreft, zijn de verzekeringsmaatschappijen nog het minst gelukkig met de nieuwe regeling die wij gaan invoeren. Patiënten en patiëntenverenigingen zowel als zorgverleners zijn wel blij met deze tekst.

02.64 Benoît Drèze (cdH): Zolang we niet over de uitvoeringsbesluiten beschikken en we niet precies weten hoe een en ander in zijn werk zal gaan, is het logisch dat de verzekeringsinstellingen druk blijven uitoefenen om de voordeligste verdeelsleutel te bekomen!

02.65 Daniel Bacquelaine (MR): Als men het huidige systeem had behouden, zouden de premies steeds zijn toegenomen en op den duur onbetaalbaar zijn geworden voor de zorgverstrekkers, die de kosten op de werking van de ziekenhuizen hadden moeten afwentelen. Vanuit technisch oogpunt viel zo'n systeem niet langer te beheren, wat verbeteringen noodzakelijk maakte. We hebben gekozen voor wat momenteel de meest doeltreffende procedure is. Ze zal wellicht nog moeten worden bijgestuurd opdat zowel de patiënten als de zorgverstrekkers en de zorginstellingen er voordeel bij hebben in verhouding tot de werkomstandigheden of de geleden schade.

02.66 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Het Vlaams Belang betreurt dat dit belangrijke ontwerp zo laat in de regeerperiode op een draefje moet worden afgehandeld. Wij zitten niet altijd op dezelfde lijn als de CD&V maar zijn het er wel over eens dat veel onduidelijk blijft. Hoe zullen bijvoorbeeld de KB's eruit zien?

In elk geval leidt het toenemend aantal schadeclaims tot een defensieve geneeskunde en dat is niet goed. Wij moeten Amerikaanse toestanden voorkomen. Daarom is het Vlaams Belang bereid mee constructieve oplossingen te zoeken. Wij vinden het positief dat er eindelijk een ontwerp van gekomen is. Op 22 augustus 2002 werd de wet op de patiëntenrechten goedgekeurd. Wij wilden toen reeds de foutloze aansprakelijkheid regelen. Het is hoog tijd dat we dat nu effectief kunnen doen.

Een eerste belangrijk discussiepunt betrof de financiering van het fonds. Men vreest voor aanzienlijke verhoging van de verzekeringspremies voor beroepsaansprakelijkheid. De minister was hierover in de commissie heel geruststellend. Hij moet die woorden hier herhalen.

Vermits het Riziv moet tussenkomen, vreest men voor de gevolgen op het budget voor de erelonen. Ook dat moet de minister verduidelijken. Het fonds zal niet via de erelonen van de artsen, maar via het globale Riziv-budget worden gespijsd.

Men zegt dat 70 procent van de schadeklachten zouden kunnen worden vergoed, maar zijn daar wel garanties voor? Dit is een heel hoog percentage vergeleken met het buitenland.

Wat zal het nieuwe systeem kosten? De regering heeft het over 80 miljoen euro, het Kenniscentrum over 140 miljoen en de verzekeringssector over 240 miljoen. Wat is nu het juiste bedrag?

Een volgend discussiepunt betrof het al dan niet opnemen van de ziekenhuisinfecties in dit ontwerp. Ze werden tot een bepaalde hoogte opgenomen, maar dat zorgt voor een aanzienlijke kostenstijging. Werd in de berekeningen wel voldoende rekening gehouden met deze ziekenhuisinfecties?

Het is positief dat een limitatieve lijst met zware medische fouten bij de tekst werd opgenomen, zoals medische fouten onder invloed van drugs of alcohol.

De Raad van State had scherpe kritiek op deelaspecten van het ontwerp. Er is het risico van discriminatie tussen de slachtoffers van een medische fout en anderen. Artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek niet meer laten toepassen, houdt risico's in. En hoe zal de franchise worden geregeld in het KB?

De problematiek van de medische fouten in RVT's wordt tevens geregeld, maar hiermee komen we op het terrein van de Gemeenschappen. Er zou ter zake een werkgroep worden opgericht. Is die al samengesteld? Hoe werkt die en wat is de stand van zaken?

De Raad van State leverde niet minder dan vijftig pagina's advies af! Daarmee moet rekening worden gehouden in de wetteksten. Wat gebeurt er bijvoorbeeld wanneer de patiëntenrechten onvoldoende worden gerespecteerd? Volgens de Raad van State zijn de termijnen voor het fonds zeer kort en bijgevolg onwerkbaar. De Raad had ook opmerkingen bij de hoogte van de franchise en bij de financiering ten gronde. En wat wanneer een zaak volledig wordt afgehandeld door de verzekeringsmaatschappij, zonder de patiënt erbij te betrekken? Er werd overigens voor geopteerd de procedure niet tegensprekelijk te maken, dit in tegenstelling tot Frankrijk dat koos voor het dubbele spoor.

Door het franchisesysteem is er geen sprake van een integrale schadevergoeding.

We zijn blij dat artikel 5 van het ontwerp haast letterlijk een wetsvoorstel van Vlaams Belang overneemt. Het artikel bepaalt dat het ontstaan en voortbestaan van menselijk leven geen aanleiding kan geven tot een schadevergoeding.

Dit ontwerp komt veel te laat en is onvoldragen, maar het is wel een verbetering voor patiënten en artsen. De huidige situatie kon niet blijven bestaan. We betreuren dat er nog heel wat via KB zal moeten worden geregeld, maar het is een positieve evolutie dat het ontwerp er eindelijk is. Het zou een oplossing kunnen bieden. Bij de eindstemming zal onze positieve evaluatie blijken, al moet de minister snel duidelijk maken welke richting hij uit wil met de KB's. (*Applaus bij Vlaams Belang*)

02.67 Yvan Mayeur (PS): De PS-fractie is tevreden dat we eindelijk het wetsontwerp kunnen goedkeuren dat toelaat de patiënten die het slachtoffer zijn van schade als gevolg van de gezondheidszorg, te vergoeden.

We hadden ter zake reeds heel wat werk verzet. Er waren al wetgevende teksten ingediend, waaronder een voorstel van de PS teneinde de problematiek van de ziekenhuisinfecties aan te pakken. Misschien zullen we in een volgende zittingsperiode nog de gelegenheid hebben om op de sanitaire aspecten van die kwestie terug te komen.

De kwestie van de therapeutische risico's is belangrijk, want zij belangt de mensen aan, zowel uit menselijk als uit financieel oogpunt. Wij weten ook dat een medische ingreep kan mislukken zonder dat er sprake is

van een fout van de arts. Momenteel kan een patiënt enkel schadeloos worden gesteld als hij het bewijs levert dat er een oorzakelijk verband bestaat tussen de fout en de geleden schade.

Voorts is de arts niet beschermd wanneer hij een fout begaat bij het verrichten van een medische handeling. Het gebrek aan bescherming leidt tot een defensieve geneeskunde. De wet op de patiëntenrechten is alleen maar relevant als zij vergezeld gaat van een tekst die de beoefenaars tegen de medische risico's beschermt.

Wat voor ons telt, is dat de patiënt binnen een redelijke termijn een billijke schadevergoeding kan krijgen, dat de artsen sereen voort kunnen werken, dat de kwaliteit van de zorgverlening en de relatie arts-patiënt gegarandeerd worden, en dat de gezondheidszorg even laagdrempelig blijft. Een democratische Staat is het aan zichzelf verplicht de kwetsbare mensen de nodige garanties te bieden. Hier is gebleken wat de limieten zijn van het Burgerlijk Wetboek.

Ik begrijp dat er in bepaalde milieus ongerustheid heerst over de op til zijnde verandering, maar de verandering kan alleen maar in het voordeel van de patiënt uitvallen. De huidige regeling is immers niet doeltreffend. Bovendien gaat de nieuwe regeling uit van bestaande fondsen, en dat is de beste garantie voor een positieve evolutie.

Als de wetgever zelf zou moeten bepalen welke schadegevallen al dan niet door het fonds worden vergoed, kan hij misschien fouten begaan en sommige patiënten uitsluiten. De mensen die tot de teams van dat fonds zullen behoren, zullen hun eigen rechtspraak opbouwen.

Het verheugt ons dat de regering die tekst heeft ingediend en we hopen dat de oppositie het ontwerp zal steunen, vermits het de belangen van de patiënt dient en het een noodzakelijke aanvulling vormt op de andere regelgevingen die we hebben aangenomen.

02.68 Yolande Avontroodt (VLD): Over dit wetsontwerp is inderdaad al veel gezegd. Dit ontwerp is trouwens het logische gevolg van de wet op de patiëntenrechten, die wij tijdens de vorige regeerperiode hebben goedgekeurd. Zowel de patiënten, de artsen als de overheid waren vragende partij voor deze wet. Onze fractie is dus uiteraard tevreden over dit ontwerp, alhoewel het natuurlijk geen perfecte wet is. Daarom zal een evaluatie noodzakelijk zijn na enkele jaren.

De heer Goutry had een hele reeks vragen, maar hij kan ook niet zeggen in welke richting de antwoorden daarop zouden moeten gaan. In de commissie hebben wij met de CD&V een heel ander debat gevoerd. Zij stelde terecht een aantal vragen, waar wij naar geluisterd hebben. Wie het verslag correct leest, merkt dat het debat positief is verlopen. De CD&V heeft zich trouwens onthouden. Vandaag is de sfeer heel anders.

02.69 Luc Goutry (CD&V): Het wordt toch echt onmogelijk om hier een correct debat te voeren. Natuurlijk hebben wij ons in de commissie positief opgesteld, want wij zijn voor de oprichting van een fonds voor schadeloosstelling, maar dit ontwerp is de naam niet waardig.

Het is oneerlijk om ons nu te verwijten dat we tegen dit ontwerp zijn, want deze wet is niet goed gemaakt.

02.70 Yolande Avontroodt (VLD): Ik respecteer de mening van de heer Goutry, maar ik wilde alleen maar aantonen dat dit debat nog niet zo lang geleden in een andere sfeer verliep.

Er is inderdaad veel gediscussieerd over het begrip 'abnormale schade'. De betrokkenen uit de medische sector weten hoe dun de grens is tussen normale risico's, niet te vermijden nevenwerkingen en abnormale schade. De minister heeft dit laatste begrip volgens mij niet fout gedefinieerd en het ontwerp bepaalt duidelijk wat wel en niet gedekt wordt.

Dit wetsontwerp regelt de vergoeding van schade die werd berokkend door artsen en zorgverstrekkers, maar ook het niet verlenen van zorg en ziekenhuisinfecties vallen onder de regeling.

Ik heb er al duidelijk op gewezen dat de ziekenhuisinfecties niet werden opgenomen in de studie van het kenniscentrum. Ik pleit ook om dergelijke infecties in RVT's door het kenniscentrum te laten onderzoeken. Voor we ze in de wet kunnen opnemen, moeten we weten waarover het gaat. Het ontwerp is trouwens

gedeeltelijk gebaseerd op drie studies van het kenniscentrum.

De opheffing van de toepassing van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek is een duidelijke keuze, die te maken heeft met de haalbaarheid en de transparantie van het systeem en die bedoeld is om een grotere rechtszekerheid te garanderen. Dat wil echter niet zeggen dat er een soort straffeloosheid zal ontstaan.

De verzekering van de ziekenhuisinfecties kan goed worden opgevolgd als we een beroep doen op de expertise van het kenniscentrum. Wij staan nog maar aan het begin van de registratie van de ziekenhuisinfecties. Preventie zal meer en meer nodig zijn, maar de kostprijs van de ziekenhuisinfecties in de toekomst is onvoorspelbaar.

Voor de eerste keer zullen wij via een goede registratie een zicht krijgen op alle mogelijke therapeutische ongevallen en ziekenhuisinfecties. Dat is goed, want dankzij de gegevensverzameling zullen wij de kwaliteit van de zorgverstrekking kunnen meten in termen van de output – namelijk het genezen van de ziekte – in plaats van in financiële termen.

Een van de knelpunten is uiteraard de financiering van het fonds. De verzekeringsector heeft grote vragen. Een cruciale voorwaarde is dat de premies voor de artsen niet te veel stijgen. Op het terrein wordt daarvoor gevreesd. In artikel 33 zou daarom duidelijk moeten worden gemaakt dat de premies voor de zorgverstrekkers niet mogen verhogen. Ook de eerste minister heeft dat in de plenaire vergadering gezegd. Dat is natuurlijk enkel mogelijk als het gedeelte van de totale schadelast dat ten laste is van de verzekeringsector, duidelijk gedefinieerd en beperkt wordt.

Dit punt zou de minister nog moeten verduidelijken.

Onze fractie zal dit ontwerp zeker goedkeuren. Voor ons is een evaluatie na drie jaar echter wel noodzakelijk, zowel wat de hoogte van de uitkeringen als de budgettaire prijs van het systeem betreft. Ik pleit ervoor om de gegevens die ingezameld worden via het fonds, zo transparant mogelijk te maken en ter beschikking te stellen van de hele sector, namelijk de patiënten, de zorgverstrekkers en de overheid.

02.71 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Het is toch merkwaardig dat de meerderheid een evaluatie vraagt. Als de minister ons vandaag meer duidelijkheid zou kunnen verschaffen over de richting die de KB's zullen uitgaan, dan moet de meerderheid zich niet meer verstoppen achter de evaluatie, die nu overkomt als een gemakkelijksoplossing.

02.72 Yolande Avontroodt (VLD): Er zijn nog geen ontwerp-KB's, dus kan de minister ze ons ook onmogelijk bezorgen.

Het is geen contradictie om de permanente evaluatie van dit systeem te vragen. Dat is eigenlijk niet meer dan de normale gang van zaken. De informatie kan op de website van het fonds geplaatst worden, zodat ze voor iedereen toegankelijk is. We moeten dit fonds stap voor stap uitvoeren en gaandeweg evalueren.

02.73 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Wij hebben de minister niet om de teksten van de uitvoeringsbesluiten gevraagd, we hebben alleen gevraagd in welke richting ze zouden gaan. Dat zou ons als parlementsleden al voor een stuk kunnen geruststellen.

02.74 Luc Gouty (CD&V): Uit dit alles blijkt nogmaals dat dit ontwerp een lege doos is. Dit is een tekst die het niveau van een resolutie haalt. (*Protest op de banken van de PS*)

Er moeten nog 41 uitvoeringsbesluiten worden genomen. Dat de tekst in een evaluatie voorziet, is zowat het enige positieve eraan.

02.75 Benoît Drèze (cdH): Al zijn we het niet eens met alle keuzes die in het ontwerp worden gemaakt, we onderschrijven het beginsel van de schuldloze aansprakelijkheid, een generatiebeginsel dat onlangs pas opgang heeft gemaakt in België. De wetsvoorstellen die voorafgingen aan degene die ik in 2005 heb ingediend, waren immers van een andere strekking.

02.76 Minister Rudy Demotte (Frans): Bijna een jaar vóór de indiening van het wetsvoorstel waarover u het

hebt, heb ik samen met de Kamer en de Senaat een commissie georganiseerd waarin ik dat standpunt heb verdedigd.

02.77 Benoît Drèze (cdH): Ik had het over de parlementaire werkzaamheden.

02.78 Yvan Mayeur (PS): Het commissiedebat waaraan deskundigen hebben deelgenomen, had betrekking op het 'no fault'-principe.

02.79 Benoît Drèze (cdH): Het ontwerp is een compromis tussen publieke en private aspecten, en daarin precies ligt voor ons de moeilijkheid. Samen met de heer Goutry heb ik dan ook beslist om onze belangrijkste amendementen opnieuw in te dienen. Het gevaar bestaat dat men met dit ontwerp de ziekenfondsen tegen zich in het harnas jaagt, wat de tenuitvoerlegging van de wet danig bemoeilijkt. Bovendien zijn vooral de verzekeringsinstellingen bij deze wet gebaat, waardoor ze in de toekomst wellicht nog grotere winsten zullen kunnen maken !

Wat de financiële bewegingen betreft, beschrijft u de zeven etappes die het dossier moet doorlopen, en vervolgens de vijf soorten financieringsbronnen. De principes zijn duidelijk, maar bepaalde elementen, zoals de concrete modaliteiten, zouden in de wet moeten zijn opgenomen die de Koning thans teveel beslissingsmacht verleent.

Het amendement nr. 2 wordt gedeeltelijk maar in onvoldoende mate in uw ontwerp opgenomen. Er is geen enkele reden om de verstrekkingen die gebeuren in instellingen zoals bloedtransfusiecentra, de RVT's en de ziekenwagens uit te sluiten. Ik hoop dat men daar in de Senaat mee rekening zal houden, als ons amendement vandaag niet wordt aangenomen.

Amendement nr. 4 op artikel 2 strekt ertoe het schade veroorzakende feit te omschrijven, zoals gevraagd door de Raad van State, opdat het begrip "medisch ongeval" duidelijk gedefinieerd zou zijn.

Met amendement nr. 19 op artikel 5 beogen wij de te vage termen "risico" en "voorzienbaar" te vervangen door het woord "niet-abnormaal", wat een gangbare formulering is, die bovendien ook nauwer aansluit bij de *Code de la santé publique*, het Franse Wetboek voor de volksgezondheid.

Met de amendementen nrs. 6 tot 14 wordt ingegaan op concrete situaties, met specifieke vergoedingen die gedetailleerd vastgelegd worden in de wet, conform het advies van de Raad van State en gebaseerd op het werk van professor Fagnard.

Vervolgens is er ons amendement nr. 20 op artikel 33, met betrekking tot de reserves van de verzekeringsinstellingen, waarover de heer Mayeur zich in de commissie heeft onthouden. Ik had graag nog meer overtuiging gezien.

02.80 Yvan Mayeur (PS): Mijnheer Drèze, steunt uw fractieleider dat amendement? Beseft hij wel goed wat het betekent?

02.81 Melchior Wathelet (cdH): Als de heer Mayeur zich onthoudt over een amendement van de oppositie moet dit bijzonder relevant zijn. Dat de meerderheid een amendement van de oppositie voorzichtig steunt is voor mij een reden om met bijzondere aandacht te luisteren naar wat de heer Drèze te zeggen heeft.

02.82 Benoît Drèze (cdH): Verscheidene sprekers hebben aangestipt dat de medische ongevallen steeds vaker in de juridische sfeer terecht komen met het gevolg dat de verzekeringspremies stijgen. Die stijging heeft te maken met de risico's waaraan men zich blootstelt enerzijds, en met de uitgebreide reservefondsen die de maatschappijen willen aanleggen anderzijds.

Op die manier wordt een universele regeling met een aanzienlijke overheidsfinanciering tot stand gebracht. Maar wat met de reserves uit het verleden? Kunnen ze eventueel gedeeltelijk voor het vandaag opgerichte fonds worden bestemd? Kan het aandeel ten laste van de maatschappijen worden belast? De minister zegt dat een bepaald artikel toelaat op te treden. Ik zou liever hebben dat het amendement wordt aangenomen zodat we over een duidelijker, explicieter en zonder voorbehoud te activeren wettelijke mogelijkheid

beschikken.

In de commissie heb ik amendement nr. 21 ingetrokken na het antwoord van de minister die verwees naar artikel 10, laatste lid, van zijn ontwerp dat voorziet in de mogelijkheid de bedragen van de individuele premies aan te passen.

Ik heb het regeringsontwerp opnieuw doorgenomen en verkies een expliciete tekst. Ik heb samen met de heer Goutry het amendement nr. 21 opnieuw ingediend. De nieuwe regeling dreigt de zorgverstrekkers te deresponsabiliseren. Naast de aan het Fonds verleende preventietaak wordt voorgesteld aan de Koning de bevoegdheid te geven sommige nadere regels te bepalen voor het vastleggen van de bedragen van verzekeringspremies, in het bijzonder inzake bonus/malus.

02.83 Benoît Drèze (cdH): Als de andere amendementen worden aangenomen, zal ik het laatste amendement, dat ertoe strekt de inwerkingtreding met één jaar uit te stellen, intrekken. Binnenkort zal de regering enkel de lopende zaken afhandelen en wij zijn er niet van overtuigd dat zij er gezien het korte tijdsbestek in zal slagen degelijke koninklijke besluiten op te stellen.

Ik kom nogmaals terug op het begrip "voorzienbare risico's", dat opgenomen is in de medische literatuur en concrete situaties omvat.

Eerst en vooral is er de perforatie na colonoscopie die soms ernstige gevolgen kan hebben. Dat risico doet zich voor in 0,2 procent van de gevallen. Bij een geassocieerde polypectomie kan het risico tot 1,4 procent oplopen. Dat soort risico wordt in de vakliteratuur als 'voorzienbaar' omschreven.

Ten tweede is er de radicale prostatectomie.

02.84 Jacques Germeaux (VLD): We hebben dit debat in de commissie al gevoerd. We kunnen nog uren naar de opsomming van de heer Drèze luisteren van alle mogelijke medische fouten. *Good medical practice* bestaat en de medische praktijk wordt daaraan getoetst. Wie daarbuiten gaat is strafbaar, maar daar gaat dit wetsontwerp niet over. Ik vind het niet correct dat de heer Drèze maar blijft doorgaan.

02.85 Benoît Drèze (cdH): De parlementsleden hebben het recht verschillende meningen te horen alvorens over een tekst te stemmen.

02.86 Luc Goutry (CD&V): De heer Germeaux gaat nogal kort door de bocht. Als alles wat buiten de goede medische praktijk valt, beschouwd moet worden als een zware opzettelijke fout, dan zou er een lawine aan strafzaken zijn. Het is niet eens duidelijk wat goede medische praktijk precies is. Meestal is het niet meer dan een wetenschappelijke overeenkomst die geen enkele juridische waarde heeft. De rechtbank zal altijd geval per geval oordelen.

02.87 Yvan Mayeur (PS): De heer Drèze heeft dezelfde vragen gesteld in de commissie. Maar het is niet de taak van de wetgever om in te staan voor de gevolgen van een medische handeling. Uitspraken over wie al of niet schadeloosgesteld moet worden, zijn gevaarlijk. Dergelijke problemen moeten aan experts overgelaten worden.

Het is alsof we voor alle mogelijke gevallen regels zouden willen vastleggen, om het voorbeeld van het verkeersreglement te geven ... Maar dat is onze rol niet! Wij bepalen de regels, en daarna doen de experts hun werk.

02.88 Jacques Germeaux (VLD): De heer Drèze schijnt te verwachten dat elk mogelijk foutje in aanmerking zou komen. Geen enkele arts kan een foutloos parcours voorleggen en als de algemeen aanvaarde foutenmarge overschreden wordt, verhoogt de verzekeringspremie van de arts. Is er na goed werk toch een euvel, dan moet er een vergoeding worden uitbetaald. Als de spreker echter alle uitzonderingen wil noemen en vergoed wil zien, dan vraagt hij iets onmogelijks. Op het terrein is dat goed geregeld en dat moet zo blijven. Malpraxis wordt met andere middelen bestreden.

02.89 Benoît Drèze (cdH): We hebben hier andere voorbeelden voor ogen en dat verontrust me. Artikel 4 is duidelijk: de patiënten en hun rechtverkrijgenden worden vergoed. Artikel 5, § 1, stelt dat de

schade als gevolg van de punten 1, 2 en 3 niet vergoed wordt. Ik heb een probleem met het derde punt: "Worden niet vergoed normale en voorzienbare risico's of neveneffecten". Men gebruikt de woorden "voorzienbare risico's" die verwijzen naar een medische literatuur die in de toekomst voor problemen zal zorgen. Ik stel voor dat u die woorden door "abnormaal" vervangt.

02.90 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Als men het over voorzienbare risico's heeft, doet men dat steeds in functie van de stand van kennis en de evolutie van de wetenschappen en de medische technieken. Het zou gevaarlijk zijn, indien men de wet telkens zou wijzigen, wanneer de evolutie van de wetenschappelijke literatuur dat mogelijk maakt. Daarom is het in dat opzicht interessanter om met koninklijke besluiten te werken.

02.91 **Benoît Drèze** (cdH): We streven hetzelfde doel als u na. Wij gebruiken woorden die ons beter geschikt lijken. Ik vraag me af of er geen problemen zijn op het stuk van de termijnen die in het wetsontwerp worden voorgesteld. Wanneer men alle etappes samentelt, komt men uit op een cijfer van 290 potentiële schorsingsdagen. Bovendien stemmen de nummers van de artikelen waarnaar in de teksten verwezen wordt, niet met elkaar overeen.

02.92 **Yvan Mayeur** (PS): Ik sluit me bij de berekening van de heer Drèze aan. We zullen een overzicht moeten opstellen en het met de termijnen van de bestaande gerechtelijke procedures vergelijken.

02.93 **Benoît Drèze** (cdH): Tot slot is het niet duidelijk wanneer de termijn van 210 dagen voor de vergoedingsaanvraag begint te lopen.

02.94 **Luc Goutry** (CD&V): Wat de heer Drèze zegt, is belangrijk: als men de twee artikelen samen leest, kan men ze zo interpreteren dat de termijn langer is. De heer Mayeur zegt dat dat nog altijd beter is dan de huidige situatie. Dat vind ik ongelooflijk. Dit wetsontwerp moet net zeer precies geformuleerd zijn. Het gaat immers over schadevergoedingen. Dit is voluntarisme ten top.

Eigenlijk is een onthouding bij de stemming te zwak. Een tegenstem zou beter zijn, maar dan zou men kunnen denken dat wij tegen het systeem op zich zijn en dat is niet zo. Maar ik blijf erbij: wat hier gebeurt, is je reinste volksverlakkerij.

02.95 **Benoît Drèze** (cdH): Ik denk dat ik mijn collega's heb overtuigd dat we de werkzaamheden niet op een kunstmatige manier hebben willen vertragen, maar dat we een meerwaarde aan het ontwerp hebben willen geven.

02.96 **Magda De Meyer** (sp.a-spirit): De sp.a is blij met dit ontwerp, dat er na een lange lijdensweg is gekomen. Al tien jaar discussiëren we over een manier om een einde te maken aan het onrecht dat slachtoffers van een medische fout wordt aangedaan. Dat daar nu een regeling voor komt, is de verdienste van deze regering, al zullen sommigen dat niet graag horen.

Deze wet is niet perfect, maar het is een werkbaar en pragmatisch middel om een groot onrecht te beëindigen. Vandaag wordt 95 procent van de slachtoffers van medische fouten niet vergoed. De grote vraag is wie precies de schuldige is: de dokter, de anesthesist, de verpleegkundige? Dat is zeer moeilijk te bewijzen. De huidige situatie is ook voor de zorgverstrekkers moeilijk. Uiteraard maken zij soms fouten, maar de verzekeraar bezweert hun die niet toe te geven om grote claims te vermijden. Niet alleen financieel, maar ook moreel blijven de slachtoffers in de kou staan, omdat ze vaak niet eens een eenvoudige verontschuldiging kunnen krijgen.

Dit ontwerp is geen vod papier, zoals hier met veel dedain wordt beweerd. Het is het resultaat van een lang debat met de zorgverstrekkers, de verzekeraars en de patiëntenverenigingen en het is gebaseerd op een studie van het Kenniscentrum. Hopelijk komt er nu een snelle en eenvoudige procedure die het slachtoffer genoegdoening geeft.

Naast de forfaitaire vergoeding uit het fonds, blijft een procedure voor de rechtbank mogelijk wanneer het om een zware of opzettelijke fout gaat.

02.97 Luc Goutry (CD&V): Een wetsontwerp met een juridische strekking, dat daarenboven handelt over schadevergoedingen, moet heel precies geformuleerd zijn, anders kan men nooit zijn gelijk halen.

Er zijn inderdaad hoorzittingen geweest, in 2000. Wij hebben toen wat gepraat over de grote principes. Is de tekst die hier nu voorligt, in hoorzittingen besproken met de betrokken organisaties? Werden er adviezen over gegeven? Zelfs het verzekeringscomité van het Riziv heeft deze tekst niet gezien.

Ik zal de mensen die vol verwachting een beroep zullen doen op het fonds en teleurgesteld zullen terugkeren, naar mevrouw De Meyer sturen.

02.98 Magda De Meyer (sp.a-spirit): En ik zal de 95 procent mensen die met de huidige regeling helemaal niets krijgt, naar de heer Goutry sturen.

Ik denk dat het frustrerend is voor de oppositie dat een moeilijke zaak uiteindelijk toch geregeld raakt. De wet is inderdaad niet perfect. Er zijn vragen over de franchise. Test-Aankoop heeft inderdaad een aantal terechte opmerkingen gemaakt. Dit is een nieuw systeem, dat moet worden uitgetest en moet worden geëvalueerd.

Belangrijk is dat er nu een systeem is. Het kan worden geëvalueerd en desnoods bijgestuurd. Eindelijk is de registratie van de medische fouten in België mogelijk en kan er worden gestart met een ernstig preventiebeleid. We evolueerden van de totale rechteloosheid naar dit fonds dat het sluitstuk is van de patiëntenrechten.

02.99 Minister Rudy Demotte (*Frans*): Het uitgangspunt is: wat is de huidige situatie met betrekking tot de therapeutische risico's en de medische fouten? Wat de medische fouten betreft, is het misluktingspercentage groot wegens de ingewikkelde procedures. De huidige regeling maakt het absoluut niet mogelijk de therapeutische risico's te dekken. De vragen die men zich thans moet stellen als men schadeloos wil worden gesteld, zijn: is er sprake van schade? Wie is daarvoor verantwoordelijk? Bestaat er een verband tussen de begane fout en de geleden schade? In een dergelijke context is het zeer moeilijk om een schadeloosstelling te verkrijgen. In de voorgestelde regeling wordt afgestapt van het oorzakelijk verband en wordt voorzien in een fonds om de patiënt schadeloos te stellen.

Wat de termijnen betreft, wordt de termijn met 7 maanden verlengd tengevolge van de opschortingen.

Voor de financiering wordt ongeveer 100 miljoen euro uitgetrokken. Volgens de verzekeringsmaatschappijen kan er ongeveer 34 miljoen gestort worden op basis van de huidige premies. Ik heb het Kenniscentrum om een nieuwe raming gevraagd, maar we hebben toch enige armslag. De reserves behoren natuurlijk toe aan de verzekeringsmaatschappijen, en meer bepaald aan de verzekerden. De lopende en toekomstige procedures moeten door de verzekeringsmaatschappijen gedekt worden. Zij moeten dus over de nodige middelen kunnen beschikken voor de hangende aanvragen. Wat gebeurt er als de fondsen niet helemaal opgebruikt worden? Hier kan het boekhoudkundig recht een antwoord bieden; een vraag hierover aan de minister van Economie kan uitsluitsel geven.

De wet trekt een aantal krijtlijnen met betrekking tot de franchise.

Wat artikel 13 betreft, moeten we uitmaken hoe we de ziekenfondsen bij de procedure kunnen betrekken. De regering is dat natuurlijk van plan, vermits ze eigenlijk de 'vakbonden' van de patiënten zijn.

Wat de rusthuizen en de rust- en verzorgingstehuizen betreft, zijn de deelgebieden bevoegd voor de eerste en de federale overheid voor de laatste. Het gaat echter niet om verschillende instellingen. Soms is het ene bed in een kamer een RH-bed en het andere een RVT-bed. We konden niet het risico lopen om ongelijkheid te creëren, dat zou immers onaanvaardbaar zijn geweest. Ik hoop dat we doeltreffende oplossingen hebben aangedragen.

02.100 Mark Verhaegen (CD&V): Wij stelden 24 gedetailleerde vragen. Slechts drie ervan werden beantwoord door de minister. Wij wilden een goede regeling en een ernstige bespreking van de tekst in de Kamer. Dat er vroeger helemaal niets bestond, is geen reden om met dit ontwerp tevreden te zijn. Er blijven immers meer vragen dan er antwoorden zijn.

België dreigt geïsoleerd te geraken. Frankrijk en de Scandinavische landen kozen voor een dubbele regeling, waarbij men ook naar de rechtbank kan stappen. Door te opteren voor het enkele spoor, vermindert in België de rechtszekerheid.

Het budget van het fonds is ontoereikend. Het risico dat daardoor het gelijkheidsbeginsel wordt geschonden, is groot. Dit ontwerp bleef acht jaar onaangeroerd liggen en er waren zelfs geen hoorzittingen, maar nu moet dit plotseling op acht uur worden goedgekeurd. De patiënt wordt hiervan het slachtoffer.

Dit ontwerp is slechts een mooie façade. De verzekeringswetgeving dient zeer accuraat te zijn en dat is ze niet. Wij kunnen dit niet goedkeuren.

02.101 Benoît Drèze (cdH): Ter attentie van de heer Bacquelaine zou ik willen zeggen dat voor 2003 slechts één voorstel werd ingediend waarvan het opschrift de term "foutloos" bevatte: het voorstel dat zijn collega Alain Destexhe in de Senaat indiende. In het voorstel van de heer Bacquelaine bleven beide regelingen naast elkaar bestaan. In de oude voorstellen werden slachtoffers naar een van beide regelingen verwezen naargelang de schade al of niet het gevolg was van een medische fout, wat vandaag achterhaald lijkt. In het regeringsontwerp en in mijn wetsvoorstel wordt enkel de foutloze regeling gehandhaafd.

U heeft ten slotte verduidelijkt waarom de rusthuizen niet in de regeling werden opgenomen. Ik veronderstel dat als met de deelgebieden over een samenwerkingsakkoord had kunnen worden onderhandeld, u had gewild dat zij het aandeel dat betrekking heeft op hun instellingen zouden financieren. Ik leid daaruit af dat wij lang moeilijkheden zullen ondervinden...

02.102 Minister Rudy Demotte (Frans): Dat is evident. Alles heeft een prijs.

02.103 Yolande Avontroodt (VLD): Het antwoord op mijn vraag om de verzekeringspremies voor de verstrekkers niet te laten stijgen, heeft gevolgen voor de totale last voor de verzekeringsmaatschappijen. Er zal een inperking moeten worden ingebouwd. Deze vraag zal ook in de Senaat worden gesteld.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Het wetsontwerp regelt aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 77 en 78 van de Grondwet.

In toepassing van artikel 72, 2, lid 2, van het Reglement worden de bepalingen die ressorteren onder artikel 77 van de Grondwet uit het wetsontwerp gelicht.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 3012/4 (aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet). De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3012/4)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp met betrekking tot de regeling van de geschillen in het kader van de wet van ... betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg".

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan het wetsontwerp nr. 3012/5 (aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet). De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3012/5)

Het opschrift in het Nederlands werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg".

Het wetsontwerp telt 35 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 2

- 2 *Benoît Drèze cs (3012/2)*
- 4 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 5

- 19 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6bis

- 6 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6ter

- 7 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6quat.

- 8 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6quinq.

- 9 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6sexies

- 10 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6septies

- 11 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6octies

- 12 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6nonies

- 13 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 6decies

- 14 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 31

- 20 *Benoît Drèze cs (3012/2)*
- 21 *Benoît Drèze cs (3012/2)*

Art. 35

- 25 *Luc Goutry cs (3012/2)*

De amendementen en de artikelen waarop ze betrekking hebben worden aangehouden. De overige artikelen worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

03 Voorstel van resolutie betreffende het geneesmiddelengebruik in rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen (2236/1-2)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2236/1)

De bespreking is geopend.

03.01 Luc Goutry, rapporteur: Aan deze resolutie werden verschillende commissievergaderingen en hoorzittingen besteed. Het doel van de resolutie is het overmatige en foutieve gebruik van geneesmiddelen in rust- en verzorgingstehuizen tegen te gaan. Het overmatige gebruik is nefast voor het budget van de ziekteverzekering. Hoofdindieners De Meyer heeft er overigens op gewezen dat demente patiënten doorgaans minder geneesmiddelen gebruiken dan andere. Het idee van patiënten dat geneesmiddelen zullen helpen, heeft blijkbaar een verhoogd geneesmiddelengebruik tot gevolg. Het voorstel werd unaniem goedgekeurd.

(De heer Goutry geeft hierna lezing van het schriftelijke verslag)

03.02 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Mijn geduld is op. Tot nu toe had ik veel respect voor de heer Goutry, maar nu heeft hij blijkbaar geen zin voor synthese meer. Andere rapporteurs hebben dat wel. Zijn houding getuigt niet van veel respect voor zijn collega's. Wij kunnen allemaal het verslag zelf wel lezen.

Ik betreur deze houding van een partij die na de verkiezingen mee wil regeren. Ik ervaar de grijns op het gezicht van CD&V telkens wanneer de heer Goutry het woord neemt, dan ook als zeer storend. Ik ben er zeker van dat ik niet de enige ben die moe is. Ik ben ervan overtuigd dat mevrouw Burgeon het tweede deel van het verslag wel goed zal samenvatten. *(Applaus bij de meerderheid)*

De **voorzitter**: Elke verslaggever brengt verslag uit op de manier waarop hij het zelf wil.

03.03 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Mevrouw Roppe heeft gelijk. Laten we er nu mee ophouden en de rest van de agenda volgende week afwerken.

03.04 Luc Goutry (CD&V): Omdat het nu nacht is, zouden we moeten verwijzen naar het schriftelijk verslag? Is dat dan ordentelijk parlementair werk?

03.05 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Ik heb al meermaals de eer gehad verslag uit te brengen en ik heb slechts uitzonderlijk naar het schriftelijke verslag verwezen. Maar om over een verslag van vier pagina's een half uur te zetten, moet men niet echt slim zijn.

03.06 Paul Tant (CD&V): Vanmiddag heb ik al voorgesteld om een aantal agendapunten naar volgende week te verplaatsen. Deze overladen agenda is ons door de meerderheid opgedrongen. De meerderheid ligt dus aan de basis van deze situatie. Men kan dan de oppositie niet verwijten dat zij haar rol speelt.

Wij klagen al maanden aan dat het Parlement in een strak keurslijf gedwongen wordt. Met de medeplichtigheid van de voorzitter is ons de mogelijkheid ontnomen om ons uit te spreken over de opportuniteit om bepaalde punten naar volgende week te verplaatsen.

03.07 Luc Goutry, rapporteur: *(De heer Goutry gaat verder met het voorlezen van het schriftelijk verslag)*

03.08 Colette Burgeon, rapporteur: Ik zal verslag uitbrengen van de daarop volgende gedachtewisseling. Mevrouw De Meyer besprak de studie van professor Robert Vander Stichele van de Universiteit van Gent die het belang van het formularium en de noodzaak van de versterking van de rol van de coördinerend en raadgevend arts (CRA) bevestigt. Ze vroeg zich af of het mogelijk zou zijn om het voorschriftsysteem volledig te automatiseren en wat de kost daarvan zou zijn. De Christelijke mutualiteit heeft een aantal jaren geleden een studie gemaakt waaruit bleek dat een kwart van de medicatie ondoelmatig was. Wordt dit bevestigd door professor Vander Stichele? Hebben de generieke geneesmiddelen een plaats in het formularium?

De heer Luc Goutry was van oordeel dat het voorgestelde project de ideale toestand weergeeft. Indien een deel ervan zou kunnen worden gerealiseerd, zou het reeds zeer goed zijn. De kern van de zaak is dat een goed formularium zou worden gebruikt. Dit formularium moet ook worden geïmplementeerd door de CRA die niet veel inspraak heeft. Ook de apotheker zou in de toekomst meer bij het overleg moeten betrokken worden. Wat de dementerenden betreft, vroeg hij ook te investeren in referentieverpleegkundigen zoals dit ook geldt in de palliatieve zorg.

De heer Vander Stichele wees erop dat er een duizendtal RVT's zijn in België maar dat er maar een beperkt aantal softwarebedrijven in deze sector aan ontwikkeling doen. Het zou goed zijn dat de overheid een standaardisatie en een labellisatie zou ondersteunen, zoals dat ook gebeurt voor de huisartsenpraktijken. De heer Vander Stichele was tevens van oordeel dat sommige verpleegkundigen zich in de farmacologie zouden moeten specialiseren. Per provincie zouden er een klinische apotheker, een referentieverpleegkundige en een CRA moeten samenwerken om in de verschillende rusthuizen de communicatie en het overleg van al deze beroepsgroepen te organiseren.

De heer Van Genechten, toeleverend apotheker van rusthuizen, wees er van zijn kant op dat de generieke geneesmiddelen een plaats hebben in het formularium en ze er nog meer plaats moeten in krijgen.

Als men de geneesmiddelen opnieuw verpakt, worden ze herkenbaarder voor het verplegend personeel. Er blijft twijfel bestaan over het therapeutisch nut van halfjes en kwartjes van geneesmiddelen. Het probleem inzake mankracht dat ze doen ontstaan, kan wellicht worden verholpen door de dosissen reeds tijdens het productieproces te halveren.

Het foute gebruik van geneesmiddelen is een zware last voor de maatschappij. De coördinerende en raadgevende geneesheer en apotheker moeten overleg plegen.

Het voorstel van resolutie werd eenparig aangenomen.

03.09 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Toen we een jaar geleden aan de alarmbel trokken over de geneesmiddelenconsumptie in rusthuizen werden we een beetje meewarig bekeken vanuit de sector en door sommige collega's. Wat we toen beweerden, met name dat er te veel geneesmiddelen werden gebruikt en dat er veel foute geneesmiddelen worden voorgeschreven, werd ondertussen bevestigd door het Kenniscentrum. Dat kost veel geld, niet alleen aan het Riziv, maar ook aan de patiënt.

Er bestaat wel een nationaal formularium, maar dat is volgens het Kenniscentrum maar beperkt beschikbaar in rusthuizen. Een kwart van de rusthuizen gebruikt het niet actief. Ook met het elektronisch voorschrijven is het er slecht gesteld.

Volgens onze analyse en die van het Kenniscentrum is de aanvankelijke prognose van vijf medicijnen per rusthuisbewoner per dag zelfs een onderschatting. Het zouden er zelfs acht zijn, waaronder nogal wat antidepressiva. Er is ook sprake van overbenutting van bepaalde medicijnen, maar evengoed van onderbenutting van andere. Het kost de patiënt allemaal veel geld: tussen de vijftig en honderdvijftig euro per maand, uit eigen zak te betalen!

In de resolutie verdedigen we vier grote principes: het efficiënt en dus ook elektronisch gebruik van het formularium moet verplicht worden. Dat moet leiden tot een snelle identificatie van het meest aangewezen medicijn, eventueel een generiek. Verder moet de aankoop en de distributie van medicijnen beter worden geregeld. Daardoor kan geld vloeien naar andere zaken. Vervolgens moeten er een krachtiger rol worden gespeeld door de CRA, de coördinerende raadgevende arts, die daarvoor een degelijke opleiding en omkadering moet krijgen. Last but not least, eisen we een blijvend onderzoek naar geneesmiddelenconsumptie in de residentiële sector en een goed registratiesysteem van fouten in het farmaceutisch handelen. (*Applaus*)

03.10 Luc Goutry (CD&V): We steunen deze resolutie vanuit de oppositie. Dit is namelijk een interessant onderwerp. We moeten evolueren naar een matiger en foutlozer geneesmiddelengebruik.

CD&V is van mening dat het formularium doeltreffend moet worden gebruikt. Het is een uitstekend instrument waar totnogtoe te weinig gebruik van wordt gemaakt. Het komt ook tegemoet aan het gegeven dat artsen de weg niet meer weten te vinden in 26.000 beschikbare geneesmiddelen met maar 1700 verschillende werkzame stoffen. Producten moeten dus volgens een gunstige prijs-kwaliteitverhouding worden geselecteerd en de terugbetaling moet daaraan worden gekoppeld.

De achillespees van rusthuizen op het gebied van geneesmiddelenbeleid is dat ze niet over een eigen medische staf beschikken. Er zijn verpleegkundigen en in het beste geval een CRA. Verpleegkundigen schrijven niet voor en kunnen dus niets met een formularium aanvangen.

Het probleem van de overconsumptie is acuut met acht pillen per dag per bejaarde. Ik ben ervan overtuigd dat de overconsumptie van bijvoorbeeld slaappillen andere problemen maskeert, zoals een personeelstekort. Minder personeel om 's nachts in te zetten leidt volgens mij tot het toedienen van meer slaappillen.

Geriatr dokter Baeyens treedt mijn stelling trouwens bij. Wat we kunnen uitsparen door een rationeel geneesmiddelengebruik kan worden geïnvesteerd in meer tewerkstelling, zodat er ook 's nachts voldoende kwaliteitsvolle zorg is.

De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

04 Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de bevordering van de patiëntenmobiliteit (2966/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

04.01 Hilde Dierickx, rapporteur: De commissie Volksgezondheid besprak het wetsvoorstel over de patiëntenmobiliteit op 20 en 27 maart. Mevrouw Avontroodt wees erop dat dit wetsvoorstel uitvoering geeft aan de resolutie 24/94 in verband met de mobiliteit van patiënten in de EU. Het uitgangspunt ervan is dat de behandeling van buitenlandse patiënten mogelijk is zonder aan de toegankelijkheid en de kwaliteit van de Belgische gezondheidszorg te raken. De opvang van patiënten uit de EU moet gebeuren in het kader van een overeenkomst tussen het land van herkomst en België en mag niet leiden tot het ontstaan van wachtlijsten. Het ziekenhuis dat buitenlandse patiënten opneemt moet dat doen zonder een beroep te doen op subsidies en de kwaliteit van de zorg moet behouden blijven. De Belgische ziekenhuizen kunnen zo uitgroeien tot referentiecentra voor de ontwikkeling van de kenniseconomie. De aantrekkingskracht op buitenlandse specialisten zal daardoor vergroten.

De uitgaven voor buitenlandse patiënten bedragen momenteel 2,66 procent van het Riziv-budget. De aangerekende prijzen zijn niet kostendekkend en worden berekend op de gemiddelde patiënt, wat een buitenlandse patiënt doorgaans niet is. Aangezien 60 procent van de investeringen in onze ziekenhuizen wordt gefinancierd door de Gemeenschappen, wordt dit percentage niet doorgerekend aan de buitenlandse patiënt.

Het wetsvoorstel voorziet in de oprichting binnen het Riziv van een observatorium dat informatie verstrekt over de wachtlijsten, de toegankelijkheid, de kwaliteit en de registratie van buitenlandse patiënten.

Bij de algemene bespreking wees collega De Meyer erop dat ze akkoord ging met de oprichting van het observatorium. De heer Vandeurzen klaagde aan dat de financiering niet transparant is en de heer Germeaux onderstreepte dat het doel van dit wetsvoorstel vooral is de juiste prijs voor de verstrekte zorg te berekenen.

Het wetsvoorstel werd eenparig aangenomen.

04.02 Yolande Avontroodt (VLD): Patiëntenmobiliteit is vandaag al een realiteit. België is het EU-land dat het meeste aantal buitenlandse patiënten behandelt in het kader van artikel 22 van de verordening 1408/71, dus met de toestemming van de eigen verzekeraar en door middel van het formulier E112. Het belangrijkste aspect daarvan is dat onze gezondheidszorg een bron is voor onze kenniseconomie. Deze regering gaf onder meer aan de farmaceutische sector belangrijke impulsen voor research and development teneinde onze 'brains' in België te kunnen houden.

Er is een belangrijke technische beperking, namelijk het budget. De ziekenhuizen die buitenlandse patiënten behandelen, hebben daar zelf meest baat bij. Aangezien er wordt gewerkt met een gesloten envelop, werkt dat nadelig voor de andere ziekenhuizen.

Het is een probleem dat de eigenlijke kosten niet kunnen worden aangerekend. Via ons wetsvoorstel vragen we de regering deze kwestie via uitvoeringsbesluiten te regelen.

De wettelijke drempels wegwerken zonder in te druisen tegen de Europese regels, was een van de grootste

opdrachten. Artikel 104ter van de wet op de ziekenhuizen, dat verbiedt om verschillende prijzen te hanteren voor Belgische en buitenlandse patiënten, wordt opgeheven.

Om commercialisering en geneeskunde met twee snelheden te vermijden, hebben we de oprichting van een observatorium ingeschreven in de wet. Dat moet gegevens verzamelen en aan monitoring doen.

De opdrachten die we de uitvoerende macht geven, zijn niet eenvoudig en zullen moeten worden getoetst aan de Europese regelgeving. Dit debat wordt overigens ook in de andere Europese lidstaten gevoerd, want de patiëntenmobiliteit zal nog toenemen.

Het observatorium en de kenniseconomie zullen meer zuurstof geven aan het zorgwezen en onze patiënten ten goede komen. Op die manier kunnen we België als *center of excellence* profileren. Voorliggend voorstel - een vervolg op de resolutie van de collega's Germeaux en Déom - bewijst bovendien dat aan een resolutie daadwerkelijk gevolg kan worden gegeven.

04.03 Luc Goutry (CD&V): Aan dit wetsvoorstel, dat belangrijke problemen oplost en alvast in de commissie unaniem werd gesteund, ging een resolutie vooraf van de heer Germeaux.

Ziekenhuizen worden gefinancierd via een gesloten enveloppe. Afhankelijk van externe factoren, maken meer of minder patiënten gebruik van de dienstverlening en moet het budget door meer of minder eenheden worden gedeeld. Zo belast ook het internationale patiëntenverkeer het budget. Via dit wetsvoorstel wordt het budget geneutraliseerd en onafhankelijk gemaakt van de stroom buitenlandse patiënten. Het wetsvoorstel bepaalt bovendien dat er een observatorium moet komen ter bewaking van het patiëntenverkeer.

Het VBO beweert dat er een overcapaciteit is in de ziekenhuizen, die we zouden moeten commercialiseren via medisch toerisme. Die laatste term vinden we echter misplaatst. Tot onze vreugde nam minister Demotte bovendien, samen met zijn Europese collega's, het initiatief om de richtlijn-Bolkestein af te blokken inzake gezondheidszorg.

Dankzij de correctie die het wetsvoorstel biedt, kunnen wachtlijsten worden vermeden. Onze goede reputatie op dat vlak moeten we behouden, al zal regulering nodig zijn via onder meer het observatorium. Dat observatorium zal vooral moeten registreren, want problemen moeten allereerst in kaart worden gebracht.

Inzake de referentiecentra maken we wat meer voorbehoud. Er is nood aan *centers of excellence*, maar die moeten dan wel gedefinieerd worden. Het kan niet de hoofdbedoeling zijn om het imago te creëren dat enkel België de beste zorg biedt. In de hele EU moet een goed gezondheidsbeleid worden gevoerd.

Wij staan achter dit wetsvoorstel. Destijds keurden we ook al de resolutie van de heer Germeaux goed. Het is goed dat een resolutie naar een wetsvoorstel evolueert. Helaas blijven resoluties, eens goedgekeurd, daarna al te vaak dode letter.

04.04 Hilde Vautmans (VLD): Enige tijd geleden werd het Reglement gewijzigd, waardoor er in de beleidsnota's uitvoering moet worden gegeven aan de resoluties. In de laatste beleidsnota's wordt dat ook gedaan.

04.05 Luc Goutry (CD&V): Ik heb daar een andere mening over. Ik zal mevrouw Vautmans de lijst van niet-uitgevoerde resoluties van acht jaar paars toesturen en daar zal ik twee postzegels voor nodig hebben. Het Parlement verliest hiermee zijn geloofwaardigheid. Dit keer werd een resolutie wel uitgevoerd. Dit is een voorbeeld van goed wetgevend werk. (*Applaus*)

04.06 Jacques Germeaux (VLD): Terwijl Europa vlak voor onze deur staat, wordt deze problematiek onderschat. De minister heeft de resolutie altijd zeer goed verdedigd. Op het ogenblik dat wij spraken over het vrij verkeer van patiënten, werden we ook geconfronteerd met het vrij verkeer van diensten. Wij moeten zoeken of we hier ook voordelen kunnen uithalen. Er bestond destijds unanimititeit over de resolutie en ik

hoop dat die er nog is. Dit is geen regeling voor medisch toerisme, maar een middel om onze gezondheidszorg op een alternatieve manier te financieren. Dat zou de enige ambitie van dit wetsvoorstel moeten zijn. Dit wetsvoorstel is een eerste aanzet voor het sociaal Europa zoals wij dat zien. (*Applaus bij de meerderheid*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2966/4)

Het wetsvoorstel telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

05 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren teneinde het sluiten van een overeenkomst voor een verkoop op afbetaling met het oog op de aankoop van een gezelschapsdier te verbieden (2771/1-10)

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren (2443/1-3)

- Wetsvoorstel ter bevordering van het dierenwelzijn (2451/1-3)

- Wetsvoorstel houdende het vaststellen van erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en van de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren (3006/1)

Wetsontwerp overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

05.01 **Magda Raemaekers**, rapporteur: Dit ontwerp werd besproken op 23 en 30 januari 2007. Er werd een hoorzitting gehouden op 12 maart. De stemming werd einde maart gehouden.

Op artikel 3 dienden mevrouw Muylle, de heer Goutry en de heer Verhaegen amendement nr. 6 in, dat de inhoud overneemt van het wetsvoorstel houdende het vaststellen van de erkenningvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en van de voorwaarden inzake de behandeling van dieren.

Mevrouw De Meyer diende amendement nr. 8 in met de bedoeling om impulsaankopen te vermijden en een verbod op het houden van honden of katten in de handelsruimte van de handelszaken in te voeren. Handelszaken kunnen nog steeds optreden als tussenpersoon of een kwekerij exploiteren. Ondersteunende maatregelen gedurende een overgangsperiode zullen bij KB worden ingevoerd. Een dergelijke regeling bestaat al in Oostenrijk, Zwitserland en Noorwegen.

De heren Bultinck en Chevalier namen het woord tijdens de bespreking.

De door de Senaat aangenomen tekst van het wetsontwerp sluit aan bij de aanbevelingen van de Raad voor Dierenwelzijn.

De in de amendementen nrs 8, 9 en 10 opgenomen bepalingen vormen een aanvaardbaar compromis. De sector kan het hoofd boven water houden, want er kan verder worden verkocht met een catalogus. De handelaar kan voortaan potentiële kopers adviseren zonder rekening te moeten houden met zijn dierenstock. De minister schaart zich achter de amendementen.

De heer Borginon diende amendement nr. 3 in dat de datum van inwerkingtreding van de wet bepaalt op 1 januari 2008. Mevrouw De Meyer diende amendement nr. 5 in, dat de inwerkingtreding van het geamendeerde artikel 3 vaststelt op 1 januari 2009. Zij diende ook amendement nr. 9 in dat ertoe strekt de definitie van de begrippen 'hondenkwekerij' en 'kattenkwekerij' uit de wet van 14 augustus 1986 te wijzigen, zodat het moet gaan over een erkende kwekerij.

Het wetsvoorstel werd aangenomen met 9 stemmen tegen 4. (*Applaus*)

05.02 Colette Burgeon, rapporteur: In zijn inleidende uiteenzetting legde de vertegenwoordiger van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid uit dat het wetsontwerp tot doel heeft iedere kredietovereenkomst te verbieden voor een verkoop op afbetaling met het oog op de aankoop van een gezelschapsdier. Het wetsontwerp sluit daarmee aan bij het advies van de werkgroep van de Raad voor Dierenwelzijn. Bedoeling is impulsaankopen te voorkomen en te vermijden dat dergelijke ondoordacht aangekochte dieren in de dierenasielen worden achtergelaten.

De tekst is wellicht niet perfect. In de Senaat vroeg men zich zelfs af of de handel in dieren als zodanig niet ter discussie gesteld diende te worden. Niettemin wordt met dit wetsontwerp een eerste stap in de goede richting gezet, zonder dat er vooruitgelopen wordt op de resultaten van een verdere, bredere reflectie over de verkoop van gezelschapsdieren.

In verband met artikel 2 bracht de heer Germeaux in herinnering dat het om een compromistekst gaat, gezien de spanningen die in de Senaat tot uiting kwamen toen er sprake was van een verruiming van het toepassingsgebied van dit artikel.

De heer Verhaegen diende amendement nr. 1 in, dat ertoe strekt iedere kredietovereenkomst op dit gebied te verbieden.

De heer Chevalier vestigde de aandacht op zijn wetsvoorstel ter bevordering van het dierenwelzijn, een voorstel van dezelfde strekking.

Ook mevrouw De Meyer is van oordeel dat het verbod op de verkoop op afbetaling tot alle gezelschapsdieren moet worden uitgebreid. Zij steunt het amendement van de heer Verhaegen.

Voormeld amendement nr. 1 werd eenparig aangenomen.

Op artikel 3 diende mevrouw De Meyer amendement nr. 2 in, dat ertoe strekt de verkoop van honden en katten in handelszaken volledig te verbieden. Vooral de verkoop van zeer jonge dieren in dergelijke handelszaken kan problematische gevolgen hebben voor hun latere ontwikkeling, omdat die dieren lange tijd gekooid blijven, zonder enige afleiding of stimulans.

Dat amendement nr. 2 werd eenparig aangenomen. Ingevolge de aanneming van die amendementen past de commissie titel van het wetsontwerp dienovereenkomstig aan.

Ik neem nu namens mijn fractie het woord.

Enkele woorden over het voornaamste struikelblok tijdens de bespreking van het ontwerp: het verbod op de verkoop van katten en honden in handelszaken. Eerst werd het amendement van mevrouw De Meyer dat een volledig verbod van die verkoop beoogde, eenparig aangenomen. Maar na een hoorzitting met vertegenwoordigers van de sector en de dierenrechtenverenigingen zijn we ons bewust geworden van de mogelijke problemen op het stuk van de infrastructuur en het banenverlies.

Daarom leek ons het voorstel om de handelszaken in deze handel als tussenpersoon te laten optreden een evenwichtig compromis. De betrokken handelaars kunnen zo kwekers worden, voor zover ze de geldende reglementering naleven. Tot slot behoedt een overgangsperiode de sector voor onmiddellijke problemen en voorkomt ze het eventuele ontstaan van een zwarte markt.

We steunen dan ook dit ontwerp en scharen ons achter de maatschappelijke bekommernis om het dierenleed die door almaar meer burgers gedeeld wordt.

05.03 Nathalie Muylle (CD&V): De oorspronkelijke bedoeling van het ontwerp was om de wet van 1986 aan te passen teneinde de verkoop op afbetaling van gezelschapsdieren onmogelijk te maken. Iedereen was het

daarover eens en de heer Verhaegen heeft het ontwerp zelfs nog verfijnd.

Toen diende mevrouw De Meyer plots een amendement in om de verkoop van honden en katten aan banden te leggen. Iedereen was in snelheid gepakt; zelfs in de meerderheid waren veel mensen verrast. Uiteindelijk heeft de heer Borginon een compromisvoorstel gedaan: de invoering van de wet zou uitgesteld worden tot 1 januari 2008 en er zouden hoorzittingen worden georganiseerd. Tijdens die hoorzittingen hebben we weinig nieuws geleerd. Er is immers helemaal geen wetenschappelijk onderzoek over deze problematiek.

Na de hoorzittingen wilde de meerderheid een haastig samengestelde compromistekst er snel erdoor jagen. Er zou zelfs geen artikelsgewijze bespreking worden gehouden en de minister moest niet bij de bespreking aanwezig zijn.

Wij hebben dan ons wetsvoorstel ingediend als amendement, wat ons het verwijt opgeleverd heeft dat we verdraginsmanoeuvres probeerden uit te voeren. Maar toen we de week daarop de bespreking in de commissie zouden aanvatten, vroeg de meerderheid plots terug uitstel. Er kwam weer een nieuw compromis uit de bus, waarvan de inhoud buiten de commissie bedisseld is. Maar ook deze nieuwe tekst lost de problemen niet op.

Er is nochtans een oplossing, die de minister zelf ons aangereikt heeft. Het gaat om een voorontwerp van KB tot wijziging van het KB van 17 februari 1997 dat zelfs al in de Ministerraad goedgekeurd was, maar dat minister Van den Bossche nooit ter bekrachtiging aan de Koning heeft voorgelegd.

Wij hebben deze tekst dan maar als wetsvoorstel ingediend. We hebben zelf weinig argumenten moeten zoeken: we hebben die gewoon uit de notulen van de Ministerraad kunnen putten.

De minister voerde daar om te beginnen aan dat de situatie op het terrein veranderd is en dat er op het vlak van dierenwelzijn nog veel te verbeteren valt.

De wijziging van het KB moest een breed draagvlak hebben en na overleg met alle betrokken partijen tot stand komen. De minister stelde daarom voor om de tekst samen met de Raad voor het Dierenwelzijn op te stellen, omdat daar de experts ter zake te vinden zijn.

De regeling zou niet alleen de honden en de katten betreffen, maar ook minder mediagenieke dieren zoals vissen en kleine zoogdieren.

De wijziging van het KB moest drie doelstellingen nastreven: het dierenwelzijn verbeteren, het verantwoordelijkheidsbesef vergroten, zowel bij beroepsmensen als bij kopers en de wetgeving beter toepasbaar en controleerbaar maken.

Het is daarom dat we dit goede initiatief niet wilden zien verloren gaan en de tekst opnieuw ingediend hebben, eerst als wetsvoorstel en opnieuw als amendement.

Een van de nieuwigheden in het voorstel is het afsluiten van een contract met een erkend dierenarts.

Als er problemen zijn, dan kan het aantal inspecties worden verhoogd, tot ze opgelost zijn. Alle informatie moet twee jaar lang in een register worden bijgehouden.

Socialisatie is inderdaad bijzonder belangrijk en daarom moest er volgens het ontwerp in de fokkerijen een minimale aanwezigheid zijn.

Voorts moest er een uniform register komen waarin het komen en gaan van dieren wordt bijgehouden. Ook deze documenten moeten twee jaar worden bijgehouden.

Unizo is vragende partij voor een kwaliteitslabel. De minister speelde daarop in om het bestaande

waarborgcertificaat een breder toepassingsgebied te geven.

Volgens het ontwerp moesten asielen individuele dossiers van hun dieren bijhouden, zodat de persoon die het dier adopteert ernstig geïnformeerd zou zijn.

Door het ontwerp werden kopers en verkopers voor hun verantwoordelijkheid geplaatst. Dat geldt ook voor fokkers en asielen. Daarom betreuren wij dat dit besluit er nooit gekomen is.

Wij waren bereid met de meerderheid samen te werken om nog verder te gaan. Wij willen de garantievoorzwaarden uitbreiden en aan een kwaliteitslabel werken zoals Unizo wil. Wij willen ook de socialisering regelen voor winkels en handelszaken. Ook het zwarte internetcircuit en de illegale invoer verdienen meer aandacht.

Helaas heeft de meerderheid gekozen voor een compromis dat in de achterkamers van het Parlement gesloten is. Mijns inziens is ook de minister daarover ontgoocheld. De minister heeft dit ontwerp dan maar een eerste belangrijke stap genoemd en die gaat eigenlijk alleen over het verbod op de verkoop van honden en katten door winkels, tenzij de verkoper fokker wordt. Fokker worden is echter niet evident, al doen bepaalde VLD-collega's alsof dat wel zo is.

Ik durf te zeggen dat 90 procent van de winkels goed werk levert en dat slechts 10 procent niet goed bezig is. Dat geldt voor elke sector en het is niet eerlijk één sector te viseren.

CD&V heeft herhaaldelijk het verwijt gekregen niet voor dierenwelzijn te zijn. Dat klopt niet en dat is door de minister bevestigd.

Wat voorligt is een compromis over een compromis. Daaraan willen wij niet meewerken. Het compromis schiet immers tekort en het treft een bepaalde sector op onrechtvaardige wijze.

Wij willen niets verbieden, maar fokkers, verkopers en kopers responsabiliseren door strenge normen op te leggen en heel streng te controleren. Als wij daarom dierenbeulen zijn, dan wil ik er graag een genoemd worden. *(Applaus bij CD&V)*

05.04 Josée Lejeune (MR): Dit ontwerp moet impulsaankopen helpen tegengaan. Het is niet alleen de bedoeling de verkoop op krediet van honden en katten, maar ook het exposeren van de dieren in de dierenwinkel met het oog op de verkoop te verbieden. Een soortgelijke regeling bestaat al in Duitsland of Oostenrijk. Wij willen helemaal niet dat de dierenwinkels moeten sluiten, maar willen een andere vorm van dierenverkoop promoten.

Teneinde zoveel mogelijk arbeidsplaatsen te vrijwaren, kunnen de uitbaters van dierenwinkels als tussenpersoon optreden tussen de consumenten en de fokkers, en onder bepaalde voorwaarden het beroep van fokker uitoefenen. Het verheugt me dat in een termijn van anderhalf jaar werd voorzien teneinde de aanpassing aan die nieuwe maatregelen te vergemakkelijken. De MR-fractie en ikzelf zullen dit ontwerp goedkeuren, vermits we ervan overtuigd zijn dat het de situatie van de dieren ten goede zal komen zonder de dierenwinkels in het faillissement te storten.

05.05 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Wij besteedden in commissie ettelijke uren aan de bespreking van dit wetsontwerp. Als we bedenken hoeveel ernstige ontwerpen nauwelijks een bespreking krijgen, dan voel ik plaatsvervangende schaamte. Dat betekent niet dat het Vlaams Belang geen voorstander is van heel strenge regels inzake dierenwelzijn. Wij klagen echter de hypocrisie aan waarmee de paarse meerderheid dit onderwerp heeft behandeld. Terwijl mevrouw De Meyer op schoot zit bij Gaia houdt minister Freya Van den Bossche het uitvoeringsbesluit van minister Demotte al jarenlang tegen! Dat besluit bevat voldoende strenge regels voor de verkoop van honden en katten in dierenwinkels. De minister verklaarde dat hij het uitvoeringsbesluit graag gepubliceerd ziet voor de ontbinding van de Kamer. Hoe ver staan de onderhandelingen met minister Van den Bossche daarover? Dat KB zou de meeste problemen kunnen oplossen, waardoor nieuw wetgevend werk niet nodig is.

Ook bij de VLD was er veel politieke hypocrisie. De VLD beweert op te komen voor de zelfstandigen, maar

laat ze wel in de steek. Weer zullen tientallen zelfstandige zaken sneuvelen. Dit verdoezelt men door uitvoeringsbesluiten en een overgangsregeling. De amendementen van de meerderheid lossen de problemen niet op wat betreft de internetverkoop en de import uit Oost-Europa. Wel worden nieuwe regeltjes en verboden ingevoerd, terwijl de VLD beweert naar administratieve vereenvoudiging te streven. Ik hoop dat een aantal collega's nog eens wil nadenken voor de stemming.

De winkel wordt gedegradeerd tot een datingbureau. Dat is geen goede zaak. Er zouden meer dieren worden achtergelaten, maar nooit werd wetenschappelijk bewezen dat het gaat om dieren die in een handelszaak werden gekocht. Wij spelen dit hypocriete spelletje niet mee. Wij zijn voor strenge regels inzake dierenwelzijn, maar we stemmen tegen. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

05.06 Miguel Chevalier (VLD): Op dit uur van de nacht zijn alle kippen op stok, maar wij moeten nog honden- en poezenzaken bespreken. Er was rond dit dossier heel wat te doen, tot betogingen in deze buurt toe. Het Parlement kan de discussie dan ook niet uit de weg gaan.

De initiële tekst werd verfijnd door de heer Marc Verhaegen. Het doel was impulsaankopen te vermijden. Uiteindelijk werd een totaal verbod goedgekeurd, zelfs door de heer Verhaegen.

Gaat het hier over honden en katten? Neen, het gaat over mensen die honden en katten kopen. We hebben te lang gedacht dat we in volle vrijheid konden doen wat we wilden. Mensen zijn steeds meer begaan met hun huisdier. Dit is de hedendaagse naastenliefde, maar CD&V heeft alleen oog voor de sector. Wij hebben een aangepaste wetgeving willen uitwerken.

Onder de meer de heer Bultinck verwijt Open VLD tegen de zelfstandigen te zijn. Zijn kritieke verstomde toen ik hem een lijst gaf met al onze verwezenlijkingen ten voordele van de zelfstandigen in de voorbije acht jaar. Ook in dit ontwerp hebben wij een goede regeling met de zelfstandigen getroffen. De sector wordt gesaneerd en was zelf vragende partij voor de artikelen 1 en 2. Kredietformules en impulsaankopen worden onmogelijk gemaakt. Tegelijkertijd hebben wij ervoor gezorgd dat de sector wel degelijk kan blijven voortbestaan, zij het onder andere voorwaarden, met respect voor de integriteit van kat en hond.

Via een KB zal er in een ruime overgangsperiode worden voorzien, zodat de sector zich kan voorbereiden. Ook zal er een KB komen met ondersteunende maatregelen.

In één weekend heb ik 1.300 mails gekregen van zowel voor- als tegenstanders van deze wet. Hierover is duidelijk een debat gaande bij de bevolking en dus moet ook de politiek zich erover uitspreken. Het is de taak van het Parlement om bakens in de samenleving te verplaatsen. Wij hebben dat al eerder gedaan, onlangs nog met de wet op de medisch begeleide voortplanting. Ook vandaag verplaatsen wij een baken door aan de omgang van mens en huisdier een eigentijdse invulling te geven. Ik beveel de Kamer daarom aan dit ontwerp goed te keuren.

05.07 Mark Verhaegen (CD&V): Op 12 maart 2007 vonden er hoorzittingen plaats over dit ontwerp. Wij hebben dus een maand de tijd gehad om dierenzaken te bezoeken. Ik heb dat gedaan en dat heeft voor veel helderheid gezorgd. Ik kan dus met kennis van zaken spreken. Ik kan de getuigenis van de dierenspecialisten brengen.

Wij staan ook voor respect voor dieren. De verschillende dierenzaken van officiële verkopers en fokkers waar ik geweest ben, dragen dierenwelzijn hoog in het vaandel.

Ik vraag om vandaag geen ondoordachte beslissingen te nemen, want de hoorzittingen hebben niet voor meer inzicht gezorgd. Dit staat trouwens fout vermeld in het verslag. De hoorzittingen leverden betwistbare feiten en betwistbare cijfers op. Dit alles doet denken aan de wet op het verbod van de verkoop van gezelschapsdieren op markten halfweg de jaren '90. De toelichting bij het wetsvoorstel vermeldde toen dat er in 1994 op 200.000 honden euthanasie werd gepleegd in de asielen. Achteraf bleek uit officiële rapporten van het ministerie van Landbouw dat het er 7.900 waren. Op basis van het cijfer 200.000 is de verbodswet er gekomen.

We moeten officiële cijfers hebben vooraleer een verbodswet goed te keuren. Tijdens de commissievergadering heb ik schriftelijk gevraagd om cijfers te krijgen van een dierenarts-inspecteur van de FOD Volksgezondheid Dierenwelzijn. Deze dienst voert de controles uit, maakt desnoods pv's op en geeft ook het erkenningsnummer. Het is onverantwoord dat een overheid die tien jaar toezicht houdt op de sector, niet gehoord wordt. Op het document van één bladzijde dat ik in de commissie kreeg, stond gewoon wat we al wisten: dat het aantal klachten sedert de inwerkingtreding van het KB van 1997 fors gedaald is.

De voorzitter van de Raad voor Dierenwelzijn maande aan tot voorzichtigheid, omdat er nauwelijks wetenschappelijk onderzoek over de materie bestaat. Het consensusamendement is niet te verantwoorden, want de Belgische Vereniging voor Identificatie en Registratie van Honden kan al objectieve cijfers leveren. Waarom werd er geen voorafgaande studie uitgevoerd en waarom kregen we geen exact cijfermateriaal?

In plaats van de verkoop te verbieden, zouden we beter de echte oorzaken van de overvolle asielen achterhalen. De sector is zelf vragende partij om een kwaliteitslabel in te voeren, maar daarop werd niet gereageerd.

Voor de CD&V moet dierenwelzijn hand in hand gaan met de economische leefbaarheid van de sector. Het verbod op de verkoop van honden en katten zal ervoor zorgen dat het illegale circuit groter wordt en dat er meer buitenlandse honden geïmporteerd worden. De investeringen van vele handelaars om de dieren in optimale omstandigheden te houden, worden nu nutteloos. Een overgangperiode kan dat niet oplossen.

Wij pleiten voor een goede en praktische wetgeving over dierenwelzijn. Het consensusamendement bepaalt dat dierenhandelszaken nog dieren kunnen verkopen onder bepaalde voorwaarden, zoals die ook opgelegd worden aan een fokkerij, maar in werkelijkheid komt dat overeen met een verbod. Het verkrijgen van de daarvoor noodzakelijke milieuvergunningen en stedenbouwkundige vergunningen is bijna onmogelijk.

De voorstanders van het consensusamendement klagen aan dat de dieren in glazen bokalen worden gehouden. In werkelijkheid gaat het enkel over een glazen deur, zoals opgelegd in het KB van 1997, die gebruikt wordt om kijklustige bezoekers op een afstand te houden. Een dier zal ook beter gesocialiseerd worden in een winkel, waar bezoekers over de vloer komen, dan in een afgelegen ruimte in een fokkerij.

De mogelijkheid om dieren via een catalogus te verkopen, is absurd en zal het aantal miskopen nog doen toenemen, want de koper heeft geen enkel contact met het dier.

Na een vraag van mevrouw De Meyer antwoordde de minister in januari 2006 dat de Ministerraad een ontwerp-KB over de voorwaarden voor het verhandelen van dieren had goedgekeurd. Dit KB zou zorgen voor betrouwbare controles op de verkoop en het houden van dieren. Dit ontwerp-KB was het resultaat van overleg met de sector en met de Raad voor Dierenwelzijn en een werkgroep had er een jaar aan gewerkt. Het toppunt is nu dat wij van de oppositie een ontwerp-KB opnieuw als amendement moeten indienen, omdat wij bekommerd zijn om het dierenwelzijn en om de sector. Voor ons leek het erop dat de minister eigenlijk ook vond dat het ontwerp-KB een betere oplossing zou zijn.

Als dit wordt goedgekeurd, wat staat er ons dan nog te wachten? Na de dierenwinkels zullen de kennels aan de beurt zijn, gevolgd door de fokkerijen. Ik vrees dat dit paarse amendement slechts een tussenlanding zal zijn op weg naar een volledig verbod. Voor ons moet dierenbescherming verzoend worden met de economische belangen en wij blijven het dus opnemen voor de verkoop van honden en katten in dierenwinkels met een goede kwaliteit.

Over deze zaak, die natuurlijk ook niet onbelangrijk is, werden hoorzittingen georganiseerd. Ik betreur het dat dit niet werd gedaan over het wetsontwerp met betrekking tot de schadeloosstelling na medische schade. Politiek gaat in de eerste plaats over mensen.

05.08 **Magda De Meyer** (sp.a-spirit): Oorspronkelijk waren wij voor een volledig verbod op de verkoop van honden en katten in winkels, om de impulsaankopen en de verspreiding van agressieve honden tegen te

gaan. Het staat buiten kijf dat een schattige puppy in een glazen bak tot impulsaankopen leidt. Daardoor zitten er momenteel 38.000 honden in de asielen. Al te vaak vergeet met dat de aankoop van een hond een engagement is voor tien à vijftien jaar.

Puppy's die in glazen winkelbakken worden gehouden gedurende een lange tijd, vertonen als ze volwassen zijn vaak verkeerd en agressief gedrag. Tijdens de hoorzittingen bleek duidelijk dat de eerste weken erg belangrijk zijn voor de latere ontwikkeling van een hond. Tijdens de zeer belangrijke socialisatieperiode worden de puppy's echter in een soort van aquarium tentoongesteld, zonder enige stimulans en dat vier maanden lang. De verschillende gedragstherapeuten hebben er tijdens de hoorzitting op gewezen dat dit onvermijdelijk tot gedragsstoornissen leidt. Dierenrechtenorganisaties en asielen bevestigen de problemen met winkeldieren.

Ik betwist dat er een gebrek is aan wetenschappelijke studies. De voorzitter van de Raad voor Dierenwelzijn verwees zelf naar een Britse studie. Uit deze studie blijkt dat honden die aangekocht zijn in een winkel het slechtste gedrag vertonen. En uit studies van Test-Aankoop en dierenarts De Meester blijkt dat puppy's uit winkels een veel groter risico lopen om ziek te worden en te sterven. Bovendien worden deze gegevens nog versterkt door de vele klachten bij Gaia, Veeweyde en andere organisaties.

Er is een breed maatschappelijk draagvlak om puppy's uit de glazen bakken weg te halen. De petitie van 133.380 handtekeningen die vanmorgen nog overhandigd is aan de diensten van de Kamer bewijst dat nogmaals.

Het verbod op het houden en tentoonstellen van puppy's in winkels is natuurlijk niet zo leuk voor de winkeliers, maar ik geloof dat zij zich zullen weten aan te passen. Mogelijkheden genoeg: ze kunnen verkopen op catalogus, via webcam of internet filmpjes, ze kunnen advies geven of als tussenpersoon optreden. Ook in andere landen waar zo een verbod al van kracht is, betekende het niet het einde van de handelaars. Bovendien zijn er ook voordelen voor hen: ze moeten niet meer voor het onderhoud van de puppy's instaan en zijn ook verlost van het probleem van de onverkochte puppy's.

Handelaars die liever met levende dieren bezig zijn, kunnen een fokkerij beginnen, op voorwaarde dat zij aan de normen voldoen. Wat dat betreft is er een KB op komst dat zal zorgen voor meer controle, meer personeel en meer waarborgen inzake gezondheid. Het zal dus niet volstaan om gewoon het bordje 'winkel' te vervangen door een bordje 'fokkerij'. We willen immers gezonde dieren, naar lichaam en naar geest.

Ons amendement zorgt er ook voor dat iedereen die fokt voor de verkoop, een erkenning nodig heeft, wat tot op heden niet het geval was. Er mogen geen dieren meer verkocht worden van kwekerijen die niet aan de Belgische normen voldoen. Dit laat ons toe de strijd aan te binden met de illegale import.

Na heel wat discussies en na uitgebreide hoorzittingen hebben we een goed resultaat bereikt: geen impulsaankopen meer, geen bange en agressieve honden meer, terwijl de handelaars mogen blijven bemiddelen en adviseren en bovendien steunmaatregelen krijgen voor de overgangperiode. De fokkers zullen beter gecontroleerd worden en we kunnen nu ook iets ondernemen tegen illegale import en internetverkoop.

CD&V nam zware woorden in de mond. Vlaams Belang verwijt ons hypocrisie. Dat is waarschijnlijk de reden waarom ze het amendement eerst volmondig steunden. Onze fractie is in elk geval blij met het resultaat. Voor ons is dierenwelzijn een belangrijke waarde. Dit maakt immers deel uit van een meer algemeen respect voor de natuur en al wat leeft.

05.09 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Mevrouw De Meyer weet niet echt waarover ze praat. Ze duwt alle dierenhandelaars in een bepaald hoekje en doet alsof alle fokkers heiligen zijn. Zij hanteert twee maten en twee gewichten. Mijn fractie heeft een goed standpunt ingenomen door haar niet te volgen in deze waanzin. Zij kraamt onzin uit.

05.10 Minister Rudy Demotte (Frans): Ik ben erg tevreden over de grote vooruitgang op het stuk van de dierenrechten die middels deze tekst wordt geboekt. Meteen wordt ook de plaats van de mens naast het dier

erkend. Bovendien wordt in deze tekst een evenwicht bereikt tussen commerciële overwegingen enerzijds en de eerbied voor de intrinsieke dierenrechten anderzijds.

Het debat heeft niet zozeer betrekking op het aantal dieren dat wordt verkocht of achtergelaten, als wel op de levenskwaliteit van het dier.

De eerste vraag van de heer Bultinck is van politieke aard en brengt ons in verlegenheid, dat valt niet te ontkennen. Hoever staan we met het koninklijk besluit? Het is nog niet goedgekeurd door mijn collega van Begroting, maar ik hoop dat de stemming over de tekst van vandaag ons alle argumenten zal verschaffen om haar akkoord te verkrijgen.

Wat de vraag van de heer Verhaegen betreft, beschikken we inderdaad over een bepaling die gedeeltelijk is gebaseerd op de vaststelling dat dieren worden achtergelaten.

Vandaag zijn de cijfers preciezer dan dertien jaar geleden omdat we toen geen enkel identificatiesysteem hadden. Nu kunnen we dankzij de BVIRH honden identificeren. Het systeem van de elektronische chips voor verkochte katten lijkt me erg interessant. Dankzij die identificatie kunnen we het aantal verkochte dieren becijferen. De sector bevestigt die cijfers. Het gaat jaarlijks over zo'n veertigduizend honden en katten.

We beschikken echter alleen over informatie van de dierenasielen. Jaarlijks belanden er ettelijke tienduizenden honden en katten.

Die cijfers volstonden om meer voorzorgsmaatregelen te nemen.

Daarom ben ik blij met het compromis dat werd bereikt.

05.11 Mark Verhaegen (CD&V): Wij zijn geen dierenbeulen, maar dierenvrienden. Wij zijn ervan overtuigd dat de dieren goed verzorgd worden in de officiële dierenspeciaalzaken.

In de dierenzaken die ik bezocht heb, werden er geen gevechtshonden verkocht. Die worden vooral in de privékeuken verkocht. Zij zijn in het officiële circuit niet te vinden.

De grootste toevoer in de dierenasielen blijkt uit honden zonder chip te bestaan, die dus niet van kwekers afkomstig zijn. Er loopt nu een onderzoek om die cijfers te objectiveren. We kunnen beter de uitkomst daarvan afwachten.

Rashonden kosten veel geld, en in dierenzaken worden uitsluitend rashonden verkocht. Het gevaar voor impulsaankopen is dus overroepen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2771/10)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren".

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 4

- **6 Nathalie Muylle** cs (2771/6)

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendement en artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

06 Wetsvoorstel tot verbetering van het sociaal statuut van de betaalde sportbeoefenaar (2586/1-6)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

06.01 Annemie Turtelboom, rapporteur: Het schriftelijk verslag is zeer boeiend. Het wetsvoorstel werd trouwens eenparig aangenomen in de commissie. Het werd besproken op 28 februari en op 22 maart.

06.02 David Geerts (sp.a-spirit): Een professionele sportbeoefenaar moet zijn of haar carrière op zeer korte termijn waarmaken. Sportclubs hanteren vaak een uitzonderingsregime op het vlak van arbeidsrecht en socialezekerheidsrecht om de leefbaarheid van de club te vergroten, wat dikwijls verregaande gevolgen heeft voor de sporter in kwestie. Sommige sporters geraken daardoor in financiële problemen. Dit wetsvoorstel, dat unaniem werd goedgekeurd in de commissie, brengt een aantal correcties aan in de werkloosheidsverzekering en beoogt een verbetering inzake het recht op het uitvoeren van arbeid.

Goed betaalde professionele sportbeoefenaars hebben geen nood aan een bijkomende sociale bescherming, maar de kleinere goden, zoals vele jonge voetballers, dreigen door de mazen van het sociale net te vallen. Bij werkloosheid of arbeidsongeschiktheid kunnen zij en hun gezin in financiële problemen terechtkomen, en zij hadden nog niet de kans een financiële reserve op te bouwen. Voor hen dient de bestaande wetgeving te worden aangepast.

Aangezien de RSZ-inhoudingen voor de sportbeoefenaar slechts gebeuren op een laag forfaitair bedrag van 1.234 euro – het gewaarborgd minimumbedrag – hebben zij slechts recht op de minimumuitkering inzake ziekte of werkloosheid. Met dit wetsvoorstel wilde ik dat probleem verhelpen door betaalde sportbeoefenaars ook toegang te geven tot de maximumuitkeringen.

Een tweede aanpassing behelst het zogenaamde concurrentiebeding. Spelers die om dringende redenen worden ontslagen of zelf ontslag nemen tijdens het lopende sportseizoen, kunnen niet meer aan de slag in dezelfde sportcompetitie. Dat zorgt voor problemen bij spelers die naar de B- of C-kern worden verbannen. Winstpremies en andere voordelen worden dan niet in aanmerking genomen bij hun inkomen. Daar is een versoepeling van de wetgeving nodig.

Dit wetsvoorstel mag geen eindpunt zijn. In deze sector dient elke maatregel echter stap voor stap te worden genomen, zodat er meer transparantie komt en de sector sterker wordt.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2586/6)

Het wetsvoorstel telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

07 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 26 januari 2006 betreffende de aanhouding van verplichte voorraden aardolie en aardolieproducten en de oprichting van een agentschap voor het beheer van een deel van deze voorraad en tot wijziging van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, en het verkeer daarvan en de controles daarop (2965/1-

3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

07.01 Pierre Lano, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

07.02 Melchior Wathelet (cdH): Telkens als de tekst werd gewijzigd – vier keer in vijftien maanden tijd – hebben we op de incoherentie en de overhaaste goedkeuring ervan gewezen.

Vandaag moeten we ons nog maar eens over die tekst buigen en erover stemmen. Dat is niet meteen het meest positieve signaal dat het parlement ter zake kan geven.

07.03 Paul Tant (CD&V): Het zou passend zijn mocht de minister de vierde wijziging van zijn ontwerp in één jaar tijd zelf komen meemaken in de Kamer. Het is een treffend voorbeeld van gebrekkige voorbereiding, overhaasting en manke wetgeving.

De **voorzitter**: Dat dit in de commissie eenparig werd goedgekeurd, wist de heer Tant uiteraard.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2965/3)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

08 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 (2987/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

08.01 Pierre Lano, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2987/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

09 Wetsontwerp betreffende de civiele veiligheid (2928/1-7)

- **Voorstel van resolutie betreffende de hervorming van de brandweer (981/1-3)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, teneinde de interventietijd van de hulpdiensten te verminderen (2370/1-2)**
- **Voorstel van resolutie betreffende de verbetering van de diensten van civiele bescherming en van het statuut van de brandweerlieden (2458/1-2)**
- **Voorstel van resolutie betreffende de vrouwelijking van het personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp (DBDMH) (2571/1-2)**

Algemene bespreking

De bespreking is geopend.

09.01 Pierre Lano (VLD): De mensen in de tribune wachten al meer dan twaalf uur op dit verslag. Dat verdient een applaus.

09.02 Jean-Claude Maene, rapporteur: Dit wetsontwerp is het gevolg van een onderdeel van het regeerakkoord dat in een hervorming van de civiele veiligheid voorzag. Alle actoren werden bij de uitwerking van de nieuwe regelgeving betrokken. Er werd een begeleidingscommissie opgericht die in januari 2006 haar eindrapport afleverde.

Voorzitter: de heer Jean-Marc Delizée

De hervorming stoelt op drie basisprincipes: de burger heeft recht op de snelste adequate hulp, elke burger heeft recht op eenzelfde basisbescherming tegen een gelijke bijdrageplicht en schaalvergroting is noodzakelijk. Om die basisprincipes in praktijk om te zetten, werd in een structuur van de brandweerdiensten op drie niveaus voorzien: een uitvoerend niveau van waaruit de basisbrandweezorg wordt verzekerd, vanuit een netwerk van brandweerposten; een organiserend niveau, met name de hulpverleningszone die bestaat uit een aantal gemeenten en rechtspersoonlijkheid heeft, en een regelgevend niveau, met name de federale overheid.

Voorliggend ontwerp vervangt de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele veiligheid.

De operationele diensten van de civiele veiligheid zijn belast met de hulpverlening aan en de bescherming van personen, hun goederen en hun leefomgeving. De algemene bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken wordt opnieuw bekrachtigd, terwijl de specifieke bevoegdheid van de minister van Volksgezondheid op het gebied van de dringende geneeskundige hulpverlening in de verf wordt gezet. De organisatie van de civiele veiligheid omvat twee administratief-juridische niveaus: de federale regering, die bevoegd is voor de reglementering en de (hulpverlenings)zones, die belast zijn met de organisatie van de diensten. Tegelijk is de civiele veiligheid opgedeeld in drie operationele niveaus: de federale regering, die beschikt over de Civiele Bescherming, het Federaal Kenniscentrum en een Inspectiedienst; de (hulpverlenings)zone, die posten opricht en aan risicoanalyse doet; de louter operationele (hulpverlenings)posten, die tot een zone behoren. Voortaan zal het brandweerkorps uitrukken dat het snelst ter plaatse kan zijn, zonder rekening te houden met grenzen van gemeenten, zones of provincies.

De Koning bepaalt bij een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit de territoriale afbakening van de zones. Dit gebeurt op advies van een Nationaal Raadgevend Comité, dat op zijn beurt rekening moet houden met de adviezen van de provinciale raadgevende comités.

Het ontwerp voorziet in de oprichting van een raad, die uit één vertegenwoordiger per gemeente bestaat, en van een college. De raad beschikt over alle bevoegdheden, behoudens die welke aan het college toevertrouwd worden (dat is onder meer bevoegd voor het beheer van gebouwen en eigendommen, het beheer van de inkomsten en de controle op de boekhouding).

De financiering van de zones gebeurt door middel van een gemeentelijke dotatie, eventueel aangevuld door een tegemoetkoming van de provincies; een federale dotatie; een vergoeding voor de uitvoering van bepaalde opdrachten; en diverse bronnen. De gemeenten bepalen in onderling overleg hoeveel hun dotatie

bedraagt. Wel zal bij koninklijk besluit bepaald worden op welke manier de gemeentelijke dotaties geregeld moeten worden voor het geval er geen akkoord is. De kosten voor de civiele veiligheid worden gelijkmatig verdeeld tussen de federale overheid en de gemeenten.

Wat het personeel betreft opteerde de commissie voor een door de Koning vastgesteld, eenvormig statuut, zowel voor de beroeps- als voor de vrijwillige brandweerlieden. Er wordt gekozen voor het behoud van vrijwilligers in de brandweerkorpsen. Artikel 102 zegt dat de Koning bij een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit het administratief en geldelijk statuut van het personeel bepaalt. Het statuut van de brandweerlieden moet echter geregeld worden.

De minister van Binnenlandse Zaken wijst erop dat dit ontwerp een ontwerp kaderwet is, en dat de bijbehorende uitvoeringsbesluiten niet meer tijdens deze zittingsperiode zullen kunnen worden vastgesteld.

Met dit ontwerp willen we het kader scheppen om een moderne civiele veiligheid uit te bouwen. Op die manier zullen de vele vrijwillige en beroepsbrandweerlieden, aan wie regering en Parlement overigens hulde brengen voor hun dagelijkse inzet, nog beter dan nu hun taak kunnen volbrengen. (*Applaus op alle banken*)

09.03 Dirk Claes (CD&V): In de organisatie van de brandweerdiensten heeft de lokale verankering altijd al een centrale plaats ingenomen. De verbondenheid met de eigen leefgemeenschap verklaart waarom er zo veel vrijwilligers actief zijn in de sector. De hervorming van de brandweer staat al een tiental jaren op de agenda van de opeenvolgende regeringen. Nu is er voor het eerst sprake van een effectieve hervorming, die bovendien een vrij drastisch karakter heeft. Er wordt zelfs helemaal gebroken met het concept van de lokale verankering. Een korps dat integraal met vrijwilligers is bemand, zal voortaan niet meer tot de mogelijkheden behoren.

Van de 165 Vlaamse korpsen staat ongeveer de helft geregistreerd als een C-korps. Een C-korps neemt de dienst waar voor de eigen gemeente en bestaat normaliter volledig uit vrijwilligers. In Wallonië zijn 19 korpsen op 85 C-korpsen.

Voorzitter: de heer Herman de Croo.

Z-korpsen zijn kleine korpsen die ook instaan voor de bescherming van de buurgemeenten. Hiervan zijn er in Vlaanderen 67 en in Wallonië 54. Dit betekent dat 90 procent van onze korpsen uitsluitend of bijna uitsluitend werkt met vrijwilligers. Er zijn dus slechts een dertigtal echte beroepskorpsen.

Lange tijd was de drijfveer bij uitstek om zich als vrijwilliger voor het brandweerkorps te engageren, de verbondenheid met de plaatselijke leefgemeenschap en het respect dat er van de medeburgers werd ontvangen. Het werven van vrijwilligers is al langer een heikel punt. Dit is vooral een gevolg van maatschappelijke evoluties waardoor voor heel wat mensen wonen en werken niet meer in dezelfde omgeving gebeuren. Bovendien wordt het steeds moeilijker om voor een interventie even de werkomgeving te verlaten. De hervorming zal helaas geen oplossing bieden voor dit euvel.

In heel de hervorming werd er heel wat kritiek uitgebracht op de vrijwilligers, vooral met betrekking tot de afwezigheid van een gedegen opleiding, het gebrek aan voorbereiding op de specifieke gevaren die met bepaalde interventies samengaan, en de vaak problematische beschikbaarheid bij dringende interventies.

Artikel 100 van het ontwerp geeft een aanzet tot duidelijke afspraken met de werkgevers van de vrijwilligers. Er kan gedacht worden aan financiële of fiscale tegemoetkomingen voor de werkgever en – naar analogie van het politiek verlof – aan de invoering van een soort 'blusverlof', dat de vrijwillige brandweerman kan opnemen en waarvoor de werkgever ook wordt vergoed.

Er moet aandacht worden besteed aan de kwaliteit en aan de toegankelijkheid van de opleidingen. De vorige minister speelde met het idee om alle opleidingen in een centraal opleidingscentrum samen te brengen. Dit zou alleszins de doodsteek voor de vrijwilligers hebben betekend. In het huidige ontwerp is er sprake van een federaal opleidingscentrum voor de hulpdiensten. Hierover bestaat heel wat onzekerheid. Is er al zo een centrum actief? Beperkt het aanbod zich tot gespecialiseerde opleidingen?

Een gedegen basisopleiding is natuurlijk van cruciaal belang. Deze moet voor alle brandweerlui gelijk zijn. Tijdens de voortgezette opleiding zal men zich dan kunnen specialiseren, bij voorkeur volgens de noden van het korps waartoe men behoort. Ik heb de indruk dat de hervorming op dit punt niet al te hoog scoort.

In de aanloop naar deze hervorming werd her en der de vrees geuit dat ze zou stuklopen op het verzet van de burgemeesters. Dit werd destijds ook bij de politiehervorming voorspeld, volledig ten onrechte zoals later is gebleken. Meer zelfs, de lokale bestuurders hebben van de politiehervorming een werkbaar geheel gemaakt, in weerwil van het niet altijd zorgvuldige werk van de vorige minister van Binnenlandse Zaken.

Het is steeds weer het lokale bestuursniveau dat voor de werking en de uitvoering van dit soort hervormingen moet zorgen. Daarom ben ik blij dat er rekening is gehouden met een aantal opmerkingen van de burgemeesters en de VVSG. Gelukkig is het eerste voorontwerp van de minister aangepast. Die aanpassingen komen voor een deel overeen met de opmerkingen die wij gehoord hebben op de CD&V-studiedag voor de brandweerdiensten. CD&V staat sterk in de lokale besturen en vangt daardoor vaak als eerst de signalen op. De ongerustheid over deze hervorming is erg groot.

Er zijn momenteel weinig klachten over het optreden van de brandweerdiensten. Uit de dekkingsanalyse die ter voorbereiding van dit ontwerp werd gemaakt, blijkt ook dat het aantal blinde vlekken in Vlaanderen vrij beperkt is. Dat betekent dus dat de lokale besturen veel aandacht besteden aan het vrijwaren van de veiligheid van hun inwoners. Zij doen dat vrijwel geheel met eigen middelen: 90 procent van de kosten worden door de lokale besturen gedragen. Het verwijt dat het voor de burgemeesters enkel om hun prerogatieven gaat, gaat niet op. De tijd dat de brandweer door de burgemeesters werd gebruikt als hulpdienstje, is lang voorbij.

Ook na de hervorming zal de burgemeester verantwoordelijk blijven voor de veiligheid in zijn gemeente, maar hij zal een beroep moeten doen op de goodwill van de zonecommandant. In grotere zones moeten kleine gemeentes zich aansluiten bij een grotere stad. De invloed van de burgemeester van een kleine gemeente zal verminderen. De kleine gemeentes zullen een dotatie mogen betalen, maar zullen minder dienstverlening krijgen.

Pijnlijk is ook dat een burgemeester van een kleine gemeente zich niet meer kan wenden tot het brandweerkorps van zijn eigen gemeente. Hij moet zich eerst wenden tot de zonecommandant.

Het contact tussen de burgemeester en de verantwoordelijke van een brandweerpost moet worden bewaard zodat niet elke kleine zaak via de zonecommandant moet lopen. Dat betekent uiteraard niet dat de zonecommandant niet moet worden ingelicht. Integendeel, de zonecommandant heeft het recht op volledige informatie.

Er is ook de kritiek dat de gemeentebegroting stilaan een dotatiebegroting wordt. De gemeenten betalen inderdaad al veel aan de politie in de politiezone en nu ook aan de brandweer en het OCMW, zonder dat ze er veel zeggenschap over hebben.

Er is ook ongerustheid over de rol van de burgemeesters. In het oorspronkelijk ontwerp was er sprake van een college dat uit de zoneraad zou worden samengesteld, maar na een aantal amendementen van de meerderheid komt er nu een 'proportioneel' samengesteld college. Nergens is echter bepaald wat 'proportioneel' betekent.

Betekent het dat dezelfde mensen zowel in de zoneraad als in het zonecollege kunnen zetelen? Zullen alle burgemeesters vertegenwoordigd kunnen zijn in het college? De wet is daarover niet duidelijk.

Alle partijen staan achter het principe dat de hulpverlening zo snel en adequaat mogelijk moet zijn. Het instrument daartoe, een eenvormig oproepstelsel, ontbreekt echter. Het is net de calltaking en dispatching die optimaal moeten verlopen, want het is daar dat veel tijd wordt verloren.

In Oost-Vlaanderen is onlangs een meldkamer geïnstalleerd. Dat zou overal zo snel mogelijk moeten gebeuren, wat trouwens een van de doelstellingen van het regeerakkoord was. De minister ging akkoord met onze visie, maar met woorden alleen bereikt men niet veel. Dit wordt een taak voor de volgende regering.

In Vlaanderen zijn er dubbel zoveel brandweerposten als in Wallonië, waar dus ook meer blinde vlekken zijn.

Op die plaatsen kan geen enkele huidige brandweerdienst ter plaatse zijn binnen de vooropgesteld tijd.

Dat er blinde vlekken bestaan, betekent daarom nog niet dat de dienstverlening in Wallonië slechter zou zijn dan in Vlaanderen. Die discussie heeft geen zin. Het is immers duidelijk dat Vlaanderen en Wallonië verschillende risico's lopen. Dat hangt samen met het rurale karakter van het zuiden van ons land en het dichtbevolkte stedelijke gebied in Vlaanderen.

Vlaanderen heeft veel meer gemeentelijke korpsen dan Wallonië. Dat verklaart waarom de brandweer in Vlaanderen veel meer kost dan in Wallonië.

Wallonië is ook meer voorstander van professionalisering dan Vlaanderen. Ook over de organisatie van de brandweer hebben beide Gewesten in de loop van de tijd een andere visie ontwikkeld. Dat is alvast een eerste reden om de brandweerdiensten te regionaliseren.

Regionalisering is zeker ook logisch voor wie zich realiseert dat de brandweer een gemeentelijke dienst is, die lokaal wordt bestuurd. Dat komt tot uiting door het bevoegdheidspakket van de burgemeester die voor de veiligheid in zijn gemeente moeten instaan.

De noodzaak tot regionalisering volgt ook uit de overheveling van de bevoegdheid inzake lokale besturen aan de Gewesten in 2001. De Gewesten zijn bevoegd voor een belangrijk deel van de provinciale en gemeentelijke instellingen. De wet noemt een aantal instellingen die onder federale bevoegdheid vallen en de brandweer is daar een van. Logisch is dat niet. De brandweer is lokaal zo sterk verankerd, dat de organisatie ervan logischerwijze door het Gewest zou moeten gebeuren.

Regionalisering van de brandweer zou ook voordelen hebben, onder andere voor beslissingen over het personeelsstatuut, dat al vaak aanleiding heeft gegeven tot conflicten. Het thans noodzakelijke overleg tussen deelstaten en federale overheid over elk detail is een tijdrovende procedure waar niemand baat bij heeft.

Een bijkomend voordeel zou zijn dat het statuut van het brandweerpersoneel beter zou kunnen worden afgestemd op dat van ander gemeentepersoneel, wat de mobiliteit van personeel ten goede zou komen. Verschillende statuten op één werkvloer zorgen voor spanningen en niemand zit op nog een apart statuut te wachten.

Een van de kerntaken van de brandweer is de strijd tegen de vervuiling en tegen het vrijkomen van gevaarlijke stoffen. De Gewesten zijn bevoegd voor een groot deel van het leefmilieu- en waterbeleid en voor een coherent beleid zou de brandweer beter naar de Gewesten worden overgeheveld.

Om al deze redenen heeft CD&V een voorstel van bijzondere wet ingediend om een bevoegdheidsoverdracht te bewerkstelligen.

De hulpverleningszones moeten van onderaf worden opgebouwd. De lokale besturen moeten maximaal bij de zoneverdeling worden betrokken zonder minimumcriteria over de grootte van de zones, niet beperkt door de provinciegrenzen en zonder bemoeienissen van de gouverneurs. Er moet zoveel mogelijk rekening worden gehouden met de politiezones, zodat politie- en brandweertzones naar veiligheidszones kunnen evolueren.

CD&V en cdH hebben een twintigtal amendementen ingediend die tot onze vreugde sporen met die van de meerderheid op eentje na. Dat amendement ging over het presentiegeld dat burgemeesters nog krijgen voor de vergadering van de zoneraad. We waren blij dat de meerderheid ons daarin gevolgd is.

09.04 Talbia Belhouari (PS): Tien jaar geleden waren vrouwen in het Belgisch leger nog een uitzondering. De tijden zijn veranderd. Vandaag maken vrouwen 9 procent uit van het totaal aantal Belgische militairen; dat is nog onvoldoende, maar wel al een vooruitgang, een voorbeeld dat ons inspireert om de regering te vragen werk te maken van een beleid van vervrouwelijking van de brandweerdiensten en de diensten voor dringende medische hulpverlening. De minister van Binnenlandse Zaken heeft zich ertoe verbonden daartoe de nodige maatregelen te treffen, met name door de gemeenten voor dat aspect te sensibiliseren. De inzet is belangrijk, het komt erop aan de diversiteit van de talenten binnen die diensten aan te moedigen.

09.05 Nancy Caslo (Vlaams Belang): Na de ramp in Gellingen kondigde de regering een hervorming van de verouderde wetgeving op de civiele veiligheid aan. We zijn nu drie jaar later. Minister Dewael verklaart dat tijdsverloop door het feit dat werd geopteerd voor ruim overleg dat moest leiden tot een groot maatschappelijk draagvlak voor de hervorming. Hij wilde voorkomen dat, zoals bij de politiehervorming, de wet nadien talloze wijzigingen moest ondergaan. Dat was een nobele doelstelling, maar het ontwerp beantwoordt geenszins aan de verwachtingen van de brandweerlui. De manifestatie in Brussel enkele weken geleden maakte dat duidelijk.

Er blijft een versnippering van de bevoegdheden. Vlaanderen is bevoegd voor de preventie. De dringende medische hulpverlening blijft onder Volksgezondheid, terwijl 80 procent van de hulpverlening gebeurt door de brandweer, die onder Binnenlandse Zaken ressorteert. De brandweer van Brussel heeft een speciaal statuut. Bovendien hebben Vlaanderen en Wallonië een verschillende visie op de brandweershervorming. Men had dit dus beter overgeheveld naar de deelstaten, zoals collega Claes bepleitte.

Hoe de zones zullen worden gevormd, blijft onduidelijk. Operationeel gezien vallen de grenzen weg, ze zijn enkel nog van organisatorisch belang. Ergens in het ontwerp staat wel een zinnetje over het respect voor de taalwetgeving, maar wij weten hoeveel dat waard is. Hieraan wordt te weinig aandacht besteed, terwijl communicatie, vooral in noodsituaties, van het allergrootste belang is.

De federale overheid zou de meerkosten van de hervorming voor haar rekening nemen en daarbij zou worden uitgegaan van de totale kosten op dit moment, maar 60 procent van de Waalse gemeenten bezorgde geen rekeningen. Hoeveel de federale overheid zal moeten ophoesten, blijft onbekend.

In de commissie-Paulus werd voorgesteld een percentage van de verzekeringspremies in aanmerking te nemen, maar blijkbaar moet die discussie met de sector nog worden aangevat. Net zoals vele andere knelpunten, werd ook dit op de lange baan geschoven.

Vlaanderen heeft wel goed geïnvesteerd in de civiele veiligheid, zoals het goed geïnvesteerd had in de politie, want het scoort in tegenstelling tot Wallonië wel goed inzake dekkingsgraad. De minister verklaarde in december 2005 dat Wallonië kampt met een tekort aan kazernes, terwijl de toestand in Vlaanderen en Brussel in grote lijnen bevredigend is. De hervorming zou gefaseerd verlopen en ernstige tekortkomingen zou men prioritair aanpakken. Dit betekent dat Vlaanderen zal gestraft worden omdat het in het verleden de nodige inspanningen leverde voor een degelijk netwerk. De meerkosten om Wallonië te laten bijbenen zal men federaal dragen; een nieuwe verdoken geldstroom naar het Zuiden.

De gemeenten dragen momenteel ongeveer 90 procent van de brandweerkosten. Dit zal moeten evolueren naar 50 procent. VVSG en de gemeenten wachten af met een bang hart.

Zowel het beroeps- als het vrijwilligerskorps verwacht een eenvormig en duidelijk statuut. De brandweerlui bleven in kou staan, want van het statuut is nauwelijks sprake.

Het kan niet dat het loon voor hetzelfde werk in Brussel meer dan het dubbele bedraagt dan in Antwerpen en dat elke operationele kracht geen recht heeft op dezelfde premies en dezelfde zaterdag- en weekendvergoedingen. Het kan evenmin dat het loon van een beginnende beroepsbrandweerman ongeveer 1.100 euro bedraagt, want dit beroep houdt zoveel risico's in. Men werkt met gevaarlijke producten en ontploffingen zijn niet ondenkbaar. Het beroep moet naar behoren betaald worden. Enkel zo kan men jonge en nieuwe krachten aantrekken. De brandweer kampt met een verouderd korps. Inzake de pensioengerechtigde leeftijd botert het niet tussen sp.a en VLD. Dit blijkt duidelijk uit de briefwisseling tussen de ministers Dewael en Tobback.

Men heeft hieraan niet verder gesleuteld. De onverschilligheid ter zake is eigenlijk schandalig.

Vanaf het begin horen we dat men zou overleggen met de werkgevers over onder meer de positie, de oproepbaarheid en beschikbaarheid van de vrijwilligers. Men zou vooral ook aandacht moeten besteden aan het educatief verloop. Elke brandweerman - beroeps en vrijwilliger - moet immers veel opleidingen volgen. De vrijwilligers moeten hiervoor echter vakantiedagen opnemen. Hebben deze mensen, die op elk moment van de dag vrijwillig te hulp snellen, geen recht op vakantie of vrije tijd? Tijdens de hoorzittingen bleek dat de meeste doden vallen tijdens interventies. Daarom bestaat er nood aan meer middelen om praktijkgerichte opleidingen te kunnen volgen.

Het Vlaams Belang kan wel akkoord gaan met de basisprincipes van deze kaderwet, zoals de snelle en adequate hulp. Wat we terugvinden is niet nieuw. Het werd al voorgesteld in een tussentijds verslag van twee jaar geleden in een gemeenschappelijke commissie van Kamer en Senaat. Men is daarna ter plaatse blijven trappelen. Over de financiering tasten we in het duister. De zonevorming blijft onduidelijk. We hebben ook bedenkingen bij de bevoegdheidsversnippering. Onze partij betreurt dat hete hangijzers zoals het statuut op de lange baan worden geschoven.

09.06 Charles Michel (MR): De MR is bijzonder verheugd zijn goedkeuring te kunnen hechten aan dit ontwerp, dat langdurig en nauwgezet werd voorbereid. De aangebrachte wijzigingen werden door de diverse politieke strekkingen gesteund en er is bijna sprake van een consensus.

Vandaag zijn ongeveer 17.000 brandweerlieden paraat; ze bestrijden niet alleen branden maar voeren ook talrijke andere, vaak erg moeilijke taken uit. In Brussel rukt de brandweer tienduizend keer per jaar uit, dat is 28 keer per dag, waarvan minstens zes keer wegens een brand.

Om dergelijke opdracht naar behoren uit te voeren, moet men op een optimale organisatie kunnen terugvallen. De wetten inzake de financiering zijn echter meer dan veertig jaar oud, de opleiding vertoont leemtes, de geografische spreiding doet problemen rijzen en de keuze voor gemeentelijke autonomie veroorzaakt discrepanties op het stuk van het statuut en de verdeling van materieel die nadelige gevolgen kunnen hebben.

In 2005 verhoogde de minister van Binnenlandse Zaken de begroting met vijftien procent, en vervolgens met vijftig procent over de gehele zittingsperiode. De Commissie Paulus heeft al een aantal punctuele wijzigingen doorgevoerd.

Op basis van de werkzaamheden van de Commissie Paulus wordt de organisatorische bevoegdheid in voorliggend ontwerp van de gemeenten naar de hulpverleningszones overgeheveld, teneinde de middelen rationeler aan te wenden. Het politieke besluitvormingsproces wordt aldus behouden en tegelijkertijd wordt een grotere homogeniteit in de beslissingen bewerkstelligd. De MR dringt erop aan dat de veiligheid, de belangrijkste regale opdracht, een federale bevoegdheid zou blijven. In de commissie werd het idee om de hulpverleningszones tot intercommunales onder gewestelijke bevoegdheid om te vormen, afgevoerd.

Volgens de commissie-Paulus heeft elke burger recht op eenzelfde basisbescherming tegen een gelijke bijdrageplicht en heeft elke burger ook recht op de snelste adequate hulp.

De grenzen van provincies, hulpverleningszones en gemeenten zullen geen obstakel meer vormen voor het uitrukken van de hulpverleningsposten.

Wij vinden dat de statuten van de beroepsbrandweerlieden moeten worden geharmoniseerd en dat er een specifiek statuut voor de vrijwillige brandweerlieden moet worden uitgewerkt.

Wat de begroting betreft, zal de federale overheid een aanzienlijke inspanning leveren en wordt ook voorzien

in een solidariteit tussen de plaatselijke overheden, gemoduleerd volgens de risicograad. Artikel 65 bepaalt uitdrukkelijk dat de kwestie van een alternatieve financiering wordt overwogen. Ons voorstel van resolutie krijgt volledig concreet gestalte in dit ontwerp.

Terwijl het oorspronkelijk ontwerp voorzag in een machtiging aan de Koning met betrekking tot de financiering en de geografische afbakening van de zones, hebben wij verkregen dat het Parlement over die aangelegenheden het laatste woord krijgt. Thans zal bij wet worden bepaald dat een provinciale bijdrage in mindering kan worden gebracht van de bijdrage die aan de gemeenten van de zone worden opgelegd. Volgens een amendement zal het college voor de zone proportioneel worden samengesteld en niet bij meerderheid worden aangewezen. Een ander amendement schrapt het presentiegeld voor de leden van de zoneraad.

Er is nog heel wat werk voor de boeg, met name wat de geografische afbakening van de zones betreft. Voor mij is de enige logica die moet worden gevolgd, die van de rationalisatie, aangezien voor de burgers enkel de efficiëntie telt.

De middelen moeten zodanig verdeeld worden dat de veiligheid van de burgers zonder onderscheid gewaarborgd wordt, waarbij een uitruktijd van minder dan twaalf minuten wordt nagestreefd.

We wensen dat er snel werk wordt gemaakt van de geografische indeling, de risicoanalyse, de financieringswijze en de harmonisering van de statuten. De brandweerlieden willen snel over modern materieel kunnen beschikken en een degelijke opleiding krijgen, want daarvan hangt elke dag opnieuw hun leven af.

De MR wil samenwerken met de beroeps- en de vrijwillige brandweerlieden om die hervorming gestalte te geven en zo de bevolking in haar geheel een dienst bewijzen.

09.07 Katrien Schryvers (CD&V): Dit ontwerp zou de brandweerdiensten hervormen, maar het is niet meer dan een kaderwet. CD&V is al jaren vragende partij voor een modernisering van de civiele veiligheid. Wij zijn blij dat daar nu een aanzet voor wordt gegeven, maar omdat er nog een vijftigtal KB's moet worden uitgevaardigd, weten we absoluut niet in welke richting die hervorming zal gaan. De heikele punten worden verschoven naar een latere datum. De timing is ongelukkig, want het zal de volgende minister van Binnenlandse Zaken zijn die de hervorming zal moeten uittekenen.

Vandaag zijn er problemen door de vergrijzing van het korps, de verschillende statuten, de bevoegdheidsgeschillen, het gebrek aan een eenvormig oproepsysteem en de nood aan goede opleidingen, maar die worden in dit ontwerp niet aangepakt. Nochtans is een gecoördineerde aanpak inzake brandpreventie broodnodig.

De financiering is het hete hangijzer van deze hervorming. De steden en gemeenten willen geen tweede politiehervorming meemaken. Nu betalen de gemeenten 90 procent van de kostprijs van de brandweerdiensten. De minister beloofde dat dat in de toekomst nog maar 50 procent zou zijn. In de praktijk denk ik dat de totale kostprijs voor de gemeenten niet zal stijgen, maar ook niet zal dalen. De gemeenten die nu minder investeren, zullen hun kosten echter wel zien stijgen. De kleinere gemeenten zullen in de toekomst mee betalen voor de korpsen van de steden, zonder dat zij een betere dienstverlening in de plaats krijgen.

Volgens het regeerakkoord zouden de brandweerdiensten op een alternatieve manier gefinancierd kunnen worden via de brandverzekering, maar daarover is nog niet gepraat met de verzekeringssector. Volgens ons zou dit een indirecte belastingverhoging kunnen betekenen.

Alle beloftes van de minister dat de overheid 50 procent zou financieren, zijn schone schijn. Deze week schreef de hij in een brief aan de gouverneurs, dat de investeringen voor de civiele veiligheid geplafonneerd worden wegens budgettaire redenen. Waarom werd ons dat niet meegedeeld in de commissie en hoe zal de minister alsnog zijn beloftes nakomen?

Zullen de gemeenten nu moeten opdraaien voor de bijkomende kosten? Hiermee heeft de minister bij ons

alle vertrouwen verloren.

Artikel 71 bepaalt dat de besluiten over de financiering binnen de zes maanden bekrachtigd moeten worden door een wet om van kracht te blijven. Wij hebben daar grote problemen mee. In het kader van de politiehervorming hebben de KB's over de financiering aanleiding gegeven tot heel wat procedures bij de Raad van State. Artikel 71 moet dergelijke procedures onmogelijk maken. Het Parlement kan niets meer bijdragen aan de KB's en daar kunnen wij niet mee leven. Wij vragen om het artikel te schrappen.

Als gemeenten bepaalde goederen overhevelen naar de zone, krijgen ze een korting op hun dotatie. Hierdoor kan de zone in problemen komen. De minister zou dat nagaan. Heeft hij dat ondertussen ook gedaan?

De **voorzitter**: De heer Arens heeft het woord.

09.08 Joseph Arens (cdH): Nu is het te laat. De voorzitter had me verzekerd dat de bespreking over de hulpdiensten rond twintig uur zou plaatsvinden.

De **voorzitter**: Maar ik heb niet gezegd op welke dag!

09.09 Joseph Arens (cdH): Het is 5.10 uur 's ochtends. Ik had gehoopt op een normaal tijdstip over zo'n belangrijk onderwerp te kunnen debatteren. Ik begrijp trouwens niet waarom men dat wetsontwerp pas als negentiende punt op de agenda heeft geplaatst.

De **voorzitter**: We hebben de ontwerpen per bevoegde minister gegroepeerd in plaats van de ministers één na één te doen komen. Daardoor verschijnt u hier fris en monter bij het ochtendgloren van vrijdag de dertiende.

09.10 Paul Tant (CD&V): Het blijkt nog maar eens dat de werkzaamheden van het Parlement georganiseerd worden met het oog op de behoeften van de ministers.

De **voorzitter**: Dat is niet waar, want zij wisten het zelf niet. Er werd veertien dagen geleden over deze agenda beslist, toen de heer Delizée de vergadering op een zeer behoorlijke wijze heeft voorgezeten. Uitzonderlijk was ik toen niet aanwezig.

09.11 Joseph Arens (cdH): Onze fractie was blij dat er een tekst betreffende de hervorming van de civiele veiligheid ter tafel kwam. Onze blijde stemming sloeg echter al snel om, want de tekst was behoorlijk vaag. Er werden weinig concrete oplossingen aangereikt. Op de eisen in verband met een eenvormig statuut, een risicopremie, een specifieke pensioenleeftijd, een praktijkopleiding voor beroepsbrandweerlieden kwam er één enkel antwoord: een uitvoeringsbesluit dat de nieuwe regering zal moeten vaststellen. Hetzelfde verhaal geldt voor de financiering, de minimumvoorwaarden voor hulpverlening en aangepaste middelen, de opdrachten in het raam van de civiele veiligheid, en de samenstelling en de werking van de provinciale raadgevende comités die het grondgebied van de toekomstige hulpverleningszones moeten afbakenen.

Wij hebben uitgerekend dat er 47 uitvoeringsbesluiten nodig zullen zijn. Wij waren dan ook verrast dat de minister het in de inleidende uiteenzetting over het ontwerp over 48 besluiten had.

Het zwaartepunt van de hervorming ligt bij de publicatie van de onderscheiden uitvoeringsbesluiten. De mensen in het veld en de gemeentemandatarissen zullen die besluiten aandachtig moeten lezen.

De bespreking van deze tekst in de commissie was zeer interessant en vruchtbaar, meer bepaald dankzij het positieve klimaat dat door de minister en een aantal collega's, inzonderheid de heer Maene, gecreëerd werd. De door onze fractie ingediende amendementen kregen de nodige steun.

Er was vooral sprake van de voorstellen van amendement van de *Union des villes et communes* (Vereniging van Steden en Gemeenten). De cdH heeft tevens aangedrongen op de vertegenwoordiging van de kleine, zogenaamde "beschermden" gemeenten in het zonecollege. Ik stel mijn vertrouwen in de minister die zich over het amendement van de meerderheid heeft uitgesproken. Ik hoop dat die gemeenten daadwerkelijk bij

het beslissingsproces van de zonecolleges zullen betrokken worden.

De lokale overheden kregen een aantal waarborgen – zoals het voorstel om de uitvoeringsbesluiten bij wet te bekrachtigen - dat de hervorming voor hen een financiële nuloperatie zou zijn. Wat dat betreft, blijven we echter eerder sceptisch, want het Parlement kan via dergelijke wetten de inhoud van de te bekrachtigen besluiten niet wijzigen.

Onze fractie is ook verwonderd over de afschaffing van het coördinatiebureau dat de verbinding vormde tussen de gouverneurs, de burgemeesters, de zonecommandanten en de vertegenwoordigers van de Civiele Bescherming door de beschikbare middelen zo goed mogelijk in te zetten. Waarom heeft men het afgeschaft?

Met een amendement hebben we er willen voor zorgen dat het geldelijk en administratief statuut van de brandweerlieden rekening houdt met de gevaren verbonden aan de hoofdopdrachten van het operationeel personeel. Dat amendement werd door de meerderheid gesteund, maar we zullen nauwlettend blijven toezien op de verdere evolutie van het statuut van de brandweerlieden. Het moet een eenheidsstatuut worden, met een eigen pensioenleeftijd, een fiscale vrijstelling voor de vrijwillige brandweerlieden en een gevarenpremie. Tot slot moet dat statuut vóór eind 2007 worden ingevoerd, want de brandweermannen wachten er al een eeuwigheid op.

Ter zake had de commissie-Paulus in januari 2006 geoordeeld dat rechtspositie van het personeel apart en dringend moest worden aangepakt. Het beroep van brandweerman moet als een risicoberoep erkend worden.

Tot besluit is deze bijzonderemachtenwet, want dat is het wel degelijk, niet specifiek genoeg om de toekomstige hervorming en de gevolgen ervan goed in te schatten. Wij zullen dus niet alleen waakzaam toezien, maar ook veeleisend zijn bij de uitvoering van die wet, opdat onze brandweer eindelijk de maatschappelijke erkenning krijgt die ze verdient.

09.12 Jan Peeters (sp.a-spirit): De Vlaamse socialisten steunen deze hervorming van harte, omdat het een historische kans is en ook een stap in de goede richting. Het is een stap in de goede richting omdat wordt voortgebouwd op de wet van 1999. Destijds heb ik reeds gepleit voor een schaalvergroting en voor de oprichting van de hulpverleningszones die nu de basis zullen vormen van de nieuwe brandweerstructuur.

In 1999 waren wij er niet in geslaagd om rechtspersoonlijkheid te geven aan de brandweerzones. Door een aantal onopgeloste problemen bleven we toen steken bij een aansporing tot vrijwillige samenwerking.

De belangrijkste reden was budgettair. De federale overheid zat toen financieel in vrij slechte papieren. Vandaag zijn we in staat om de civiele veiligheid niet alleen te hervormen, maar ook te herfinancieren. Dit is niet zonder belang voor het welslagen van de hervorming.

Het was toen ook moeilijk om het conservatisme in de sector te overwinnen en de lokale overheden, en soms ook de beroepsmensen zelf, ervan te overtuigen een stuk lokale autonomie op te geven. De jongste jaren is daar gelukkig verandering in gekomen.

Deze hervorming zal natuurlijk niet alle problemen uit de wereld helpen of rampen zoals die in Gellingen kunnen vermijden. Maar zij zal wel enkele knelpunten wegwerken waarmee men op het terrein nog dagelijks geconfronteerd wordt.

Zo is er de zeer ongelijke financiering en de zeer ongelijke dekking door de brandweer. Het is niet normaal dat men, naargelang van de gemeente waar men woont, een zeer ongelijk bedrag moet betalen.

Nog minder normaal zijn de vele blinde vlekken die er in ons land nog zijn en het feit dat de verschillende betrokken overheden er maar niet in slagen die weg te werken. Er bestaat immers nog geen mechanisme boven het lokale niveau dat daarvoor kan zorgen. Daardoor gebeurt het nog bijna dagelijks dat de brandweer te laat komt bij een ongeval.

Deze hervorming zal het mogelijk maken de pijnpunten weg te werken die we met de autonome, lokale structuren niet konden wegwerken. Daar zijn wij heel blij om.

De brandweershervorming zal pas slagen als zij wordt gedragen door de lokale overheden en de brandweerlui zelf. Daarom is het cruciaal dat de zones de nodige middelen krijgen.

In de uitvoeringsbesluiten moet er absoluut over worden gewaakt dat de bestuursstructuur van de zones een efficiënte structuur is. De zones moeten dezelfde administratieve souplesse en dezelfde slagkracht hebben als de politiezones op dit moment. De uitvoeringsbesluiten moeten duidelijk bepalen hoe het brandweercollege en de raad worden samengesteld, hoe het beginsel van de proportionaliteit wordt ingevuld en vooral hoe blokkeringen kunnen vermeden worden.

De minister zal ook voldoende middelen moeten vrijmaken om het welslagen van de hervorming te verzekeren. In de commissie werd een aantal amendementen aanvaard die de lokale besturen meer garanties geven dat de federale overheid haar engagement voor een herfinanciering zal nakomen. Onze fractie zal erover blijven waken dat dit in de praktijk ook gebeurt.

De hervorming zal ten slotte ook in de uitvoeringsbesluiten een hervorming op mensenmaat moeten zijn. Brandweerman of -vrouw zijn, dat is immers meer dan een job, het is een passie. Daarom moeten de brandweermensen zich thuis voelen in de zones, zodat zij er hun werk verder met plezier kunnen uitvoeren.

Deze hervorming is geen eindpunt maar een begin. De opvolger van de huidige minister zal het kader dat het ontwerp biedt, moeten opvullen met uitvoeringsbesluiten. Wij hopen dat dit dan ook gebeurt, zodat de civiele veiligheid in ons land een betere toekomst tegemoet gaat. Wij zullen deze hervorming voluit steunen.

09.13 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Wij staan achter de basisprincipes van voorliggende tekst en het was hoog tijd dat hij werd aangenomen. De ontkokering is een waarborg voor de verbetering van de efficiëntie en wij staan achter de "twaalf minuten" doelstelling als ijkpunt voor alle burgers, waar zij ook wonen. Maar het belangrijkste moet nog komen. Er resten nog de uitvoeringsbesluiten en de financiering. Men weet niet welke bedragen hiervoor zullen kunnen worden uitgetrokken. Volgens de minister betreft het een verantwoordelijkheid van de volgende regeringen en ministers. Ik vind dat u hier had moeten medelen welke middelen ter zake noodzakelijk zijn.

Er zijn duizend brandweerlieden te kort in Wallonië, het materiaal in sommige kazernes is verouderd en de normen dateren van meer dan dertig jaar geleden.

Mijnheer de minister, ik hoop dat u zal aangeven welke bedragen noodzakelijk zijn, want het is belangrijk en noodzakelijk om in de herfinanciering door de federale overheid te voorzien in de periode na de goedkeuring van deze kadertekst. (*Applaus*)

09.14 Paul Tant (CD&V): Ik ben ongetwijfeld de tolk van heel wat Kamerleden wanneer ik zeg dat de Kamer niet trots mag zijn op de manier waarop de debatten gisteren en vandaag verlopen. Ik richt mijn pijlen dan niet zozeer op de inhoud of de lengte van de toespraken, maar vooral op de organisatie van de debatten. Dat hieraan een en ander schort, heeft te maken met de naderende verkiezingen, met de laattijdige indiening van de teksten in het Parlement en met het misbruik van de urgentie. Dit heeft er toe geleid dat de commissie tot woensdag het ontwerp heeft besproken, zodat de behandeling in de plenaire vergadering pas op donderdag kon gebeuren.

De Kamervoorzitter is hierbij zeker niet helemaal vrij te pleiten van zonden: hij heeft in zijn ambtsperiode heel wat brieven geschreven, heeft de regering af en toe vermanend toegesproken, maar hij heeft op geen enkel ogenblik respect afgedwongen voor deze assemblee. Mijn poging van donderdagnamiddag om de debatten met iets meer ernst te organiseren, werd door de voorzitter op slinkse wijze omzeild. Ik wou het debat over de hervorming van de civiele veiligheid ofwel vooraan op de agenda plaatsen, ofwel het verschuiven naar een volgende vergadering. Tot mijn verbazing heeft de Kamer het nodig gevonden eerst over honden en katten te debatteren alvorens het statuut aan te snijden van al wie onze veiligheid op het terrein moet garanderen.

De inflatie aan ontwerpen die we vandaag moeten behandelen, heeft als enige bedoeling aan te tonen dat de huidige regering haar engagementen nakomt. (*Protest bij de meerderheid*) De voorzitter laat het Parlement

gebruiken om de regering toe te laten op de valreep nog een nummertje vendelzwaaien op te voeren!

De tekst van de hervorming is het resultaat van het samenbrengen van een aantal tegenstrijdige krachten. Zo moet de tweede regering-Verhofstadt op de valreep proberen waar te maken wat al door de vorige minster van Binnenlandse Zaken was aangekondigd. Ze probeert op die manier haar daadkracht te bewijzen, maar liefst niet te vroeg, want dan moeten meteen ook de nodige middelen worden uitgetrokken en die zijn er helemaal niet! De regering heeft al heel wat van het voor de hervorming broodnodige geld aan andere projecten besteed.

De budgettaire krapte van de regering zal ertoe leiden dat de implementatie van de hervorming ofwel op de lange baan wordt geschoven, ofwel dat de kosten ervan op de lokale besturen worden verhaald. Wat is anders de betekenis van dat geheimzinnige artikel 72 waarin staat dat de gemeenten de hervorming moeten betalen als de zones niet over voldoende middelen beschikken?

Tijdens de commissiebesprekingen heb ik de minister heel wat concrete vragen gesteld. Op weinige daarvan kreeg ik een afdoend antwoord. Zo ondervroeg ik de minister tevergeefs over de bedoeling van artikel 70 dat voorziet in een bijzondere financiering van het administratief arrondissement Brussel.

Wat bedoelt men hiermee?

Als de regeling niet snel wordt ingevoerd, dan zullen de investeringen van de gemeenten op korte termijn stilvallen. Welke gemeente zal nog willen investeren in de brandweer, als zij weet dat zij uitrusting, gebouwen en gronden zal moeten afstaan aan de zone?

Vandaag heb ik een e-mail ontvangen van een aantal brandweercommandanten en -officiëren, waaruit blijkt dat de middelen die werden ingeschreven in de begroting 2006, geplafonneerd worden, laat staan dat er bijkomende middelen zullen vrijkomen. De begroting is dus puur boerenbedrog.

De gemeentelijke autonomie houdt hier op te bestaan, want de gemeenteraad heeft geen enkele bevoegdheid meer om beslissingen te nemen. Er zullen politieke coalities gevormd worden in de grote zones. In de huidige zones werken de gemeenten goed samen, maar het is allemaal verloren moeite geweest. Zij zullen verdrinken in de monsterachtig grote zones.

In de tekst staat dat de goederen van de brandweer, waarvan de gemeente eigenaar is, moeten worden afgestaan aan de zones, inclusief gronden en gebouwen. Onze Grondwet bepaalt dat onteigening alleen mogelijk is tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling, terwijl de vergoeding hier in schijven zal gebeuren. Voor vele korpsen zal dat een probleem zijn, want zij hebben vaak zelf acties georganiseerd om hun uitrusting te financieren en die moeten ze nu gratis afstaan aan de zone. Dat is voor deze vrijwilligers natuurlijk erg demotiverend.

Van de 250 brandweerkorpsen in ons land, zijn er 220 die bijna uitsluitend een beroep doen op vrijwilligers. Zij zullen hun motivatie verliezen als zij beseffen dat alles boven hun hoofden in de zones zal worden beslist. De vrijwilligers spuwen deze hervorming uit. Ik vrees dat het vrijwilligerskorps geleidelijk aan zal verdwijnen, maar dat zal men zich pas achteraf realiseren en dan zal het te laat zijn.

09.15 Filip Anthuenis (VLD): Als de brandweerlieden deze hervorming uitspuwen, waarom heeft de CD&V zich in de commissie dan onthouden en waren de heer Claes en mevrouw Schryvers dan genuanceerder?

09.16 Paul Tant (CD&V): Ik wil niet herhalen wat zij al gezegd hebben. Wij zijn vragende partij voor een hervorming, maar de vraag is of dit voorstel wel uitvoerbaar is.

09.17 Jean-Claude Maene (PS): Verschillende verklaringen hebben mij de indruk gegeven dat de sprekers en ikzelf niet in dezelfde commissievergadering aanwezig waren.

Op die tekst zaten vooral te wachten de mensen in het veld die een betere organisatie van de diensten, meer middelen en een beter aan de steeds veranderende risico's aangepaste opleiding eisen. Een kwalitatieve civiele veiligheid behoort eveneens tot de fundamentele rechten van de burger.

Indien de gemeenten te klein zijn om een optimale veiligheid te waarborgen moet men supragemeentelijke samenwerkingsverbanden tot stand brengen. Sommigen vrezen voor de gemeentelijke autonomie. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werken de diensten al lang samen in éénzelfde zone en klaagt geen enkele burgemeester over een verlies aan autonomie.

Wie hervorming zegt, denkt meteen aan de politiehervorming en de moeizame financiering ervan. Maar voorliggende tekst, zoals hij werd geamendeerd, biedt garanties. Vooreerst zal de dotatie van elke gemeente worden vastgesteld rekening houdend met belangrijke criteria, zoals het bevolkingscijfer, de oppervlakte, het kadastraal inkomen, het belastbaar inkomen en de aanwezige risico's. Binnen eenzelfde zone zal er dus geen sprake zijn van een enkel kostenplaatje per inwoner.

Een andere garantie inzake financiering is de bijdrage van de federale overheid, die goed is voor de helft. Momenteel ziet de verdeling eruit als volgt: 90 tot 95 procent voor de gemeenten en 5 tot 10 procent voor de Staat. In de toekomst zullen de middelen die in de civiele veiligheid worden geïnvesteerd, dus met ten minste 80 procent worden opgetrokken.

In de tekst wordt tevens aangegeven dat de hulpverleningszones via diverse bronnen (verzekeringsmaatschappijen bijvoorbeeld, waardoor die zelf bepaalde uitgaven zullen kunnen voorkomen) zullen worden gefinancierd.

09.18 Paul Tant (CD&V): Ik kan de redenering van de heer Maene volgen. Naarmate onze civiele veiligheidsdiensten beter zullen functioneren, zal er bespaard kunnen worden op verzekeringspremies. Als men echter inspanningen vraagt van de verzekeringssector, dan zal zij die doorrekenen. Het zullen dus dezelfde mensen zijn die betalen. Dit is een verdoken belastingverhoging. Toen de energieprijzen stegen, zei de regering ook dat ze het geld zou halen waar het zich bevond, namelijk bij de petroleumsector, en kijk wat daar van terechtgekomen is!

09.19 Jean-Claude Maene (PS): Telkens wanneer men het heeft over een bijdrage van de verzekeringsmaatschappijen, zegt men ons dat de cliënten daar zullen voor opdraaien.

09.20 Paul Tant (CD&V): Dat is duidelijk.

09.21 Jean-Claude Maene (PS): Wij zouden een wet kunnen uitwerken die bepaalt dat de cliënten daar niet mogen voor opdraaien.

Als de Staat nog meer in de brandweerdiensten investeert, zijn het de verzekeringsmaatschappijen die daar het meeste baat zullen bij hebben. De minister heeft geantwoord dat ook de verzekeringsmaatschappijen tot de diverse bronnen behoren.

Er is een derde garantie, want men moet artikel 72 integraal lezen. Men zal pas bij de gemeenten gaan aankloppen om geld wanneer de diverse bronnen opgedroogd zijn.

Er is nog een vierde garantie: de besluiten zullen uiterlijk binnen zes maanden na hun inwerkingtreding door een wet moeten worden bekrachtigd.

Een intelligente minister zal zijn besluit aan het Parlement voorleggen alvorens het in werking te laten treden.

09.22 Paul Tant (CD&V): Aan het Parlement? Aan de meerderheid! Zo gaat het er immers aan toe met de huidige regering.

09.23 Jean-Claude Maene (PS): Aan het hoofd van elke hulpverleningszone komt een zoneraad, waarin elke gemeente vertegenwoordigd zal zijn. Elke gemeente zal de organisatie van de hulpdiensten dus mee kunnen organiseren. Dat is een grote stap vooruit.

De commissie voor de Binnenlandse Zaken heeft het amendement van de oppositie betreffende de afschaffing van het presentiegeld eenparig aangenomen, maar wij hadden een soortgelijk amendement voorbereid, mijnheer Claes.

Elke burgemeester zal een stem in het kapittel hebben, en dat is alvast een hele vooruitgang.

De raad van de zone zal onder zijn leden de leden van het college aanwijzen. De zones hoeven niet allemaal even groot te zijn.

Mijn voorstel om als regel te stellen dat de bevoegde dienst de dienst is die het snelst ter plaatse kan zijn, werd in de tekst opgenomen. Voor Brussel hebben we het risico dat er gemorreld zou worden aan iets wat optimaal werkt, vermeden.

Weldra zullen de zones de krachten kunnen bundelen.

De brand die zich onlangs ten zuiden van Namen heeft voorgedaan en waarbij een kind om het leven is gekomen, toont aan hoe belangrijk het is om ervaren personeelsleden mee te laten uitrukken. De hervorming speelt ook in op dat aspect.

De opleiding zal gericht blijven op de vrijwillige en de beroepsbrandweerlieden. In elke dienst zal er werk worden gemaakt van een professionele begeleiding.

De brandweerlieden zijn onlangs nog op straat gekomen om te betogen. Er worden momenteel onderhandelingen gevoerd. Wij hopen dat zij uitmonden in een aanpassing van het statuut van het operationeel personeel, tegelijkertijd met de implementatie van de hervorming. De dialoog vormt een van de krachtlijnen van de ingestelde regeling. Wij verheugen ons in dat verband over de oprichting van een aantal adviesorganen.

Om dat alles te realiseren moeten echter de nodige financiële middelen worden vrijgemaakt. De uitvoering van die hervorming zal dus een prioriteit van de volgende regering moeten zijn. In dat opzicht kan ik me enigszins bij de heer Tant aansluiten, ook al gaat de hervorming in haar geheel wel degelijk in de goede richting.

De **voorzitter**: Mevrouw Galant ziet van haar betoog af.

09.24 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Deze hervorming stond ingeschreven in het regeerakkoord. We hebben haar nu in een wettekst kunnen gieten. Ik wil nogmaals beklemtonen dat het nooit mijn bedoeling is geweest deze hervorming van bovenaf op te leggen, zonder overleg met de brandweerefederaties en de lokale besturen.

Met de verschillende actoren hebben we geprobeerd een zo breed mogelijke consensus te vinden. Al degenen die zeggen dat deze hervorming te laat komt, moeten beseffen dat zoiets tijd vergt. Als ik al na een jaar met een wetsontwerp naar de Kamer zou getrokken zijn, dan had men mij ongetwijfeld gevraagd of ik een en ander wel doorgepraat had met de mensen op het terrein. Het is de verdienste geweest van de commissie onder leiding van de Antwerpse gouverneur, dat zij een consensus heeft bereikt over een aantal essentiële uitgangspunten, die worden vertaald in deze kaderwet en die natuurlijk nog verder uitgewerkt moeten worden in de uitvoeringsbesluiten. Dat is niet te onderschatten.

Het belang van de stemming straks is mijns inziens dat het Parlement zo de hervorming onomkeerbaar maakt, zodat zij bij de volgende regeringsonderhandelingen niet opnieuw ter discussie kan worden gesteld. Dit betekent dat we het politieke engagement nemen om in de volgende regeerperiode voor de nodige financiële middelen te zorgen.

We hebben dat ook zo gedaan met de politiehervorming van 1998. Zelfs vandaag wordt er nog gesleuteld aan de wet op de geïntegreerde politie. In 1998 zei men dat het ging om een proces dat minstens tien jaar zou duren alvorens de resultaten op het terrein volledig zichtbaar zouden zijn. Hetzelfde geldt voor deze brandweershervorming. Maar men moet natuurlijk wel eerst de stap zetten. Die stap zetten wij hier vandaag. Pas dan zal de hervorming onomkeerbaar zijn.

Wij wijzigen hier een wet die al dateert van 1963. In de jaren '70, '80 en '90 heeft men zich bij herhaling afgevraagd of de structuren nog aangepast waren. Het antwoord is neen. Er is dus een nieuwe structuur nodig, aangepast aan de nieuwe omstandigheden en uitdagingen.

Om de schaalvergroting mogelijk te maken, werken we met zones die democratisch onderbouwd zijn via colleges en raden. De burgemeesters behouden hun autonomie en zeggenschap. Zelfs de meest kritische

burgervaders geven toe dat de lokale politie nu beter functioneert dan vroeger. Dat zal met de civiele veiligheid niet anders zijn.

We hebben ook naar de suggesties van de oppositie over het functioneren van de raden en de colleges geluisterd. We hebben een aantal amendementen, waarvan een groot deel was geïnspireerd door de Vereniging voor Steden en Gemeenten, overgenomen. Mevrouw Schryvers heeft zelf moeten toegeven dat er nog weinig thema's overgebleven zijn waarover we elkaar niet gevonden hebben. Collega Tant is ook even in de commissie geweest en was toen bijzonder scherp, maar ik ben met de CD&V- en cdH-fractie tot een zo groot mogelijke consensus gekomen. Ik denk dan ook dat de hervorming moet steunen op een zo breed mogelijk democratisch draagvlak.

Ook in de commissie heeft men mij al gevraagd hoe wij de financiering in de toekomst konden waarborgen. Er is nu een wanverhouding tussen de bijdrage van de gemeenten – 90 procent – en die van de federale overheid – 10 procent. Er zal een volgehouden inspanning nodig zijn om die verhouding naar 50-50 te brengen. Wat moeten we daarvoor doen? De wet goedkeuren en ervoor zorgen dat dit dossier bij de samenstelling van de volgende regering op tafel komt, zodat men ook in de komende jaren de nodige budgettaire inspanningen levert. Dat is niet onmogelijk.

Men heeft de toepassing van het ankerprincipe bekritiseerd. Maar daar moeten alle ministers zich aan houden, omdat we niet alleen een begrotingsevenwicht, maar dit jaar zelfs een overschot moeten realiseren. Toch kan men niet ontkennen dat ik, binnen de marge die ik heb op Binnenlandse Zaken, steeds het accent heb gelegd op civiele veiligheid.

Wat opleiding en aanschaf van materiaal betreft, zijn sommige posten zelfs verdubbeld. Als wij die inspanning kunnen volhouden, dan is de 50-50-verhouding haalbaar.

CD&V pleit voor een regionalisering van de civiele veiligheid. Dat moet men na de verkiezingen dan maar op tafel leggen. Ik geef de voorkeur aan een diepgaande hervorming van de wet van 1963.

Als wij aan de brandweer een aangepast statuut willen geven, moeten we daarover op federaal niveau onderhandelen. Vandaag heeft de federale overheid echter geen wettelijke basis om met de brandweerbonden te onderhandelen.

Als deze tekst niet goedgekeurd wordt, moeten de steden en gemeenten het zelf doen, want men kan niet langer ontsnappen aan de vragen vanuit de vakbonden. We kunnen dus alleen tot een meer uniform statuut komen als we daar nu de wettelijke basis voor leggen. Anders blijven de steden en gemeenten op basis van de wet van 1963 het aanspreekpunt.

Dan kom ik tot een aantal detailvragen.

De verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid van de burgemeester blijven uiteraard onverkort bestaan.

Met ASTRID en de CIC's gaan we naar een systeem dat in het buitenland zijn gelijke niet kent, namelijk een geïntegreerd communicatiesysteem voor alle hulpdiensten, zowel politionele als niet-politionele.

De dringende medische hulpverlening is afgesplitst. In overleg met de minister van Volksgezondheid ben ik tot de conclusie gekomen dat dit best onder zijn bevoegdheid valt.

Dit is een kaderwet, zodat er uiteraard nog heel wat uitvoeringsbesluiten nodig zijn, maar het is niet fair te beweren dat ik het Parlement slechts als een soort bekrachtigingsmachine beschouw. Het amendement van collega Michel strekt er juist toe het financieringsbesluit ter ratificatie aan het Parlement voor te leggen.

De initiële tekst voorzag nergens in. Dankzij het amendement van de heer Michel moet een financieringsbesluit nu binnen een tijdspanne van zes maanden worden geratificeerd door het Parlement.

Mevrouw Schrijvers heeft een amendement ingediend om die bepaling weer te schrappen. Het is aan het Parlement om zich daarover uit te spreken.

Wat de overdracht van goederen naar de zone betreft, verwijs ik naar het verslag. Daarover is in de commissie al geantwoord.

Voor ons ligt een zeer goede wettelijke basis om de hervorming van de civiele veiligheid in de volgende regeerperiode operationeel te maken. Ik dank alle actoren en de commissieleden. Met een echte democratische spirit werden de teksten in de commissie verbeterd. Ik hoop dat wij vandaag bij de stemming het sterke signaal kunnen geven dat in de volgende regeerperiode aan deze hervorming gestalte zal worden gegeven. (*Applaus*)

09.25 Dirk Claes (CD&V): Wij missen het tweesporenbeleid dat de minister bij de start van de hervorming en van de werkgroep-Paulus heeft aangekondigd. Een aantal dringende zaken wordt niet aangepakt, zoals de problemen inzake het statuut, brandpreventie, het tekort aan brandweerposten, de uitvoering van ASTRID en de meldkamers.

09.26 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): Jaar na jaar tijdens de bespreking van de begroting heb ik het tweesporenbeleid toegelicht. Een fundamentele hervorming vraagt tijd, maar uit de begrotingcijfers blijkt telkens dat we vooruitgang boeken en dat de kredieten verhoogd worden. Minister Reynders verbeterde bovendien het fiscale statuut van de vrijwilliger. Daarnaast werden er na de ramp in Gellingen er maatregelen genomen om de familie van de slachtoffers te vergoeden.

Daarmee is natuurlijk nog niet alles opgelost. Wat preventie betreft, is er het probleem van de bevoegdheidsverdeling. Dergelijke problemen zullen wij moeten aanpakken in de volgende regeerperiode. De federale overheid zal moeten zorgen voor een oplossing, maar de Gewesten zullen daarbij betrokken moeten worden. Wij hebben de voorbije vier jaar wel degelijk gestalte gegeven aan het tweesporenbeleid, met deze fundamentele hervorming en een aantal andere belangrijke stappen die wij hebben gezet.

09.27 Katrien Schryvers (CD&V): Wij hebben een goed debat gevoerd in de commissie en de meerderheid en de oppositie hebben naar elkaar geluisterd. Voor bepaalde zaken kwamen er bijstellingen die de goede richting uitgaan. Over een aantal elementen is er echter te weinig duidelijkheid. Daarom hebben wij ons onthouden.

Volgens de minister is deze kaderwet nodig om zaken zoals de financiering, de indeling van de zones, preventie en statuut verder in te kunnen vullen. Dat klopt natuurlijk, maar wij zouden toch meer duidelijkheid willen krijgen, vooraleer wij het ontwerp kunnen goedkeuren.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2928/6)

Het wetsontwerp telt 224 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 71

• 64 *Katrien Schryvers cs* (2928/7)

De andere artikels zijn aangenomen artikel per artikel.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement en artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

10 Wetsvoorstel betreffende het fiscaal statuut van de bezoldigde sportbeoefenaars (2787/1-17)

- Voorstel van resolutie betreffende het fiscaal statuut van de buitenlandse profvoetballer en -basketballer (1613/1-2)
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde een specifieke fiscale regeling in te stellen voor de inkomsten van beroepssporters en beroepskunstenaars (2244/1-2)
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde te voorzien in een specifieke regeling die toepasselijk is op de inkomsten welke door aan de personenbelasting onderworpen sportlui of kunstenaars worden gegenereerd uit sport- of kunstactiviteiten (2290/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze vier wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

10.01 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Ik stel voor de resterende punten van de agenda bij consensus naar volgende week uit te stellen. De Kamer is immers meester van haar agenda.

De **voorzitter**: Voorstellen die we nu uitstellen, raken meer dan waarschijnlijk niet meer goedgekeurd in de Senaat. Als de auteurs van de voorstellen echter willen uitstellen, zal ik mij niet verzetten. Ik plaats de Kamer dus voor haar verantwoordelijkheid. Het is bijna zeven uur in de ochtend. Wie niet wil blijven, kan naar huis gaan. De indieners van de voorstellen hebben het laatste woord.

Algemene bespreking

De **voorzitter**: De algemene bespreking is geopend.

10.02 Carl Devlies, rapporteur: Het is een beetje raar dat zo een belangrijk voorstel, dat over het fiscaal statuut van de betaalde sportbeoefenaars gaat, pas tegen de ochtend aan bod kan komen, na vijftien uur vergaderen over andere punten.

De wetsvoorstellen en het voorstel van resolutie werden door de commissie Financiën besproken op 14 februari, 13 maart en 28 maart, maar de voorbije twee jaar werden al ruime hoorzittingen georganiseerd met deskundigen en met de vertegenwoordigers van de belangrijkste sportfederaties. Op die manier, en met de hulp van de minister en zijn kabinet, kwam een breed gedragen wetsvoorstel tot stand.

Met dit voorstel wil men in een degelijk fiscaal kader voorzien voor de bezoldigde sportbeoefenaars en tegelijk de opleiding voor jonge sporters bevorderen. Het steunt op adviezen van het Rekenhof en de Raad van State. Het overleg met de Gemeenschappen resulteerde in een consensus over het principe dat de Gemeenschappen de voorwaarden voor deze opleiding zullen bepalen.

Bij de algemene bespreking kwamen geen grote verschillen in visie aan het licht. Wel was er onvoldoende steun voor het voorstel van de heer Geerts en voor dat van de heer Claes en mezelf. Amendementen kregen ruime steun, zodat het geamendeerde voorstel kon worden goedgekeurd met 8 stemmen bij 2 onthoudingen van sp.a en Vlaams Belang.

De plenaire vergadering stuurde het voorstel terug naar de commissie. Twee nieuwe amendementen kregen op 28 maart geen steun van de oppositie, omdat ze een fundamentele wijziging inhouden van de visie uit de resolutie. Met deze amendementen wil men immers ook de lonen aan de jonge sportbeoefenaars beschouwen als bedragen besteed aan opleiding.

Tot zover mijn gedeelte van het verslag.

10.03 Alain Courtois, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

De **voorzitter**: Dan kan de heer Devlies meteen het standpunt van zijn fractie toelichten.

10.04 Carl Devlies (CD&V): Dit wetsvoorstel is onder meer het gevolg van mijn interpellaties over dit onderwerp op 8 december 2004 en 29 juni 2005. Die gingen over de nefaste invloed van de circulaire van 15 mei 2002, die ervoor zorgde dat buitenlandse voetballers, basketballers en volleybalspelers uit de nationale afdelingen hetzelfde fiscale voordeeltarief – een bevrijdende voorheffing van 18 procent – genoten als artiesten en sportbeoefenaars die slechts sporadisch prestaties leveren in België. De discriminatie met de

spelers-inwoners was groot. Het resultaat was dat clubs steeds meer buitenlandse spelers aantrokken en dat Belgische spelers net over de grens gingen wonen.

Wij hebben van in het begin geijverd voor een uniek fiscaal statuut voor Belgische en buitenlandse spelers, zoals blijkt uit onze resolutie van 18 februari 2005. In deze resolutie pleitten we ook voor een vrijstelling van de doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor jonge spelers uit de eigen jeugdwerking.

In mijn uiteenzetting zal ik een onderscheid maken tussen het door de Kamercommissie op 13 maart goedgekeurde wetsvoorstel en de versie die hier voorligt. Het initiële wetsvoorstel voerde onze resolutie in essentie uit door de rondzendbrief af te schaffen en de vrijstelling van 50 procent van de doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor jonge spelers van minder dan 26 jaar in te voeren.

Het initiële wetsvoorstel voorzag ook in een vrijstelling van 50 procent van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor de bezoldigingen van sportbeoefenaars ouder dan 26 jaar, als de helft hiervan werd besteed aan de vorming van jonge sporters tussen 12 en 23 jaar. Daarnaast voerde het ook een afzonderlijke aanslag van 33 procent in voor scheidsrechters, trainers, opleiders en begeleiders met nog een andere beroepsactiviteit en een afzonderlijke toeslag van 16,5 procent op een bezoldiging van maximaal 12.300 euro voor sportbeoefenaars tussen 16 en 26 jaar.

Kortom, het wetsvoorstel gaf de clubs een belangrijke incentive om te investeren in jonge Belgische spelers en de jeugdwerking. Het kon daarom op de steun rekenen van alle commissieleden, met uitzondering van het Vlaams Belang en van David Geerts, die – ongetwijfeld op vraag van sp.a-voorzitter Vande Lanotte - met de beruchte amendementen 8 tot 11 de toepassing wilde beperken tot bezoldigde voetballers. De amendementen werden verworpen, waarna het wetsvoorstel werd aanvaard.

Op 20 maart werd onverwacht een nieuw overleg georganiseerd om nieuwe amendementen te bespreken. Deze amendementen voorzagen in het verhogen van de vrijstelling van doorstorting van 50 naar 60 procent en bepaalden dat ook de betaling van de lonen van sportbeoefenaars jonger dan 23 jaar in aanmerking kwam voor de fameuze vrijstelling. Commissievoorzitter De Donnea deelde de amendementen uit en besprak ze bondig. Van onze fractie was niemand aanwezig. Sp.a-fractieleider Van der Maelen wou zich hier niet over uitspreken omdat hij het dossier onvoldoende kende.

Op 28 maart bekende de sp.a echter kleur door samen met de andere meerderheidspartijen nieuwe amendementen in te dienen, dit om de vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing tot 70 procent op te trekken en om inderdaad ook de lonen van jonge sportbeoefenaars in aanmerking te nemen..

Het uiteindelijke wetsvoorstel gaat daardoor zeer ver. De belastingdruk op het loon van de spelers – vanuit het oogpunt van de clubs – zou circuleren tussen 11 en 15 procent, een gunstig regime dat men in geen enkele economische sector terugvindt. Dat dit gunstige regime bovendien gepaard gaat met een bestedingsvoorwaarde die het initiële opzet – het stimuleren van de jeugdwerking – ondergraaft, gaat echt te ver. Doordat de clubs ook de lonen van jonge spelers mogen betalen met behulp van de fiscale vrijstelling op de lonen van oudere spelers, zal dit hen er vooral toe aanzetten jonge spelers aan te werven in plaats van te investeren in een degelijke eigen jeugdwerking. Ons amendement 16 strekt ertoe om duidelijk te bepalen dat de gelden wel degelijk aangewend moeten worden om de jeugdwerking te stimuleren.

Daarnaast moeten er ook nog wat onduidelijkheden worden uitgeklaard. Wat moet bijvoorbeeld worden begrepen onder de in artikel 2,a vermelde 'beroepsinkomsten uit een andere beroepsactiviteit'? Hoe verhoudt het belastingregime uit ditzelfde artikel zich tot het bestaande regime waarin spelers, trainers en medewerkers een niet-belastbare vergoeding van 12,5 euro per wedstrijd kunnen krijgen en een hogere vergoeding belastbaar als loon? Dit regime werd onder meer uitgewerkt in de rondzendbrieven van 14 juni

1991 en 7 april 1998. Hoe is de verhouding tot het bestaande regime voor scheidsrechters en tot het bestaande regime voor spelers en trainers die hun sport niet als loutere vrijetijdsbesteding beoefenen? Bij deze laatsten komen de vergoedingen integraal op de loonfiche 281.10, maar geldt wel het vrijstellingsregime van de vergoedingen voor vrijwilligerswerk. Blijven deze regimes overeind?

Vallen de controleurs, kassiers en stewards uit de circulaire van 12 augustus 1996 onder het begrip 'begeleider' uit artikel 2,a? Klopt het dat het samen lezen van artikel 2,a en artikel 2,b ervoor zorgt dat een sporter die in de loop van het belastbare tijdperk 26 jaar wordt, de twee bijzondere tarieven kan genieten? Zullen de tarieven van de bedrijfsvoorheffing worden aangepast aan de nieuwe afzonderlijke tarieven van 16,5 en 33 procent?

Ik had gehoopt dat minister Reynders mij een antwoord kon geven op deze vragen. Ik ben benieuwd of minister Dewael dat in zijn plaats zal doen.

De **voorzitter**: Minister Reynders is sinds vanmorgen in Washington op een bijeenkomst van het Internationaal Monetair Fonds.

10.05 Carl Devlies (CD&V): Ik had gehoopt dat hij aanwezig zou zijn bij de bespreking van zo'n belangrijk voorstel.

10.06 François-Xavier de Donnea (MR): Deze stemming is de bekroning van twee jaar discussie in de commissie voor de Financiën. Na diverse hoorzittingen en werkvergaderingen lag er eind 2006 uiteindelijk een gemeenschappelijke tekst ter tafel, waarin vier belangrijke doelstellingen worden nagestreefd.

Allereerst worden de beroepsinkomsten van profsporters, voor zover zij op 1 januari van het aanslagjaar de leeftijd van 26 jaar hebben bereikt, van scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totale bruto belastbare bedrag meer bedraagt dan het totale bruto belastbare bedrag van de beroepsinkomsten die zij behalen uit de activiteit waarvan hier sprake, afzonderlijk belast tegen het tarief van 33 procent. Zo wil men tevens fiscale wanpraktijken voorkomen.

Voorts wordt sportbeoefening door jongeren van 16 tot 25 jaar aangemoedigd, doordat bezoldigingen voor een maximumbedrag van 12.300 euro per belastbaar tijdperk afzonderlijk belast worden tegen het belastingtarief van 16,5 procent. Wij zijn immers van oordeel dat jonge sporters netto genoeg moeten kunnen verdienen om een spaarpotje te kunnen aanleggen voor die dag waarop ze zouden moeten overstappen naar een loopbaan buiten de sportwereld.

Ten derde willen wij elke discriminatie wegwerken tussen Belgische en buitenlandse sportbeoefenaars die in België gedurende een periode van meer dan dertig dagen per jaar inkomsten verkrijgen. Door die bestaande discriminatie hielden onze sportbeoefenaars het hier voor bekeken en werden bepaalde Belgische clubs, inzonderheid die uit de eerste klasse, werkelijk overspoeld door buitenlandse sportbeoefenaars. Het wegwerken van die discriminatie zou er moeten toe leiden dat de in België opgeleide jonge sportbeoefenaars opnieuw toegang krijgen tot de clubs uit de hoogste klasse.

Tevens is het de bedoeling de investeringen van de clubs in de opleiding van jonge sportbeoefenaars aan te moedigen. De clubs genieten een vrijstelling van de doorstorting van bedrijfsvoorheffing van 70 procent van de bezoldiging van sportbeoefenaars jonger dan 26 jaar, alsook van de bezoldiging van de sportbeoefenaars van ten minste 26 jaar oud, op voorwaarde dat de helft van die vrijstelling wordt besteed aan de opleiding van jonge amateursportbeoefenaars en aan de betaling van lonen. Het gaat hier om sportbeoefenaars die minstens 12 jaar oud zijn en de leeftijd van 19 jaar nog niet hebben bereikt.

Kortom, het gaat hier om een voorstel dat belangrijk is voor de bevordering van de sport in ons land, maar ook voor de billijkheid en de transparantie met betrekking tot de fiscale regeling die geldt voor de sportbeoefenaars, maar ook voor de scheidsrechters, en de personen die belast zijn met de begeleiding en de opleiding van de sportbeoefenaars.

10.07 David Geerts (sp.a-spirit): De uitgangspunten van het wetsvoorstel zijn van toepassing op heel wat sporttakken, niet alleen op de voetbalsport dus. De belangrijkste doelstellingen van de voorgestelde hervorming zijn de gelijkschakeling van buitenlandse en Belgische spelers, het stimuleren van het opstellen

van jongeren, het beter begeleiden van de jongere sporters en het professionaliseren van de jeugdopleiding. Dit alles moet worden gerealiseerd zonder bijkomende kosten voor de overheid en zonder negatieve impact op de leefbaarheid van de sportclubs. Wij zullen het voorstel graag goedkeuren.

10.08 Melchior Wathelet (cdH): We dienden ook te zorgen voor een gelijke behandeling van Belgische en buitenlandse sportlieden.

Een andere uitstekende maatregel bestaat uit de ondersteuning van de jonge sportbeoefenaars door de 16,5 procent ook op hen van toepassing te maken.

Maar daarnaast is er ook nog de investering in de opleiding. Men verhoogt de verminderde voorheffing tot 70 procent. Dat geld moet gebruikt worden voor de opleiding. Naast de sportmensen die veel poen scheppen, kunnen andere beroepssporters tijdens hun loopbaan de eindjes nauwelijks aan elkaar knopen. We moeten hen helpen door een gunstiger fiscaal regime in te voeren en hun meer opleidingskansen te geven.

We vergeten evenmin de andere mensen die de sportbeoefening mogelijk maken: de scheidsrechters, de mensen die hun vrije tijd in sportverenigingen steken. Voor hen werd er in een fiscaal statuut met een aanslagvoet van 33 procent voorzien.

10.09 Luk Van Biesen (VLD): We hebben hier met de verschillende fracties hebben een mooi stukje parlementair werk afgeleverd. Ik wil ook hulde brengen aan de minster en zijn administratie voor de positieve samenwerking. Ik betreur wel dat zo een belangrijk wetsvoorstel, dat toch meer middelen voor de jeugdwerking wil vrijmaken en dat een gelijkschakeling beoogt tussen niet-inwonende en inwonende sportbeoefenaars, vandaag op een drafje moet worden afgehandeld.

De VLD-fractie zal het wetsvoorstel met enthousiasme goedkeuren.

10.10 Alain Courtois (MR): We moeten een evenwicht vinden tussen de beroepssporters en de amateurs. We moeten tevens onverklaarbare discriminaties tussen Belgische en buitenlandse beroepsspelers voorkomen. Het voorliggende voorstel heeft betrekking op de scheidsrechters, de begeleiders, de jeugdtrainers, bepaalde bezoldigde amateurspelers en meer in het algemeen al wie een bezoldiging ontvangt waarvan men niet precies weet hoe ze belast wordt.

Op die wijze wordt er een einde gesteld aan de onduidelijke toestand van honderdduizenden personen die zelf niet wisten welke sommen ze aan de fiscus schuldig waren.

(Nederlands) Het gaat hier wel degelijk over de grootste sociale beweging van het land: meer dan een miljoen mensen zijn, rechtstreeks of onrechtstreeks, bezig met sport.

(Frans) De sportvrijwilligers werden bij de goedkeuring van de wet op het statuut van de vrijwilligers over het hoofd gezien.

(Nederlands) Het gaat nochtans om meer dan zeshonderdduizend mensen die zich in België, week na week, bezighouden met sport.

(Frans) Sport is één van de belangrijkste fenomenen in ons land die de sociale en culturele integratie kunnen bewerkstelligen.

Tevens is het een middel om jongeren tot betere eetgewoonten, en meer algemeen tot beter gedrag, aan te zetten. Ten slotte zijn de aanzienlijke uitgaven die elk weekend in het kader van sportieve activiteiten worden gedaan bevorderlijk voor de economie en de fiscaliteit. Met dit voorstel wordt bevestigd dat sport van fundamenteel belang is voor een goede gezondheid.

10.11 Dirk Claes (CD&V): Ik wil mijn amendement toelichten omdat er ergens, wellicht ongewild, een kleine ontsparing plaatsvond die nu nog kan worden rechtgezet.

Voor beroepssporters wordt in dit wetsvoorstel 70 procent van de bedrijfsvoorheffing ingehouden. De resterende fiscale last is dus slechts 30 procent. Scheidsrechters, trainers, opleiders en begeleiders – al die mensen die ook volgens de heer Courtois onmisbaar zijn in de sport – betalen 33 procent belastingen op het inkomen dat zij uit de sport hebben. Dit inkomen wordt gelukkig niet bij hun andere inkomen geteld. Nu zullen dus 300 profvoetballers slechts een fiscale last van 30 procent dragen, terwijl al wie komt helpen 33 procent moet betalen. Dat kan toch de bedoeling niet zijn?

Wij stellen voor dat voor die trainers, begeleiders, scheidsrechters en opleiders – het gaat om een kleine 100.000 mensen – een fiscale vrijstelling wordt ingevoerd van 2.500 euro per jaar of 250 euro per maand, aangezien er in juli en augustus normaal gezien geen voetbal is. Pas daarboven betaalt men 33 procent. Kunnen de heren Courtois, Geerts en Van der Maelen dit voorstel steunen?

10.12 Alain Courtois (MR): Ik stem niet mee over dit amendement.

10.13 David Geerts (sp.a-spirit): Laten we eerst deze tekst goedkeuren. Dit punt kan tijdens de volgende regeerperiode verder worden onderzocht.

10.14 François-Xavier de Donnea (MR): Ik deel de mening van de heer Geerts: in plaats van een bijkomend amendement in te dienen zou men de wet beter op 1 januari 2008 in werking laten treden. Na een jaar praktijkervaring kunnen we dan opnieuw bekijken of het eventueel nodig is om een amendement aan te nemen dat in de richting van het voorstel van collega Claes gaat.

10.15 Dirk Claes (CD&V): Ik ga daarmee akkoord, maar dat had men dan beter ook gedaan met de amendementen van de sp.a. Ook daar had men beter tot na de evaluatie. In dat geval hadden wij ons amendement ook niet hoeven in te dienen.

Ons amendement heeft tot doel te vermijden dat profvoetballers beter worden behandeld dan mensen die iets bijverdienen door bijvoorbeeld een jeugdploeg te trainen.

De **voorzitter**: De heer Claes mag altijd beslissen of hij het amendement intrekt of aanhoudt.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsvoorstel nr. 2787. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2787/15)

Het wetsvoorstel telt 7 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 1bis

- 17 *Carl Devlies cs* (2787/17)

Art. 5

- 16 *Carl Devlies cs* (2787/16)

Deze amendementen en het artikel 5 worden aangehouden. De overige artikelen worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikel 5 en over het geheel zal later plaatsvinden.

De **voorzitter**: Op de agenda staat nog een aantal kleinere wetsvoorstellen die geen problemen doen rijzen.

10.16 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Het gaat helemaal niet om kleine voorstellen zoals de voorzitter zegt, wel om voorstellen waarvan de auteurs eisen dat ze er vandaag, om 8 uur 's ochtends, nog moeten doorgejaagd worden omdat ze niet naar volgende week verschoven mogen worden. Ik hoop dus dat de meerderheid het niet langer nodig vindt te zeuren over het verloop van de werkzaamheden.

De **voorzitter**: Ik kan de heer Annemans begrijpen, maar ik respecteer de wens van de auteurs.

11 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 2003 tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut (2967/1-7)

Voorstel ingediend door: Philippe Monfils, David Geerts, Talbia Belhouari, Stef Goris

Het wetsvoorstel werd naar de commissie teruggestuurd op 29 maart 2007.

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

11.01 Ingrid Meeus, rapporteur: Dit wetsvoorstel bepaalt dat jongeren die werkloos zijn of een leefloon genieten, in de mogelijkheid kunnen worden gesteld om op vrijwillige basis en met behoud van hun werkloosheidssteun of leefloon bij Landsverdediging werken van openbaar nut uit te voeren. Het wetsvoorstel laat de jongeren niet alleen toe om met Landsverdediging kennis te maken, maar houdt bovendien ook een maatschappelijk integratieproject in.

Voor meer details verwijs ik naar het schriftelijk verslag.

11.02 Philippe Monfils (MR): De idee van een dienst van collectief nut is niet nieuw. Tien jaar geleden diende de heer Armand De Decker ook al een voorstel van soortgelijke strekking in, en het voorstel werd ook overgenomen in een zeer algemene wet van 2003, die evenwel nooit van kracht werd.

Na de moord op Joe Van Holsbeeck flakkerde het debat weer op. Het is niet zozeer de bedoeling de verplichte legerdienst te vervangen als wel een antwoord te vinden op de vraagstukken van de huidige sociale realiteit.

De werkloosheidsgraad onder de 15- tot 24-jarigen schommelt rond de 20 procent in België. Die jongeren hebben niets om handen en vullen hun dagen met rondhangen, en sommigen geraken op het slechte pad. Dankzij de dienst van collectief nut zullen ze een leerrijke ervaring kunnen opdoen, en zullen hun burgerzin en relationele vaardigheden worden bijgebracht, en zullen ze hun sportieve capaciteiten kunnen ontwikkelen. Met andere woorden: ze zullen leren leven en werken in groep, met verschillende mensen, en gedisciplineerd in het leven staan.

De hoedanigheid van werkzoekende wordt behouden, en wie zich inschrijft voor de dienst van collectief nut hoeft niet bang te zijn dat zijn wachtgeld, werkloosheidsuitkering of het recht op kindergeld van de ouders geschorst wordt.

Er werden een aantal amendementen aangenomen die ertoe strekken de activiteitsdomeinen af te bakenen waarin vrijwilligers een dienst van collectief nut kunnen uitvoeren. Tegelijk mocht de dienst van collectief nut niet in een keurslijf gedwongen worden, en ik ben blij dat dat ook niet gebeurd is. Over enkele maanden zullen we de werking van die dienst kunnen evalueren. Hopelijk zal de dienst, die nu bij het ministerie van Defensie wordt opgezet, later ook bij andere departementen worden ingevoerd. Daarbij denken we uiteraard in de eerste plaats aan de FOD Binnenlandse Zaken.

De MR zal voor dit wetsvoorstel stemmen.

11.03 David Geerts (sp.a-spirit): Dit wetsvoorstel wil jongeren de mogelijkheid bieden een maatschappelijk zinvolle taak uit te voeren alsmede een opleiding te volgen die hen de nodige kwalificaties bezorgt, waardoor ze later vlotter in het arbeidsproces kunnen stappen. De wetgever wil aan de hangjongeren die her en der voor overlast zorgen, een zinvol alternatief bieden

In de commissie werd een aantal vragen gesteld over de werkbaarheid van deze regeling. Ongetwijfeld zullen er in de toekomst nog verbeteringen aangebracht moeten worden, maar het is goed dat er vandaag een initiatief wordt genomen. Het is immers belangrijk dat jongeren beschikbaar kunnen blijven voor de arbeidsmarkt, dat hun sociale rechten gevrijwaard blijven, dat ze een attest krijgen voor de verworven vaardigheden en dat ze - last but not least - iets doen voor het collectieve nut.

11.04 Talbia Belhouari (PS): We benadrukken dat uit de verblijfsvoorwaarde waaraan de doelgroepen moeten beantwoorden, blijkt dat de DCN zich zowel tot de Belgische jongeren als tot de jonge vreemdelingen, al dan niet afkomstig uit de Europese Unie, richt.

De voorwaarden voor de toelating tot en het einde van de DCN zullen bij koninklijk besluit worden vastgesteld en zouden een aantal strafrechtelijke verbodsbepalingen moeten overnemen waarin is voorzien voor toegang tot de strijdkrachten, maar die zouden worden versoepeld om jongeren die kleine delicten hebben gepleegd de gelegenheid te geven zich in het arbeidsproces en ook in de maatschappij te integreren.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2967/7)

Het wetsvoorstel telt 10 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 10 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

12 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht (2989/1-2)

Algemene bespreking

De **voorzitter**: De algemene bespreking is geopend.

12.01 David Geerts (sp.a-spirit): Dit wetsvoorstel is op het eerste gezicht vrij technisch, maar het heeft daarnaast ook nog een aanzienlijke politieke meerwaarde. Tijdens de vergaderingen van de opvolgingscommissie in Parijs in februari van dit jaar werd vastgesteld dat er in grote delen van de wereld nog steeds kindsoldaten worden ingezet bij allerlei gewapende conflicten. De Verenigde Naties citeren zelfs het cijfer van 250.000. Vaak worden ze gedrogeerd en als kanonnenvlees naar de eerste linies gestuurd.

Dit wetsvoorstel beoogt dat militaire aspiranten in ons land tijdens bepaalde crisissituaties hun hoedanigheid van militair zouden verliezen, zonder daarvan later nadelige gevolgen voor hun loopbaan te ondervinden. Het toepassingsgebied omvat de aspirant-onderofficieren, die het vijfde en zesde jaar secundair onderwijs volgen, alsmede de aspirant-officieren, onderofficieren en vrijwilligers die in orde zijn met de leerplicht, maar de leeftijd van achttien nog niet hebben bereikt. De Ministerraad omschrijft de situaties van crisis waarbij betrokkenen hun militaire status verliezen.

Hopelijk wordt dit voorstel straks, net zoals in de commissie, unaniem goedgekeurd. Dat zou een duidelijk signaal inhouden ten overstaan van landen waar nog altijd kindsoldaten worden ingezet.

12.02 Philippe Monfils (MR): Het gaat hier over een uitstekend voorstel.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2989/1)

Het wetsvoorstel telt 8 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

13 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument (2983/1-5)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

13.01 Magda De Meyer, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2983/5)

Het wetsontwerp telt 44 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 44 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

14 Wetsontwerp tot vaststelling van een juridisch kader voor bepaalde verleners van vertrouwensdiensten (2802/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De heer Guido De Padt, rapporteur, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2802/4)

Het wetsontwerp telt 17 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 17 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de corruptie, gedaan te New York op 31 oktober 2003 (3053/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3053/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 Agenda

De **voorzitter**: Ik stel voor om de bespreking van het ontwerp nr. 2647 tot invoeging van een titel *Ibis* en een artikel *7bis* om duurzame ontwikkeling als algemene beleidsdoelstelling voor de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten in de Grondwet in te schrijven en van het voorstel nr. 2661 tot herziening van de Grondwet teneinde er een artikel inzake duurzame ontwikkeling in op te nemen naar volgende week te verschuiven.

De bespreking zal plaatsvinden bij het begin van de vergadering, na het vragenuurtje.

Ik stel tevens voor om de benoeming van de ondervoorzitter van de commissie voor de Bescherming van de persoonlijke levenssfeer tot volgende donderdag uit te stellen.

Het in memoriam voor gewezen minister André Damseaux zal eveneens tijdens de plenaire vergadering van volgende week worden uitgesproken (*Instemming*).

17 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van de dames Anne-Marie Baeke, Magda De Meyer en Karine Lalieux tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst voor wat de mededelingsplicht betreft (nr. 3068/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw;
- het voorstel van resolutie van mevrouw Hilde Vautmans, de heer Roel Deseyn en de dames Maya Detiège, Muriel Gerkens, Josée Lejeune en Sophie Pécriaux betreffende het leren uit evaluaties van ontwikkelingprojecten (nr. 3071/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen;

- het wetsvoorstel van de heer Willy Cortois tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspuitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle voor wat betreft de financiering van het Agentschap (nr. 3072/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt;
- het wetsvoorstel van de heer Philippe De Coene tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie teneinde aan basisscholen toegang tot internet ter beschikking te stellen dat beantwoordt aan hun bijzondere noden (nr. 3076/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

Naamstemmingen

18 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Carl Devlies over "het verslag van het Rekenhof over de tenuitvoerlegging van de patrimoniale straffen" (nr. 1065)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Justitie van 27 maart 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1065/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Carl Devlies en Tony Van Parys;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Véronique Ghene en de heer Philippe Monfils.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

(Stemming/vote 1)		
Ja	80	Oui
Nee	35	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	116	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

18.01 **Joseph Arens** (cdH): Ik heb voor deze en de andere stemmingen een stemafpraak met mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs.

19 Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek en tot herstel van artikel 509quater van het Strafwetboek (nieuw opschrift) (2540/8)

(Stemming/vote 2)		
Ja	104	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	15	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

20 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek, inzake de vermelding van het geslacht van kinderen van wie het geslacht onduidelijk is (nieuw opschrift) (1242/6)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

21 Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek ter bevordering van de erfrechtelijke bescherming van buitenhuwelijkse kinderen (2655/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 3)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

22 Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het huwelijk tussen aanverwanten (2293/3)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

23 Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de verbetering van de akten van de burgerlijke stand voor materiële misslagen (2368/4)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

24 Wetsontwerp tot wijziging van artikel 249, § 1, tweede lid, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten wat betreft de rechten verbonden aan een voornaamswijziging (nieuw opschrift) (2446/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

25 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp betreffende de hervorming van de echtscheiding (2341/22-26)

Geamendeerd door de Senaat

Stemming over amendement nr. 180 van Melchior Wathelet tot invoeging van een artikel 3bis (n).(2341/26)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	21	Oui
Nee	82	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 188 van Melchior Wathelet op artikel 7.(2341/26)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 7 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 202 van Melchior Wathelet op artikel 42.(2341/26)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 6)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 42 aangenomen.

26 Geheel van het wetsontwerp betreffende de hervorming van de echtscheiding (2341/25)

Geamendeerd door de Senaat

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	81	Oui
Nee	32	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

27 Wetsontwerp betreffende de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank (2999/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	104	Oui
Nee	14	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	118	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

27.01 Brigitte Wiaux (cdH): Ik wilde ja stemmen.

28 Voorstel van resolutie betreffende een aantal knelpunten inzake de implementatie en naleving van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (2991/1)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	106	Oui
Nee	14	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

29 Wetsvoorstel tot oprichting van een Vaste Federale Waarnemingspost voor de praktische werking van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1658/4)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	82	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	118	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

30 Wetsontwerp tot wijziging van diverse bepalingen betreffende arbeidsongevallen, beroepsziekten en het Asbestfonds met betrekking tot wettelijk samenwonenden (nieuw opschrift) (2984/4)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden teruggezonden.

31 Wetsontwerp met betrekking tot de regeling van de geschillen in het kader van de wet van ... betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg (nieuw opschrift) (3012/4)

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	102	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

32 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg (nieuw opschrift) (3012/1-5)

Stemming over amendement nr. 2 van Benoît Drèze cs op artikel 2.(3012/2)

<i>(Stemming/vote 13)</i>			
Ja	31	Oui	
Nee	83	Non	
Onthoudingen	5	Abstentions	
Totaal	119	Total	

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 4 van Benoît Drèze cs op artikel 2.(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 2 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 19 van Benoît Drèze cs op artikel 5.(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 5 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 6 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6bis (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 7 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6ter (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 8 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6quater (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 9 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6quinquies (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 10 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6sexies (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 11 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6septies (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 12 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6octies (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 13 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6nonies (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 14 van Benoît Drèze cs tot invoeging van een artikel 6decies (n).(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 20 van Benoît Drèze cs op artikel 31.(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 21 van Benoît Drèze cs op artikel 31.(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 31 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 25 van Benoît Drèze cs op artikel 35.(3012/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 35 aangenomen.

33 Geheel van het wetsontwerp betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg (nieuw opschrift) (3012/5)

(Stemming/vote 14)		
Ja	101	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	19	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

34 Voorstel van resolutie betreffende het geneesmiddelengebruik in rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen (2236/1)

(Stemming/vote 15)		
Ja	120	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

35 Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de bevordering van de patiëntenmobiliteit (2966/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 15)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

36 Aangehouden amendement en artikel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren (2771/1-10)

Stemming over amendement nr. 6 van Nathalie Muylle cs op artikel 4.(2771/6)

(Stemming/vote 16)		
Ja	24	Oui
Nee	83	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	112	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 4 aangenomen.

37 Geheel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren (nieuw opschrift) (2771/10)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	82	Oui
Nee	28	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	112	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden teruggezonden.

38 Wetsvoorstel tot verbetering van het sociaal statuut van de betaalde sportbeoefenaar (2586/6)

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	118	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

39 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 26 januari 2006 betreffende de aanhouding van verplichte voorraden aardolie en aardolieproducten en de oprichting van een agentschap voor het beheer van een deel van deze voorraad en tot wijziging van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, en het verkeer daarvan en de controles daarop (2965/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 18)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

40 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 (2987/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 18)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

41 Aangehouden amendement en artikel van het wetsontwerp betreffende de civiele veiligheid (2928/1-6)

Stemming over amendement nr. 64 van Katrien Schryvers cs tot weglating van artikel 71. Wij stemmen dus over het behoud van het artikel. (2928/7)

<i>(Stemming/vote 19)</i>		
Ja	83	Oui
Nee	28	Non
Onthoudingen	9	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg is artikel 71 aangenomen.

42 Geheel van het wetsontwerp betreffende de civiele veiligheid (2928/6)

<i>(Stemming/vote 20)</i>		
Ja	86	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	32	Abstentions
Totaal	118	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

43 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsvoorstel betreffende het fiscaal statuut van de bezoldigde sportbeoefenaars (2787/1-16)

Stemming over amendement nr. 17 van Carl Devlies cs tot invoeging van een artikel 1bis (n).(2787/16)

<i>(Stemming/vote 21)</i>		
Ja	32	Oui
Nee	81	Non
Onthoudingen	5	Abstentions
Totaal	118	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 16 van Carl Devlies cs op artikel 5.(2787/16)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 21)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 5 aangenomen.

44 Geheel van het wetsvoorstel betreffende het fiscaal statuut van de bezoldigde sportbeoefenaars (2787/15)

<i>(Stemming/vote 22)</i>		
Ja	119	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	119	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

45 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 2003 tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut (2967/7)

<i>(Stemming/vote 23)</i>		
Ja	91	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	29	Abstentions
Totaal	120	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

46 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht (2989/1)

<i>(Stemming/vote 24)</i>			
Ja	120		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	120		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

47 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument (2983/5)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 24)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

48 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 oktober 1833 op de uitleveringen en van de uitleveringswet van 15 maart 1874 (2506/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 24)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

48.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Wij wilden ons onthouden bij deze stemming.

49 Wetsontwerp tot vaststelling van een juridisch kader voor bepaalde verleners van vertrouwensdiensten (2802/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 24)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

50 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de corruptie, gedaan te New York op 31 oktober 2003 (3053/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 24)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

51 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt. Aan deze agenda werd de herziening van de Grondwet toegevoegd, samen de geheime stemming voor de benoeming van de vicevoorzitter van de Commissie voor de bescherming van de levensfeer. Wij zullen ook de hulde aan de heer Damseaux houden.

Geen bezwaar? *(Nee)* Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten op vrijdag 13 april 2007 om 8.34 uur. Volgende vergadering donderdag 19 april 2007 om 14.15 uur.